

André Calvès

J'ai essayé de comprendre

Mémoires
(1^{ère} partie : 1920-1950)

En guise de préface

Il y a quelques années, un copain, passant chez moi, prit connaissance de quelques écrits sur ma jeunesse et sur la guerre. Il emporta ces textes et les publia sous le titre « Sans bottes ni médailles. »

J'aurai préféré : « J'ai essayé de comprendre » mais il paraît que ça ne pouvait pas tenter l'éventuel lecteur.

J'aurais voulu relire, avant parution, un texte qui contient pas mal de menues erreurs.

J'aurais surtout désiré qu'on y fasse figurer les photos des copains qui furent tués par les nazis.

Depuis, quelques lecteurs m'ont dit qu'il aurait fallu éclairer certains points, raconter le destin de divers copains.

Je vais donc essayer de faire tout cela, essayer aussi de parler de moi comme s'il s'agissait d'un autre. Et c'est bien d'un autre qu'il s'agit. J'ai nettement moins de force, de courage et de naïveté que le personnage que je fus jadis. J'ai toujours été agacé par les gens qui portent des médailles de sauveteurs et qui n'oseraient plus se jeter à l'eau par crainte d'une bronchite.

J'ai été indigné par cette justice américaine qui tua Caryl Chessman après onze ans de prison pour un crime douteux. Si ces juges estiment que le temps ne fait rien à l'affaire il serait plus que temps qu'ils s'excusent auprès des indiens d'Amérique.

Le curieux mélange de Plougastel et Lesneven

Je suis né à Brest le 06 février 1920. Les jeunes doivent noter que c'était un peu après la première guerre mondiale. J'ai parfois agacé ma mère en lui demandant si elle vivait au temps des crinolines. Situons la famille. Une mère et une grand-mère issues du Nord Finistère. La grand-mère fit longtemps la couture dans les fermes aisées. On avait le droit d'apporter un mouchoir propre pour ramener quelques reliefs de repas à la maison. Puis elle se maria à un quartier-maître calfat. Je n'ai pas connu ce grand-père. Je sais seulement qu'il disait à son épouse : « Tu es la meilleure des femmes. » Grand-mère répondait : « Alors, pourquoi tu bois ? »

Cette grand-mère-là était très gentille et très pieuse. En ce temps-là, on n'hésitait pas à aller de Brest à Rumengol en chantant des cantiques. C'était aussi une des rares possibilités de cheminer avec les garçons et, peut-être, d'échanger des regards.

Grand-mère eut six enfants et en garda quatre. C'est un chiffre assez élevé. Tout petit, j'ai souvent entendu des femmes dire : « J'en ai eu sept, j'en ai gardé trois. » Il ne s'agissait pas d'avortements. Dieu les avait rappelés ! Si l'association « Laissez-les vivre » avait existé, elle aurait pu maudire Dieu tous les matins. L'église était toute puissante, mais l'hygiène, la médecine et l'alimentation étaient assez déficientes.

Bref, ma grand-mère vécut à Brest. Une de ses filles se maria. Ce fut ma mère. L'autre fille travailla de-ci, de-là. Les deux garçons devinrent marins de commerce après s'être embarqués tout jeunes sur un cargo japonais comme aides cuisiniers. Quand ce bateau fit de nouveau escale à Brest, toute la famille alla à la rencontre des garçons prodiges «qui avaient vu l'Amérique», en scandant tout au long de la route « *Tagosan Maru.* »

Côté père, il s'agit d'une famille de Plougastel-Daoulas.

Précisons qu'en ce temps-là, il n'y avait pas de pont mais un bac sur l'Elorn. Bien que situé à 10 kilomètres de Brest, Plougastel semblait au bout de la terre. Ses habitants n'aimaient pas beaucoup les Brestois qui le leur rendaient bien. Quand le pont fut construit, vers 1935, les Plougastellens étaient horrifiés à l'idée que des hordes de voyous brestois viendraient manger leurs fraises. On m'assure que beaucoup de paysans dormirent dans leurs champs en fin de semaine avec un fusil de chasse sur le ventre.

La localité n'était pas pauvre, mais la famille de mon père l'était. Avec, bien sûr, beaucoup d'enfants. Ils habitaient Rochnévélen et ne parlaient que le breton.

Quand les parents moururent, jeunes, les enfants furent hébergés à Copéhen chez un des éléments de la grande famille. Il paraît que ce ne fut pas la joie.

Après quelques années, le père entra à l'école des mousses. Il apprit le français et l'aviron sous le contrôle vigilant de fayots abrutis. Ce qui explique que mon père, tout conservateur qu'il fut, ne garda aucune tendresse pour la marine de guerre qui l'avait, trop souvent, fait souquer dans la rade de Brest à 6 heures du matin.

Ses frères et sœurs partirent à pied pour Paris. «Le trimard» disait-on, afin de s'embaucher dans le bâtiment ou chez des bourgeois, ainsi qu'il convient à un peuple semi-colonial. Ce n'était pas encore la période des bonnes portugaises. Les petites bretonnes subissaient les mêmes humiliations. Il existe aujourd'hui, comme ailleurs, des racistes en Bretagne. Ils ne connaissent pas l'histoire de leur peuple.

Il est intéressant de noter qu'une grosse quantité de ces ouvriers bretons qui partirent pour Paris découvrit assez vite que la lutte révolutionnaire était plus réaliste que les prières et les processions. Vu leur pénible travail (n'oublions pas que la première ligne de métro s'est faite à la pelle et à la pioche) beaucoup de ces Bretons devinrent communistes. Et si, aujourd'hui, vous voyez des stations de métro portant le nom de syndicalistes communistes fusillés par les nazis, ce n'est pas par hasard qu'ils se nomment : Yves Toudic, Coentin Celton et Coentin Cariou.

Dans les années 1910, mon père avait du rembourser la sollicitude de l'Etat par un engagement de 5 ans dans la marine. Ma mère travaillait rue de Siam dans un magasin qui vendait des mouchoirs et pompons de fantaisie aux matelots. C'est ainsi qu'elle connut le quartier-maître Mathurin Calvès. Mon père, devenu très français, n'aimait pas son prénom et signait «Charles» ses tendres lettres.

Après le mariage, un repas eut lieu à Plougastel. Ma mère ne parlait pas le breton mais le comprenait, et fut peu ravie d'entendre : «Pourquoi a-t-il été chercher une femme à Brest? C'est des maigres là-bas.» Ainsi commença la sympathie maternelle à l'égard des Plougastellens.

Mon père fut désigné pour les sous-marins à Bizerte. Ma mère, qui n'avait jamais été plus loin que Landerneau, vogua vers la Tunisie et eut, au début, un peu peur des Arabes «qui me regardaient avec leurs grands yeux noirs.»

*Le Français avec l'Allemand
Ceux d'Europe et ceux d'Amérique
Frères, croyez-vous vraiment
La fraternité chimérique ?*

Chant du 1er mai 1910

J'eus quelques échos de ce Brest d'avant-guerre par divers membres de ma famille. C'était «la Ville Rouge.»

Un jour, arriva une escadre russe pour sceller l'alliance du Tsar avec la République. Le commandant, qui n'avait rien retenu de l'histoire du Potemkine, survenue quelques années avant, décida de pendre, pour on ne sait quel motif, deux matelots. L'autorité française, redoutant les réactions des ouvriers brestois, demanda aux tsaristes de sortir de la rade pour tuer les marins.

On chantait l'Internationale à Brest, mais il ne fallait pas aller loin pour entendre «Alsace, Alsace, Quand viendra ta revanche? A mon pays Seigneur rendez l'espoir..., etc.» et une grande quantité de chansonnettes du même genre que ma grand-mère fredonnait encore quinze ans après.

Comme a dit je ne sais qui, on se préparait à faire tuer un million d'hommes qui ne parlaient pas allemand pour récupérer un million d'hommes qui ne parlaient pas français.

Dans l'enthousiasme délirant qui précéda la guerre, il y eut quelques fausses notes. Un parent du côté de ma grand-mère qu'on appelait «Tonton François» (tonton servait pour un tas de parents dont j'ignorais la parenté exacte et dont, d'ailleurs, je me moquais) Tonton François était menuisier à Lambazellec et très ardent socialiste. Il était copain avec un ouvrier allemand venu se perdre dans le secteur. Dès le premier jour de la guerre, l'Allemand fut interné. Dans la famille, on disait à voix basse que François n'avait rejoint la caserne qu'entre deux gendarmes. Ce qui est sûr, c'est que peu de temps après, tonton François était prisonnier en Allemagne, et qu'il l'avait, sans doute, un peu voulu.

La fleur au fusil

Et voilà la guerre. Grand-mère allait, avec un tas d'autres femmes à la caserne Fautras, chercher des pantalons et des capotes militaires à rafistoler

Des centaines de milliers de petites gens avaient donné leur alliance en or pour la patrie, tandis que cette même patrie offrait, pour un bol de cidre, le quai de Javel à monsieur Citroën qui s'engageait, moyennant finances, à fabriquer des obus. Il fallait, en effet, de plus en plus d'acier pour tuer un seul homme. La technique industrielle fit de grands progrès.

Ma mère était revenue à Brest. Mon père naviguait à présent sur un navire qui allait chercher du nickel en Nouvelle Calédonie, et divers produits un peu partout. J'ai lu un bouquin racontant que ce navire fut pris en chasse par un sous-marin et le distança facilement. Mon père était devenu un passionné de mécanique et prenait du galon.

En même temps que la technique se développait, les illusions tombaient. J'ai trouvé un livre d'Histoire, écrit avant cette guerre par Gustave Hervé. Cet homme qui était pourtant à la gauche du Parti Socialiste, nageait dans l'illusion béate d'un progrès continu vers le socialisme. Par la force des choses, le progrès économique se traduirait par une plus grande civilisation et de bons rapports entre les hommes.

Le fracas de la guerre brisa des rêves. Il n'y avait plus que deux solutions : la voie révolutionnaire ou le retour vers le chauvinisme nationaliste. Gustave Hervé choisit ce deuxième chemin et battit des records d'ignominie.

Il ne fut pas le seul. L'écrasante majorité de la direction socialiste oublia l'internationalisme et se coucha devant l'Etat-major. Nombre de dirigeants syndicaux firent de même, et le principal, Léon Jouhaux écrivit «Ceux qui partent et dont je suis. »Il ne partit d'ailleurs pas, mais contribua à envoyer au front des dizaines de milliers de braves types qui avaient cru en lui.

On ne peut comprendre que tant d'hommes partirent joyeusement pour une telle boucherie si on ignore qu'ils étaient persuadés (et la presse s'y employait) que la guerre ne durerait que 3 semaines ou un mois.

« Les cosaques n'étaient qu'à cinq étapes de Berlin », « l'Angleterre contrôlait les mers », « les Allemands commençaient à crever de faim » et, en général « ils tiraient trop bas » (sic).

Enfin, nous avons le célèbre canon de 75 qui portait à 8 km. On se gardait bien de signaler le canon allemand de 155 qui portait à 15 km.

Une bonne partie de l'opinion publique était encore au temps de Bonaparte. Certes, il y avait bien eu le fâcheux incident de 1870, mais c'était uniquement la faute à ce salaud de Bazaine.

Comme si l'exaltation patriotique n'avait pas suffi, il y avait des raffinements subtils. Les plus patriotes des Français étaient les Bretons. Ne fallait-il pas deux régiments bretons pour encadrer un régiment de mokos (méditerranéens) ?

De leur côté les Allemands n'avaient pas tellement conscience de leur infériorité. Ils se payaient le luxe de publier dans leur presse, les communiqués de tous les belligérants. Folie que l'Etat-major français se gardait bien d'imiter.

Le puissant parti socialiste allemand était devenu aussi chauvin que le français à l'exception de l'honorable Karl Liebknecht qui vota contre les crédits de guerre.

Mais, direz vous, même le diable doit avoir des arguments. Exact ! Les Français devaient lutter pour la République contre cet infâme Kaiser, et aussi pour libérer l'Alsace-Lorraine.

Les Allemands devaient lutter pour la sécurité sociale, contre le Moyen-Âge tsariste et ses alliés. Et la sociale démocratie allemande ajoutait un argument de poids pour justifier son comportement. A un certain moment, le principal journal « socialiste » allemand ne jugea pas inutile la polémique contre le petit Lénine, qui, de Suisse, stigmatisait la trahison de l'Internationalisme :

- « Il est facile à un irresponsable de prendre de belles positions de principe ; mais le parti social démocrate a la responsabilité de centaines de maisons du peuple et de bourses du travail. Il ne pouvait risquer tout cet acquis du prolétariat par son vote négatif. »

Lénine répondit :

- « Le socialisme n'est plus dans vos maisons du peuple où on le prostitue. Il est en prison avec Karl Liebknecht. »

Les dirigeants socialistes français, jamais en reste d'une canaillerie, feignirent de croire que Liebknecht dénonçait simplement la guerre impérialiste du côté allemand. Ils le félicitèrent à plusieurs reprises dans l'Humanité.

Mais, après la guerre, quand les « socialistes du Kaiser » eurent fait assassiner Liebknecht et Luxemburg par les corps francs, ils se retrouvèrent bons amis avec les « socialistes de Poincaré » dans la deuxième internationale, tout comme les catholiques de France et d'Allemagne qui venaient, pendant quatre ans de remettre le Christ en croix.

Encouragés par l'exemple de Guesde, de Sembat, Jouhaux, etc, les chansonniers de gauche embouchèrent le clairon patriotique. Un Montéhus qui avait chanté « la Grève des Mères » et « l'Hymne au 17^{ème} », devint nationaliste fervent. Après la guerre il redevint pacifiste.

Notons au passage qu'une compagnie du 17^{ème} d'infanterie avait refusé de tirer sur les manifestations de vignerons, en 1907. Quelques sadiques de l'état-major décidèrent que le 17^{ème} deviendrait un régiment disciplinaire avec toutes les vacheries que cela comporte en temps de paix et le massacre en temps de guerre. Le 17^{ème} fut délibérément décimé dans tous les combats.

Tout fut fait pour l'union Sacrée. Longtemps après, ma mère fredonnait parfois un air qui eut un vif succès :

*« Pour nos poilus qui sont sur le front
Qu'est-ce qu'il leur faut comme distraction ?
Une femme, une femme »*

J'entends le MLF hurler avec quelques raisons

Mais tout bien considéré, pourquoi voulez-vous que seuls les esclaves mâles aient seulement le droit de s'étriper dans les barbelés ? D'ailleurs, des dizaines de milliers de jeunes moururent en hurlant sans avoir jamais connu une femme.

Jadis, quelqu'un avait écrit : « Si le prolétaire ne pouvait battre sa femme, sa vie serait totalement insupportable. » Il aurait pu ajouter que la femme se serait suicidée si elle n'avait pas eu la ressource de gifler ses gosses de temps en temps.

Tout ceci pour dire qu'il est assez difficile de demander le respect de la femme à des gens qui voyaient chaque jour des copains coupés en dix morceaux.

La bourgeoisie avait bien compris cela et la censure ne sévit jamais contre les chansons égrillardes, du moment qu'il ne s'agissait pas de violer les filles de monsieur Schneider.

Dès les premiers mois de la guerre, une moitié de l'armée allemande fut employée à combattre les Russes. L'autre moitié réussit à progresser jusqu'à 60 kms de Paris. Ceci aurait pu donner plus tard une vue réaliste de la situation quand, grâce à Staline, la totalité de l'armée allemande put s'appliquer à l'ouest.

L'assaut germanique fut stoppé au prix d'une effroyable hécatombe de soldats français. Essentiellement des petits paysans. L'état-major allemand avait multiplié les mitrailleuses, l'état-major français, les baïonnettes.

Dans le cas des régiments bretons, certains perdirent en quelques jours 2000 hommes sur 3000, au cours d'attaques absurdes en jolis pantalons rouges contre des positions fortifiées. Aucun compte ne fut jamais demandé à un haut gradé.

Sous la première république, 5 ou 6 généraux auraient été guillotines et 300 000 hommes auraient été épargnés. Cela aurait fait un bruit épouvantable dans les livres d'histoire.

Les petits paysans, ouvriers agricoles, artisans, ne furent pas les seuls à payer les frais. On fit venir à vive allure, d'Afrique, des dizaines de milliers de noirs. Le général Mangin s'occupa de la question et mérita le titre de « Mangeur de Noirs. »

Beaucoup de ces pauvres gars, plongés dans cette boucherie, durent songer que la sauvagerie n'était pas tout à fait ce qu'on leur avait expliqué.

La presse raconta avec humour que les tirailleurs sénégalais coupaient les oreilles des Allemands tués. La censure militaire n'y vit aucun inconvénient. Il est plus que probable que « ces grands enfants » furent encouragés par divers gradés français. Mais l'information passa en Allemagne avec les réactions qu'on peut deviner.

On fit venir aussi des Vietnamiens qui furent surtout employés dans les usines de munitions, car le génial Etat-major avait estimé que « les Annamites ne sont pas des soldats. »

L'opinion publique n'avait d'ailleurs qu'une très faible information sur le Viêt-nam et chantait : « Je suis toqué d'une Annamite. Je l'appelle ma petite bourgeoise ; ma tonki, ma tonkinoise » Exactement comme si un Vietnamien avait chanté : « Je suis toqué d'une Brestoïse, je l'appelle ma petite Lyonnaise » !

Pourquoi le grand public aurait-il eu une opinion claire sur les colonies quand le mouvement ouvrier officiel n'en avait pas ? En gros les socialistes estimaient que la France apportait la civilisation à des peuples arriérés. C'était pourtant l'illustre Savorgnan de Brazza qui, après avoir reconnu le centre Afrique, et y étant retourné en mission, avait constaté le trafic de commerçants français et conclu qu'il avait commis une mauvaise action en livrant ces territoires à la France.

Il avait vu le travail forcé pour la construction d'un chemin de fer qui avait coûté la vie d'un travailleur noir pour chaque traverse.

Le mouvement socialiste était donc teinté de racisme. Chaque pays « blanc » avait son peuple arriéré. Pour les Français : les Nord Africains et les Noirs. Pour les Anglais : les Hindous. Pour les Allemands : les Polonais et les Russes. Jusqu'aux Etats-Unis où le socialiste Jack London félicitait l'armée américaine qui venait civiliser les Mexicains dans les zones où l'on trouvait du pétrole. Beaucoup de colonies auraient pu traduire et adapter dans leur langue la formule de Porfirio Diaz : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si près des Etats-Unis. »

*Adieu la vie, adieu l'amour
Adieu toutes les femmes.
C'est pas fini, c'est pour toujours
De cette guerre infâme.
Chanson de Craonne (1916)*

Dans la France de 1917, beaucoup de petites gens sont dégrisés. Si tout est tranquille à 30 kilomètres du front, quantités d'hommes ont pu voir ce qu'aucun film ne montrera jamais : le spectacle de tranchées qui est, en pire, l'étal d'un boucher maladroit. Des milliers de soldats ont vu leurs camarades éclatés en vingt morceaux.

Un écrivain allemand a dépeint cette situation en citant une chanson de soldat qui frisait l'antimilitarisme :

*« Sur le bord du chemin, des têtes et des membres.
D'une vieille capote, un bras pourri dépasse
Qui tient encore une lettre : « Bébé t'envoie ses bons bécots. »
Au refrain : « Belle est la mort du héros. »*

Dans les usines, le mécontentement commence. On fait remarquer aux ouvriers qu'ils sont favorisés. Les plus mécontents sont envoyés au front.

La chanson de Craonne naît. Peine de mort pour qui la chante. Les mutineries se multiplient. Les fusillades aussi.

Mais l'état-major doit diminuer les attaques suicides, tandis que les diplomates sollicitent l'aide de la puissante Amérique qui tarde à venir.

On dit que les soldats américains débarquèrent au cri de « Lafayette, nous voici ! » Mais on a dit aussi que le gouvernement des USA intervint au cri de « La faillite, nous voici. » tout en remerciant le grand frère, quelques Français amers racontent ce genre d'histoire :

-« Dans un train, un Yankee, un Anglais et un Français parlent des résonances des cloches. L'Anglais connaît une église qui se fait entendre au loin 30 minutes après qu'on ait cessé de sonner. L'Américain connaît une cloche, dans l'Arizona, qui résonne pendant 4 heures. Le Français considère que c'est peu de chose et explique qu'en France, la cloche d'alarme a sonné en 1914 et que les Américains ne l'ont entendue qu'en 1917. »

La poignée de socialistes fidèles à l'Internationalisme s'était réunie en Suisse dans le village de Zimmerwald et avait lancé un appel aux prolétaires des pays en guerre. Cet appel mettra beaucoup de temps à faire son chemin.

C'est en Allemagne qu'il est le plus entendu. Sous l'influence de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg, les vrais socialistes créent l'organisation « Spartacus » et, en dépit de la répression, réussissent parfois à tenir des meetings publics. Ils sont souvent dénoncés à la police par les « socialistes du Kaiser. »

L'armée russe, saignée à blanc, se mutine un peu partout. La première révolution éclate, le Tsar doit abdiquer.

La commune n'est pas morte.

Dans un premier temps, les opposants libéraux au tsarisme forment le gouvernement avec l'approbation des masses populaires. Même les révolutionnaires qui reviennent de Sibérie apportent un soutien critique à ce gouvernement. C'est le cas de la fraction bolchevique avec Staline et Kamenev.

Les paysans attendent impatiemment la réforme agraire et imitent les ouvriers qui ont, partout, formé des conseils d'usines (les soviets.) Conseils qui grandissent dans les régiments et sur les navires de guerre ; conseils qui, parfois, prennent des décisions en désaccord avec le gouvernement.

Cependant, ouvriers et soldats ont élu comme présidents de soviets, des hommes qui assurent qu'on pourra aller vers le progrès à moindre frais. Dans ce genre de promesses, les Mencheviks surclassent les Bolcheviks qui sont très peu nombreux et seulement dans quelques grandes villes.

Lénine et un groupe d'émigrés bolcheviks et mencheviks, négocient, de Suisse, leur passage en Finlande à travers l'Allemagne. Le gouvernement allemand accepte, et, plus tard, les calomnies ne manqueront pas dans la presse mondiale.

Le général Ludendorff remettra les choses au point dans ses souvenirs : « Nous avons pensé faciliter ainsi la fin de la Russie comme belligérant. Nous ne nous doutions pas que ce serait aussi la fin de l'Empire allemand. »

Lénine publie ses thèses d'avril, dénonce le soutien critique au gouvernement provisoire et lutte pour tout le pouvoir aux soviets. Sa position est critiquée comme étant une thèse trotskiste. Mais Lénine gagne la majorité de l'organisation bolchevique qui, de jour en jour, voit son influence grandir dans les grands centres ouvriers.

Quelle est la situation de la Russie ? Il y a deux pouvoirs :

- Celui des soviets d'ouvriers et de soldats.
- Celui du gouvernement appuyé par un fantôme de bourgeoisie (étant donné que l'essentiel de l'industrie est détenu par les capitalistes anglo-français) et par un encadrement militaire qui reste tsariste.

Cette situation peut durer quelques temps, dans la mesure où les soviets font confiance au gouvernement.

Mais, avec ou sans action des Bolcheviks, cette situation ne durera pas, pour l'excellente raison que les paysans veulent la terre et que les soldats ne veulent plus la guerre. Les soldats paysans veulent être au village pour le futur partage des terres et désertent en masse.

Mais les officiers liés aux propriétaires nobles ont des opinions diamétralement opposées. Quant aux libéraux liés au capitalisme européen, ils veulent tenir l'engagement de continuer la guerre aux côtés des alliés. Plus les semaines passent, plus la situation se tend.

Le pays va vers une immense jacquerie. Mais les jacqueries ont toujours été écrasées quand les paysans étaient isolés. Si la classe ouvrière ne prend pas d'initiative, le mouvement populaire connaîtra une répression qui dépassera cent fois le massacre des 30 000 communards par les Versaillais.

Les Bolcheviks gagnent la direction de nombreux soviets. Les débats existent au sein du parti :

- Est-il possible de construire une société socialiste dans un pays sans industrie importante, sans culture véritable et avec une aussi faible classe ouvrière ?
- « Non ! » ont toujours répondu les socialistes d'occident et ceux de Russie également.

Aujourd'hui, la majorité du parti bolchevik, avec Lénine et Trotsky qui vient de rentrer en Russie et a rejoint le parti, répond : « Il n'existe pas de bourgeoisie russe. Si nous ne prenons pas le pouvoir, le mouvement populaire sera écrasé par la clique militaire qui maintiendra la Russie comme une semi colonie du capitalisme mondial.

Si nous prenons le pouvoir, nous ne pourrons, seuls, réaliser une société socialiste, mais nous pourrons donner l'élan aux révolutions des pays industrialisés.

Nous avons bien la conviction que, sans la révolution allemande, nous périrons. Mais nous périrons aussi si le mouvement est écrasé par la réaction russe. »

Pour se donner une petite idée du climat, il faut peut-être que le lecteur habitué, en France, à voir un chef « aimé » prendre toutes les décisions capitales en dehors d'un congrès (qu'il s'agisse de la dictature du prolétariat ou du centralisme démocratique¹) il faut, dis-je, que le lecteur réalise qu'il n'y avait pas de chef « aimé » dans la Russie de 1917. Ni Lénine, ni Trotsky, ni, à plus forte raison, Staline.

C'est, je crois, John Reed qui rappelle, dans « Les Dix Jours qui ébranlèrent le Monde », que les responsables du soviet d'un régiment de mitrailleurs se rendirent au Comité Central Bolchevik et dirent : « Si vous ne marchez pas vers l'insurrection, vous, les Bolcheviks, vous êtes finis pour nous. »

En fait, ce ne sont ni les Bolcheviks, ni les soviets qui vont prendre l'offensive, c'est la réaction la plus noire. C'est le général Kornilov qui va tenter une action militaire contre Pétrograd.

Les ouvriers vont se lever en masse et l'action de Kornilov échouera lamentablement. Mais la leçon a été comprise : Nous ou la réaction.

La Révolution d'Octobre, ce sera tout simplement le mot du soldat de garde, disant : « Je n'obéis qu'aux ordres du soviet. » Le président Kerenski s'enfuira sans gloire et le Palais d'Hiver se rendra après qu'un croiseur gagné aux Bolcheviks aura tiré, à blanc, dans sa direction. Les officiers tsaristes prisonniers sont libérés sur promesse de ne pas agir contre le nouveau gouvernement. Presque tous iront rejoindre les futures armées blanches. La révolution est faite, mais la guerre civile commence à peine.

Enfance à Brest

Tout cela est arrivé très, très déformé à Brest. D'ailleurs la presse française ne comprend pas grand chose à ce qui se passe. Mais tous ceux qui ont de l'argent placé en Russie, flairent l'événement avec inquiétude.

Bien avant la guerre, tous les socialistes russes avaient rédigé un document pour préciser qu'ils ne rembourseraient pas l'argent, prêté au Tsar, qui avait servi à payer les knouts des cosaques. Bien entendu, la grande presse avait traité cet avertissement par le mépris et omis d'en parler aux petits rentiers.

Je vais vite revenir sur ces sujets car de 1920 à 1930, il ne se passe rien de passionnant (à ma connaissance) dans ma famille.

Après avoir fabriqué deux filles : « Tu n'es bonne qu'à faire des filles ! » Critique du père qui, comme tout citoyen de l'époque, attribuait aux femmes des pouvoirs magiques, il fut décidé de me mettre en chantier en 1919.

Dans les premiers jours de 1920, mon père se rendit à Hambourg afin de ramener en France le cargo « Secundus » que l'Allemagne livrait entre autres indemnités.

Outre l'équipage allemand, ma mère était du voyage et se flatta plus tard devant moi, d'avoir escaladé gaillardement toutes les échelles du bateau. J'avais fait de même sans le savoir. Il paraît que l'équipage allemand but une coupe de champagne pour célébrer la future naissance d'un petit français. C'est ainsi qu'on devient internationaliste.

Donc j'habitais au 30 de la rue Kérvin à Brest. Mon père avait acheté une jolie maison avec un grand jardin. Il revenait une ou deux fois par an avec des bouquins et des idées pêchées en

¹ Allusion aux déclarations de Georges Marchais, secrétaire du PCF.

Angleterre ou aux Etats-Unis. Il fit construire une salle de bains et des WC dans la maison. Ça n'a l'air de rien, mais j'ai connu, cinquante ans plus tard, des second-maîtres qui, ayant ramené un magot d'Indochine, faisaient bâtir une jolie villa avec des WC au fond du jardin.

Mon père revenait aussi avec son mauvais caractère, mais c'était les filles qui subissaient le courroux quand les notes scolaires arrivaient. Mon frère, né en 1922 et moi, passions à travers les gouttes. Il faut pourtant noter qu'à une époque, où bien des familles engraisaient les filles en vue d'un beau mariage, mon père voulait que mes sœurs aient un bon métier. Quant à son caractère, retenons qu'il nous raconta avoir été, dans sa jeunesse, attaché à un pommier toute une nuit, pour on ne sait quelle bêtise. On n'était pas tendre à Plougastel. Le père avait quand même fait des progrès. J'ai essayé aussi.

J'allais donc assez tôt à l'école communale de la place Sanquer, où il était encore de coutume de dire à l'élève puni : « Poivre ou moutarde ? » selon le coté de la main où il « préférait » les coups de règle.

Dès que je sais lire, j'avale la « collection Patrie » qui m'enseigne qu'un poilu de 12 ans captura plusieurs Allemands avec une tartine de confiture.

Le clan des Goasduff (famille de ma grand-mère) et celui des Calvès (Plougastel) ne se rencontrent guère.

Les deux oncles qui naviguent au commerce s'arrangent en général pour venir à la maison quand le père n'y est pas. Henri boit pas mal. Il connaît des tas de chants révolutionnaires d'avant guerre, mais cela ne va pas plus loin. Il chante : « Révolution pour que la terre soit un séjour égalitaire... » et aussi « Premier Mai, c'est le renouveau. Comme à l'arbre, monte la sève, l'idée aussi monte au cerveau. Et la sociale se lève... »

Marcel est bien plus sérieux. Il a adhéré au Parti Communiste et lit beaucoup.

Il paraît qu'un jour, j'ai fini sournoisement des fonds de verres de liqueur. Grosse inquiétude de ma mère. Mais je suis en train de dépasser l'histoire.

Les socialistes sauvent la bourgeoisie allemande

Les Bolcheviks ont pris le pouvoir. Il n'y a pratiquement plus d'armée. Les soldats-paysans brûlent les châteaux et appliquent le mot d'ordre du gouvernement soviétique : « La terre aux paysans. » La Russie est ruinée par ces longues années de guerre. Faute de pièces détachées les usines agonisent.

L'Allemagne a demandé l'Armistice alors que ses armées occupent encore une partie du territoire français. Les généraux ont poussé à la rédition, mais ont fait en sorte que ce soit les civils qui en signent les termes. Les dirigeants socialistes passent de la pommade aux troupes allemandes qui rentrent à Berlin : « Je vous salue, Soldats vaincus. » Cela permettra demain à Hitler d'attribuer la défaite un coup de poignard dans le dos.

Dans un premier temps, la majorité du peuple fait confiance aux leaders sociaux démocrates qui n'hésitent pas à chanter parfois l'Internationale.

Les Spartakistes vont payer le fait de n'avoir pas rompu beaucoup plus tôt avec les « sociaux - patriotes. »

Devant les marins révoltés, M.Ebert entonne des chants révolutionnaires. C'est tout de même de lui, la jolie phrase : « Je hais la révolution comme le pêché. »

En 1925, quand la bourgeoisie lui reprochera ses excès « révolutionnaires », il répondra calmement que c'était le seul moyen de saper l'influence des Spartakistes. Cette ignominie est traditionnelle chez les leaders de la 2^{ème} Internationale. Léon Blum utilisera la même explication quand les juges de Vichy lui reprocheront d'avoir chanté l'Internationale en 1936.

Les alliés ont laissé à l'Allemagne une armée de métier de 100 000 hommes pour mater les ouvriers révolutionnaires. La hantise du tout Paris n'est plus le « sale bêche » mais l'abominable bolchevik au couteau entre les dents.

Il y a officiellement un gouvernement socialiste en Allemagne. C'est même indiqué sur les timbres-poste. Mais la bourgeoisie se porte assez bien. Tout l'appareil d'état, avec ses juges et ses généraux est celui du Kaiser.

En 1923, quand l'état « socialiste » voudra écraser un soulèvement ouvrier dans une zone occupée par les Français, les militaires allemands demanderont la permission d'envoyer des troupes, et, pour appuyer cette demande, ils rappelleront que Bismarck rendit à Thiers 100 000 soldats de métier, prisonniers à Sedan, afin d'écraser la Commune de Paris.

Le mouvement révolutionnaire est battu, mais l'Allemagne demeure une démocratie bourgeoise. Le parti communiste se reconstitue. Tout le monde hurle contre l'abominable Traité de Versailles, mais les réactionnaires oublient que le traité de Brest-Litovsk qu'ils imposèrent à la Russie était dix fois pire.

Naturellement les révolutionnaires russes suivent avec beaucoup d'attention les événements d'Allemagne. Ils ont tout à fait conscience que si les sociaux-démocrates réussissent à briser la révolution, ce sera la fin du projet socialiste en URSS. Lénine répétera cent fois : « Nous périrons ». Il ne peut envisager que l'impérialisme puisse écraser la révolution en Europe tout en se montrant impuissant devant la Russie soviétique.

En somme, il ne peut envisager ce qui sera plus tard le Stalinisme. Ce Stalinisme qui est l'enfant des socialistes européens. Ces socialistes qui ont juré jadis qu'ils feraient la révolution et qui ont laissé mourir les révolutionnaires dans le pays le plus arriéré d'Europe.

En Mer Noire, par centaines

Les « Jean Le Gouin »

Ont rempli leur devoir d'hommes.

C'est très bien. (Chant de marin « Les Fayots »)

La guerre mondiale est à peine terminée que tous les états d'occident veulent écraser la Russie rouge. Tout d'abord en créant et en équipant les armées blanches, puis en intervenant directement. La Russie soviétique est une peau de chagrin. Les Japonais sont en Sibérie. Les Américains à Mourmansk. Les Anglais à Arkhangelsk. Les Français en Crimée. Même les Polonais vont profiter de l'occasion pour attaquer, tandis que les Allemands n'ont pas totalement quitté les pays baltes ni l'Ukraine.

La Russie affamée, crée une Armée Rouge dont Trotsky sera le principal animateur. Cette armée va lutter sur tous les fronts. Elle bénéficie d'une position centrale, mais surtout, elle est internationaliste et combat autant par la propagande que par le fusil, en appelant inlassablement les prolétaires du monde entier à retourner leurs armes contre leurs maîtres.

En combattant, les soldats paysans de l'Armée Rouge n'ont pas d'un coup effacé les siècles de servage qui pèsent sur leurs têtes. Ils sont souvent sauvages et même antisémites. Mais les cadres ouvriers ont transformé cette armée en école permanente. Les ordres du jour de Trotsky rappellent le nécessaire respect des prisonniers. « Les armées blanches sont équipées d'armes anglaises. Mais n'oubliez jamais qu'il existe une Angleterre laborieuse. Celle là est avec nous. »

Et, tandis que les gardes blancs sont écrasés, les soldats interventionnistes manifestent ou se mutinent en exigeant leur rapatriement. La flotte française de la Mer Noire hisse le drapeau rouge et fait demi-tour tandis qu'à Brest les marins crient : « Bas les pattes devant les soviets ! » et, au cours d'une manifestation, démontent les immenses portes du 2^{ème} dépôt et vont les jeter dans la Penfeld.

Pendant toute cette période, amis comme ennemis ne parlent que de Lénine et de Trotsky. Aujourd'hui, il y a essentiellement les ouvrages de ces deux hommes pour comprendre ces événements...

Beaucoup plus tard, Staline refera l'histoire. Tous les deux ans, un nouveau volume chantera son rôle éminent pendant la révolution. Pourquoi tous les deux ans ? Parce qu'il faudra de temps en temps effacer les noms de révolutionnaires que Staline aura exterminés.

On peut très bien comprendre que l'ouvrier accablé par le travail d'usine, n'ait pas le temps de se livrer à des études historiques et croit sur parole la dernière édition publiée par un parti stalinien.

Mais comment comprendre l'aveuglement volontaire de certains intellectuels ? Est-ce que cela ne frise pas la crapulerie ?

Nous avons vu des agrégés d'histoire qui hurlaient avec les loups staliniens sur les tombes du comité central de Lénine. Quand le stalinisme est passé de mode, ils sont devenus de bons sociaux démocrates quand ils n'écrivent pas dans le Figaro. Parfois même ils gagnent leur pain comme spécialistes des questions de l'URSS !

Ils ont dit : « Nous voulions être avec la classe ouvrière. » Mais aux ouvriers on disait : « Nous sommes le parti des intellectuels et des savants. Tous vénèrent Staline. Oserais-tu, petit tourneur, agir autrement ? »

« Sans la révolution européenne, nous périrons ! » Lénine

Quand la Russie commence à respirer, nous sommes en 1922. La guerre a duré 8 ans. Tout est détruit. Les locomotives qui fonctionnent se comptent sur les doigts des mains.

Tout ne semble pas perdu en Europe mais, en attendant, il faut organiser. Dans un immense pays, il faut une foule d'employés administratifs. Il faut donc s'appuyer sur les débris de l'administration tsariste. Ceux là se moquent bien de la révolution mondiale mais voient de quel côté le pain peut être beurré.

Lénine dit à des camarades : « Regardez cet ouvrier qui chemine vers son travail. C'est peut-être un Blanc. C'est même sûrement un Blanc. Mais il connaît son métier et nous ne le connaissons pas. »

Imaginez aussi un instituteur qui écrit une équation compliquée au tableau et demanderait la réponse aux élèves sans jamais leur avoir parlé d'algèbre. Il serait démocrate puisqu'il les consulterait. Il serait malhonnête puisqu'il ne leur aurait pas donné les moyens de comprendre. Dans des soviets où 80% des participants ne savent pas lire, il est fatal que les 20%, parfois anciens employés tsaristes, emportent la décision.

Sont-ils tous contre la Révolution ? Pas du tout. Les cadres tsaristes sont déjà en France ou aux USA. Simplement, leur révolution n'est pas tout à fait celle à laquelle songeaient les vieux bolcheviks.

On a vu en 1795, de bons petits Français qui, sans être nobles, avaient pu devenir officiers. Ils couchaient maintenant dans de beaux draps avec la fille d'un aristocrate et expliquaient aux artisans du Faubourg St Antoine : « La révolution est faite. » Ils étaient même sincères

S'il n'y avait eu que des employés blancs ! Il y avait aussi nombre de bolcheviks fatigués qui voulaient vivre mieux.

Trotsky créa l'Armée Rouge, et c'est lui-même qui écrivit qu'un élément non négligeable du développement de la bureaucratie fut le retour du soldat rouge dans son village. Il revenait auréolé de gloire. Il avait appris à lire et à écrire. Il avait pris l'habitude des méthodes militaires et une certaine tendance à mener un soviet comme une compagnie de soldats. Il n'y avait pas de solution miracle. Bien des plus se transformait en moins.

La Tcheka avait été nécessaire contre les multiples complots des Blancs et de l'Impérialisme. Cependant elle est un outil dangereux. C'est son fondateur, Derjinsky qui écrivit : « Pour construire la Tcheka, il fallut des saints et des crapules. Mais les saints ont fini par se décourager. »

Parmi les Bolcheviks, une centaine a longtemps vécu à l'étranger et connaît, non seulement le mouvement socialiste européen, mais aussi la culture occidentale.

Quand des révolutionnaires penseront, avec bonne foi, faire « table rase » de tout un passé et inventer une culture « prolétarienne », Trotsky leur rappellera qu'il faut, avant tout, rattraper la culture bourgeoise avec les Encyclopédistes du 18^{ème} siècle et bien d'autres.

La vieille garde bolchevique sait qu'on ne peut se passer des bureaucrates, dans cette période. Elle se divisera sur l'appréciation du danger de son rôle et sur sa pénétration dans le Parti. Staline est l'homme idéal de cette nouvelle couche sociale.

Son poste de secrétaire à l'organisation qui, jadis, était sans grande importance, lui permet aujourd'hui de pousser en avant tous ceux qui peuvent lui rendre des services et d'éloigner ceux

qui le gênent. Il réussira à cacher au pays les dernières lettres de Lénine malade mettant le Parti en garde contre lui.

Quand Lénine mourra, sa femme rappellera dans un discours qu'il méprisait les statues et les mausolées Elle demandait que pour l'honorer, on fasse des écoles et des hôpitaux et qu'on suive dans la vie ses enseignements. Mais le nouveau bureau politique avec Staline, Zinoviev et Kamenev, qui ont évincé Trotsky, feront embaumer Lénine. C'est déjà la trahison de son enseignement comme des millénaires d'histoire le prouvent.

Devant le mausolée, Staline prononcera son célèbre discours à la manière d'un cantique :

« Nous te jurons camarade Lénine...

Nous te jurons camarade Lénine... »

D'ailleurs, autant de promesses, autant de mensonges.

Certes, Staline est très loin d'imaginer jusqu'où il ira dans l'extermination des révolutionnaires d'Octobre. Son manque d'imagination le sert car il sera, au fil des ans, l'homme des nouvelles couches de profiteurs qui vont se succéder.

Il est, pour le moment, surtout jaloux de ceux qui furent les vrais leaders de la Révolution d'Octobre. Il évite, autant qu'il peut, les analyses qui révéleraient sa faible culture politique. Il se trahira quand son pouvoir sera absolu. Il devient progressivement l'homme de la formule « Le socialisme est possible dans un seul pays. »

Recevant, plus tard, une délégation de syndicalistes américains qui lui demandent si une société socialiste est compatible avec le maintien d'une armée et d'une police puissantes, il répond tranquillement que c'est possible si le monde capitaliste continue à l'encercler. Il aurait du répondre que dans ce cas on ne peut parler de société socialiste, mais les définitions correctes ne le gênent pas. Son « socialisme » à lui peut s'accommoder de goulags et de fusillades. Si on lui avait demandé si un angle droit peut avoir 85 degrés, il aurait peut-être répliqué : « Oui, dans le cas le cas où l'angle supplémentaire en a 95. »

A part « Les Questions du Léninisme », qu'il écrivit pratiquement sous la dictée de Lénine, il n'a produit que des textes lamentables tels « L'Aigle des Montagnes » où il raconte comment, à un congrès, il fit la connaissance de Lénine. Il s'attendait à ce que tous les participants soient rassemblés et applaudissent quand Lénine paraîtrait. Il découvrit que la salle était encore à moitié vide et que Lénine prenait des notes, assis sur une marche d'escalier. Il avoue qu'il fut « déçu. » Pouvait-il se dépeindre mieux ? Tous ces textes furent publiés en français et firent l'admiration de nombreux intellectuels !

Faute d'une aide substantielle de techniciens européens, les grands plans industriels de l'URSS vont se faire avec une masse colossale de faux frais.

Lénine avait écrit : «Le communisme c'est les Soviets plus l'électrification. » Mais les «Soviets» cela sous-entendait culture de plus en plus élevée et un esprit critique de plus en plus développé

Des millions de moujiks vont devenir ouvriers sans jamais avoir vu une horloge. Cette nouvelle classe ouvrière n'a aucune expérience des luttes du passé, ni aucune connaissance du mouvement ouvrier mondial. Une part de ces hommes réussira à faire son chemin dans l'appareil technique ou celui du Parti. Une autre part détestera ce que le Parti nomme «Socialisme» ou «Communisme» et qui n'est rien d'autre que ce qu'on a nommé « accumulation primitive » dans le monde capitaliste avec son lot de misère et d'alcoolisme bien décrit par Zola.

Au fur et à mesure des défaites ouvrières dans les pays occidentaux, l'esprit nationaliste des bureaucrates va se développer. Pour eux, la 3ème Internationale ne sera plus qu'un outil de défense de l'URSS. Outil pour lequel ils ont d'ailleurs du mépris.

Les défaites ouvrières ont isolé l'URSS, mais consolidé la bureaucratie. Maintenant, d'année en année, cette dernière va contribuer à créer de nouvelles défaites ouvrières, si «avantageuses. »

Quand Staline livre pratiquement les communistes chinois aux bourreaux de Chang Kaï Schek (« Notre grand ami ! »), un certain nombre de communistes oppositionnels disent à Trotsky : «Après une telle défaite, Staline est complètement déconsidéré. » Trotsky répond « Staline cachera au pays les causes réelles de la défaite. Au contraire, cette défaite permettra à Staline d'insister sur le fait que nous sommes isolés et qu'il faut miser sur « le socialisme dans un seul pays » et non sur les aventures internationales. »

A la fin des années 1920, Staline ne peut pas encore liquider à sa manière les vieux révolutionnaires, célèbres dans le pays. Trotsky est donc exilé. Mais, déjà concernant cette époque, il faut lire : « Vers l'autre Flamme » de Panaït Istrati qui, lors d'un séjour en URSS décrit l'arrogance et la cruauté de petits chefs qui, n'ayant même pas la culture des anciens nobles, se montrent aussi prétentieux qu'eux.

Nous connaissons cela en France. Maupassant a décrit le comportement de riches paysans normands. Leurs pères ont appuyé la révolution et acquis des biens nationaux. Les fils violent les bonnes des fermes et reçoivent à coups de gourdin les petits paysans dépossédés, devenus ouvriers agricoles.

Il est bien connu que quand une étoile s'éteint, la lueur parvient encore très longtemps à l'œil humain. Le militant communiste chante dans cette même période :

« Le soviet dit : Au paysan la terre. Et toi bourgeois tu n'as qu'à travailler.

Le soviet dit : Je n'admets qu'une guerre. La lutte de classe de tous les exploités.

Dans les clameurs d'une Internationale. Vivent les Soviets.

Champions de la lutte sociale. Vivent les soviets »

Quand l'Impérialisme français se lance dans la guerre du Riff pour écraser Abd El Krim qui vient de battre une armée espagnole, les socialistes français pleurnichent un peu (Ils peuvent se permettre ce léger anticolonialisme puisqu'ils ne sont pas au gouvernement.) Seul le Parti Communiste sauve l'honneur du prolétariat en appuyant clairement les combattants marocains malgré la répression et la prison.

Henri part civiliser la Chine

Mais la guerre du Riff est terminée quand, à fin des années 20, l'oncle Henri s'engage dans l'infanterie coloniale.

Désormais il ne doit plus chanter d'hymnes révolutionnaires. Par contre, il peut boire toujours autant. Il est devenu « L'homme de fer que rien ne lasse », « pour faire un soldat de marine. »

Quand il sort de Brest avec un détachement pour divers exercices, je remarque que les bas des capotes n'ont pas d'ourlet. Des petits fils pendent. C'est peut-être plus viril.

Henri passe à la maison. Parfois, il a un coup dans le nez. Il n'est jamais agressif mais se mêle aux conversations. Pour être tranquille, on lui demande de réciter la nomenclature du FM 24, et on a la paix : « Le fusil mitrailleur 24 est une arme automatique fonctionnant par l'emprunt des gaz en un point du canon, ... etc. »

Henri apprend bien et il est rapidement jugé apte à incarner, en Chine, la civilisation française.

Je vais avec ma grand-mère à la gare de Brest. Un détachement prend le train pour Marseille. Une bonne moitié est ivre morte. Certains vomissent dans le hall de gare. Henri est solidaire des camarades. Grand-mère pleure. Un lieutenant la rassure : « C'est toujours ainsi. » Et voilà Henri en route pour Tien-Tsin.

Il reviendra deux ou trois ans après sur le Georges Phillipar qui prendra feu en Mer Rouge.

Le journaliste Albert Londres périra dans ce drame. Pendant longtemps, l'opinion populaire soupçonnera un assassinat parce que ce journaliste avait stigmatisé les bataillons disciplinaires d'Afrique.

La famille regarde attentivement les listes de rescapés dans le journal du matin. Il y a un capitaine Goasduff, mais on doute qu'il puisse s'agir d'Henri. En effet, ce n'est lui, mais il arrive enfin de Marseille revêtu d'une immense capote (toujours ce souci d'élégance de l'armée française.)

Henri, dormant sur le pont du navire, a échappé à l'incendie. Il a passé quelques heures sur un petit radeau. Il tient absolument à avoir été entouré de requins gourmands. Puis un pétrolier soviétique l'a repêché.

Henri qui, de tous ses voyages, n'avait jamais rien ramené à sa mère, soutient maintenant qu'il avait une grande caisse pleine de vases de Chine. Cette belle caisse dormirait sous les flots. C'est sûrement faux, mais grand-mère râle.

La bureaucratie contre le Koulak

Dans les années 1930, survient un évènement considérable dont on ne réalisera l'ampleur que longtemps après. En URSS, comme partout, la propriété paysanne contient en germe le capitalisme comme les pommes contiennent le cidre.

Pendant plusieurs années, l'opposition de gauche a proposé la réalisation de kolkhozes à une petite échelle : c'est à dire, au fur et à mesure que l'industrie permettrait de fournir un outillage suffisant à ces exploitations. Le paysan ne refuserait pas d'entrer au kolkhoze si le travail et l'existence lui étaient plus faciles que dans sa misérable ferme.

La direction Staline-Boukharine s'y est opposée. Il y a même eu des slogans adressés aux paysans « enrichissez-vous ! »

L'opposition a manifesté contre le Koulak et le bureaucrate. Elle a été matraquée à Moscou.

En 1930, prise à la gorge, la bureaucratie décrète la collectivisation sur tout le territoire. C'est une véritable guerre civile. La paysannerie se soulève, en désordre, de régions en régions et tue en masse tout le bétail avant d'entrer, forcée, dans des entreprises sans outillage suffisant et nommées pompeusement « kolkhozes »

Ce que fut cette période ? Il suffit de rappeler que quand Churchill notait, devant Staline, que l'URSS avait été à deux doigts de sa perte, lors de l'attaque nazie sur Stalingrad, ce dernier répondit qu'en 1930, la situation avait été encore plus dangereuse.

Cependant, dans les isolateurs de Sibérie, un certain nombre d'oppositionnels, considérant que le Parti lutte toujours contre les dangers de restauration capitaliste, décident de capituler et de faire leur « mea-culpa. »

La vie de Famille

Mon père va en Mer Noire chercher du pétrole en URSS. Il ramène une jolie minuscule chienne blanche du nom de Douchka qui signifie, paraît-il, « Belle. » Des voisins s'obstinent à dire : « il est beau, Belle ! » Il ramène aussi d'URSS une impression de misère et de gaspillage.

L'oncle Marcel revient un peu plus tard de Mourmansk. Il est ravi de son court séjour au club des marins étrangers. Il a vu un tas de choses nouvelles.

Tout cela chemine dans ma tête, mais il est beaucoup trop tôt pour que j'en déduise quelque chose. J'ai onze ans et je récite que « Dieu, qui est infiniment bon, ne peut ni se tromper ni nous tromper ».

Deux communions à la suite, avec le costume de rigueur. Pas de quoi me rendre mystique. A 12 ans, lors d'une confession à l'église Saint Martin, le curé me demande si j'ai touché des filles. Je ne suis sans doute pas très évolué, car je ne devine pas l'intérêt à toucher des filles. Le curé me soupçonne de mentir. Il insiste puis me libère avec une poignée de « Pater » et d' « Ave. »

Revenu à la maison, je raconte cela à ma mère qui décrète : « Tu n'iras plus à l'église. Elle grommelle que certains curés sont des cochons. Avec le recul du temps, je pense que ce pauvre curé devait être bien malheureux et que les confessions étaient son unique film X. En tous cas, ma mère s'est bien gardée de m'instruire sur l'intérêt de la palpation des filles. Il faudra que je fasse, plus tard, mon éducation, à tâtons et avec diverses maladresses.

Où en serait le tournage, la ferronnerie, l'ébénisterie si le maître n'avait pas transmis son expérience à des milliers d'apprentis qui ont ensuite perfectionné l'art ?

Rien d'étonnant si des artistes émérites baisent encore comme des lapins, et si des générations de femmes ont proclamé : « Je ne vois pas ce qu'ils trouvent à ça ? »

Je suis maintenant au lycée. Ma mère s'est laissée convaincre par le proviseur que seuls les va-nu-pieds ignorent le grec et le latin. Elle adopte tout de même un compromis. Je ferai du latin et de l'anglais.

En fait, je ne ferai pas grand chose, car j'ai une sorte de maladie appelée « Paresse », « Mauvaise volonté », toutes choses dignes d'être soignées par des coups de pieds au derrière. Je suis très sage, mais en cours, au bout d'un quart d'heure, je n'entends plus le professeur, je suis ailleurs, je rêve. Ma mère se désole souvent devant mes bulletins de notes : « Tu es pourtant intelligent. » Je ne sais

pas où elle a été pêcher cela. C'est très agaçant. Si je suis intelligent, c'est que je suis paresseux... Catastrophe !

Il faudrait aussi parler des professeurs. Certains réussissent à m'endormir au bout de cinq minutes. Je n'ai jamais compris comment on pouvait accepter comme profs, des grosses têtes incapables de transmettre leur enseignement.

Un spécialiste d'Histoire dictait à toute allure pendant une heure. Ça peut sembler curieux mais il m'était très possible de ne pas réfléchir à ce qu'on m'obligeait à écrire vite et que je n'avais pas, d'ailleurs, envie de relire, tellement la vitesse avait bâclé mon écriture.

A cause de ce crétin, j'ai raté tous les charmes du règne d'Henri IV et de Louis XIII. Par contre, j'ai le meilleur souvenir d'un prof qui avait un vieux feutre et fumait des Gitanes papier maïs. Il disait : « N'écrivez rien, c'est dans les livres » et nous faisait partager les soucis des Girondins et des Montagnards. On avait même le droit de prendre la parole pour critiquer Vergniaud ou Robespierre.

Le prof de Latin fut d'une rare engeance. Il profita de mes rêveries pour m'expliquer qu'en latin, le sujet, le complément, etc, ne sont pas déterminés par la place du mot, mais par la fin de ce mot. Il ne revint jamais là-dessus. Bien sûr, j'ai récité « Rosa, Rosa, Rosam... » en me demandant à quoi ça pouvait bien servir. Et j'ai traduit des versions latines à vue de nez, avec des 2 ou des 3 à la clé.

Un jour, quelqu'un m'expliqua patiemment les secrets simples du Latin et je me demandais sincèrement pourquoi l'autre idiot n'en avait pas parlé.

Parfois, ce genre d'idiot peut provoquer de mini drames. On m'a assuré que cela se produisit au lycée de filles

« Maître » se traduit en Latin par « Dominus ». Si on s'adresse au maître, c'est « Dominé. » Ainsi, où vas-tu, Maître ? : « Quo vadis Dominé ? » Une élève devait traduire l'histoire d'un couple romain qui avait reçu l'ordre de l'Empereur de s'ouvrir les veines. L'homme, un certain Pierre (Petus) hésitait. Sa femme, plus courageuse, se tranchât la veine et dit à son mari « Pété, non dolet. » C'est à dire « Pierre, ça ne fait pas mal. »

La pauvre fille qui n'avait pas compris les déclinaisons, écrivit : « Péter, ça ne fait pas de mal. » Rires, scandale, etc.

Imagine un maçon qui, sans s'assurer que tous les apprentis ont bien compris la construction d'un mur, leur ferait maintenant bâtir le toit sur des parpaings en zigzag. Un ouvrier ne ferait jamais cela, mais un professeur émérite peut le faire.

« Adroits, robustes et lestes, les éclaireurs de Brest » *Chant de troupe.*

Je suis rentré aux Eclaireurs de France en 1932. Il s'agit d'une organisation neutre en matière religieuse. Il existe aussi les Scouts de France catholiques, avec aumôniers, et tout, et tout. Les Eclaireurs Unionistes sont protestants.

Le scoutisme fut inventé par le général anglais Baden Powell, qui, lors de la guerre des Boers, s'aperçut que les jeunes garçons pouvaient rendre de grands services. Par la suite le scoutisme évolua pacifiquement.

Les Eclaireurs de France virent le jour en 1911. A l'époque, on chantait encore :

« Eclaireurs de France
Que l'on voit passer
Marchent en cadence
L'air fier et altier
Pas encore des hommes
Mais bien que petits
Montrent que nous sommes
L'espoir du Pays. »

Toujours cette Alsace-Lorraine qui planait sur les cœurs.

L'Eglise catholique prit position nette contre ce mouvement qui envoyait les enfants à l'aventure et disloquait les familles. Mais, comme le scoutisme avait du succès, l'Eglise se décida, en 1920 à créer les « Scouts de France. »

Nous apprenions avec une sorte de fanatisme les chansons, l'alphabet morse, le sémaphore et nous collectionnions les brevets de secouriste, coureur, messager, cuisinier, etc.

La troupe de Brest était divisée en quatre patrouilles et une grande activité consistait à décorer le coin de patrouille dans le local de la troupe.

Nos idoles ? Les chevaliers bretons du Moyen-Âge et les Indiens d'Amérique du Nord. Ceci, dans une époque où les films américains représentaient ces hommes comme des animaux.

Notre passion : les prises de foulard. Toutes les fins de semaine, notre chef de troupe Jean Marrec partait à vélo tracer les signes du grand jeu de dimanche dans la campagne environnant Brest. Jean Marrec fut un vrai saint laïc et nous sommes nombreux à lui devoir beaucoup.

Tous les étés, il y avait un camp de troupe et parfois régional. Mais très vite, nous avons campé presque tous les samedis soirs. Je me souviens de camp sous la neige à la Roche Maurice. Il fallait dégager le sol avant de pouvoir planter la tente. Il n'existait pas de tapis de sol cousu. Nous allions demander un peu de paille dans les fermes, avant de placer le tapis, puis nous chauffions des pierres pour les placer ensuite aux pieds. Nous avons toujours eu de la paille sans difficultés à une époque où les paysans étaient plus pauvres. On m'a assuré que c'est beaucoup plus difficile aujourd'hui.

A quatorze, quinze ans, les chevaliers et les Indiens n'ont pas de réponse à tous les problèmes. Le bouquin « Scouting for boys » explique diverses choses : « L'onanisme nuit à la santé, les hommes méprisent ceux qui s'y adonnent. » Des douzaines d'éclaireurs ont lu cela. Aucun n'a demandé ce que ça voulait dire. Nous étions timides ou pas curieux.

Un jour, sous une tente de patrouille, un gars averti expliqua que c'était marrant de « se branler. » Toute la patrouille découvrit ce plaisir avec quelques craintes mystérieuses mais sans y voir un rapport avec l'onanisme. Mystère des mots. Même le mot « branleur » a plusieurs sens à Brest. J'ai entendu une jeune fille très digne traiter ses frères de « petits branleurs. » Elle aurait sans doute rougi si on lui avait dit que le mot se conjugue.

Ma mère, beaucoup moins distinguée que ma grand-mère, me disait quand j'étais mal habillé : « Tu n'es pas baisant. » Cette expression ne choquait personne. Mais, traduite en Anglais ?

Les éclaireurs brestois n'étaient guère plus de soixante en comptant les routiers et les louveteaux. Les Scouts de France (catholiques) devaient être cinq ou six fois plus nombreux. Nous étions censés être tous des frères devant Baden Powell et, pour le jour de la Saint Georges, nous aurions du faire une sortie commune. Elle n'eut jamais lieu. Les chefs Scouts de France ne souhaitaient pas ce redoutable contact. N'oublions pas qu'à cette époque encore, à vingt kilomètres de Brest, des âmes pieuses cassaient les carreaux des écoles laïques. Quand on a un peu de mémoire, on ne peut que sourire en lisant des textes contemporains qui ne prennent pour cible que le « vieil anticléricalisme. »

Comment les chefs Scouts de France auraient-ils admis une sortie commune avec nous, alors que, même, au sein du mouvement catholique, on évitait de mêler les fils d'ouvriers et les fils d'officiers de marine de guerre

Un jour, arriva à Brest un groupe de routiers catholiques, tous ouvriers du bâtiment, qui, venus de Bordeaux, faisaient un long périple en vélo. Après avoir goûté l'accueil de certains Scouts de France brestois, ils nous demandèrent la permission de faire leur repas dans notre local.

On était loin encore de l'œcuménisme et, quand des protestants (éclaireurs unionistes) fondèrent une patrouille, ils ne reçurent que l'hospitalité des Eclaireurs de France. Ainsi, bien que fils de Baden Powell, Eclaireurs de France et Scouts de France n'étaient pas sur la même longueur d'onde. Nous proclamions dans nos chants notre amour de tous les peuples du monde ; les catholiques chantaient entre autres gracieusetés : « le cor du grand St Louis sonnait l'hallali des païens maudits », et parlaient dans un chant intitulé : « Faucon d'Armor », des « Chinois à la face sournoise. »

Si le petit gars ainsi formé n'a pas chanté « Maréchal nous voilà ! » en 1940, c'est à désespérer de l'éducation.

La peste brune est passée par-là.

Et, pendant ce temps là, Hitler avait pris le pouvoir. La police prussienne créée par le socialiste Severing et dirigée par lui de 1919 à 1932 obéit à Goering sans bavure notable. Léon Blum avait pourtant prédit que les Schupos sociaux-démocrates briseraient les Sections d'Assaut nazies. Mais de 1919 à 1933 la police n'avait jamais eu à intervenir que contre des chômeurs et les communistes. La fonction créée l'organe et le policier le plus « socialiste » eut pas mal d'années pour apprendre de quel côté son pain était beurré.

La politique du parti communiste allemand fut d'une absurdité criminelle. Il se fit le champion du nationalisme, espérant stupidement gagner à lui de futurs clients des nazis, alors qu'en fait, il réconciliait nombre d'ouvriers avec une idéologie qui ne pouvait servir qu'Hitler : « Les soldats allemands morts de 1914 à 1918 luttèrent pour une Allemagne populaire ! »

Il ne sut faire aucune analyse sérieuse du fascisme, employant ce qualificatif pour les gouvernements Brüning et Papen, et paralysant ainsi le combat décisif. Pourquoi lutter pour barrer la route au fascisme s'il est déjà au pouvoir ? Surtout il refusa toujours pratiquement l'unité d'action avec les socialistes, les qualifiant de « sociaux-fascistes » et soutenant même qu'ils étaient plus dangereux que les nazis.

Enfin, ayant vu le fascisme où il n'était pas, il en déduisit que le nazisme serait un gouvernement sensiblement du même type que les autres, qui devrait lui laisser la place, par une sorte de fatalité de l'histoire.

Le jour où Hitler devint chancelier, toute la presse stalinienne, sans oublier « L'Humanité » clama, qu'il n'y avait pas eu de défaite, et continua sur ce ton, alors que des milliers de communistes étaient déjà en prison.

Trotsky, qui avait inlassablement réclamé l'unité d'action et souligné que la victoire de Hitler serait, à court terme, la guerre contre l'URSS, fut traité « d'agent des sociaux-traitres », « d'agent de Chamberlain. »

Tout cela ne peut faire oublier que le grand parti social-démocrate (à quelques exceptions près) se coucha lamentablement devant le nouveau chancelier, les chefs syndicaux se chargèrent de convoquer les ouvriers berlinois pour écouter le programme social de Hitler. En remerciement, le mouvement syndical fut dissout et les S.A. occupèrent toutes les maisons du peuple. Ces beaux immeubles qui représentaient des masses de cotisations ouvrières depuis 1880. La seule réplique fut une lettre lamentable au président Hindenburg, lui rappelant que les dirigeants syndicaux avaient été des domestiques fidèles depuis 1914 et qu'ils n'avaient pas mérité cela.

On ne peut oublier, non plus, que dans le combat physique contre les nazis, huit sur dix des antifascistes étaient des militants communistes. Et dans les camps de concentration, huit sur dix furent aussi des leurs.

Il faut essayer de s'habituer à comprendre ce tableau complexe qui intègre à la fois la politique absurde d'une direction et la conscience de classe du militant de base. C'est un tableau qu'on retrouvera quand la direction du PCF demandera à la Kommandantur l'autorisation de faire paraître « L'Humanité », alors que de nombreux militants de base s'orientaient, d'eux-mêmes, dans une activité de résistance.

Malhonnête celui qui cache un des aspects du tableau ! Malhonnêtes sont donc le réactionnaire et le bureaucrate.

Dans ses débuts, le parti nazi essaya de gagner des ouvriers. Il s'intitula « parti ouvrier » bien qu'en fait, il recrutait surtout des petits bourgeois. Il entretint, un temps, une propagande anticapitaliste, mais que valent tous les propos quand on admet que le président du parti est un « Führer » dont toutes les décisions d'aujourd'hui et de demain feront force de loi. L'antisémitisme sommeillait depuis longtemps dans une Allemagne où était entretenu le culte des anciens Germains.

Pour beaucoup de petites gens, le juif était le capitaliste. Pour un certain nombre de capitalistes, le juif était un concurrent. Il fut intéressant de transformer la haine anticapitaliste en une haine du juif. Plus la colère montait contre un système néfaste, plus le parti nazi accentuait son antisémitisme. C'était un excellent canal de dérivation. Son importance fut proportionnelle à la force du courant de mécontentement. Les petits commerçants fulminaient contre les grandes surfaces. Les nazis promettaient de faire disparaître ces installations juives. Quand ils eurent le pouvoir, ils placèrent des gérants « aryens » à la tête des grandes surfaces qui étaient possédées par des juifs. Mais ces installations subsistèrent au grand déplaisir des petits commerçants.

Chaque fois qu'un problème grave se présentait en Allemagne les nazis lançaient une campagne antisémite. Et ils prouvaient leur sérieux en tuant. Tout comme au Moyen âge, chaque fois que du bétail mourait, on brûlait des « sorcières. » La plupart des capitalistes juifs ayant émigré, ce furent de petites gens qui jouèrent le rôle de sorcières. Et, tout comme au Moyen-Âge, les églises du Christ ne s'étouffèrent pas en protestations.

A Brest, il y avait quelques rares commerçants juifs dont Isidore Rosenbaum (Zizi) qui fut chef de troupe adjoint des éclaireurs et l'homme le plus sympathique et serviable qui soit. (Pendant la guerre, Zizi fut prisonnier avec toute son unité, et le fait d'être dans un stalag lui sauva la vie. Quand il revint, ce fut pour apprendre que ses parents avaient été assassinés par les nazis.

L'antisémitisme n'existait pas à Brest, sauf, peut-être dans des milieux d'officiers de marine de guerre, nourris par la République et drogués le journal royaliste de Maurras.

C'est pourtant vrai que les juifs fournissent, depuis des éternités, d'excellentes sorcières. La vie errante de leur peuple, lié par une religion qui donna naissance au Christianisme et à l'Islam, lui a procuré des caractéristiques particulières.

Pendant des siècles, le juif n'eut pas le droit de se livrer à d'autres métiers qu'à ceux du négoce ou des professions libérales. Il a donc réussi dans ces domaines.

Supposons que les juifs représentent 1 sur 1000 de la population mondiale Or, un savant sur 10 est juif. Un grand pianiste sur 5. Un champion du jeu d'échecs sur 2. Et ne parlons pas des grands docteurs, écrivains etc. Concluons qu'il serait très souhaitable que tous les habitants de la terre soient juifs.

Mais ce serait, peut-être, une conclusion erronée. Les qualités « juives » ne résident pas dans le sang mais dans le frottement avec toutes les formes de civilisation.

Il est plus que probable qu'à travers les siècles, certains couples juifs échappèrent au clan et devinrent fermiers ... puis brûleurs de sorcières. Probable aussi que des fils « d'Aryens » furent par le hasard des guerres et des émigrations, élevés dans une famille juive et donnèrent des rabbins ou des savants.

Des juifs, ayant formé l'Etat d'Israël, nous ont prouvé qu'à mode de vie égal, ils sont identiques aux Germains, aux Slaves ou aux Latins. Ils ont façonné des flics stupides, des soldats brutaux, des généraux vaniteux et des hystériques qui, devant chaque difficulté, sont prêts à brûler une sorcière, palestinienne de préférence.

L'ouvrier brestois

J'ai commencé à lire « l'Humanité » assez régulièrement à seize ans. Pourtant je ne connaissais aucun militant communiste à Brest. Sans doute les propos d'oncle Marcel et ceux de ma sœur devenue institutrice dans la banlieue de Paris, et me racontant que c'est dans les municipalités communistes qu'on s'occupe le plus des écoles, des jeunes et des pauvres.

Ce qui me frappe dans cette période, c'est la conscience de classe d'une majorité d'ouvriers. Peut-être cinq pour cent seulement étaient organisés, mais quatre vingt pour cent étaient « rouges » comme le militant anglais qui, inculpé en 1915 pour antimilitarisme et accusé par le juge de germanophilie, répondait : « Je suis classe ouvrière. »

Dans les périodes « calmes » le travailleur qui lit son journal, accorde vingt pour cent de son intérêt aux problèmes politiques généraux, peut-être trente pour cent aux questions de salaire et de coût de la vie, et cinquante pour cent aux faits divers, le sport, les crimes, les scandales, etc.

Avant 1935, la presse ouvrière avait sur toutes les questions une position de classe, y compris sur le sport et sur ce qu'on nomme « le droit commun. »

Le travailleur ne trouvait cela que dans « sa » presse et, même s'il ne suivait pas la grande politique, il avait un bagage solide sur mille questions.

Il faut se souvenir qu'avant la guerre de 1914, quand un cordonnier nommé Liaboef tua un flic des mœurs qui l'avait fait mettre en prison comme « souteneur », la « justice » fit guillotiner Liaboef. Des milliers de socialistes, avec Jean Jaurès, manifestaient violemment contre cette abomination. Imaginez aujourd'hui Mitterrand et Rocard !

A présent, la presse dite « de gauche » ne diffère de l'autre que sur quelques problèmes politiques ou syndicaux. Sur tout le reste, elle contribue à introduire dans la tête des ouvriers les valeurs morales de la bourgeoisie. Après la deuxième guerre mondiale, il m'est arrivé de lire dans un fait divers dans l'Humanité l'expression « *Le faux ménage* »

Chose curieuse, cette pitoyable évolution de la presse dite « de gauche » s'est faite alors qu'une partie de l'opinion publique évoluait en sens contraire. Quand le mouvement ouvrier devenait assez discret sur la nature de classe de la justice, ce sont des magistrats qui ont commencé à se poser des questions. Et quand les boy-scouts envisagèrent la « mixité » d'un œil nouveau, c'est l'épouse de Thorez qui s'est opposée avec énergie à une jeunesse communiste comprenant filles et garçons : « Les mamans ne comprendraient pas, il faut une organisation des jeunes filles de France. »

L'été 1935, l'Arsenal de Brest fit une grève mémorable. Laval, président du conseil, venait de diminuer les salaires de dix pour cent. Ce fut l'explosion. Depuis, aucun gouvernement n'a renouvelé cette imprudence. Ils ont tous préféré augmenter le coût de la vie de dix pour cent. Il semble que cela choque moins.

Mon copain Gérard Trévien, éclaireur dans la même patrouille que moi et apprenti à l'Arsenal, prit part aux piquets de grève et apporta des nouvelles qui n'étaient pas toutes dans le journal local. Les bagarres furent très violentes. L'ouvrier Baraer fut tué à coups de crosses par les gardes mobiles. J'ai vu son enterrement. Dix mille ouvriers en bleu de travail. Pas un mot. On sentait une colère terrible. Barricadés sur le « Dunkerque » en construction, les ouvriers bombardaient les flics à coups de rivets. Pas des rivets de cordonnier ! Le fils du directeur du petit lycée qui, après St-Cyr avait choisi la garde mobile, reçut un de ces rivets sur le casque. Après être revenu de son évanouissement il demanda sa mutation pour les Spahis

Rue de Siam, la Préfecture Maritime fut assiégée. Un jeune ouvrier grimpa sur le mur et planta un drapeau rouge à la place du tricolore. Les marins ne tirèrent pas, en dépit des ordres, et ce fut un aspirant qui tua le jeune d'un coup de fusil. Les marins étaient populaires. Armés, casqués, ils entraient en camions dans l'Arsenal et aussitôt ils entonnaient " l'Internationale". Les camions faisaient demi-tour et prenaient la direction de la prison de Pontaniou.

Par contre, le 2ème Régiment d'Infanterie Coloniale (la voyoucratie, disaient même de bons bourgeois) intervint contre les ouvriers. La grève était terminée quand un sergent blessa un travailleur à coups de pistolet dans un café.

Le mouvement échoua par manque d'extension. Bien plus tard, j'ai appris que le responsable du PCF de Brest, Vallière, avait fait l'impossible pour que l'action de tous les arsenaux soit coordonnée. Il fut exclu, car cela allait à l'encontre de la nouvelle politique de Staline d'alliance avec la bourgeoisie française. Bien entendu, devant les travailleurs, il n'était pas possible d'invoquer cet argument pour briser Vallière. Selon une méthode bien rodée, il fut exclu pour...vol !

Comme Vallière était aussi au comité de direction de la Maison du peuple, la direction PCF aurait souhaité qu'il en soit délogé afin d'établir un peu mieux l'accusation infamante. Les anarchistes majoritaires, déclarèrent que si l'accusation était fondée, ils voteraient l'exclusion, mais que dans le cas contraire ils dénonceraient les manigances staliniennes. La direction du PCF laissa tomber.

Staline vend le communisme pour un pacte en papier.

Devant la remilitarisation de l'Allemagne, Staline avait pris peur et décidé l'alliance avec les démocraties impérialistes.

En conséquence, ses adversaires dans le mouvement ouvrier ne furent plus qualifiés d'agents de Chamberlain mais de valets de Hitler. Il signa avec Pierre Laval le pacte franco-soviétique et proclama son souhait d'une France forte avec une armée solide.

En principe, les communistes avaient toujours admis la possibilité d'accords entre l'URSS et un pays capitaliste. A condition, toutefois, de ne pas idéaliser ce pays et de ne pas subordonner l'Internationale Communiste à ces accords.*

Mais, avec Staline, l'Internationale Communiste n'était plus qu'un outil de la politique extérieure de Moscou. Elle obéit comme un petit soldat au grand « chef aimé. »

Les socialistes cessèrent d'être des sociaux-fascistes pires que les nazis, et devinrent des amis. Plus, le parti bourgeois radical, plongé depuis des décades dans tous les scandales, devint un parti de « démocrates sincères. »

Un tel retournement aurait mérité un congrès spécial du PCF et un sérieux débat. Il n'y en eut pas. En une nuit, la direction du PCF fit placarder une grande affiche titrant : « Staline a raison. »

Toutefois, dans l'Humanité, Vaillant Couturier frisa l'hérésie en débutant son éditorial par : « Oui, je sais, c'est dur. » Il s'empressa d'ajouter que tout cela n'aurait pas d'incidence sur la politique du Komintern et du PCF. Il mentait.

Très vite la chronique anti militariste intitulée « Les gueules de vaches » disparut de l'Humanité. Les "juteux" devinrent "républicains", mais les petits gars qui, comme disait une chanson, avaient "craché sur leur sale gueule", ne sortirent pas pour autant des bataillons disciplinaires d'Afrique Comme si elle n'avait jamais existé, la "Ligue des travailleurs sans Dieu" ne vit plus de convocation dans le journal central, et les militants communistes qui avaient, comme de coutume, organisé une petite mascarade anticléricale à la fête de Garches furent priés de remettre leurs montres à l'heure.

Dans un grand discours, Thorez tendit la main aux catholiques et « reprit » le drapeau tricolore aux Versaillais.

Aragon remit dans sa poche son poème « Dans la boue drapeau tricolore » et se prépara à en pondre un autre pour remercier Thorez de lui avoir « rendu les couleurs de la France. »

Deux ans avant, l'Almanach ouvrier et paysan édité par le PCF rappelait le décret de la Commune de Paris :

« Après avoir été l'emblème de la Révolution, le drapeau tricolore, souillé par les hontes de l'Empire, est devenu la bannière souillée des assassins versaillais. La Commune de Paris le répudie. »

Les Jeunesses communistes chantaient dans l'hymne sur « Le drapeau rouge » :

« Sous la Commune, il flotte encore

A la tête des bataillons.

L'infâme drapeau tricolore

En fit de glorieux haillons »

A l'époque, un seul membre du comité central, Ferrat, renâcla à voix haute. Il eut droit à un bel article d'insultes fielleuses dans l'Humanité : « Ferrat n'a t'il pas eu quelques sympathies pour le groupe Barbé-Célor ? »

Chose intéressante, l'auteur de l'article ignoble était Marcel Gitton qui, (si on en croit la thèse officielle du PCF) était déjà au service des flics à cette époque

On peut se demander comment l'appareil du PCF put accepter tous les tournants de Staline sans trop broncher.

Depuis un certain nombre d'années, une sélection avait été opérée. Au cours de la période « ultra-gauche » des dizaines de mots d'ordre de grève générale furent lancés avec un échec total La poignée d'ouvriers qui avaient fait grève, avait très peu de chance de retrouver un travail. Beaucoup se décourageaient, ne militaient plus et avaient souvent honte car, au lieu de mettre en doute des mots d'ordre absurdes, ils s'en prenaient à leur fatigue ou à leur lâcheté. D'autres travailleurs, après bien des misères, trouvaient un poste dans divers organismes du PCF (municipalités, Secours Rouge, etc.) Hier, ouvriers courageux ; à présent, permanents courageux. Simplement, ils n'avaient plus de compte à rendre qu'au Komintern et avaient de plus en plus tendance à penser que la classe ouvrière n'était pas digne de Moscou.

Dans un livre plein d'humour : « Antide » écrit par César Fauxbras, ancien mutin de la Mer Noire, livre, hélas introuvable aujourd'hui, un jeune homme adhère au PCF dans la fin des années 20. Il se hasarde à poser une question sur le massacre des communistes par Chang Khai Shek. Le secrétaire de cellule lui dit : « Ta gueule, t'occupe pas de la Chine. Personne n'y comprend rien. Tu te feras virer. » Le secrétaire se radoucit : « Les flics, les curés et les militaires ! Tu peux y aller. La ligne ne changera jamais. »

Il va de soi qu'en 1935-1936, la grosse majorité de ces histoires me passait par-dessus la tête. Sauf erreur, Vallière lui-même mit quelque temps à comprendre la liaison entre le grand tournant politique et la campagne d'insultes contre lui. Il n'était pas toujours simple de voir la liaison entre le pacte franco-soviétique et les nouveaux propos de Thorez : d'autant plus que la presse bourgeoise ne se sentit pas soudain prise d'amour pour l'URSS et l'Humanité continua à être interdite dans les casernes. Nombre de journaux réactionnaires répétèrent : « Tout cela est une ruse diabolique des bolcheviks. » Et le vieux militant communiste (dans la mesure où il ne se retirait pas sur la pointe des pieds) disait alors : « C'est une tactique. » Définition de « tactique » : tout ce qu'on ne peut pas comprendre. Et la tactique semblait payante. Le PCF recrutait. Et recrutait des gars pour lesquels tout cela n'était pas une tactique, mais l'authentique ligne qui assurerait la victoire du prolétariat.

A présent Thorez pouvait approuver Blum qui, parlant de la formule de Marx : « Les prolétaires n'ont pas de patrie » avait dit : « Ce n'est qu'une boutade passionnée. »

Dans les « boutades », il fallait maintenant classer aussi la phrase de Bebel fondateur du parti socialiste allemand :

« Celui qui dit que le socialisme peut se réaliser sans une révolution, prouve qu'il ne sait pas ce qu'est le socialisme ou se moque de nous. »

« Boutade » aussi les propos suivants de Jules Guesde

« Pour arracher la liberté de conscience, il fallut lutter un siècle. Certes la bible dans une main, mais le mousquet dans l'autre. Pour les droits de l'homme, il fallut affronter tous les canons de l'Europe. Et pour les droits les plus importants, les droits sociaux, cela pourrait se faire autrement ? Indiquez-nous vos références, messieurs. »

Dans le même ordre d'idées, Zinoviev avait ironisé sur les prétentions socialistes d'abattre le capitalisme par la voie parlementaire :

« Ils se disent résolus à cuire le mouton, mais à petit feu pour que le mouton ne s'en aperçoive pas. »

Retour à Brest

A Brest, l'organisation anarchiste était forte. Elle contrôlait en grande partie, la maison du peuple qui était ouverte à tous les partis ouvriers. Le syndicat des dockers défilait sous le drapeau noir. Des journaux comme «La Patrie Humaine» étaient très diffusés. Bien sûr, il y avait le sentiment que le système capitaliste était responsable de la guerre, mais aussi l'idée candide qu'une guerre aussi effroyable ne pourrait plus se reproduire. On criait « guerre à la guerre. » Ce pacifisme n'était pas sans parenté avec celui de la bourgeoisie française édifiant sa « ligne Maginot » dans une période d'essor de l'aviation, et soucieuse de digérer «en paix» l'Indochine et l'Afrique.

Le PCF demeurait un petit parti. J'ai souvenir d'un défilé en 1935. La grande masse des ouvriers derrière les bannières socialistes ou syndicales, puis un groupe de 2 à 300 personnes scandant « Les soviets partout. »

Bien qu'ayant les suffrages de la majorité ouvrière, la SFIO était un parti de notables sans combativité, actif seulement à la veille des élections. Lors d'évènements importants, une bonne partie de son électorat était séduite par le pacifisme anarchiste ou par la combativité du PC.

Je me souviens d'un film joué à la Maison du Peuple en 1935 ou 1936, « À l'Ouest, rien de nouveau »*. Lors de la contre-attaque française, une partie de la salle applaudit. Moment de stupeur. Puis la majorité se déchaîna. Un long hurlement : « A bas la guerre ! Rien de bien satisfaisant dans tout cela.

Mon père était légèrement hostile aux idées socialistes. Ayant passablement « réussi », si on peut employer ce mot pour une situation où l'on vit onze mois de l'année loin de sa famille, il avait tendance à croire que pour chacun, c'était une affaire de volonté. Je crois qu'il se posait des questions, mais pas devant ses enfants. Lors de sa mort, en novembre 1939, on trouva dans ses papiers une lettre de remerciements d'un comité de marins, pour son soutien lors d'une grève. A la suite de cette affaire, il avait dû quitter une compagnie de navigation.

A présent, il naviguait sur un terre-neuvas, le chalutier "Heureux". Comme chef mécanicien il gagnait très bien sa vie mais n'appréciait pas le brouillard quasi permanent. Un journaliste fit une campagne sur ce bateau et écrivit un bouquin intitulé « Ceux des tempêtes. » Ce journaliste, mangeant au carré des officiers, parla du mauvais caractère de mon père, qui en fut fort mécontent. Il existe aussi, dans un numéro de « L'Ouest Éclair » (1934 ou 1935 ?) une interview de mon père avec un commentaire plus aimable que celui du premier journaliste : « Une bonne tête de Breton. » Un jour, mon père raconta à ma mère l'histoire d'un capitaine qui, sur ordre de l'armateur, avait cherché à couler son navire. Une histoire d'assurances. Le triste capitaine n'eut pas de chance. Deux fois l'équipage sauva le navire in extremis.

Côté religieux, le père gardait une médaille offerte par ma mère, mais il refusa de faire tirer la sirène en l'honneur d'un évêque lors d'un Pardon des terre-neuvas à St Malo.

L'oncle Henri, étant revenu au « Commerce », navigua, un temps, avec mon père sur le chalutier « Heureux ».

Marcel coulait des jours plus agréables sur un bananier qui faisait le trajet des Antilles.

Toujours en mer, le marin de commerce avait peu de considération pour le marin de l'Etat. Dans le milieu des officiers, la considération était encore moins grande, vu la prétention et l'orgueil des gradés de la « Royale ».

Parlant de la vie du marin de commerce, Traven, bon connaisseur en la matière, écrivit qu'il n'existe que deux sortes de bateaux convenables : Les bateaux marchands américains, ou ceux qui ont une bonne cellule communiste. L'idéal étant un bateau américain avec une cellule communiste !

Gérard Trévien, Lucien Mérour, André Darley, quelques autres éclaireurs et moi, étions passés au clan routier. Nous champions toujours autant. Nous faisons de la topographie et des marches à la boussole. Nous discutons beaucoup aussi et nous cherchions de la documentation sur le socialisme. Même aux éclaireurs de France, nous commercions à sentir le soufre. Je me souviens avoir manqué le lycée pendant deux jours. Chargé d'un exposé au clan routier sur la guerre du Mexique entreprise par Napoléon III, j'ai passé ces deux jours à la bibliothèque municipale. Entre mille choses passionnantes, il est bon de savoir qu'un certain banquier Jecker fut le provocateur de cette guerre qui fit d'innombrables victimes. Justice immanente : ce Jecker fut fusillé par la Commune de Paris !

Nous avons trouvé aussi une petite collection de livres publiés par la 3ème Internationale. Ces livres racontaient la vie des vieux bolcheviks, leur lutte, leurs prisons. Ce fut une lecture très curieuse à une heure où Staline commençait à exécuter tous ces hommes comme « agents d'Hitler ». Le chef de clan adjoint, Georges Dourver, avait été dans un groupe d'étudiants socialistes à Paris et avait dû se battre assez souvent contre les « Camelots du Roi ». Il admirait beaucoup Trotsky et me racontait parfois des épisodes de la Révolution d'Octobre, mais il ignorait, apparemment, l'existence d'une organisation trotskiste.

* Film de Lewis Milestone (1930) d'après le livre de Einrich Maria Remarque

La joie te réveille, ma blonde.

1936 n'a pas fait autant de bruit à Brest que dans le reste du pays. La grande bagarre s'était passée un an plus tôt. Le vieux militant trotskiste Pierre Franck disait, un jour, à un juge d'instruction : « Avez vous remarqué que les fêtes nationales ne célèbrent jamais des élections mais des insurrections ? »

Sans le grand mouvement de grèves, le gouvernement de Front Populaire n'aurait à peu près rien donné aux salariés. Son programme sur la question était d'ailleurs fort maigre. Il ne pouvait en être autrement dans une alliance avec le parti bourgeois radical.

A ce propos, Trotsky a donné une définition intéressante du problème. Il explique que l'alliance de deux partis n'est pas la simple addition de leurs forces. L'arithmétique ne convient pas. Il faut recourir à la géométrie et songer au parallélogramme des forces. Appliquées en un point, deux forces allant sensiblement dans le même sens auront une résultante supérieure à la force de chacune. Mais si vous, force socialiste, faites alliance avec un parti dont le programme est très loin du votre, vous obtiendrez une résultante inférieure à votre propre force. Ainsi un gouvernement réunissant des socialistes et des radicaux, le tout soutenu par les communistes, ne pouvait aller loin vers des transformations sociales. En supposant, bien entendu que les sociaux démocrates le désiraient et que le parti communiste se souciait peu des « tactiques » de Staline.

Aux élections de 1936, il y eut un glissement vers les extrêmes. Les radicaux perdirent 350 000 voix au profit des socialistes qui en perdirent au profit du PCF qui obtint 72 députés.

Ceci encouragea les travailleurs à partir en lutte. L'étoile de Moscou brillait encore. Notons que le précédent gouvernement avait un mois pour céder la place. Il la céda aussitôt. Preuve que la bourgeoisie réalisait fort bien que seul un gouvernement socialiste et radical saurait freiner le mouvement de luttes.

La situation était révolutionnaire. Beaucoup d'usines n'avaient plus de syndicat depuis les périodes de répression. Pourtant elles rentrèrent dans le combat. Les cahiers de revendications n'étaient pas les mêmes dans toute la France. En outre, ils étaient souvent modifiés en cours de lutte. Celui qui se croit isolé, avance de timides réclamations, en songeant qu'il faut être « réaliste ». Quand il constate que tout le monde ouvrier se lève, il réclame ce à quoi il a toujours songé. Et le mouvement devient politique. Bien entendu, ceux qui veulent freiner l'action, répètent avec énergie : « C'est un mouvement uniquement revendicatif ! »

Des petites employées de grands magasins n'auraient jamais osé entrer en lutte. Peut-être même se croyaient-elles d'une espèce très différente des ouvriers. Les plus audacieuses songeaient à une augmentation de 20 %. En beaucoup d'endroits, elles arrachèrent 100 %.

Le parti radical laissa des plumes en 1936, mais il limita les dégâts grâce à l'alliance avec les partis ouvriers. Celui qui voyait défiler, main dans la main, Daladier, Blum et Thorez, devait penser que les chefs radicaux n'étaient pas si mauvais qu'il avait pu le croire. Daladier, pas fou, disait au congrès radical qui suivit les élections de 1936 : « Nous avons perdu 350.000 voix, mais sans le Front Populaire, nous en aurions perdu bien davantage. »

Naturellement le parti Radical n'était pas dans le gouvernement de Front Populaire pour le simple plaisir de garder des voix, mais pour jouer le rôle de frein dans la machine. Les mêmes qui disaient en 1936 : « Il ne faut pas aller trop loin pour ne pas effrayer nos amis radicaux », déclarèrent en 1939 : « les radicaux ont mis des bâtons dans les roues. »

Dans le livre de César Fauxbras, un vieux militant désabusé dit à un jeune gars en 1936 : « crois-moi, petit, va chez les radicaux. Au lendemain de la guerre, ils étaient avec la droite. Un peu plus tard ils se sont retrouvés, sans gêne, dans le bloc des gauches. Les scandales Stavisky, Oustric, etc, ils en étaient. Et les voici maintenant dans le Front populaire. »

De 1936 à 1939, pas de nouvelles élections. C'est sous ce même parlement que la police tuera des ouvriers à Clichy, que les réquisitions pleuvront en 1938 et que la plupart des lois sociales seront

bafouées en 1939. Quelles différences de 1936 à 1939 ? Essentiellement l'action ou l'inaction du mouvement ouvrier.

Mais pourquoi le mouvement ouvrier est-il si combatif en 1936 ? Le chômage existe depuis quelque temps et les soupes populaires dans tous les quartiers. Mais l'alliance PS-PC semble ouvrir de grandes perspectives. Pour l'immense masse des salariés, ces partis veulent un changement radical.

Les travailleurs ignorent la diplomatie secrète. Blum révélera plus tard que sans le ralliement du PCF à la défense nationale, il n'aurait pas accepté l'alliance. Il dira même cyniquement : « le PS a toujours voté contre les crédits militaires sauf quand son vote aurait pu empêcher leur adoption. »

Arrivé au gouvernement, Blum implore le retour au calme. Le patronat le presse. Tout doit être accepté : les 40 heures, les congés payés. Tout ce qui pourra être repris demain, plutôt que la continuation d'un mouvement qui va, on ne sait où.

Et cependant, les grèves continuent et les usines sont toujours occupées. C'est Thorez, avec son crédit de « terrible bolchevik » qui devra dire : « Il faut savoir terminer une grève. »

Déjà le PS ne faisait plus le poids et c'est le PCF qui devra entamer son capital.

Les travailleurs ont des acquis importants. Ils peuvent enfin profiter de congés payés. Beaucoup verront la mer pour la première fois. La chanson « La joie te réveille, ma blonde » retentit partout. Les Auberges de jeunesse connaissent un énorme essor. Les partis de gauche et les syndicats voient une très grande affluence d'adhérents.

Je suis passé à Paris en 1937 et j'ai pris, tôt le matin, le métro ouvrier. Huit sur dix des lecteurs de journaux avaient « l'Humanité ».

Clan routier en dissidence.

C'était nos seize ans. Nous commençons à regarder les filles. A regarder !

Aujourd'hui il se trouve des gens pour s'extasier sur le bon vieux temps et pour dénoncer les mœurs des jeunes actuels. Il faut, au contraire, parler de la misère sexuelle d'avant guerre.

Les promenades, rue de Siam. Les regards timides. Et c'est tout. « Dans l'michant bourg de troués mille âm's et guère avec. » chanté par Gaston Couté en 1910. (Idylles des grands gars comme il faut et des Jeunesses ben sages)

Il me semble que les enfants de la petite bourgeoisie étaient encore plus contraints que ceux du prolétariat. Beaucoup de jeunes ouvriers allaient au bal le samedi. Il est vrai qu'il y avait les bandes de « petits zefs » qui s'y rendaient pour la bagarre.

Les enfants de la petite bourgeoisie allaient rarement au bal. Que restait-il ? Même pas le bordel. Ce n'est pas ce qui manquait à Brest. Il y en avait presque un quartier. Mais c'était en quelque sorte, réservé à la marine de l'Etat. Il fallait une grande audace pour sortir du lycée de Brest et aller jusqu'à la rue Louis Pasteur. La vie sexuelle du jeune homme « convenable » se déroulait sous le signe de la masturbation

Il paraît qu'un maire de Brest des années 70, a dénoncé l'érotisme envahissant parce que deux ou trois Sex-shops s'étaient installés en ville. Avant guerre, tous les bien-pensants trouvaient dans l'ordre des choses qu'il y ait assez de bordels pour tous les hommes d'une escadre mettant pied à terre. Ça, ce n'était pas érotique. C'est vrai d'ailleurs ! Le Brest de l'époque « bien » était assez minable.

Assez curieusement, les plus anti cléricaux (et à Brest, leur virulence était proportionnée à la bigoterie environnante.) demeuraient imprégnés par l'idéologie catholique quand il était question de sexe. Et quand j'écris « idéologie », c'est parce que je ne trouve pas le mot qu'il faudrait. Il y avait une église Saint-Louis à Brest. Et c'est ce roi qui créa les premiers bordels à Paris. Il n'était sûrement pas érotique et considérait que la chair était une abomination.

Il me revient cette petite histoire. Dès le lendemain de la guerre, quatre saints pères vinrent à Logonna-Daoulas pour une mission, c'est à dire des cours de « morale » qui duraient une semaine : cours pour les couples ; cours pour les jeunes filles, les jeunes gens, etc. Une dame qui suivit un de ces cours --car on peut entendre des histoires cochonnes sans pêcher -- me raconta comment un des

« pères » clouait au pilori les couples qui ne faisaient pas l'amour selon les règles du Vatican : « Imaginez, mes frères un paysan qui viderait son fumier en dehors des sillons. Est-ce qu'il pourrait avoir une belle moisson ? »

Une fraction du clan routier est en dissidence. Nous n'avons encore jamais agi, mais nous discutons un peu trop.

Jamais agi ? Si ! Nous adhérons aux Jeunesses socialistes pour en sortir presque aussitôt après avoir assisté comme « invités » à une réunion du parti qui comporte comme débat principal : « acceptons-nous l'adhésion de Tartempion alors qu'il doit de l'argent dans deux bistrotts du quartier Saint Martin ? » Cela dura plus d'une heure et je ne me souviens plus si Tartempion eut l'insigne honneur d'entrer dans la SFIO.

Avant de partir, nous avons tout de même collé des papillons SFIO aux trois flèches en ville. Cela nous donna le droit à une interpellation policière parce que nos papillons de huit centimètres n'avaient pas de timbre fiscal ! Sans importance.

Notre fraction de clan continua à se réunir au local routier quelques temps. Les relations restent bonnes avec Jean Marrec.

Nous assistons à des réunions diverses à la Maison du Peuple et nous campons toujours en uniforme routier. Toutefois, au lieu de « L'arc tendu », nous avons sur le chapeau une étoile à cinq branches confectionnée en inox par un copain de l'Arsenal.

Au cours d'une de nos sorties, à Pont Christ, nous découvrons le club ajiste (Centre Laïc des Auberges de la Jeunesse) de Brest, et notre destin sera le sien.

Il faut savoir qu'à cette époque, le club met la main à la pâte pour la création et l'entretien des AJ.

La Révolution espagnole

Nous découvrons ce pays jour après jour, avec émotion. Mon père avait voulu que ma sœur cadette étudie l'espagnol. Elle est à Madrid depuis quelques mois et sera rapatriée par Valence quand les combats commenceront dans la banlieue de la capitale. Elle rapporte un paquet de journaux du camp républicain, et des souvenirs assez curieux. Elle a vu défiler des compagnies de miliciens libertaires. Beaucoup avaient un scapulaire au cou. Le clergé était haï, mais la foi profonde. Malraux avait écrit : « On n'apprend pas à tendre l'autre joue à un peuple qui, depuis deux mille ans n'a reçu que des gifles. »

Nombre de curés, dignes enfants de Torquemada, combattent dans les rangs des fascistes. Quand ils seront fusillés, le Vatican en fera des martyrs.

Des affiches anarchistes proclament : « le Christ rouge est descendu sur la terre pour sauver les prolétaires. »

Quand les fascistes invoquent la Vierge de Pilar, la réplique est que « La vierge de Pilar dit qu'elle ne veut pas être fasciste. »

Le Front Populaire (alliance de partis de gauche et de bourgeois libéraux) venait de triompher aux élections. Pour une fois, la puissance Fédération Anarchiste Ibérique avait appelé à voter. Motif : il faut faire sortir de prison les milliers de mineurs asturiens incarcérés depuis la célèbre révolte de 1934.

Un gouvernement, style Blum, s'installe dans un climat de bagarres. Les réactionnaires assassinent un lieutenant des gardes d'assaut qui instruisait militairement des jeunes socialistes. Des gardes d'assaut répliquent en tuant le leader monarchiste Calvo Sotelo. Ce sera le prétexte du soulèvement militaire. Le noyau sera Franco avec la légion étrangère espagnole qui passe du Maroc en Espagne, fusillant en chemin, nombre de militants ouvriers. Le gouvernement appelle au calme et tente de limiter l'ampleur du mouvement aux yeux de l'opinion publique. Il déclare, qu'à part un groupe de factieux, toute l'armée est fidèle. En fait, toutes les garnisons s'agitent. Là où les ouvriers prennent les armes en pillant des dépôts militaires ou des armureries; là où les soldats et marins désarment les officiers, la République est sauvée. Là où les civils font confiance au loyalisme de l'armée, la rébellion triomphe.

A Barcelone, les soldats antifascistes ont été emprisonnés. Les officiers et une partie de la troupe tiennent les casernes. Elles sont emportées d'assaut, au prix de lourdes pertes par les militants anarchistes. Au cours des attaques, Ascaso, le camarade du leader Durruti, est tué.

Un cas particulier et significatif, « Les Asturies rouges » :

Le général Miranda, gouverneur d'Oviedo considérant que Franco est encore loin et que la région est très rouge, assure le gouvernement de son loyalisme. Trop heureux d'avoir un général « républicain », le gouvernement lui donne les pleins pouvoirs et supplie les organisations ouvrières de lui faire confiance. Miranda s'organise, et quand Franco semble assez proche, il attaque par surprise et emprisonne ou fusille les militants d'Oviedo.

Le tableau après un mois de lutte : Trente pour cent de l'Espagne est entre les mains des militaires (Il faut y comprendre la Navarre, seule région où la réaction eut une certaine base populaire et procura à Franco les unités de Requêtes.)

Soixante dix pour cent a été sauvé par le mouvement des ouvriers et des paysans pauvres. Zéro pour cent a été gardé par de fantomatiques militaires « fidèles à la république. » Le drame ultérieur viendra de l'absence d'un puissant parti révolutionnaire. Le PC est petit, stalinien, et soutiendra de plus en plus les libéraux bourgeois. Le Parti Ouvrier d'Unification Marxiste (POUM) créé par d'anciens fondateurs du PC, est assez faible aussi et confus. Les anarchistes sont très forts mais refusent le pouvoir « qui salit. » En somme, le prolétariat a le pays dans sa main, mais le laisse aux représentants libéraux de la bourgeoisie. Ces représentants sont d'ailleurs désavoués par leur propre classe dont tous les vœux accompagnent Franco. Trotsky pourra écrire « Le pouvoir fut laissé au fantôme de la bourgeoisie. »

Premier résultat : La réforme agraire n'est même pas proclamée et, dans nombre d'endroits, les paysans sans terre ignorent les objectifs de la lutte. Un groupe de nationalistes marocains réussit à gagner Barcelone. Il se fait fort de déclencher l'insurrection au Maroc et d'empêcher le recrutement de troupes par Franco. En échange, il faut naturellement que le gouvernement républicain proclame l'indépendance des colonies. Barcelone renvoie les nationalistes marocains au gouvernement « officiel » qui réplique : « La République garde tous ses droits sur les colonies. » Franco pourra continuer à recruter au Maroc. Il est permis de se demander si, en agissant ainsi, le gouvernement républicain ne voulait faire aucune peine au camarade Léon Blum qui, pour sa part, était soucieux de ne pas fâcher les colonialistes français du Maroc.

Le front est apparemment stabilisé. Mais la partie est déjà jouée. Pratiquement, la gauche n'avancera plus, en dépit ou à cause des propos staliniens et gouvernementaux : « La guerre d'abord ! La révolution ensuite ! » Cela permet de blâmer « La folie de collectivisation des libertaires. » Comme si la France de 1795 avait pu gagner une seule bataille sans proclamer d'abord que les biens des nobles ne leur appartiennent plus ! Comme si la Russie de 1918 avait pu triompher de l'intervention alliée et Blanche sans le décret sur « La terre aux paysans et le pouvoir aux soviets ! »

Mussolini et Hitler apportent une aide importante à Franco. Troupes mais aussi avions et chars modernes. Les « nationalistes espagnols » comptent pour un quart dans l'armée fasciste. Le reste est constitué de fascistes italiens, allemands et de musulmans marocains. Le tout avec la bénédiction de l'église catholique.

Dans le camp républicain, des volontaires arrivent, les mains nues, de tous les pays; surtout des militants communistes, mais aussi des socialistes et des anarchistes. Ces derniers s'enrôlent généralement dans les unités de leurs camarades espagnols, ainsi qu'avaient fait les étrangers lors de la guerre civile russe. Assez curieusement, les militants communistes sont regroupés dans des colonnes françaises, allemandes etc. toutes contrôlées par le Komintern sous le visage, entre autres, d'André Marty. Il n'y a aucune troupe soviétique, simplement quelques spécialistes. Beaucoup

d'héroïques combattants des brigades dorment dans la terre d'Espagne, les survivants, souvent mutilés seront traqués plus tard par les flics français et les nazis. D'autres encore seront les victimes de Staline dans tous les pays de l'Est.

France-Navigation

Le gouvernement républicain affrète une flotte de bateaux marchands (en général de vieux cargos français) sous le nom de « France Navigation. » Ils vont chercher des armes en URSS et au Mexique. Seul le Mexique du président Cardenas fait cadeau des armes. Staline ne donne rien pour rien et l'or de la banque de Madrid partira en URSS avant la fin de la guerre. La masse des travailleurs ignore cela et applaudit l'esprit internationaliste de Moscou.

Mon oncle Marcel navigue à la France-Navigation. Les équipages sont composés de membres ou sympathisants du PCF, sauf certains officiers que la paie intéresse. En fait, la compagnie a été créée par les services du Komintern. Un navire prend au Mexique une cargaison d'essence pour l'aviation républicaine. Les fûts s'entassent dans la cale et sur le pont. Une partie des officiers se dégonflent. Ils sont bouclés dans leur cabine. Capitaine et équipage conduisent le navire vers l'Espagne. Il passe le détroit de Gibraltar contrôlé par les fascistes. Un seul obus et le bateau s'envole. Marcel disait: « On serrait tellement les fesses qu'on n'aurait pas pu passer une feuille à cigarette. » Tout va bien. La cargaison est déchargée à Alicante. Les fascistes interceptent le bateau au retour et le gardent trois jours à Ceuta. Plus de peur que de mal.

Arrivant de Mourmansk, un navire relâche à Brest. Marcel invite à la maison trois responsables de cellule PCF. Au cours du repas, j'attaque le PC espagnol qui calomnie honteusement les militants du POUM. Un responsable PCF me répond avec un accent corse prononcé « Camarade, c'est une tactique. Aujourd'hui on les fusille, demain, on leur serrera la main. C'est compliqué une tactique » Les deux autres responsables approuvent. Je suis certainement assez nigaud car ces propos m'indignent et je demande comment on peut serrer la main de gens qu'on vient de fusiller. Mais l'assistance parle d'autre chose

Je reverrai en 1939 ce militant, Marcel Forni, et je lui demanderai ce qu'il pense du pacte germano-soviétique. Il est écoeuré, mais pas étonné car il est, depuis longtemps, militant trotskiste. Je lui rappelle ses propos sur le POUM. Il réplique : « Tu n'as pas compris que je me foutais de la gueule des staliniens. » C'est vrai ! Je n'avais pas compris. Les deux autres responsables de cellule PCF non plus. Mon oncle me parlera souvent de Marcel Forni qui fut un militant extraordinaire. Après la guerre mondiale, il naviguait sur un paquebot. Toute la direction stalinienne de la CGT clamait « Retroussons les manches ! » Seul au début, Forni faisait un petit journal oppositionnel qu'il collait discrètement dans les coursives. Les staliniens avaient dit que s'ils trouvaient le sale trotskiste, ils le balanceraient à la flotte. Ceux qui ont connu les responsables staliniens à terre, peuvent imaginer l'ambiance sur un bateau. C'est dans ces conditions que milita Forni durant de longues années. Il est mort aujourd'hui, inconnu peut-être par les organisations se réclamant de la IV^{ème} Internationale. Dommage. Ç'eut été une bonne chose qu'il y ait cent Marcel Forni en France.

L'assassinat d'une révolution

Le grand leader anarchiste Durruti est tué à Madrid. Pas par les fascistes. Il avait protesté violemment parce que les armes qui arrivaient en Espagne allaient toujours à d'autres unités qu'à celles des libertaires. Il avait menacé de descendre sur Valence. A son enterrement à Barcelone, il y a un million de personnes avec de grandes banderoles « Qui a tué Durruti, cœur du Léon, géant de la révolution ? » À Brest, à la maison du peuple, il y a aussi une grande cérémonie. On entend l'hymne de la FAI à un kilomètre. Durruti avait évolué depuis le début de la guerre civile. Il luttait contre « l'anarchie » dans les unités combattantes. Ainsi, il ne s'opposait pas encore quand un milicien voulait retourner chez lui, mais il faisait avertir son village de la lâcheté du militant. C'était déjà une forme de contrainte nécessaire. Cela permit à certains de répandre le bruit que

Durruti avait été tué par les siens. Cependant, on n'allait pas tarder à savoir que le Guépéou était fort actif, et tuait des militants révolutionnaires. Le leader du POUM et fondateur du PC espagnol Andrés Nin, et bien d'autres militants (entre autres l'autrichien Kurt Landau et les trotskistes Hares Freund et Erwin Wolf, ancien secrétaire de Trotsky et délégué en Espagne de la direction de la IVème Internationale) furent enlevés et on ne les revit jamais. Celui qui couvrait ces crimes était l'ambassadeur de l'URSS Antonov Ovsènko, ex-héros de la guerre civile russe, ex-oppositionnel, qui avait capitulé devant Staline et accepté ensuite bien des besognes. Cela ne l'empêcha pas d'être fusillé lui-même, peu de temps après son retour au pays.

Au sein du gouvernement de Front Populaire français, certains tentèrent d'aider l'Espagne républicaine, mais dans son ensemble, ce gouvernement fut répugnant. Il accepta la « non-intervention » tout en sachant bien qu'elle était à sens unique. Il fit pis. Quand les fascistes investirent la majorité du Pays Basque, la Catalogne envoya des secours (wagons de munitions) qui, ne pouvant traverser la Navarre carliste, devaient transiter par la France. Ces wagons furent bloqués en France jusqu'à ce que les fascistes prennent Irun à la frontière basque. Non seulement le gouvernement Blum abandonnait le peuple espagnol, mais une bonne partie de l'administration française facilitait la tâche des fascistes.

L'amiral allemand Reader relate, dans ses mémoires, que Hitler dépêcha des navires de guerre pour aider Franco et bombarder la ville républicaine d'Almeria. Un des navires passant au large de Brest eut besoin d'une réparation. L'amiral se réjouit de la promptitude avec laquelle les travaux furent effectués à l'Arsenal de Brest et de l'atmosphère de camaraderie qui régna entre officiers de marine allemands et français à Brest. Quand on a mémoire de ces faits, on grince des dents en écoutant les discours des champions de la voie parlementaire pour arriver au socialisme. L'attitude des autorités maritimes de Brest fait mieux comprendre certains faits qui se produisirent ensuite. Quand Franco prit le Pays Basque, un sous-marin républicain se réfugia à Brest et fut interné au port de commerce. Or, un certain commandant franquiste nommé Troncoso et quelques sbires passèrent en France pour tenter de s'emparer du sous-marin. Ils furent maîtrisés par les marins aidés par des dockers. Qu'est ce qui avait pu faire penser à Troncoso que, même, s'il s'emparait du sous-marin, il pourrait sortir de la rade de Brest sans réaction de la marine française ?

Staline massacre la vieille garde

En France, la gauche du parti socialiste est exclue. Marceau Pivert fonde le Parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) en juin 1938. Une partie du groupe ajiste brestois (surtout l'ancien clan routier adhère à la JSOP.) Pour nous, c'est le véritable parti révolutionnaire. Nous avons encore à apprendre ce qu'est un parti « centriste. » Nous vendons le journal « Juin 36 » et nous cherchons de vieux bouquins « l'ABC du communisme » de Boukharine et des brochures de la collection des « Vieux Bolcheviks » Nous apprenons à respecter certains hommes au moment où Staline les tue. Nous lisons les comptes rendus des procès de Moscou dans l'Humanité. Pas du tout convaincant ; quand le procureur Vychinski déclare à Radek qu'il est « un individu sans aveu », Radek qui a, jusqu'à ce moment, avoué tout ce qu'on voulait, se paie le luxe de venir au secours du procureur en lui rappelant que tout le procès repose sur ses aveux

Très curieuse la lecture de l'Humanité. Si on en croit ce journal, tout va pour le mieux en URSS. Staline a déclaré : « La vie est devenue meilleure. » Des savants font pousser des épis de blé dont chaque grain égale un radis. Tous les films soviétiques montrent que le peuple nage dans la félicité. Vraiment étrange que des hommes qui furent avec le prolétariat quand il crevait de faim en 1918, choisissent de se vendre au Mikado ou à Hitler quand l'URSS est devenue si puissante et si heureuse. Dites cela à un cheval de bois, il vous donnera un coup de patte.

L'Humanité publie imperturbablement les plus stupides accusations contre Zinoviev. Sur l'ordre de Trotsky, il aurait fait mettre du verre pilé dans les wagons de beurre d'Ukraine. On imagine les saboteurs à l'action ! On peut facilement comprendre que c'est une façon d'expliquer aux gens très,

très simples pourquoi on ne trouve pas de beurre dans le pays, mais on a du mal à croire que des militants PCF avalent cela. Et que dire des intellectuels du Parti.

Le procès du docteur accusé d'avoir empoisonné Maxime Gorki est un poème. Il s'agit de charger l'ancien chef du Guépéou Yagoda qui sera fusillé plus tard. Le docteur explique que Yagoda lui donna l'ordre criminel en précisant que, s'il n'obéissait pas, c'est toute sa famille qui en subirait les conséquences et que quoi qu'il dise, c'est Yagoda qu'on croira et non lui. Et le procureur Vychinski accepte complaisamment ces propos qui sont, bien sûr, destinés à enfoncer Yagoda, mais qui constituent en réalité une terrible accusation contre le système stalinien dans lequel la police peut persécuter toute la famille d'un opposant, et où les policiers ont toujours raison. Le procureur nous livre une des clés des aveux : « La famille subirait les conséquences » d'une négation. Nous avons appris depuis que la torture physique ne fut pas toujours négligée et que nombre d'opposants irréductibles furent liquidés sans procès. Rappelons qu'en 1934, toutes les oppositions étaient muselées. Le congrès du PC de l'URSS se nomma « Congrès des vainqueurs. » Stalinien à 100%. Mais ces staliniens n'étaient pas encore des béni-oui-oui. , Staline n'était qu'un « camarade » et, dans certains cas, il obtint moins de voix que Kirov, leader de Léninegrad.

Puis Kirov fut assassiné. On sait aujourd'hui par les déclarations de Kroutchev que ce fut sur ordre de Staline. Mais à l'époque, ce fut le début d'un massacre sauvage. Un écrivain soviétique a écrit : « En 1934 la nuit tomba. » Des dizaines de milliers « d'opposants possibles » furent fusillés ou déportés en tant « qu'assassins de Kirov. » En 1938, 80% des délégués du « congrès des vainqueurs » avaient disparu. Le « camarade » Staline était devenu « le petit père des peuples », le « chef aimé du prolétariat mondial », etc.

Cette paix n'est pas notre paix

A Brest, nous cherchons à organiser des débats à l'Auberge de Jeunesse et nous nous heurtons au clan des « Pas de politique à l'A.J. » Nous sommes d'accord s'il faut entendre par-là que le mouvement ajiste ne doit s'aligner sur aucun parti. Mais nous sommes contre ceux qui veulent oublier que le mouvement ajiste ne serait rien sans la lutte du mouvement ouvrier pour les congés payés et autres lois sociales. Il est bon de noter que, sur le plan national, certains des champions de « Pas de politique à l'A.J. » ne sont pas du tout des apolitiques, mais des gens qui pensent que « leur » politique n'a rien à gagner dans un débat honnête. Celui qui criera le plus fort : « Pas de politique ! » se nommait Marc Augier. Ce bon garçon n'était pas aussi loin de la politique qu'on aurait pu le penser. Quand Hitler régna en France, il s'enrôla dans la légion nazie contre le bolchevisme !

1938. Munich. Les marxistes disent « Cette paix n'est pas notre paix, cette guerre n'est pas notre guerre. » On sait aujourd'hui qu'il y avait de la part de Hitler, un énorme bluff... Militairement, l'Allemagne ne pouvait résister, ni à une attaque française, ni à une attaque soviétique. De son côté, l'état-major nazi savait à quoi s'en tenir sur le moral soviétique après la fusillade de dizaines de généraux et de milliers d'officiers. Il savait aussi à quoi s'en tenir sur la qualité du pacte franco-soviétique.

Hitler joua et gagna. Chamberlain et Daladier abandonnèrent la Tchécoslovaquie. Staline protesta mais ne fit pas davantage, puisque les Occidentaux avaient la priorité dans l'abandon. Un des résultats fut l'éclatement de la gauche en France : Un PCF ultra patriote, un PS ultra pacifiste. Une droite également « pacifiste » avec l'espoir, à peine dissimulé que Hitler attaquerait bientôt l'URSS. La grande majorité du peuple français croit toujours que la guerre est impossible. Dans divers milieux naît la pensée : « Mieux vaut être esclave que mort. »

Le courant politique des AJ est, naturellement, ultra pacifiste « Nous voulons que la France soit une nation de deuxième, voire de vingtième ordre, mais calme. Vivent la Suède et le Honduras. Nous voulons faire l'amour et boire notre vin frais. Nous voulons qu'on nous foute la paix. »

Malheureusement, l'esclave n'a jamais de vin frais. Le drame, c'est qu'au club ajiste, nous n'arrivons pas toujours à marquer la frontière entre notre position et celle des pacifistes.

Certains gars montrent des sympathies pour nos critiques de la bourgeoisie, mais ne tarderont pas à nous quitter. Dans les discussions, nous tentons d'expliquer qu'il ne peut être question de pacifisme face à l'hitlérisme, mais qu'il ne peut être question non plus de demander, comme le fait le PCF, de la fermeté à un état d'exploiteurs qui donne moins de droits aux peuples colonisés qu'Hitler n'en laisse aux Allemands.

La guerre

Les discussions ne remplissent pas ces années 1938-1939. Le club ajiste aménage des auberges et organise la solidarité avec les Espagnols réfugiés. La Catalogne est tombée aux mains de Franco. Les soldats républicains sont internés dans les camps de Gurs et d'Argelès qui, sans être des camps nazis, leur en donnent l'avant goût, vu que les gardiens policiers et militaires sont plus proches de Franco que du Front populaire.

L'Espagne centrale est isolée. Les Brigades internationales quittent le pays. Officiellement, la République n'a plus besoin d'elles. Elle est maintenant très forte. Elle compte un million de soldats disciplinés. Le POUM a été liquidé. Les organisations anarchistes mises au pas. Tout va bien ! Pénible, pénible ! En quelques mois ce sera la fin. Staliniens et unités « bien républicaines » ont liquidé, de conserve, l'extrême gauche. Maintenant, ça va être le tour du Parti Communiste. « Le général de métier, le vrai, l'authentique, le républicain » Miaja pour lequel l'Humanité n'avait que des éloges, se retourne contre le PC espagnol et ouvre les portes de Madrid aux fascistes. Il faut lire l'Humanité de l'époque. Gros titre : « Miaja a trahi ! »

Quand la guerre mondiale éclate, je campe seul à Carantec. La chérie de ma jeunesse passe ses vacances en famille dans ce lieu. Nous nous sommes connus lors d'une fête des éclaireurs. Elle avait 16 ans. La crainte de faire un enfant, l'ignorance des préservatifs, ont eu pour résultat de nous faire éviter l'essentiel, mais d'échanger tous les baisers et caresses possibles. Et ce fut toujours merveilleux. Ses parents ayant quitté Brest, nos rencontres furent rares pendant des années mais toujours aussi intenses. Il est possible que si nous n'avions pas rencontré d'obstacles de la part de ses parents, nous nous serions séparés plus vite.

Quels obstacles ? Il faut bien l'expliquer au lecteur jeune d'aujourd'hui : « Vous n'avez pas de situation. » Autour de cette phrase une engueulade peut durer un quart d'heure. Ce fut le cas lorsque la mère de ma chérie découvrit l'endroit où je campais. Nous ne faisons rien d'érotique et bavardions paisiblement avec mon beau-frère Marcien, venu m'annoncer qu'il allait être mobilisé. C'était l'époque où l'on vendait les filles vierges à un « fonctionnaire de haut niveau. »

Gérard Trévien campait avec Lucien Mérou dans la Baie des Trépassés. Lucien se noie et Gérard manque d'y rester en essayant de le sauver. C'est un coup très dur pour nous. Lucien était notre copain depuis 1932 aux éclaireurs. Il était dissident du clan routier et membre des JSOP. De son métier, menuisier, il travaillait avec son père artisan. Dans le passé, Nestor Makhno, leader anarchiste ukrainien, en exil, avait travaillé dans l'atelier de monsieur Mérou et Lucien nous avait prêté son livre « La Révolution Russe en Ukraine. » En souvenir de Lucien, monsieur Mérou nous offre une machine à écrire pour taper nos stencils.

Le pacte Germano-soviétique

Ce pacte semble être tombé dans un ciel bleu. Mais depuis quelques mois, Molotov avait pris la place de Litvinov (juif) aux affaires étrangères d'URSS. Aragon écrit dans « Ce Soir » : « Grâce à l'URSS, on ne peut plus faire la guerre comme on veut. » La guerre est déclarée quelques heures plus tard. « Ce Soir » est saisi. Ce qui évite à Aragon une explication douloureuse !

Même aujourd'hui il est difficile de comprendre ce pacte, sinon comme un effet de l'imbécillité des bureaucrates de Moscou et de leur crainte fébrile de tout ce qui bouge dans le monde. Il est notoirement connu que l'état-major allemand avait toujours été obsédé par la crainte d'une guerre sur deux fronts. Déjà, en 1914, avec un seul front, les Allemands seraient entrés dans Paris. Il fallut que Staline ait la conviction que la France et l'Angleterre déclareraient la guerre à Hitler (En ce cas, on aurait pu croire que fidèle à sa ligne d'avant Munich, il les en féliciterait.) Mais il a fallu, aussi, que Staline s'imagine que le front français userait le 3ème Reich.

Beaucoup de militants PCF pensent que ce pacte, quels qu'en étaient les mobiles, donna deux ans de répit à l'URSS. Cela ne résiste pas à l'examen. Il suffit de se demander qui, de l'URSS ou de l'Allemagne tira le plus de profit des années 1939-40 et 41. La réponse est évidente :

En 1941, après la conquête de la France, Belgique, Hollande, Yougoslavie et Grèce, le 3ème Reich avait presque doublé ses ressources. Il était si sûr de lui, qu'après 1940, il envisagea d'un bon œil une désindustrialisation de la France. Cela se traduisit par des laïus de Vichy sur « le retour à la terre. » Et cet ingénu de Giono crut que ses thèses triomphaient enfin !

Il est même permis de penser que l'Allemagne n'aurait pas osé attaquer l'URSS si elle n'avait pas d'abord assuré ses arrières en Europe, comme un sauteur qui recule pour prendre son élan.

Quoi qu'il en soit, le PCF était dans un brouillard total. La répression gouvernementale l'aida davantage à se souder qu'à se disloquer. Il faut se souvenir que Florimond Bonte, leader PCF, écrivit une brochure intitulée « Le chemin de l'honneur » pour saluer les vingt sept députés communistes qui ne désavouèrent pas le fameux pacte. Vingt sept ! Mais il y avait plus de soixante dix députés communistes !

Dans les premiers jours, la direction du PCF continua sur sa lancée patriotique. Guerre juste contre Hitler. Puis, très vite, le Komintern ordonna le tournant. Cette guerre est une guerre impérialiste. Et encore... En France, ce fut la définition donnée par Thorez qui, ayant quitté son régiment, accorda, de « quelque part en Belgique », une interview au journal communiste anglais « Daily Worker. » Mais Thorez mentait. Il ne donnait de la position du Komintern, que ce qui pouvait être acceptable pour des marxistes. En réalité, Staline ne présentait cette guerre comme impérialiste que, seulement du côté franco-anglais, et comme juste et défensive du côté allemand.

Molotov en fit la démonstration en septembre 1939 devant le Soviet suprême : « Ces derniers temps, des événements ont fait que les notions d'agresseur et d'agressé ont changé de contenu et reçu un contenu nouveau. Il est évident que l'Allemagne se trouve dans la situation d'un pays agressé. L'hitlérisme comme toute autre idéologie, peut-être accepté ou repoussé, mais il est criminel de prétendre le combattre par les armes. »

Ceci dit alors que l'Allemagne « agressée » était en train d'écraser la Pologne. Il fallait que tous les bolcheviks d'octobre 1917 aient été massacrés, pour qu'un Molotov puisse débiter de telles insanités devant le silence prudent de ce qu'on appelait encore « le Soviet Suprême ». Imaginons une seconde, les S.S. sarcastiques, lisant le texte de Molotov devant les détenus communistes allemands des camps de concentration !

Comme la guerre était devenue impérialiste d'un seul côté, le paquebot allemand « Bremen » poursuivi par les Anglais put se réfugier à Mourmansk.

Le PSOP et la guerre

Dès la déclaration de guerre, la JSOP de Brest tira un tract qui fut imprimé par un vieil anarchiste. Nous y disions que la guerre était impérialiste et que les travailleurs ne pouvaient donner un gramme de confiance à un gouvernement comme celui de Daladier qui, tout en se disant anti-hitlérien, bafouait toutes les lois sociales, la liberté de la presse en France et le droit des peuples dans les colonies.

Longtemps après, je me suis demandé si ce tract était juste. Je crois que oui. La lutte contre le nazisme ne pouvait, en aucun cas, passer par une quelconque « union sacrée » avec la bourgeoisie. Ni en 39, ni en 41, ni en 44. Ceux qui pensèrent autrement, purent seulement, en décembre 44,

pousser des soupirs de chagrin et d'incompréhension quand les troupes britanniques massacrèrent les partisans grecs.

Je me souviens de la diffusion de ce tract, une nuit. Des copains en avaient placé à Recouvrance* et par-dessus les murs du 2ème dépôt des équipages de la flotte. Je faisais équipe avec Gérard Trévien à Brest. Nous allions de maison en maison, glisser des tracts dans les boîtes aux lettres. Entendant qu'une personne approchait de l'entrée, je montais un escalier et je vis, en bas, une lumière s'allumer, éclairer un temps, puis s'éteindre. Quand je sortis enfin, Gérard me rejoignit en disant : « C'est ce salaud d'inspecteur Blaise. » Un instant de plus, et cet ancien flic des mœurs m'arrêtait « au nom de la patrie ». Plus tard, il allait en arrêter bien d'autres, au nom du 3ème Reich, avant de se faire descendre par les FTP. Gérard l'avait reconnu, car Blaise avait un petit jardin au Guelmeur et cultivait ses légumes entre deux passages à tabac.

Assez contents, nous avons expédié un exemplaire du tract à la direction de la JSOP à Paris. Par retour du courrier, on nous apprit que le PSOP tombait en déconfiture, déchiré entre patriotes et marxistes révolutionnaires. Ce fut un coup dur pour nous.

Dans une réunion ajiste où se trouvaient des gars de divers lieux, mobilisés dans la marine, un type discuta avec nous et conclut que nous étions trotskystes, mais il ignorait ce qu'il en était des divers groupes se réclamant de Trotsky.

Déjà, nous avons eu l'occasion de rencontrer une fois, à Huelgoat un militant, Alain Le Dem, qui était bourrelier sellier. Il contribua beaucoup à notre formation. Je me souviens qu'en sortant de chez lui, nous fûmes interpellés par les gendarmes qui nous demandèrent la nature de nos relations avec ce gars. Réponse : « nous étions venus le voir pour savoir s'il pourrait s'occuper d'une auberge de jeunesse. » Les flics semblèrent satisfaits.

La drôle de guerre

Au printemps 39, mon père avait travaillé aux transformations du paquebot « Jacques Cartier » qui devenait le « Winnipeg » et devait transporter des réfugiés espagnols au Mexique et au Chili. Après ce travail, il prit sa retraite et songea à réaliser enfin son plan de construction d'une petite maison à Plougastel.

En novembre, il mourait d'une appendicite compliquée de péritonite Cela avait, paraît-il, un rapport avec un choc reçu au ventre dans la machine du « Jacques Cartier. » Les obsèques eurent lieu à Plougastel comme il l'aurait souhaité.

C'est en regardant ses certificats de travail, mentionnant tous ses voyages pendant vingt cinq ans dans le monde, que mon frère, mes sœurs et moi, avons le plus songé à ce père si peu connu et décédé à 50 ans. Je me souviens de sa dernière conversation. Peu avant sa mort, il consacra une bonne heure pour expliquer à mon frère et à moi, le principe des mines magnétiques dont on parlait beaucoup.

J'étais à l'Ecole de Navigation et je ne travaillais pas plus qu'au lycée. Je n'étais pas le seul et nous avions une toute petite excuse. Le principal professeur, celui de cosmographie et navigation était sourd comme un pot. Il avait droit aux plaisanteries classiques :

-« Je peux aller aux WC ? »

-« Allez. »

Une minute après : un autre élève:

-« Je peux coucher avec ta femme ? »

-« Il y en a déjà un. Attendez. »

Tous les lundis matins, interrogatoire de Scouarnec qui passait une partie de la nuit entre des fûts de vin au port de commerce.

-« Scouarnec ! A la planche ! Parlez-nous du point Mark par trois étoiles. »

-« Vieux con, tu sais que tous les lundis, j'ai la gueule de bois et tu fais exprès de m'emmerder. »

-« Vous vous exprimez bien, mais notez les points principaux au tableau pour vos camarades. »

* Quartier de Brest près de l'Arsenal

Ce prof, vieux militaire, avait d'excellents principes d'exactitude. Si nous n'étions pas dans la classe à 8h05, il s'en allait.

Nous le croisons parfois dans l'escalier. Il nous saluait gravement et nous allions faire une belote au bistrot.

Automne 39. Beaucoup de dockers étaient mobilisés. Le boulot ne manquait pas sur les quais. Je m'embauche avec des copains pour décharger des cargos anglais. Je revois une scène dans une cale. La sentinelle anglaise passe dignement tandis que nous rangeons un tas de caisses dans un grand filet. Fausse manœuvre. Le filet s'élève et retombe. Une caisse contenant des bouteilles de whisky se fend. On en prend une. Chacun boit un coup pour le principe. La sentinelle repasse. Chacun s'active en lançant un coup d'œil à l'Anglais. Il glisse prestement une bouteille dans sa capote et continue ses cent pas.

Le club ajiste va camper à Plougastel. Un beau matin, nous sommes cernés par des paysans armés de fourches et de fusils de chasse. Ils nous ont pris pour des parachutistes allemands. Tout s'explique. Heureusement pour les paysans !

C'est ce qu'on a appelé « la drôle de guerre. » Rien à signaler sur le front français. Une bonne partie de la population française croit que la ligne Maginot va jusqu'à la mer du Nord et que l'Allemagne va périr d'inanition.

Donc, il est inutile d'attaquer. Ce que croient nos dirigeants et nos généraux ? Ils ne l'ont jamais dit. Ils savent pourtant que le 3ème Reich reçoit blé, essence, métal, etc, de l'Europe centrale et de l'URSS. Mais ils nous laissent croire que « la route du fer est coupée. »

C'est à cette époque que paraît un livre du général Chauvineau, grand manitou à l'école de guerre : « Une invasion est-elle possible ? »

Selon ce monsieur, une armée qui avance ne doit pas effectuer une progression supérieure en longueur à sa base de départ, sous peine de courir le grand risque de ne pouvoir assurer son ravitaillement en vivres et munitions, et aussi de se faire crever les flancs.

En vertu de ce principe, le commandement français aura un petit sourire de pitié quand les Allemands ignorants lanceront des attaques de blindés loin de leurs bases. Sourire... au début, naturellement. Le livre de Chauvineau avait d'ailleurs prévu le cas et contient de jolies phrases comme celle-ci : « Supposons que des chars allemands percent jusqu'à la région parisienne. Que pourraient-ils bien y faire ? »

Ce qui ajoute du piment à cet ouvrage, c'est qu'il contient une préface très élogieuse du Maréchal Pétain en personne. Bien entendu, ce bouquin fut rapidement retiré de la circulation en 1940.

Comme toute la guerre devait se dérouler à distance de la Ligne Maginot, l'Etat-Major avait jugé inutile de fabriquer des mitraillettes que les gangsters de Chicago possédaient déjà, depuis 1934 !

Pendant ce temps, l'URSS a attaqué la Finlande dont les frontières sont un peu trop près de Léninegrad. Toute la France prend feu pour la petite Finlande. Il est même question d'y envoyer un corps expéditionnaire. C'est plus près que Francfort !

A défaut, le gouvernement constitue une forte armée en Syrie. Mon beau-frère Marcien a le grand honneur d'en faire partie. La presse locale laisse entendre que cette armée pourrait intervenir dans le sud de l'URSS, tandis que l'aviation détruirait les puits de pétrole de Bakou. On a peine à l'imaginer, mais le gouvernement entretient l'idée que l'alliance franco-anglaise pourrait liquider l'URSS et l'Allemagne en même temps.

L'extrême droite jubile. De Doriot à Maurras, on s'acharne sur les vilains Russes. On ne sait plus très bien si c'est Moscou qui a trahi les démocraties en s'alliant avec Hitler ou si c'est l'inverse.

Inscrit Maritime Provisoire

Au début de 1940, j'embarque sur un petit vapeur qui fait la liaison entre Brest et Le Fret. J'apprends à guider un navire sous l'œil vigilant d'un vieux capitaine sympa. Revenant à Brest, je

suis rejoint par une jolie dame de 24-25 ans qui me demande de l'aider à faire quelques courses. C'est la femme d'un officier du Béarn. Elle m'invite chez elle, au Fret. Comme un idiot, j'en parle à mes sœurs qui me dissuadent vivement. « Si l'officier rentre brusquement. Quel scandale pour la famille ! » Bref je n'y vais pas. Je mourrai avec ce regret.

Après cette timide initiation sur un vapeur brestois, j'embarque à Brest sur le pétrolier « Suroît » de la Citerna Maritime. C'est un assez petit navire qui parcourt les divers ports de la cote atlantique. Nous sommes dix sept à bord en comptant trois militaires de la marine nationale qui sont censés s'occuper d'un minable canon de 75.

Je croyais naïvement être un peu « pilotin » et pouvoir m'initier à la pratique des calculs nautiques. Mais les officiers ont d'autres soucis. Je suis matelot avec trois autres gars chevronnés. Nous partons à 18 heures. C'est l'hiver 40. Il fait plutôt froid. De 18 à 20 heures, je peux visiter le bateau, tandis qu'un matelot surnommé « Peau bleue » à cause de ses nombreux tatouages, vide d'un seul coup le petit quart de rhum que ma mère avait glissé dans mes bagages « pour le cas où tu serais malade. »

A 20 heures, à la barre. Un officier dit : « Gouvernez au 160 ! » Il faut répéter : « Gouverner au 160. » C'est logique. Si l'on a compris 140, le bateau risque d'aller loin des vœux de l'officier. Au troisième : « Qu'est ce que je viens de dire ? » J'ai pris le pli.

Quand on change de direction, une aiguille, sur un petit cadran, montre l'orientation du gouvernail. Avant d'arriver sur le nouveau cap, il faut redresser doucement pour que la petite aiguille revienne au point zéro. C'est tout bête, mais il faut le savoir. La première fois je passe si vite du 160 au 130, qu'avant d'avoir réagi, je suis au 125. Je redresse avec énergie. Intrigué, le second capitaine vient jeter un coup d'œil. Chance ! L'aiguille arrive juste au 130. Le second se détourne tandis que mon satané compas galope à présent vers les 140. Je réagis en souplesse. Tout va bien. On peut gouverner au degré près.

La mer est grosse et le pétrolier doit être assez vide, car il commence à bien danser au large d'Ouessant. J'essaie de ne pas y penser en regardant attentivement mes aiguilles et en méditant sur des sujets intéressants : ça n'est pas l'aiguille qui bouge, c'est le bateau qui tourne autour d'elle, etc. Tout ça remplit quelques minutes, mais le mal de mer ne se laisse pas oublier. Le brave bosco s'amène et voit mon visage pâle. J'ai le temps de lui crier le cap et je sors rendre l'âme à l'océan. A quatre pattes, je regagne ma couchette. Quatre heures du matin. J'ai bien dormi et je pourrai continuer longtemps. On me secoue. Il faut reprendre la barre. C'est pas croyable. Je retourne. Ça va mieux, ou bien la mer est plus calme. Deux heures de barre, deux heures de veille. Les canonnières de l'Etat ne veillent que le jour. Il est vrai que nous gagnons assez correctement notre vie alors que ces pauvres diables méditent sur l'emploi perdu en touchant le misérable prêt de l'État.

Quand on a vu dans quelque journal, la photo d'un pétrolier en flammes, on surveille attentivement la mer, en quête d'un kiosque de sous-marin... pendant une demi-heure. Puis le regard devient vague et on se trouve n'importe où, sauf là.

Huit heures du matin. Je dormirais volontiers. Avec un bon sourire, le second m'explique qu'il y a deux heures supplémentaires.

Daladier a supprimé les 3x8 de Juin 36. Nous faisons douze heures fixes, plus deux heures...pour la sécurité. Sur un bateau, tout est sécurité. On pourrait nous faire trimer vingt quatre heures par jour.

De 8 à 10, je pique la rouille avec une sorte de petite bêche. La rouille saute en plaques épaisses et la poussière agace les yeux. On ne peut tout enlever, et on repeint selon le principe maritime : « Peinture sur saleté égal propreté. » Il faut avoir piqué la rouille pendant deux heures après une nuit agitée pour bien réaliser que Daladier était un sale cochon.

L'intérêt du bateau, c'est qu'on mange à sa faim. La compagnie n'est pas chiche sur les casse-croûtes. Pour quatre matelots, nous avons dix litres de vin. Je n'en bois pas à l'époque. Mais les dix

litres de vin s'en vont quand même. Les trois canonniers ont aussi cette distraction. Le quartier-maître ne sait pas, ou fait semblant de ne pas savoir, quelle est la caisse qui contient les obus de tir réel (car il y a, aussi, une caisse d'obus d'exercice.) Le second, un Paimpolais, lui demande : « Si un sous-marin nous attaque ? » Le quartier-maître répond : « On saute dans le canot de sauvetage. » Vu le ridicule canon, il n'a peut-être pas tort de ne pas vouloir irriter un puissant sous-marin. Le second est furieux et vomit son mécontentement. C'est un homme très désagréable, et c'est le troisième Paimpolais du même genre que je rencontre. Je ne suis pas raciste, mais si je dois, un jour, choisir un ennemi héréditaire, je crois que ce sera un Paimpolais.

Le bosco (maître d'équipage) est le meilleur des hommes. Il a combattu en Espagne, dans les brigades internationales. À présent, il envisage vaguement, d'aller se battre aux côtés des Finlandais. Je lui fais remarquer que ça n'est pas très logique. Mais lui veut toujours se battre avec les petits, contre les gros.

« Peau-Bleue » est un costaud. Quand il a bien bu, il poursuit, tout nu, le mousse sur le pont en criant : « Tu vas y passer. » Tout le monde rit, mais le mousse a peur.

A la Palisse, il est arrêté chantant l'Internationale. Plein de muscles, mais la tête faible, il déclare aux flics qu'il est libre-penseur. Il croit sincèrement qu'il s'agit d'une confrérie ayant des droits spéciaux. En dix secondes, il est condamné à huit jours de prison. Il les fera plus tard car le commandant a besoin de lui. Curieux de noter que l'Internationale est interdite dans tous les pays belligérants. Même pas certain qu'elle est autorisée en URSS en ce moment.

Une beuverie sur le « Surôit » est assez impressionnante. Quatre matelots autour de la table. Ils déboutonnent leur braguette, trempent leur verge dans le quart de vin, puis le vident. Je ne sais de quelle mystérieuse tribu vient ce rite. J'ai vu un gars ouvrir la porte des WC, reculer de deux pas, vomir avec élan, puis revenir boire.

C'est tout de même un navire assez loufoque et on s'en lasse vite. Nous allons quitter un port ; une femme surgit de la cabine du second mécanicien. Le capitaine gueule, arrête la manœuvre, fait remettre la planche ; la femme s'enfuit.

Le cuistot nous dit qu'à midi, il y a eu une explication entre le capitaine et le mécanicien. Le premier a pris un coup de pied dans les testicules ; le mécanicien est bien amoché. Ils débarquent « sanitaires » au Havre. Il y a eu un compromis et aucun problème disciplinaire.

Nous héritons d'un nouveau capitaine qui se montre d'emblée, désagréable avec les canonniers.

A Rouen, nouvelle querelle. Un canonnier et le cuistot mettent sac à terre. Je tiens leurs valises à l'avant. Le capitaine braille : « Nous sommes en temps de guerre. Attention ! Revenez ! » Les gars s'obstinent. Je leur lance les valises. Tout le monde pense que leur cas est mauvais. Juste avant Le Havre, on les aperçoit dans une barque. Un peu dessaoulés, ils ont pris un taxi, et les voilà. Ils montent à bord, tout rentre dans l'ordre.

Je fais mieux connaissance du capitaine le jour où nous arrivons dans je ne sais quel port. J'ai la malchance de me trouver près de la caisse aux signaux. Il s'agit de cordages avec un tas de triangles en tissu de diverses couleurs qui indiquent je ne sais quoi, vu que je l'ai toujours ignoré. Le capitaine me braille de sortir telle série. Je pioche au hasard dans le tas. Naturellement c'est une mauvaise série. Le capitaine me lâche tout son riche vocabulaire. Je sors une autre série : Fausse ! Il étouffe de rage. Nouvelle erreur. Il se calme subitement et me lance quelques explications. Tout va bien, mais nos rapports restent frais. Au printemps 1940, j'en ai plus que marre de ce bateau de fous.

Escale à Brest. Ma grand-mère est dans le coma. Je vais voir un bon vieux de l'Inscription Maritime, M. Nicolas, qui m'avait trouvé cet embarquement. Il m'assure qu'il fera son possible, mais ne garantit rien car ce sont les fayots qui règnent à présent sur les mouvements de navires.

A 13 heures, je suis convoqué devant un trois ou quatre galons qui me demande pourquoi je veux quitter le bord. J'explique que je ne vais pas tarder à partir au service militaire. Il m'interrompt :

-« Je croyais que votre grand-mère venait de mourir. »

-« C'est vrai. »

-« Alors, pourquoi n'en parlez-vous pas ? »

C'est bête de dire que ça m'est sorti de la tête. Pourtant, j'aimais beaucoup ma grand-mère.

Le fayot, méfiant, conclut : « Vous êtes requis. C'est le temps de guerre. Si vous ne trouvez pas un remplaçant, vous devrez reprendre la mer sur le Suroît. »

Et voilà ! On fout la paix au petit gars qui reste chez lui jusqu'au service. On fout la paix à la belle dame qui donne des cocktails pendant toute la guerre. Mais celui qui a le malheur de mettre les pieds dans une usine ou sur un bateau, la fille qui va, à dix neuf ans tourner des obus parce qu'elle n'a pas un sou, les voilà « requis » pour un bon bout de temps. Avec le moral à zéro, je rejoins le père Nicolas. Où trouver un remplaçant dans cette période de super-activité? Nicolas est plein de confiance. On fait dix bistrots pour rien, au port de commerce. Il est 15 heures et mon bateau part à 17 heures. Je baisse les bras. J'en ai marre. Ce brave Nicolas m'entraîne. Encore un bistrot, et un autre.

Miracle ! On rencontre un grand costaud, sac sur le dos. Il vient de quitter le « Paris » et rentre chez lui dans le nord Finistère. Devant un verre, Nicolas lui fait un tableau enchanteur du « Suroît. » Fini le long cours. Du cabotage peinard. Souvent à la maison. Je n'ai pas du tout l'impression qu'il parle de mon bateau, mais il parle bien. Et le costaud accepte. J'ai peine à y croire. On file sur le « Suroît. » Présentation au capitaine. Mon sac est à terre. Maintenant, j'y crois. Brave Nicolas !

Le gars a du m'en vouloir. Si ce qu'on m'a dit est vrai, le « Suroît » partit en Afrique du Nord, un mois après, au moment de la débâcle. Le gars n'a pas dû revoir de si tôt le nord Finistère.

Deuxième classe dans l'infanterie

Je suis depuis peu de temps à la maison, quand la neutralité de la Belgique est violée. Et même celle de la Hollande. Toute la presse s'indigne comme si Hitler ne nous avait pas habitués à ces manières. Les événements se déroulent vite. Les Allemands ont crevé le front. En Bretagne, au moins, la population reste calme. Le coup est déjà arrivé en 1914. Les Allemands seront arrêtés sur une Marne quelconque. L'idée qu'ils puissent arriver à Brest n'effleure personne.

Je reçois mon ordre d'appel. Ce n'est pas la marine mais l'infanterie. Tous les copains sont dans la marine sauf Jeulan (Loul) qui est dans l'infanterie coloniale et André Darley qui n'est que du 2ème contingent de la classe 40. Départ le 8 juin pour Bordeaux. À partir de Nantes, il y a des réfugiés belges dans mon compartiment. Echange d'adresses avec une jeune fille des environs de Namur.

La caserne semble bien classique. Nous avons même un adjudant aux moustaches cirées, et un capitaine visiblement « Croix de Feu » qui ne se cache pas pour maudire le Front Populaire. C'est commode, l'armée. N'importe quel con galonné peut donner des leçons de politique à un auditoire respectueux. Ma compagnie est surtout composée de paysans de l'Ille et Vilaine, qui, tout en ne parlant pas breton, semblent parler une autre langue que le français : « j'couri j'veni », etc. Pas un autre Brestois avec moi. Excellent, l'armée pour découvrir le niveau moyen d'une population. Les Allemands ont le crâne bourré. C'est mal ! Dans ma compagnie, la grosse majorité ne semble au courant de rien. Ce n'est pas tellement bien non plus. Les types de l'Ille et Vilaine entonnent ce chant de conscrits :

« Et en avant les gars d'vingt ans »

Celui qui pleure est un feignant.

Celui qui pleure n'a pas de cœur.

Mourir pour la France, c'est un bonheur. »

Pendant quinze jours, nous allons faire des demi-tours à droite. En colonne, couvrez !

On nous a donné d'assez vieilles fringues qui semblent héritées de la cavalerie. Et, bien sûr, des bandes molletières. Pas le moindre exercice sans que cinq ou six bandes ne se délassent comme des spaghettis dégoûtés. L'adjudant râle. A défaut d'analyses profondes, si on vous demande pourquoi

la guerre fut perdue, répondez « les bandes molletières », vous ne serez pas tellement loin de la vérité.

Pendant quinze jours nous ne sortirons pas de la caserne sauf, une nuit de petit bombardement où nous allons nous coucher dans des fossés. Nous n'avons aucune information sur la situation.

A mon arrivée, j'avais signalé au capitaine que j'étais inscrit maritime provisoire. Il me convoque enfin : « Effectivement, vous devriez être au 2ème dépôt à Brest, mais les Allemands y sont depuis hier. »

Plus tard, j'apprendrai que mes copains sont presque tous en Afrique du Nord. Jean Marrec est mort. Son bateau, « Le Vauquois », a sauté sur une mine dans la rade de Brest.

On me racontera aussi une ahurissante histoire de D.C.A. Des servants de pièce avaient pris une initiative et abattu un avion. Mais, comme l'avion était anglais, le commandement, très en colère, décida qu'il faudrait un bon paquet d'autorisations avant d'ouvrir le feu. C'est alors que les avions allemands vinrent miner la rade !

Ce qui est certain, confirmé par toute ma famille présente sur les lieux, c'est que la radio parlait de durs combats à Rennes, alors que les Allemands entraient dans Brest. Ce qui est sûr également, c'est que 24 heures avant l'arrivée des Allemands, les Anglais, sur le point d'embarquer, détruisaient le maximum de matériel et que la population ramassait toutes les boîtes de conserves anglaises, tandis que les flics brestois essayaient de s'opposer au « pillage », comme de bien entendu.

Pour l'instant nous n'avons pas touché un fusil. Il n'en manque pas et on nous en donnera pour quitter Bordeaux. Mais nous avons appris à nous présenter correctement pour recevoir du courrier. L'adjudant nous indique, brièvement, qu'il faudra peut-être se battre sur la Garonne. Sans avoir beaucoup travaillé à l'école, je dis aux collègues que ça va plutôt mal, mais la compagnie accueille la phrase de l'adjudant avec flegme.

Le capitaine nous réunit et exprime l'idée que l'appel d'un certain général De Gaulle va dans le sens des intérêts de la patrie. Trois jours plus tard, il nous expliquera que le maréchal Pétain vient de montrer la voie à suivre.

Un sergent, qui semble hérétique, nous donne le secret des tourments du capitaine. Il est patriote, mais il est aussi fabricant de conserves à Périgueux. La première fois, le patriote a parlé. La seconde fois, c'est le fabricant de conserves.

Plus tard, des copains embarqués me diront que des officiers de marine ont éprouvé les mêmes états d'âme. Ils songeaient à passer chez De Gaulle. Pétain a stoppé leur élan. D'un côté, il y avait la patrie éternelle, de l'autre, les annuités, l'avancement, etc.

Le parlement s'est déculotté devant une mafia qui se camouflait derrière un vieux maréchal réactionnaire et sénile, mais l'opération aurait raté si Hitler avait refusé de conclure un Armistice laissant une zone dite « libre. » Il est intéressant de noter que la plupart des historiens français présentent toute cette affaire sous l'angle d'une initiative « française » à laquelle les Allemands se seraient ralliés, émus par ce vieux maréchal qui offrait sa personne à la patrie.

En vérité, le gouvernement de Hitler avait déjà sa petite idée sur la question. Son armée fonçait partout. Plus rien ne pouvait l'arrêter. Cependant, elle ne pouvait empêcher la plus moderne flotte d'Europe de partir en Afrique du Nord, en embarquant deux cent mille soldats. Autrement dit, la majeure partie de l'Afrique serait restée dans la guerre aux côtés des Anglais. Pour Hitler, il était cent fois plus avantageux de maintenir une fiction de gouvernement français dans une partie du territoire, et de neutraliser ainsi une forte marine et des territoires immenses.

L'imbécillité de Churchill faisant tirer sur les navires français à Mers El Kébir, servit très bien les nazis en accentuant la haine des marins à l'égard des Anglais. Ce dut être une forte jouissance pour les nazis d'entendre les candides habitants de la zone sud, chanter : « Maréchal, nous voilà ! », acclamant le sauveur de la France.

La suite des événements conforta la 3ème Reich dans son idée géniale. Face à une flotte anglo-française, la flotte italienne aurait vite été détruite. En conséquence il n'y aurait pas eu d'aventure Rommel, ni de guerre de Syrie. Le territoire italien aurait été menacé très tôt. En France même,

Hitler n'aurait pas pu disposer d'une aussi bonne volonté des policiers et gendarmes. Ces braves gens pensaient beaucoup aussi aux annuités et à l'avancement. Tout cela est si évident que le jour où les Américains débarquèrent en Afrique du Nord, Hitler ne vit plus du tout l'intérêt d'une zone « libre », et l'armée allemande l'occupa en 48 heures ! L'armée vichyste se laissa sagement désarmer. Pour sa part, le général Delattre de Tassigny qui s'était fort bien accommodé d'un régime fasciste et avait accompagné Pétain, lors d'une visite de Franco, décida qu'il était plus que temps de devenir républicain et regagna l'Afrique du Nord.

Hitler n'avait jamais eu l'espoir d'utiliser la marine française, et ne put que se réjouir quand l'esprit tordu des amiraux d' « Action Française » les conduisit à couler la flotte.

Pour les amoureux des statistiques, indiquons que le plus grand combat naval, celui du Judland, qui, en 1916 avait opposé les Anglais aux Allemands, avait envoyé par le fond, cent soixante mille tonnes de navires. En 1942, des amiraux français battirent ce record avec trois cent mille tonnes.

Sur le chemin de la débâcle.

Pour quitter Bordeaux, on nous a remis des fusils. Des braves gens nous applaudissent. Dans toutes les circonstances quelqu'un applaudit ! Nous faisons sept kilomètres et on nous ordonne de mettre les fusils en tas. On raconte que le gouvernement a protesté lors du bombardement, en déclarant que Bordeaux était une ville « ouverte. » Pour que ce soit vrai, il ne fallait pas qu'on nous trouve en ville avec des fusils. A présent, il semble bien que ces fusils vont y retourner.

En partant, on nous a bien recommandé de ne pas encombrer nos paquetages avec des vêtements civils. Un camion est censé nous suivre avec les valises. N'ayant pas confiance, j'ai conservé pantalon et une veste. On ne reverra jamais le camion. Un curé sursitaire gueule comme un veau. Il avait un autel de campagne dans ses bagages. Il est prêt à faire signer une protestation. Un gradé lui rappelle que c'est interdit et qu'il se conduit comme un « bolchevik ».

Tantôt en wagons à bestiaux, tantôt à pied, nous nous traînons vers les Bouches du Rhône et cantonnons enfin dans une école de Gardanne. Là, pendant deux mois, on fera des marches promenades et on déambulera dans le pays. La population est plutôt antimilitariste et fort sympa pour le troufion. Mon beau-frère Marcien m'avait déjà signalé que dans les villes militaristes, où la foule se presse aux défilés, le soldat isolé peut attendre, en vain, un verre d'eau

Les journaux parlent, chaque jour, d'arrestations de militants communistes à Marseille. La répression est bien plus forte ici que dans la zone occupée. Les autorités allemandes foutent, pour le moment, la paix aux militants de gauche, mais elles ont, bien sûr, en main, tous les dossiers gracieusement remis par la police française.

J'ai maintenant un bon copain, Gauthier, jeune cheminot de Chartres et sympathisant communiste. Il a le sens de l'humour. A un lieutenant qui rend les « congés payés » responsables de la défaite, il dit : « Mon lieutenant dans l'armée, ça n'est pas quinze mais quarante cinq jours de congés payés que vous aviez » Puis il semble réfléchir et ajoute : « Il est vrai que l'armée ne produit rien du tout, et peut rester longtemps en vacances sans affaiblir le pays » Le lieutenant sent visiblement qu'il y a là quelque chose de subversif, mais il ne sait par quel bout prendre la contre-attaque. Il laisse tomber.

Tout en étant communiste, Gauthier dit parfois : « Si je peux avoir une fille, je ne me marierai pas avec elle. » Le Moyen-Âge et le vingtième siècle dans la même tête.

Pendant des mois et des mois, la presse de Vichy a rendu le mouvement ouvrier responsable de la défaite. Chose étrange, après la guerre, aucun parti de gauche n'a publié un « livre blanc » sur la question. C'est par petites bribes que ceux qui voulaient savoir, ont appris la vérité: qu'il y avait plus de chars français que de chars allemands, que trois cent avions Glenn Martin, dernier modèle, étaient immobilisés au Maroc lors de l'attaque allemande, que les Allemands furent tout ahuris de

trouver tant de dépôts d'armes et d'habillement bourrés à craquer. Ils en trouvèrent tant que pendant toute la guerre, leur unité de travail (organisation Todt) fut vêtue de kaki français !

Le Midi de la France, en 1940, c'est joli, mais à part les fruits... On se demande ce qui se passe à la maison, car la correspondance se limite à des cartes inter-zones avec peu de mots. Chacun voudrait rentrer. Le 20 août 40, Léon Trotsky est assassiné par un agent stalinien à Mexico. Dix jours après, Gérard Trévien, qui a déniché mon adresse, m'expédie une carte d'Afrique du Nord : « Le vieux est mort, mais nous vivons. » Une telle carte ne s'oublie pas. D'autres copains routiers, Jeuland, Guénolé, m'écrivent peu après.

Vichy serait très contrarié de devoir libérer des jeunes de vingt ans. On nous mijote des Chantiers de Jeunesse qui doivent sortir du cerveau de bons petits scouts catholiques. Un jour, nous apprenons que nous ne sommes plus des soldats mais, des « jeunes » qui doivent faire une période dans un chantier. Puisque nous sommes redevenus « jeunes ». Il est même question de nous supprimer tabac et vin. La colère éclate. Pas pour le tabac et le vin, mais nous voulons tous revenir chez nous. Tout le monde signe une pétition où il est question de la France qui est censée « se remettre au travail », mais ça ne va pas plus loin.

Si, tout de même ! N'étant plus des soldats, nous refusons de monter dans des wagons à bestiaux, et c'est un train de voyageurs qui nous conduira dans le Var, au Muy, quartier général de notre chantier. Tout cela se passe dans une ambiance de mauvaise humeur qui se traduit par des dégâts dans les gares et par une belle bagarre entre un jeune costaud et un officier courageux. C'est l'officier, style Légion, qui a décidé de tomber la veste. Dans le soir, sur un quai, nous formons un grand cercle. Tout le monde encourage le 2ème classe. L'officier a bien du mérite car, quand il recule, un lâche coup de pied au cul anonyme l'oblige à avancer. Ça finit par un match nul. L'officier, beau joueur, remet sa veste et s'en va sans un mot.

Je suis avec plus de cent gars au camp St Louis, dans la forêt du Rouet, non loin de Roquebrune-sur-Argens. Ça se précise. Communistes en prison ; camp St Louis. On définira bientôt Vichy par « Terreur blanche et bibliothèque rose. » Plus loin, dans la forêt y a un camp « Finlande ». C'est clair.

Nous vivons deux mois sous des toiles de tente, tout en construisant de grandes cabanes avec des troncs d'arbres et un revêtement de bruyère. Chacune pourra recevoir une patrouille de vingt « jeunes ».

C'est l'automne. Comme la nourriture est maigre, nous volons du raisin et autres fruits. Nous trouvons le moyen de grossir. Celui qui est pris a le crâne tondu. Son prêt de quinzaine : 22,50 F est confisqué et remis au cultivateur. J'ai toujours passé entre les mailles, mais je connais le cas d'un paysan qui a dit au gars tondu : « Je te comprends. » Puis il a offert un casse croûte au délinquant. Pas aux officiers qui l'accompagnaient.

Pour le salut aux couleurs, il n'y a plus d'expressions militaires. Les Allemands et les Italiens seraient fâchés. Le chef crie : « Jeunes de France, toujours » et nous répondons « Prêts ! » en rectifiant la position. Dès le début, Gauthier et moi, répondons « Béeé ». Ça ne veut pas dire grand chose, ça se perd dans les « Prêts ! », mais ça nous fait du bien.

Maintenant, les échanges sont un peu plus faciles avec la zone occupée. Ma mère et mes sœurs se démènent pour m'expédier de la nourriture.

Nos baraques sont terminées avant l'hiver. Nous avons travaillé avec bonne volonté et elles ont bonne allure, vu que chaque patrouille a conçu l'architecture à sa fantaisie.

Il faut maintenant couper des routes dans la forêt et extraire des racines de bruyère. Je ne sais dans quel but, mais c'est un sale boulot vu que le sol compte plus de cailloux que de terre.

Entre autres patrouilles, il y en a une de Méridionaux, un cocktail dans lequel je me trouve avec Gauthier, et une de Bretons du Finistère et des Côtes du Nord. La majorité de ces Bretons parle la langue et, sous l'influence d'un étudiant, décide de ne plus parler français qu'en de rares occasions. Les chefs sont furieux.

Quand, au rassemblement, un assistant annonce : « Les Bretons à la bruyère », c'est un concert de rage: « Toujours nous, naturellement ! » Puis les Bretons s'enfoncent dans la forêt, travaillent comme des cinglés et reviennent le soir avec des ampoules en laissant sur place une grosse pile de racines. Le lendemain, le chef impartial annonce : « Les gars du Midi, à la bruyère », les Méridionaux crient « Prêts ». Un plaisir de voir cette bonne volonté. Ils foncent dans la forêt, tirent une douzaine de racines, divisent le tas des Bretons en deux, puis épuisés, s'allongent pour parler « filles » et « cinéma ». J'ai souvent eu plaisir à aller aux bruyères avec les gars du Midi.

L'hiver arrive. Jamais vu ça en Bretagne. De la neige épaisse pendant plus d'un mois. Les pins maritimes se brisent sous le poids. Nous avons une chance relative. Trévien et un bon paquet de Brestois ont été ramenés d'Afrique du Nord et groupés près de Gap. Ils coupent des arbres alors qu'il y a un mètre de neige. Gérard me dira que, lassés de ne pas manger à leur faim, les Brestois coupaient les arbres au ras de la neige. Ce fut très joli au dégel.

Dans notre baraque, le poêle tire mal. Le bois résineux encrasse le tuyau. Nous finissons par imiter les Indiens et faire un trou dans le toit. Au début, chacun sort pour pisser le soir ou dans la nuit. A la fin, chacun a une vieille boîte de conserve et la balance sans mettre les pieds dehors. Le pudique Jack London n'a jamais traité la question.

Les tranches de pain sont tirées au sort. Il y a des économes qui débitent leur part en fines lames. Deux heures après que la majorité a digéré, on les voit griller leur pain sur le poêle. C'est agaçant. Maintenant, sur une patrouille, un bon tiers ne va pas à l'appel du matin. Le toubib est un étudiant en médecine très arrangeant. L'écœurement se généralise, surtout parmi les gars de la zone nord. C'est le moment que choisit un poète pour fabriquer un chant en l'honneur des chantiers. Air : « La sérénade à la lune. »

« Si j'suis jeune, jeune, jeune
Si j'suis jeune, si j'suis là
Si j'suis là, c'est pour qu'la France ait de bons bras »

Question filles, ça nous travaille assez. Les trois quarts du camp St Louis se masturbent. Mais où sont les frangines nées la même année que nous. Pour reprendre la formule du sénile maréchal, nous sommes prêts à leur faire don de nos personnes.

Un jour, les livres d'histoire citeront comme une monstruosité le fait d'avoir cloîtré des milliers de garçons de vingt ans dans une forêt.

Comme distraction, il y a la bibliothèque municipale de Roquebrune. Heureusement ! Il y a bien une petite bibliothèque minable au camp mais, naturellement, c'est un séminariste qui s'en occupe. Honnêtement, on ne peut pas dire qu'on nous bourre le crâne. On ne nous parle de rien. On attend. Les chefs doivent penser que cette promotion a mal démarré.

A Noël, presque tous les méridionaux sont chez eux. Grosse mélancolie. Gauthier, un autre copain et moi, obtenons une permission de 48 heures. Nous avons cent francs, deux boules de pain et trois boîtes de conserve. Notre tenue est plus que douteuse. Assez terreuse, et nous avons tous cette sorte de poux de bruyère dont on ne peut se débarrasser. Ils ne font pas de mal mais ils chatouillent désagréablement. La technique consiste à porter deux pull-overs et à les changer de place de temps en temps.

Nous partons pour Nice. Ça fait riche et triste en 1940. Nous louons une chambre pour vingt francs, puis nous allons voir un film : « La Fille du Puisatier ». Il a été accommodé au goût du jour et se termine par un Fernandel au garde-à-vous écoutant l'appel du maréchal. Ces artistes ne font pas de politique mais jouent un petit rôle tout de même. En 1939, on a entendu Chevalier chanter : « Et tout ça, ça fait d'excellents Français ». Maintenant il apporte sa petite pierre à la « révolution nationale » de Pétain et chante : « Si tout l'monde faisait comme les maçons. Si chacun apportait son moellon ». . Demain il chantera que « Le boulanger l'avait caché dans son comptoir » (la cocarde tricolore, bien sûr) et sera dans tous les galas de la gauche. Quant au petit gars qui a été

séduit par l'idée d'apporter un moellon, il a parfois atterri dans la milice de Darnand et fini fusillé. Ça lui apprendra à s'occuper de politique au lieu de chanter comme Chevalier.

Nous sortons du cinéma assez déprimés. Cette ville nous écœure. C'est le 31 décembre. Il va être minuit. Nous fêtons le nouvel An en pissant en plein milieu d'une Promenade des Anglais déserte. Le lendemain matin, nous quittons discrètement notre chambre, vu que pas mal de poux de bruyère se baladent sur le lit. Train pour Cannes. Il nous reste trois ou quatre francs. D'une fenêtre quelqu'un nous lance deux francs. Un les ramasse. Dans un bistrot, on nous offre une consommation.

J'ai une adresse à Cannes, celle d'un gars qui naviguait sur le même bateau de guerre qu'un militant. Il paraît qu'il est sympa. On cherche son hôtel et on tombe sur une sorte de palace. L'hôtel Celtic. Je demande le gars, c'est un vieux peu gracieux qui se présente : « Ah ! vous devez parler à mon fils. Je vais le chercher. On vous laisse sortir comme ça ? » Puis il appelle une bonne et lui dit de nous montrer la salle de bain. Crasseux, mais dignes, on fout le camp en claquant la porte. Le fils nous rejoint dans le parc. Il est désolé. C'est vrai que lui a l'air sympathique. Il nous prête trente francs. Je les lui dois toujours. Nous arrivons à trouver un train jusqu'à Fréjus. On fait le reste de la route à pieds. Bonne permission au total. On s'est amusés autant que « l'ami Bidasse » de la chanson.

Voici le printemps. Les méridionaux sont libérés. Nous aussi, en principe, mais il y a des problèmes pour rentrer en zone occupée. Pendant un bon mois, on ronchonne. Un jour, à l'appel, sans propagande de Gauthier ni de moi, tout le monde hurle « Béée » après le « Jeunes de France, toujours. » Ça prouve que ce slogan correspondait à un besoin. Le chef blêmit : « Dispersion et rassemblement dans dix minutes. » Personne ne revient. On se promène.

Enfin, c'est sérieux. On part demain pour Avignon. Là, on forme un grand train avec un tas de gars des autres chantiers. « Surtout, n'emportez pas de chemises militaires, les Allemands vous arrêteraient. » Les Allemands ont bon dos. Ils n'inspecteront rien. C'est Vichy qui a peur de perdre ses chemises.

Tous ceux qui avaient laissé leurs vêtements à Bordeaux, avaient dû écrire chez eux pour recevoir des fringues civiles. Ceux de l'Ille et Vilaine avaient reçu des blouses noires que je croyais disparues depuis Maupassant.

On nous donne une sorte de certificat de bonne conduite au chantier. Mon loyalisme à l'égard du maréchal est jugé « douteux » et mon influence sur mes camarades est « mauvaise. » Cette attestation me chauffe le cœur.

Retour en Bretagne

A Avignon, je retrouve Gérard Trévien et d'autres copains. A la ligne de démarcation, la sentinelle est notre premier Allemand depuis notre naissance, je crois. Le train roule souvent sur des voies de garage. Partis un mardi, nous n'arriverons que le samedi suivant à Brest. Nous sommes en fin février 1941. Le vendredi soir, nous sommes immobilisés à Landerneau. Les avions anglais sont au-dessus de Brest. C'est splendide et infernal. En fait, c'est la DCA qui fait les neuf dixièmes du bruit et décore le ciel de toutes les couleurs. Il ne doit pas y avoir plus de dix avions britanniques, mais, par manque d'habitude, nous avons tendance à croire que la moitié de la ville est par terre. Ça n'est pas le cas, mais la technique aéronautique fera très vite d'immenses progrès.

Samedi, en famille. On renoue les contacts. Le club ajiste existe toujours. Il campe même parfois et loue à un paysan une sorte d'ancienne ferme, en bordure de route, entre Daoulas et le croisement de Logonna. On déniche quelques tracts du PCF : « Nous disons -Non- au misérable De Gaulle et à ses amis qui veulent faire massacrer le peuple de France pour le compte de la bourgeoisie anglaise. »

Comme nous n'avons aucun contact avec Paris, nous adoptons le titre de « Parti Communiste Révolutionnaire. » Nous sortons une toute petite feuille intitulée d'abord « Bulletin ouvrier et paysan » en avril 41, puis en juillet, « Bretagne rouge. »

Brest est devenu une grande ville de garnison: infanterie, marine, DCA, équipages de sous-marins. On dit que la DCA est la deuxième après Berlin. Non contents d'avoir des pièces un peu partout, y compris au-dessus de la gare, les Allemands ont des engins montés sur les camions qui circulent pendant les alertes. Autour de la ville il y a aussi des canons.

Deux batteries de DCA gardent le pont de Plougastel. A chaque extrémité, les Allemands ont construit des petites baraques en bois pour les soldats. Si un tel pont avait du être gardé par des français, je suis certain que les soldats auraient eu droit à une toile de tente et à une botte de paille.

Il semble qu'il y ait une assez grande différence entre l'armée du Kaiser et celle-ci. Ça sert parfois d'avoir perdu une guerre !

Pour obtenir l'écrasement du mouvement ouvrier en Allemagne, la bourgeoisie et l'aristocratie durent faire des concessions aux plébéiens nazis. Le résultat, c'est que les rapports officiers-soldats semblent meilleurs que ceux qu'on connaît de l'ancienne armée impériale. Ajoutons à cela des habitudes d'hygiène assez inconnues dans la France de 1940.

Plus tard, bien des ouvriers revenus du travail obligatoire en Allemagne, attribueront au régime nazi, la bonne organisation des usines, les douches, les sanitaires, toutes choses qui existaient depuis plus de cinquante ans.

On a l'habitude, à tort, de ne voir la « civilisation » que dans les fleurs aux fenêtres, les bains douches, etc. Le Français moyen n'a pas d'autres critères quand il décrète que les peuples des colonies ne sont pas civilisés.

L'Allemand moyen n'est pas différent et quand il visite les fermes bretonnes de 1940, où, neuf fois sur dix, la crèche des vaches sert de « toilettes » aux humains, il doit avoir tendance à penser qu'il ne s'agit pas d'un peuple civilisé.

Ce genre de jugement doit persister aujourd'hui. Bien après la guerre, j'ai été en vélo, avec un copain au Danemark. A cinq cent mètres des fermes, en bordure de la grand route, on peut trouver une petite table, des paniers de fraises, un papier indiquant le prix et une assiette où déposer l'argent. Au retour j'ai questionné beaucoup de gens en Bretagne. On m'a unanimement répondu : « Ici, on ne retrouverait, ni l'argent, ni les fraises, et peut-être pas la table. »

Avant guerre, le mark valait deux à trois francs. Berlin vainqueur a décrété que le mark valait vingt francs. C'est une façon de voler le peuple français en faisant divers achats. Cela s'ajoute aux 400 millions de francs que la France doit verser chaque jour au 3ème Reich. Dans les premiers jours d'occupation, des soldats allemands avaient réglé quelques achats en marks. Puis les Français ont été priés d'échanger leurs marks pour des francs. Avec un certain culot, mon frère a rapporté un billet de 20 marks datant de 1925. On lui a remis 400 francs. Il n'avait quand même pas eu l'audace d'apporter un de ces billets d'un million de marks que notre père avait ramené jadis d'une Allemagne en crise.

Gérard Trévien travaille à l'Arsenal. Il prend contact, en sifflant « la Varsovienne », avec un gars de Kerhuon, Yves Bodénès qui lisait une publication trotskyste avant guerre. Yves a notre âge. Il est ouvrier du bâtiment et influence un petit groupe à Kerhuon.

Il a une bonne formation politique, mais un peu trop tendance à s'étendre sur les conflits Molinier-Frank-Naville d'avant guerre. Pour le moment, cela ne nous passionne pas.

Yves est aussi grand copain d'un vieil anar, pauvre comme Job, Hervé Coatmeur, qui a longtemps édité un tout petit journal de poésie, « L'en Dehors », et qui survit en vendant la sciure de bois dans les bistrots.

Tous les copains sont d'accord sur quelques points

- 1) Cette guerre est une guerre impérialiste pour un nouveau partage du monde.
- 2) Le nazisme signifie l'esclavage pour tous les peuples d'Europe y compris le peuple allemand, même s'il y a une hiérarchie parmi les esclaves (comme ce fut toujours le cas dans l'Antiquité.)

- 3) De Gaulle, colonel fait précipitamment général par Paul Reynaud, représente une alternative possible pour la bourgeoisie française. Le mouvement de lutte contre l'occupation n'a absolument pas intérêt à se lier à ses directives.
- 4) L'URSS demeure un Etat ouvrier dégénéré. Tous les pactes de Staline ne peuvent effacer l'antagonisme fondamental qui l'oppose au capitalisme. Le pacte germano-soviétique ne durera pas longtemps.

Dans cette période où l'impérialisme fait patte de velours, il n'y a pas que l'extrême droite pour se réjouir des événements. Un certain nombre de socialistes bêtards (et il y en a deux ou trois spécimens à l'AJ de Brest) déclarent à peu près ceci :

« Nous avons toujours aspiré à la fin des guerres en Europe. Nous voulions une Europe unifiée. Hitler réalise cela. Certes, par des moyens brutaux, mais ça n'est pas la première fois dans l'histoire. Après, ça se décantera. Il en demeurera l'Europe unie que nous avions souhaitée. »

Ces « socialistes pacifistes » sont séduits par les thèses de Déat. Ils seront entraînés de plus en plus loin dans la collaboration et finiront par accepter tous les crimes nazis. Mais, au début, leurs arguments touchent des jeunes et nous devons discuter.

On ne fait pas une Europe avec un cavalier et un cheval. Il est vrai que l'histoire a vu de grandes réalisations par la violence. Il y a toutes sortes de violences. On sait quelle est celle qui a permis les Etats-Unis. Il ne faut pas demander aux indiens que nous sommes d'accepter une Europe qui se ferait sur notre dos. Celui qui a brisé le mouvement ouvrier allemand par les camps de concentration, ne peut rien faire de bon pour les ouvriers de l'Europe.

Les socialistes bêtards quitteront les AJ. Guy Lemonnier, professeur au lycée de Brest, très très jaoussiste en 1919, partira dans les Côtes du Nord. Il deviendra un ardent supporter de Déat et poussera certains de ses élèves à s'engager, plus tard, dans la légion nazie anti-bolchevique. Après la libération et un certain temps de prison, il publiera des opuscules anti-communistes sous le nom de Léon Harmel. S'il vit encore, il doit alimenter de sa prose la presse d'extrême droite.

Revu une fois tonton François. Il n'était pas collabo, mais il était excédé par la haine d'un tas de gens qui étaient moins anti-nazis qu'anti « boches ». Qu'est-il devenu ? Vu son âge, il a du mourir pendant la guerre, mais je l'ignore.

C'est hélas vrai que la réaction contre la « haine anti-bôches » poussa des pacifistes dans les bras du 3ème Reich. Exemple de haine : Je me souviens d'un gars racontant qu'un soldat allemand voulait, péniblement, exprimer ses opinions devant lui. Le gars se flattait d'avoir interrompu l'Allemand en lui disant : « Oui, mon con ! » Il est d'ailleurs probable que ce genre de débile chauvin ne se livrait à aucune action, ni gaulliste, ni communiste.

Dans cette période, on aurait pu penser que le Parti Socialiste, puissant avant guerre, aurait profité des « problèmes » du PCF pour prendre la tête d'un grand mouvement de résistance. Il n'en fut rien. Sa confusion idéologique, son « militantisme électoral » firent que ses militants se retrouvèrent sur les bords les plus opposés. La majorité des députés socialistes avaient voté les pleins pouvoirs à Pétain, et le gouvernement de Vichy comprenait quelques ministres issus de la SFIO. Certains militants firent parfois paraître un « Populaire » clandestin. D'autres allèrent former une sorte d'aile gauche au Gaullisme. Le parti, en tant que tel, passa totalement sous la table.

Les anarchistes avaient compté en France. Un temps, « Le Libertaire » fut quotidien. Ils contrôlaient quelques syndicats ouvriers et des Bourses du travail. Pendant l'occupation, ils disparurent presque totalement. L'arrivée de la guerre avait porté un rude coup à leur « pacifisme intégral ». Leur internationalisme leur interdisait une position chauvine à l'égard du peuple allemand, et ils ne semblaient pas voir la possibilité de lutter contre le nazisme sans sombrer dans le racisme « anti-bôches »

Leur caractérisation de l'URSS comme un Etat capitaliste ne leur permettait pas de prendre position quand Hitler attaqua à l'Est. Enfin, ils n'avaient pas formé, politiquement, des jeunes. Ils étaient usés.

Quand la guerre se termina, on en trouva à Brest, qui avaient repris une activité syndicale et s'accommodaient sans broncher du « Produire d'abord » Je n'en ai, en tous cas, jamais entendu un seul ouvrir la bouche quand les staliniens nous huaient... et pire.

Le PCF passa à travers les épreuves parce que finalement l'URSS se trouva l'élément moteur de la résistance à Hitler, parce que l'URSS n'était pas un quelconque Etat capitaliste, mais un Etat ouvrier dégénéré. Le PCF garda un appareil de militants courageux. Souvent bornés, mais courageux. Le jeune qui allait vers le PCF pendant l'occupation pouvait répondre à la plupart des critiques : « La plus grande faute est de ne plus exister ! »

Printemps 1941 à Brest. Les Anglais ont effectué plus de cent bombardements. Ils cherchent à toucher les trois navires allemands « Prinz Eugen » « Scharnhorst » et « Gneisenau ». Ils ne sont pas encore riches et n'envoient pas de fortes escadrilles. Dès l'alerte, les Allemands foncent vers les abris. Peu de Brestois vont dans les caves. Incroyable, mais beaucoup semblent convaincus que des bombes alliées ne peuvent tomber sur eux et se moquent des Allemands galopant vers les bunkers. Ça leur passera assez vite.

Un copain m'a remis une chansonnette qui fut composée à l'époque par un quelconque super patriote. Sur l'air de « Au près de ma blonde. »

« Ah! quel plaisir on a
D'entendre la CDA
Quand les avions anglais
Bombardent nos remblais
Nos vœux, en les voyant
Redeviennent confiants.
Vole à tire d'aile
Reviens vers nous chaque soir.
Vole sur tes ailes.
Redonne-nous l'espoir. »

J'ai connu un petit copain du lycée qui était plus british que Churchill et courait, quasiment vers la zone bombardée. Un jour, sur le cours d'Ajot, il fut projeté à dix mètres par le souffle d'une bombe. Il en sortit indemne mais prudent.

Bien entendu, rares étaient ceux qui restaient dans les rues. Les éclats de DCA tombaient comme de la pluie. Très vite les morceaux d'acier coupant. Puis, après un temps les culots de duralumin. Tous les matins, on montait sur le toit pour ôter les éclats plantés dans le zinc, puis on mettait du goudron. Mon frère avait commencé une collection d'éclats. Quand sa caisse fut pleine, il se lassa. Tout le monde regardait l'avion pris dans les projecteurs et faisait des vœux pour qu'il s'en tire. C'était encore un peu à l'échelle humaine. Trois ans plus tard, une radio alliée disait que des aviateurs américains voyaient Brest comme une pièce de monnaie.

Avril ou Mai 41. Alerte. La famille est couchée. La DCA tire. Un grand éclair rouge. Les volets de ma chambre dégringolent. Tout le monde se lève en vitesse, sauf ma mère qui prie sur son lit devant le lustre de sa chambre qui s'est décroché. Il n'y a pas d'autres dégâts dans la maison. Mon frère s'engage dans le jardin et tombe dans un grand trou à 20 mètres de la maison. Heureusement, la terre était très meuble. Il y a deux autres bombes dans le jardin. Un mur est abattu et les voisins viennent contempler. Les plus « patriotes » affirment : « Ce sont des obus de DCA qui ont fait cela. » Ce sont des « purs » comme la jeune châtelaine qui, du haut de son donjon, refuse d'admettre que son chevalier à des poux. Comme si un Anglais ne pouvait se tromper de repère ! Comme si un avion touché n'avait pu larguer ses bombes !

Mon frère trouve une ailette de bombe. Il en faut plus pour déconcerter les « Patriotes. » « Des avions allemands viennent larguer des ailettes là où leurs obus ont fait des dégâts. » Que dire ?

Au jour, nous faisons le bilan des dégâts. Au bout du jardin, le poulailler s'est envolé. On retrouve la dizaine de poules transies sur une branche d'arbre. Une partie de ces pauvres bêtes a été déplumée par le souffle. Elles sont vivantes, mais tellement dégoûtées qu'elles ne pondent plus.

Mon frère travaille à l'Arsenal et me dit que de vieux Allemands se sont très bien adaptés au tabac gris et au coup de rouge. Il en connaît un qui crie « A bas les bôches ! » quand il a bu un coup de trop.

Lors du départ des anglais, mon frère avait ramené à la maison, six belles boîtes de thé d'un kilo. Mes sœurs avaient chargé deux sacs de camping de romans policiers anglais trouvés dans un mess. Ma mère qui attendait des boîtes de conserves, les avaient vivement félicitées. Les boîtes de thé furent enterrées dans le jardin, car les Allemands avaient ordonné à la population de rendre tout ce qui était britannique. Quand je revins à la maison, il n'en restait plus, apparemment. Ma mère disait à mon frère : « Il en reste, creuse ! » Mon frère répondait : « Il n'y en a plus. Tu as tout donné à des voisins » Nous avons donc vécu sans thé. Il fallut les perquisitions allemandes de 1943 pour découvrir trois boîtes de thé.

A propos des ordonnances allemandes en 1940. La veille de leur arrivée, quelques militaires bloqués à Brest, avaient revêtu une tenue civile. Ce fut le cas d'un marin, ajiste. Les Allemands ordonnèrent à ceux qui avaient quitté l'uniforme, de l'endosser à nouveau et de se présenter à la kommandantur. Ceux qui obéirent, tel ce brave ajiste, eurent droit à quatre ans dans un camp de prisonniers outre-Rhin. Les autres travaillèrent à Brest sans problème.

Nous avons, enfin, pris contact avec des camarades de Paris qui ont reconstitué le Parti Ouvrier Internationaliste (P.O.I) et publient « La Vérité » clandestine, chaque mois. Nous prenons donc le nom de P.O.I. Il y a une cellule à Brest, avec Gérard Trévien, ouvrier de l'Arsenal et ancien routier, André Darley, ouvrier photographe et ancien routier, Micheline Guérin qui épousera Gérard, Marguerite Métayer, ajiste, plus deux gars dont je n'ai connu que les pseudos. Autour de nous, un noyau de sympathisants plus ou moins actifs. La cellule de Kerhuon, animée par Yves Bodénès, charpentier, se compose de André Floch, de Paul Bienvenu tous deux ouvriers du bâtiment et de deux autres gars que je n'ai pas connus.

A Quimper, Eliane Ronel, seule tout un temps, mais très active et assurant les liaisons avec Alain Le Dem, et des instituteurs isolés tels que Roger Prat, Carrère, Cravec, etc.

Juin 1941.

Hitler attaque l'URSS. En dépit de dizaines d'avertissements, Staline est pris au dépourvu.

Pourquoi ? Le diplomate roumain Gafenko a, assez bien, dépeint la mentalité des bureaucrates qui refusent de croire tout ce qui est inéluctable, mais qui leur déplaît. Il a établi un curieux parallèle entre la bureaucratie tsariste et celle de Staline. Lorsque Napoléon décréta le blocus continental contre l'Angleterre, la Russie continua à recevoir des navires britanniques. Le jour où l'Etat français fit savoir qu'il était au courant, le Tsar ordonna aux bateaux anglais de quitter St Pétersbourg sous peine d'une violente canonnade.

En avril 1941, un coup d'état militaire appuyé par le peuple, chassa le gouvernement yougoslave germanophile.

Or, une mission militaire yougoslave se trouvait à Moscou. Dès l'annonce du coup d'état, elle fut ovationnée par les autorités soviétiques. Sur ces entrefaites, Hitler écrasa Belgrade sous les bombes. Immédiatement Moscou expulsa la mission militaire yougoslave.

Huit jours avant l'attaque de l'URSS, le journal collabo du fasciste Clémenti critiquait les communistes français en ces termes : « Qu'il y a loin de la propagande judéo-anglophile des tracts communistes à la réalité nationale-socialiste de l'URSS » !

Le PCF lance un appel : « Vive le Front national de lutte qui, des gaullistes aux communistes, unit tous les patriotes français » Très vite, la propagande du PCF ne se dirigera pas seulement contre les nazis mais contre la totalité du peuple allemand qui devient : « les bôches » dans de nombreux tracts. Dans ce délire chauvin, la direction du PCF va battre tous les records. Jusqu'à ce jour, au mois de janvier, l'Humanité célébrait régulièrement la mémoire des « 3L » (Lénine, Liebknecht et

Luxembourg.) A l'avenir, seul Lénine sera célébré. A titre posthume, Liebknecht et Luxembourg deviennent, sans doute, des « bûches ».

Molotov dit à l'ambassadeur allemand : « Nous n'avions pas mérité cela. » Effectivement, Staline avait fait l'impossible pour ne pas déplaire à Hitler. Pendant la durée du pacte, il avait livré aux nazis des centaines de militants communistes allemands et autrichiens qui s'étaient réfugiés en URSS en 1933. Ce fut le cas de Margaret Neuman qui ne quitta un camp de Sibérie que pour se retrouver pendant cinq ans au camp allemand de Ravensbruck.

La police française arrête des milliers de militants communistes, et même des gens « fichés » qui ne militaient plus depuis longtemps. L'armée allemande avance rapidement. Contrairement à 1940, les chars d'origine française progressent en formation compacte. Hitler dispose de toute l'industrie d'Europe. Au moins deux fois celle de l'URSS. Il dispose aussi d'un potentiel d'ouvriers qualifiés qui doit valoir trois ou quatre fois celui de l'Union soviétique. Des ouvriers qualifiés, même réticents, avec des contrôleurs de fabrication allemands, sortent beaucoup plus de bonnes pièces que des centaines de milliers de moujiks plongés brutalement dans l'industrie.

En peu de temps, les Allemands s'emparent de presque toute la Russie d'Europe, d'une énorme population et d'une très grande quantité de prisonniers. Les Russes démontent tout ce qui est possible, mais on imagine que les pertes sont considérables. Trois mois après l'attaque, Hitler affirme que « l'armée soviétique est virtuellement détruite », et il ordonne la démobilisation de quarante divisions allemandes ! Dès le lendemain de l'attaque, nous avons sorti à Brest un tract pour la défense de l'URSS, en affirmant la conviction que Hitler sera battu. Les faits ultérieurs ne semblent pas nous donner raison.

Eté 1941

Un camarade qui fut marin à Brest m'a convaincu d'aller quelque temps travailler à Paris et de m'initier à la vie d'une cellule du POI. Paris se dépeuple. Ceux qui ont de l'argent vont s'installer à la campagne. Il est facile de trouver une chambre d'hôtel.

Me voici dans la même cellule que mon camarade. Outre le POI qui publie « La Vérité » clandestine imprimée, il existe le Comité Communiste Internationaliste (CCI) qui publie « La Seule Voie » ronéotée et quelques feuilles d'usine sous le titre unique : « Le Soviet ». Il existe même un « soviét » des pompiers avec une cellule de trois ou quatre gars. Plus tard nous apprendrons l'existence du groupe « Octobre » et celui d'un autre groupe qui donnera naissance à « Lutte Ouvrière ». Le POI devait compter entre cent cinquante et deux cent militants, le C.C.I, une cinquantaine. Les autres ne devaient pas dépasser la vingtaine. Le leader de ce qui sera le CCI, Pierre Frank, inculpé pour antimilitarisme par Daladier, était passé en Angleterre. Là il fut arrêté et interné pendant toute la durée de la guerre. Quand l'occupation a eu lieu, les trotskystes se sont regroupés à tâtons. La victoire d'une Allemagne alliée à l'URSS semblait annoncer une longue période de domination nazie en Europe. Le petit noyau qui donna naissance au POI eut une réaction tendant à l'union des classes contre les nazis. Cette réaction fut concrétisée dans un texte intitulé « Lettre aux ouvriers anglais ». Rapidement, cette position fut combattue et corrigée au sein du POI. (En Bretagne, nous avons ignoré cet épisode.) Le CCI ne tomba pas dans cette regrettable erreur, mais il eut sur le plan tactique, une action qui lui fut reprochée, parfois malhonnêtement, dans les milieux trotskystes. Considérant le rôle essentiel qui serait dévolu à la révolution allemande, à la fin de la guerre, le CCI décida d'envoyer travailler outre Rhin, un certain nombre de ses militants ouvriers les mieux formés.

Ces militants organisèrent des cellules, prirent contact avec des ouvriers allemands, mais durent subir plus tard l'accusation « d'avoir été travailler en Allemagne » Lancée au sein de l'organisation unifiée par des gars qui étaient plus « patriotes » que trotskystes !

Quand je suis arrivé à Paris, il n'était pas encore du tout question d'unification entre le POI et le CCI.

Je me suis embauché dans une fabrique de rideaux de défense passive, c'est à dire des rideaux de fort papier noir. Il y avait une grande demande, vu que sous peine d'amende, aucune maison ne devait laisser filtrer la lumière.

Le boulot consistait à clouer avec des semences une latte de bois aux deux extrémités du rideau. Puis l'objet passait dans un autre atelier. Des jeunes filles fixaient une bande de toile de chaque coté du rideau à l'aide d'une colle infecte et saoulante.

Il fallait assurer une bonne production pour toucher une ridicule petite prime. Un jeune ouvrier avait acheté un marteau aimanté. Il avait une poignée de pointes dans la bouche, et, d'un coup de langue habile, en présentait une devant son marteau. Il assurait une cadence infernale. La prime ne valait pas le risque d'avaler une poignée de semences.

Dans les ateliers de filles et garçons, il y avait des militants communistes. En fredonnant des chants de marins, je devins copain avec un jeune, Robert Cavallo, qui rongea son frein et ne rêvait que de grands voyages. Robert avait été aux JC et avait bien connu toute la période d'arrivée des Allemands :

--« Tu te rends compte. On a fait des manifs en banlieue pour demander la réintégration des maires communistes, déchus par Daladier pour avoir aimé la paix. En septembre 40, on a fait une sorte de fête à Garches. On était 500 JC. Les flics n'ont pas dû se priver de prendre des photos. Georges qui travaille plus loin, m'a dit un jour : « Robert, demain tu trouveras l'Huma dans les kiosques. » Le lendemain, il n'y avait pas d'Huma, mais la demande avait été faite. Georges était agent de liaison. Sa mère avec d'autres militants, avait travaillé à cette affaire de demande à la Kommandantur »

Ainsi, très tôt, j'appris qu'effectivement la direction PCF demanda aux nazis, pendant l'été 1940, l'autorisation de faire paraître l'Humanité. Il paraît que c'est sous la pression de Vichy que l'affaire ne put se réaliser. Après la guerre, Daladier, attaqué par le PCF au parlement, sortit quelques documents de l'époque. L'un ne manquait pas de sel. La direction du PCF demandait que l'Huma puisse sortir légalement pour nombre de raisons, et entre autres, « pour couper court à la propagande clandestine des trotskystes » N'est-ce pas joli ?

Au fil des mois, je connus mieux Georges et d'autres. Au début, je disais que j'étais simplement sympathisant trotskyste. Les relations n'étaient pas mauvaises ; si Trotsky est le diable, on doit pouvoir détacher le naïf sympathisant. Mais, pour cela il faut de sérieux arguments. Je n'en ai jamais entendus.

Un soir, en mangeant quelques nouilles chez Georges, je fis connaissance d'un gars qui me demanda très vite pourquoi les trotskystes n'étaient pas favorables à une action de francs-tireurs ? En tous cas, ce gars ne partageait pas les opinions staliniennes sur ces « maudits trotskystes »

Je lui répondis d'abord que nous étions hostiles à des exécutions, sans discernement, de soldats allemands. Il n'était pas en désaccord sur ce point. Puis, je dis que d'une manière générale, cette action ne correspondait pas au niveau de combativité actuelle des travailleurs. Les défaites de l'URSS, le moral bas. La période était à la propagande et à l'organisation. Or, les attentats étaient prétextes à des rafles massives et à des exécutions de militants déjà internés. Le gars ne fut pas de mon avis.

A cette époque, le groupe de combat du PCF. (Organisation Secrète : OS) était très petit. Théoriquement, par cellule du PCF, un militant aurait dû combattre dans l'OS. Ce n'était pas le cas. Loin de là. Instinctivement, le militant de base réalisait que le moment n'était pas à ce genre de combat. Aussi, la direction PCF recrutait essentiellement parmi des émigrés, juifs, polonais, etc, qui étaient déjà presque hors la loi et avaient vu leurs familles souffrir du nazisme. Contrairement aux propos futurs des Duclos et autres Aragon, ces militants ne combattaient pas pour la France éternelle, mais contre le fascisme tout simplement. Ils ne pouvaient pas ne pas être surpris de constater que si peu de militants français entraient dans un combat qu'on leur avait présenté comme d'actualité.

En octobre 1941, des militants de l'OS abattirent un officier allemand à Nantes. En représailles, les occupants fusillèrent 50 otages dont 27 au camp de Chateaubriand. Tous ces hommes avaient été arrêtés pour leur action politique avant guerre. Parmi eux le camarade Marc Bourhis, militant

trotskyiste et son ami Pierre Guéguen, ex-maire de Concarneau qui avait rompu avec le PCF lors du pacte germano-soviétique.

Il faut noter que tous ces otages avaient été arrêtés par des policiers français et furent surveillés jusqu'à leur assassinat par des gardes mobiles français.

Ce n'est ni l'appel de De Gaulle, ni l'attaque contre l'URSS, mais les déportations massives d'ouvriers, plus tard, qui incitèrent des milliers de jeunes à entrer dans la lutte armée.

Qu'il ait fallu très tôt une structure armée pour les recevoir, pour exécuter les mouchards, etc. Bien sûr ! Mais cela n'aurait rien dû avoir à voir avec l'exécution d'Allemands au coin des rues.

En 1944, j'appris que le gars avec qui j'avais discuté, David Grinberg, était dans les premiers groupes armés du PCF. Il guettait des officiers allemands près de l'Ecole militaire. Interpellé par un flic français, sur le point d'être arrêté, il tira et tua le flic. Arrêté plus tard, il fut jugé par des juges français, condamné à mort et guillotiné. Après guerre, j'accompagnais la femme de Georges qui se rendait pour identification là où David avait été inhumé. Un type portait une petite pancarte : « Aux résistants assassinés par les bôches » C'est ainsi qu'on écrit l'histoire !

Hiver 41-42.

Leningrad est pratiquement encerclée. Moscou est menacée. Les Allemands doivent, certes, maintenir des troupes à l'ouest, mais l'affaire est très avantageuse pour eux. Ils disposent de millions de salariés. Des milliers de véhicules français, belges, etc, roulent pour eux. L'Allemagne qui n'a perdu que 27 000 soldats en 1940, a hérité d'un très riche pays. Tous les jours, des trains de denrées passent le Rhin.

Pourtant, l'Armée Rouge contre attaque. Elle refoule les Allemands à deux cent kilomètres de Moscou mais ne pourra poursuivre cet effort faute de matériel. Il faudra près de six mois avant que les usines démontées puissent fonctionner à nouveau derrière l'Oural. Un des artisans du miracle de Moscou est Richard Sorge. C'est un communiste allemand qui, de Tokyo, a averti Moscou que le Japon n'attaquera pas et que l'armée sibérienne peut se porter au secours de Moscou.

Richard Sorge et son groupe avaient monté, comme couverture, une affaire commerciale qui fut prospère. Après la guerre, l'adjoint de Mac Arthur, le major Willoughby qui apprit l'affaire au Japon, écrivait très amer que les espions au service de l'URSS ne coûtaient pas un sou à Moscou, tandis que les espions américains étaient de gros croqueurs de dollars. Le courageux Richard Sorge fut pendu par les Japonais, ignorant que sa femme soviétique croupissait dans un camp de concentration de Staline. Bien plus tard, un plumitif de l'Humanité, sans nier le fait, imaginait que la femme de Sorge était trop bavarde !

Le plus grand miracle dans cette guerre, c'est celui de la conscience populaire et de la planification soviétique, même sous direction bureaucratique. Sans cela, c'est à dire, sans la Révolution d'Octobre, la Russie était une colonie allemande. Aucun pays dans l'histoire, n'a eu à subir le choc d'un empire aussi industrialisé que l'empire hitlérien.

La propagande de Goebbels se retourne contre lui. Il prétend que dans la Russie occupée, des centaines de milliers d'hommes sont prêts à marcher avec l'Allemagne. Il prétend que les Russes ne savent qu'avancer en rangs serrés et en escaladant les piles de morts. Comme l'URSS n'a pas la population de la Chine, Goebbels commence à faire sourire.

En fait, si on se base sur les populations, l'Allemagne et ses alliés peuvent mobiliser plus de divisions que l'URSS. Certes, on a entendu des Allemands prononcer des propos peu élogieux sur leurs alliés. Mais, dans le même temps, Staline déporte en Asie, toute la république des Allemands de la Volga et la moitié de la population de Crimée. Plus tard, il aura indirectement, des propos également peu élogieux pour nombre de peuples de l'URSS, en affirmant que ce sont les Russes qui se sont le mieux battu.

Un journaliste américain, Davidson, a noté que l'aide des USA ne devint importante qu'après Stalingrad. Or, dès Stalingrad, tout le monde, y compris Mussolini, savait que le 3ème Reich ne pourrait plus gagner la guerre. Le journaliste ajoute que l'aide à l'URSS ne dépassa jamais dix pour cent de l'aide accordée à l'Angleterre. Du point de vue militaire, il semble que la petite aide à l'URSS fut bien mieux employée jusqu'en 1944 que la puissante aide au Royaume Uni.

L'avantage du militantisme à Paris, c'est qu'on peut disposer d'une documentation introuvable en province dans cette période. (Il me revient qu'Alain Le Dem enterra en Bretagne, une bonne partie de ses livres politiques quand les Allemands arrivèrent. L'ennui, c'est que ces derniers installèrent des baraques sur le lieu où étaient les documents.)

L'inconvénient, à Paris dans cette période, c'est la solitude. On rencontre les militants à la réunion de cellule. On ne connaît que les pseudonymes. On ne va jamais chez un militant, en principe. C'est nécessaire, mais pénible quand on a vécu dans une cellule où on connaissait les copains depuis l'enfance.

L'autre inconvénient, si l'on peut dire, ce sont les débats théoriques poussés. Ils sont sûrement nécessaires, mais souvent, au bout d'une heure, mon cerveau est ailleurs, comme à l'école jadis.

C'est à mon corps défendant que j'apprends pas mal de choses sur la fameuse « question nationale » et sur « la nature de l'URSS »

Il m'arrive parfois, dans un coup de rage, de penser que certains militants se complaisent dans les débats internes et ne se soucient pas du tout de propagande à l'extérieur sur un certain nombre de points acquis. De temps en temps, j'envie le militant du PCF pour qui « t'en fais pas, Maurice sait ce qu'il fait ». C'est reposant de savoir que le leader a, dans sa poche, la boussole du marxisme-léninisme.

Printemps 1942. Je retourne en Bretagne avec Robert Cavallo. Je referai souvent ce voyage, car, sans être au comité central de POI, je suis souvent délégué de province. Onze bonnes heures à l'aller. Autant au retour. Le train est assez grand, mais l'armée allemande se réserve la moitié, au milieu bien sûr. Tout le monde s'entasse dans ce qui reste. Debout dans le couloir. On ne peut même pas tomber à cause de l'entourage Pas question d'aller aux toilettes : trois ou quatre personnes essaient d'y dormir. J'ai vu, une fois, un type multiplier les acrobaties pour descendre pisser à Rennes. Il n'a pas pu remonter.

Ce printemps là, je m'embauche comme manœuvre sur un chantier de la LTP au port de Commerce. LTP signifie Laminoirs et Tréfileries de Paris. Apparemment, aucun rapport avec le bâtiment. Nous travaillons en Régie. C'est important ! Cela veut dire que l'organisation allemande Todt paie à notre patron 22 F de l'heure de compagnon. Le patron règle diverses taxes, prend son bénéfice et donne un peu plus de 8 F à l'ouvrier. Par contre les employés du bureau central, rue Traverse, doivent être payés sur les bénéfices de la maison. Le patron, un certain Ponté, suisse allemand, toujours en bottes et air altier, se donne un petit genre très troisième Reich.

Plus il y a d'ouvriers sur le chantier, plus les travaux durent, plus le patron est heureux. On le verra même presque « patriote » au début de la période où les Allemands chercheront à expédier souplement des ouvriers outre Rhin. Ils ordonneront au patron de procéder à un peu de débauchage, mais lui mutera sur d'autres chantiers ses précieuses abeilles. Puis l'autorité allemande trouvera un arrangement qui satisfait le patron, et son « patriotisme » tombera d'un seul coup.

Bien entendu, la Todt a entrevu les aspects négatifs du système de régie, et il y a un poste allemand sur notre chantier. Tous les jours un sergent signe la feuille des présents, puis le cahier de quinzaine. Si le sergent ne signe pas, la Todt ne paie pas. Les Allemands du poste ne sont pas désagréables et n'aiment surtout pas tout ce qui fait des vagues. Ils doivent considérer qu'ils sont un peu en colonie de vacances et ne cachent pas que leur grande crainte est « l'envoi en URSS ».

Pour certains travaux, il existe le « forfait ». Ainsi, l'immense couverture de l'hôpital de Brest fut réalisée en « forfait ». Le patron s'engage à faire exécuter les travaux dans un temps donné pour une somme déterminée. Si cela se fait vite, il a une prime. Dans le cas contraire, il a une amende. Il

a donc intérêt à employer un minimum d'ouvriers et à les cravacher. Il n'est plus du tout « patriote » !

Pendant plus d'un mois, j'ai porté des planches et creusé la terre. Nous préparions les bases d'un très grand hangar destiné, comme nous l'avons vu plus tard, à stocker des canons anti-aériens. Le travail avançait très mollement. Le vieux chef de chantier disait qu'avant guerre il aurait bâti ce hangar en six mois avec trente compagnons. Or, il y passa deux ans et il y eut jusqu'à deux cent cinquante ouvriers sur le chantier. Ce qui n'était pas pour déplaire aux Allemands du poste.

Quand j'appris qu'un nouveau pointeau était nécessaire, je posais ma candidature, et ce fut une période qui me permit une bonne activité militante.

Nous étions quatre pointeaux. Quand on voulait une journée de liberté, on était certain d'être marqué présent. A ce poste privilégié, je découvris quelques secrets intéressants. Sur la liste des ouvriers, il y avait divers noms qui étaient ceux des employés du bureau central. La LTP aurait regretté de devoir les payer sur ses bénéficiaires. Ils étaient inscrits comme manœuvres, compagnons et perdus dans la masse des deux cent cinquante noms. Les pointeaux avaient ordre de les porter présents chaque jour.

Mais il existait d'autres « fantômes ». Le payeur du bureau central en avait sept, c'est à dire sept ouvriers qui avaient quitté l'entreprise depuis quelque temps et dont les noms figuraient toujours sur les listes. Aujourd'hui, avec la Sécurité Sociale, ce petit jeu est sans doute impossible. Sans doute. Mais à l'époque de « l'ordre nouveau », c'était le grand bordel. Bien sûr, le payeur jouait avec le feu. Garçon sympathique, ce Potis, qui faisait parfois un élégant salut nazi aux officiers allemands qui le lui rendaient d'un regard torve.

Un jour, le grand directeur avait accompagné le payeur au chantier. Méfiant parce qu'il avait la prétention d'être le seul voleur dans l'entreprise. Potis n'eut donc pas la possibilité de glisser les sept précieuses enveloppes dans sa poche avant d'arriver au chantier.

Le patron s'assit dans le petit bureau et discuta avec le vieux chef de chantier. Dehors, les ouvriers attendaient l'appel de leur nom. Potis, couvrant le guichet au maximum, les appelait un par un. « Untel. Tu as ton compte ? Signe », « Machin. Tu as ton compte ? Signe. »

Connaissant les noms des « fantômes », ce fut une vraie jouissance que d'admirer le travail de Potis qui, tous les dix ou douze noms, glissait celui d'un de ses fantômes. « Tu as ton compte ? Signe » et plaçait prestement l'enveloppe dans une poche intérieure de sa veste. Le patron continuait son bavardage en jetant parfois un coup d'œil. Quand la paie fut terminée, il ne restait plus une enveloppe dans la sacoche. Nous n'étions pas jaloux.

Un pointeau dit une fois : « Si je ne savais pas que c'est impossible, je dirais que Potis est juif. » Plus tard, Potis me confia qu'il l'était effectivement. Son nom était beaucoup plus long et se terminait par un « ky ». Potis, pas idiot, avait plus ou moins deviné que je m'occupais d'une résistance quelconque d'où sa confiance. Pour sa part, il semblait se fiche éperdument de tout et menait la meilleure vie dans un appartement, rue du château.

Devant le bel exemple donné par le haut, les humbles petits pointeaux auraient eu tort de ne pas s'offrir des journées libres. Quand plus tard, les camarades fuyant Nantes arrivèrent à Brest, j'en inscris sur le chantier. Nous eûmes ainsi des permanents clandestins payés par la LTP. On ne pouvait d'ailleurs les nommer « fantômes », en ce sens, qu'à tout moment il leur était possible de venir sur le chantier. Par exemple, le jour de la paie.

Au début de 1943, les effectifs globaux ayant diminué, le directeur émit la prétention de ne plus voir que deux pointeaux dans le bureau. « Les autres ? A la terrasse ! » Effectivement, on ne vit plus que deux pointeaux en même temps. Nous organisâmes une rotation satisfaisante. Une quinzaine où j'étais de service, le sergent allemand refusa de signer la feuille de présence. Il avait compté l'effectif et trouvé près de vingt cinq hommes en moins.

Alerté, l'interprète essaya de mentir un peu : « Une équipe est partie à tel endroit. » Le sergent resta ferme. Le lendemain, il y avait encore un écart de vingt environ. Mes copains étaient venus. Mais les employés du bureau central et les fantômes de Potis étaient toujours introuvables. Au bout de cinq jours, le patron vint discuter avec le sergent. Ce dernier, un modèle rare, resta ferme.

En fin de quinzaine, c'est le sergent en personne qui se rendit dans notre bureau. Il signa tout. Je me payais le luxe de demander, en baragouinant, pourquoi il signait s'il trouvait des chiffres différents. Il répondit que son lieutenant lui en avait donné l'ordre. A son ton, il était clair que le lieutenant avait reçu un pot de vin. Le jour de la paie, il demanda ironiquement s'il n'y avait pas une enveloppe pour lui. A dater de ce jour, son intégrité en prit un grand coup.

-« Marquez présents untel et untel »

-« Mais ils ne sont pas sur le chantier. »

-« Je sais. Ils sont partis me chercher du beurre »

-« Mais les paysans ne sont plus intéressés par l'argent. »

-« Je sais. Je donne du ciment et des pointes. »

Le Patron, toujours méfiant ou jaloux finit par expédier Potis comme pointeau-payeur sur un ridicule petit chantier du Conquet qui ne comptait que vingt ouvriers. Le sergent contrôleur était un vieux maniaque qui discutait sur une demi-heure :

-« Non, non, M. Durand n'a fait que sept heures et demi avant hier »

Puis, fier de sa vigilance, il signait au bas de la grande feuille en négligeant de la zébrer après le dernier nom. Grave erreur ! Potis inscrivait tranquillement ses fantômes avant de passer au bureau central et avait ensuite tout le temps, entre Brest et le Conquet pour récupérer ses précieuses enveloppes.

Tout manquait pour celui qui ne disposait pas de pointes, d'essence ou de ciment. Le vin manquait, sauf pour le chef de chantier qui disposait d'une mystérieuse source de cartes de « Travailleur de force ». Si on me le disait, je n'y croirais pas, mais je l'ai vu liquider neuf litres de rouge dans une journée. Les litres étaient sous mon bureau et je ne puis me tromper. Chaque matin le mousse partait en vélo, avec une petite remorque, en direction du Château. Il rapportait dix litres de rouge. Les chefs d'équipe se partageaient un litre. Le reste était pour le chef. Une force de la nature. Il avait soixante trois ans. Un bourguignon je crois. Dès huit heures du matin il vidait un quart réglementaire, visitait le chantier et revenait au bureau toutes les dix minutes. Il battait de très loin les matelots du « Suroît » et disait en riant qu'il lui faudrait trois ans de suite pour rendre en pissant, tout le vin ingurgité dans sa vie. Au demeurant, homme très sympathique ne touchant jamais aux apéritifs.

On fumait n'importe quoi. De l'armoise, de la barbe de maïs, du tabac de jardin. Pour beaucoup, pain, vin, viande, tout passait après le tabac. La Gauloise de marché noir est montée à 10 F l'unité. J'ai vu deux gars acheter deux gauloises le matin et deux l'après midi. Et nous touchions huit francs de l'heure. Ils devaient se nourrir de bigorneaux. Quelques ouvriers belges vendaient une curieuse mixture et disaient en riant : « Tant qu'il y aura du foin en Belgique, il y aura du tabac en France ! »

La cellule de Brest rédigeait « Front Ouvrier ». Entre deux et trois cent exemplaires à la ronéo. Une dizaine de feuilles circulaient sur mon chantier qui se nommait « Pi Park Hafen ». Nous étions là une équipe de trois : Robert Cavallo et Jean Mallégo, militant du PCF qui devint trotskyste à Brest. J'ai revu bien plus tard Jean à Paris. Il militait chez les « Lambertistes » et était porteur aux Halles. Après la Libération il avait encore travaillé un longtemps dans le bâtiment. Puis il en eut marre des accrochages et des bagarres à propos de « Retroussons les manches ! Produire d'abord ! »
Ce n'était pas facile d'être militant trotskyste déclaré sur un chantier contrôlé par les staliniens.

J'ai tapé à la machine des stencils et encore des stencils avec un doigt. Impossible de raconter ces longues heures. Dommage d'ailleurs. Et j'ai toujours essayé de tirer des textes lisibles sur une vieille ronéo. Si je le dis, c'est que nous avons parfois reçu de Paris, de longues pages illisibles et j'ai toujours trouvé criminel de faire risquer leur vie à des agents de liaison pour transporter des saloperies.

Pour construire dans le jardin, derrière ma maison, une petite planque pour la ronéo, nous avons volé du ciment sur le chantier. Un jour, une sentinelle allemande surprit le vieux forgeron, père

d'André Darley, et moi, avec un demi-sac de ciment. Le sergent décrocha le téléphone : « Allô ! Feld-gendarmerie », puis le raccrocha en disant : « Gut ! »

En cinq secondes, j'avais imaginé toute la suite : perquisition, etc. Je devais être blanc comme un linge. Ce sergent n'était pas un salaud car, sauf erreur, cela se passait avant qu'il utilise lui-même le ciment pour ses problèmes de ravitaillement.

Nous avons eu sur le chantier un chef d'équipe assez exceptionnel dans le brigandage. Peut-être vit-il encore. Appelons le Monsieur X. Un jour, X se présente à 14 heures : « J'allais ce matin au boulot. Je trouve une serviette de cuir avec un tas de papiers en « chleu ». Je vais porter cela aux feld-gendarmes. Ils me gardent et me posent un tas de questions. Je leur ai dit vingt fois que je ne comprenais pas l'allemand. Ils me lâchent en ne disant qu'il faudra revenir demain matin. » On plaint X. On espère que ce n'est rien. On lui pointe sa matinée et on lui pointerait celle de demain. Pas de problème.

Le jour suivant, X arrive radieux à 14 heures

« C'était la serviette d'un officier de marine. Des papiers importants. Comme ils ont bien vu que je n'avais pu les lire, ils m'ont remercié et m'ont donné un choix. Je touche cinq mille francs ou je fais revenir un prisonnier. Moi je n'ai pas de parent en Allemagne, alors j'ai pensé que ça pourrait servir quelqu'un et je leur ai dit que je répondrai demain. » L'histoire ne nous étonne pas. Déjà, des gars qui avaient sauvé des Allemands d'une noyade ont pu faire revenir des prisonniers. Un pointeau supplie X : « Fais revenir mon beau-frère. Je te les donnerai les cinq mille francs. » Le chef de chantier arrive : « Tu fais revenir mon beau-fils et je te file dix mille francs. » Et nous plaignons le pauvre X qui semble écartelé et ne sait plus que dire. Il donnera sa réponse demain matin.

Ah, ce lendemain ! Les gendarmes français sont sur le chantier et recherchent X pour toute une série d'escroqueries. X n'est pas au boulot. Mystérieux instinct. Un copain pointeau, Dédé Pouget arrive furieux. « Hier soir, j'étais à la gare. J'allais rentrer dans ma turne à Kerhuon. Je vois X qui s'apprête à filer à Paris. Il me dit avoir reçu un télégramme. Sa femme est gravement malade. » X reprend : « C'est rageant, je n'ai même pas le temps de passer à mon hôtel. J'y ai deux kilos de beurre. Ils seront foutus à mon retour. »

Deux kilos de beurre ! Pouget en perd tout bon sens et ne se demande même pas comment X a pu recevoir son télégramme, sans passer à son hôtel.

-« Je te les achète au prix que tu as payé. » X toujours serviable empoche 800 F et donne la clef de sa chambre à Pouget. Ce dernier se dit qu'il a bien le temps d'aller dormir et file vers l'hôtel de X. Dans la chambre, pas un gramme de beurre. Pouget réalise le sale coup. Il déniche pour toute compensation une vieille paire de bottes en caoutchouc et s'en empare, la rage au cœur. Mais, à la sortie, la taulière l'intercepte : « X me doit deux mois de loyer. Il doit toujours me payer demain. » Pouget conclut : « Et il a fallu laisser les bottes à la vieille. » Rugissement dans l'assemblée du chantier. Un ouvrier crie : « Ce sont mes bottes ! Je les avais prêtées à cette ordure de X. »

Tout le monde convient que X est un triste salaud, mais admire en même temps la virtuosité avec laquelle, tout en perdant de justesse, le prix d'un prisonnier, il récupère celui de deux kilos de beurre.

Naissance de la résistance à Brest

Octobre 1942. L'autorité allemande décide d'expédier sept cent ouvriers de l'Arsenal de Brest à Hambourg. Ils ne sont pas raflés par des policiers, mais simplement convoqués. A cette époque il n'y a pas de maquis. Il n'y a même pas l'idée d'une résistance massive. (Seuls quelques rares gars, dont Dédé Lebris prendront le « maquis » avant l'heure. Lebris tentera de gagner l'Angleterre en compagnie d'aviateurs alliés abattus au-dessus de la Bretagne et cachés dans des fermes. Le bateau, « emprunté », ne vaut pas grand chose et coulera à quelque distance des côtes que Lebris regagnera à la nage. Un peu plus tard, il sera dans les FTP et participera aux combats de la libération. Après

guerre, il militera dans l'organisation trotskyste, jusqu'au jour où les multiples scissions l'inciteront comme bien d'autres, hélas, à rentrer dans la nature.)

La majorité des Brestois écoute Londres mais ça ne va pas plus loin. Nous rédigeons un tract, très vague quant aux perspectives. Seulement une dénonciation des déportations d'ouvriers et un appel à s'organiser. (Ce tract sera reproduit dans « La Vérité » du 15 décembre 1952.) Nous en avons mis un millier dans des boîtes aux lettres. Je suppose que nous n'avons pas été les seuls.

La foule est très grande ce soir là, à l'entrée de l'Arsenal. C'est là que les Allemands ont formé un train, pensant sûrement qu'ainsi, ça se passerait mieux qu'à la gare. Les ouvriers convoqués arrivent par la rue Louis Pasteur. Presque tous sont en famille. Certains ont bu et crient leur colère. La foule est silencieuse.

Près de la porte de l'Arsenal, quelques marins allemands assis sur le toit d'une baraque. En face, un groupe de jeunes. Quelques flics français dans la foule.

Les portes de l'Arsenal se ferment sur les derniers arrivants. Le groupe de jeunes se met à crier « A mort Laval ! » Les marins allemands leur lancent deux paquets de cigarettes. Nouveau temps de silence. On entend le bruit de la locomotive. Puis « l'Internationale » s'élève du train. La foule se met à hurler : « A mort Laval ! A mort Laval ! »

Près de moi, un vieil homme enfonce le képi d'un flic jusqu'aux oreilles en le traitant de salaud. Le flic s'enfuit. Maintenant, des milliers de personnes foncent jusqu'au cours d'Ajot et descendent au Port de Commerce. Le train est déjà passé, mais on entend encore l'Internationale.

Un soldat allemand coincé dans sa guérite, tire un coup de feu en l'air. Il a peur, mais personne ne lui fait de mal. Il n'y a pas trace d'un policier. Tout le monde remonte vers le Château et on se sépare en deux colonnes. L'une se dirige vers Recouvrance, l'autre vers Saint-Martin. Nous sommes, peut-être cinq à dix mille qui remontons la rue de Siam en chantant l'internationale et la Jeune Garde. Je n'entends pas une seule fois la Marseillaise. Même un lycéen, plus ou moins Croix de Feu avant guerre, chante l'Internationale près de moi. Nous montons la rue Jean Jaurès jusqu'à l'Octroi et redescendons jusqu'au pont. Les Allemands ne réagissent pas. A 23 heures, nous sommes encore quelques centaines de jeunes qui nous apprêtons à redescendre. Ça fait plus de deux heures qu'on marche. Les feld-gendarmes arrivent, tirent leurs revolvers mais ne font pas feu. Ils arrêtent quelques jeunes qui seront relâchés quarante huit heures plus tard. Visiblement les Allemands ont voulu limiter les dégâts. Peut-être craignaient-ils une grève générale à Brest.

Le lendemain, sur le chantier, des soldats allemands expliquent qu'ils avaient cru que les ouvriers étaient volontaires pour le travail outre-Rhin. Ils nous demandent ce que veut dire « Amolalal » (A mort Laval.) Un caporal qui comprend bien le français, traduit nos explications aux soldats. Le sergent arrive et engueule le caporal. Le travail reprend. Toute la journée, des bruits courent. On dit que le train n'est pas encore arrivé à Rennes, que les ouvriers ont tout cassé et même décroché des wagons.

Ce qui est sûr, c'est qu'à dater de ce jour, personne ne répondra aux convocations. Quand les Allemands voudront des travailleurs pour le Reich, ils devront les arrêter d'abord. L'idée qu'on est nombreux à vouloir résister est née à Brest, ce soir là.

Après avoir correspondu longtemps avec la jeune belge rencontrée dans le train le 8 juin 40, je suis invité en Belgique. J'y vais avec une fausse permission d'ouvrier belge. Il manque sur ma feuille le tampon à l'aigle nazi, mais j'ai trois coups de tampon de chantier qui n'ont aucune valeur. Je n'ai aucun parti pris contre aucun peuple, mais c'est vrai que les Allemands aiment et respectent les cachets. A la frontière, ils trouvent que ma feuille est très satisfaisante. J'irai trois fois en Belgique. Chaque fois ma permission sera jugée excellente. Séjour dans une famille belge sympathique. Découverte surprenante : On peut acheter en Belgique des stencils et de l'encre à ronéo sans autorisation. Le tabac, aussi, se trouve facilement. Parmi les deux ou trois papiers clandestins qu'on me montre, il y a : « Wallonie Libre » journal pro-français qui porte en manchette : « Rester Belge, c'est devenir Flamand ! » Petit détail curieux : je ne me promène avec Claire qu'accompagné par la cadette. Très France du 19^{ème} siècle.

Le retour est un poème. Les douaniers français ne s'occupent pas de stencils mais de tabac. Or, il y a pas mal de passeurs novices ou chevronnés dans le train. A Namur, ils parcourent les compartiments : 20 F le paquet. A Charleroi il est à 15 F puis à 10. A la frontière, les douaniers demandent « A qui est cette valise ? » A personne.

Un groupe de FTP d'origine brestoise a été arrêté à Nantes. Parmi eux Charles Vuillemin, radio de la marine marchande, que j'ai un peu connu, et dont la mère était amie de la mienne. Les FTP ont été arrêtés par des flics français, interrogés par eux, livrés aux Allemands et fusillés. Charles Vuillemin a pu faire savoir à sa famille : « N'oubliez pas les inspecteurs français, ils ont été ignobles ! »

Nous organisons à Brest, une collecte pour certaines familles. Dans la cellule d'Yves Bodénès, un gars obtient dix francs d'un soldat allemand. Nous devinons qu'il y a, dans le secteur de Brest, des Allemands anti-nazis. C'est d'autant plus logique que beaucoup sont originaires de Hambourg. A Hambourg, pas mal de temps après la prise du pouvoir par Hitler, les nazis hésitaient à se promener, tard, sur les quais. Mais aucun copain ne parle assez l'allemand pour engager des contacts sérieux. Il faudra attendre l'arrivée des Nantais avec Robert Cruau, pour démarrer ce travail.

J'ai déjà vu sur mon chantier des Allemands pas ordinaires. Un jour, j'étais assis sur une grande planche. Un soldat allemand vient s'asseoir près de moi et me demande ce qu'il en est de Stalingrad. Il ne croit donc pas tout ce que raconte Goebbels. Je lui dis que c'est à peu près fini. Il m'explique qu'il est ouvrier. Sur ces entrefaites un autre soldat s'installe à ma droite. Visiblement, il est paysan dans le civil. Un gars du chantier passe et me désigne en riant et en disant « communiste ! » L'andouille. Comme si c'était des choses à dire, même en riant. Le soldat paysan sort de ses méditations me regarde et dit : « Communiste ? » C'est le soldat ouvrier qui prend les devants et dit : « Ne, ne, nicht communiste. Arbeiter correct ! » On continue à baragouiner. Le paysan explique qu'il travaille dans une très grande ferme. Le patron est un « baron ». Le même mot en français. « Gut mann ! ». J'arrive à lui demander si le patron paie l'apéritif aux ouvriers agricoles une fois par an ? « Ja, ja » dit l'autre ravi. Le soldat ouvrier se marre doucement.

Plus tard, j'ai vu une chose plus curieuse. Dans une partie du hangar de Pi Park Hafen, des canons anti-aériens avaient été entreposés. Ces canons avaient chacun une sorte de petite lampe dynamo qu'on fait fonctionner en pressant à plusieurs reprises avec la main. Sauf erreur elle servait à éclairer furtivement un tableau de hausses. Les lampes étaient fixées par deux vis. Certaines ayant disparu, le sergent fit un gros scandale. Les ouvriers furent rassemblés pour entendre « Sabotage... terroristes, etc. » Et ce fut tout.

Quelques jours après, je baragouinais avec une jeune sentinelle qui me dit, en français, et d'un air dégoûté : « Les canons à la mer. » Je lui expliquais que s'il s'emmerdait à monter la garde, c'est parce que le sergent soupçonnait des ouvriers d'avoir volé des lampes. Il me répondit tranquillement que c'était lui qui les avait volées et revendues 200 F pièce en ville. Pour une telle action, il pouvait être fusillé. Aussi, son aveu m'ahurit. Pourquoi une telle confiance ? J'aurais pourtant préféré qu'une action aussi audacieuse ait un autre mobile que le souci de se procurer de l'argent de poche, et, peut-être à tort, je ne tentais pas de discuter plus avant avec lui.

J'ai vu, un jour, une petite scène qui mérite mieux que l'oubli. Après le sabordage de la flotte de Toulon, quelques fayots auraient été très malheureux de ne plus pouvoir emmerder le monde. Ils s'étaient donc embauchés comme gardes au port de commerce.

A la sortie d'un chantier, il y avait une sentinelle allemande et, cinquante mètres plus loin, un garde français. Après le travail, des ouvriers emportaient dans leur musette de petites chutes de bois (un des rares moyens pour chauffer la soupe, à l'époque.) J'ai vu l'Allemand vérifier et laisser passer, puis le fayot français faisait vider la musette sur le sol. Prouvant, s'il en était besoin que le larbin autochtone est toujours pire que l'occupant.

Nous vivons avec l'espoir qu'une révolution sociale terminera cette guerre. Et c'est en Allemagne qu'une telle action devrait démarrer. Mais, pour cela, il faut d'abord de grandes défaites allemandes. Stalingrad sera la première dans l'hiver 42-43. Pourtant, rien n'est fatal, ni dans un sens, ni dans l'autre. Il y aura, au cours de la guerre, deux ou trois grosses chutes de moral en

Allemagne. Il n'y aura pas seulement un complot de généraux, mais aussi le chiffre énorme de 80 000 soldats allemands fusillés ou pendus pour insoumission, désertion, etc. Certes, il y eut la destruction du mouvement ouvrier organisé, il y eut la gestapo et les SS. Mais la terreur n'aurait pas suffi, et les chefs nazis le savaient bien. Même quand il n'y eut plus de victoires à enregistrer, ils firent l'impossible pour que l'Allemand moyen garde son style de vie et ne sente pas trop la guerre. Ils déportèrent des millions d'ouvriers européens, mais moins de deux cent mille femmes allemandes étaient dans les usines en 1942, alors qu'il y en avait plus de deux millions en Angleterre. Jusqu'en 1943, il y eut en Allemagne plus d'un million de « gens de maison ». Dans quantité de domaines, la mobilisation totale fut moins effective dans l'Allemagne totalitaire que dans la démocratie anglaise. Si l'on observe les fabrications militaires, on constate que dans les dernières années de bombardements massifs qui désorganisaient le travail et les transports, l'Allemagne sortit plus de chars et d'avions en six mois que dans l'année précédente. Tout cela indique que l'industrie allemande travaillait « en dedans » et sortait encore beaucoup de casseroles et de poêles à frire. C'eût été bien inutile si la seule terreur avait suffi.

Oui, mais après, dira-t-on ? Quand la situation militaire allemande descendit elle d'un cran ? Précisément, tous les observateurs enregistrèrent une forte chute du moral. Ce sont des ouvriers allemands qui disent « Langsam » (doucement) à certains travailleurs français qui prétendent montrer que « Le Français travaille plus vite que le Chleu. »

Comment le régime nazi franchit-il ces mauvaises passes ? Grâce à la Gestapo ? Oui, en partie. Mais aussi et surtout parce qu'aucune autre perspective ne s'offrait au peuple allemand. Goebbels savait bien que la répression ne réglerait rien, et il était à l'affût de toutes les déclarations alliées parlant de démolir l'industrie allemande et de faire payer la guerre à l'ensemble du peuple allemand. Quand Lord Vansittart publie son fameux plan de dépeçage de l'Allemagne, Goebbels saute là dessus joyeusement et y revient longtemps. Quand Ehrenbourg dit qu'il « n'y a de bons Allemands que les Allemands morts », la propagande nazie jubile.

Pour tuer et torturer des millions d'êtres, il suffit de 50 000 bandits et d'un peuple discipliné, résigné et ignorant. Cela est possible dans n'importe quel pays du monde. Nous avons en France, de bons policiers qui regroupèrent les juifs de Paris au Vel-d'Hiv. Ils n'ont pas tué. Ils ont « regroupé ». Après, il suffisait de cinquante tueurs.

Mais si l'on dit aux « regroupés », aux forgeurs de chaînes, aux conducteurs de trains qu'ils recevront le même traitement que les tueurs, on en fait une masse qui n'a d'autre issue que la lutte acharnée. Notez d'ailleurs l'habileté de notre bourgeoisie qui ne pourfendit jamais que les « regroupés » de langue allemande et qui conditionna si bien la foule apolitique, qu'elle peut aujourd'hui assister à une cérémonie en l'honneur des résistants sans être choquée par des uniformes de policiers français, alors qu'elle hurlerait devant un uniforme allemand.

1943. L'armée allemande a subi une terrible défaite à Stalingrad, puis en Tunisie. L'Italie s'attend à l'invasion. Pour la première fois, le 3ème Reich n'a l'initiative nulle part. En Yougoslavie, les partisans retiennent quinze divisions allemandes dont deux blindées. A Brest, tout est assez calme. Les Allemands multiplient les blockhaus sur la côte et augmentent régulièrement l'épaisseur du toit de la base sous-marine.

Nous diffusons « La Vérité » dans un cercle restreint, et, plus largement « Front Ouvrier ». Le problème du papier et des stencils est obsédant. Pour les ronéos, ça va. L'une a été « empruntée » dans une administration. C'est une voiture de pompiers qui nous l'a apportée grâce à la camaraderie du lieutenant Palut, militant gaulliste mais aussi, ancien militant de la JS à Paris. Pendant longtemps, nous avons une lamentable ronéo en forme de tampon buvard. Une deuxième ronéo correcte nous parvient d'une curieuse manière.

Allant au bureau central de la LTP pour quelque papier, je dois attendre. Les chaises manquent. Je m'assieds sur une sorte de boîte. Je me relève et la regarde mieux. C'est un duplicateur. Une secrétaire, Mme Pépier, remarque mon intérêt et me dit doucement : « Elle vous intéresse ? Emportez-la ! » Je reste muet de surprise. Elle insiste. J'embarque l'engin. Je reviendrai plus tard chercher mon papier. Mme Pépier aura l'occasion de me rendre un jour un plus grand service.

Retour en Belgique. Dans cette région de Ciney, très catholique on ne va pas voir plusieurs fois une jeune fille sans qu'il soit question de mariage. La question se pose donc. Cela ne m'empêche pas d'acheter des stencils et de l'encre. La chérie de ma jeunesse ne m'a pas donné signe de vie depuis plus d'un an. Quand Claire me demande : « Quand nous marions-nous ? » Je suis un peu surpris. Etant dans la lune sur ce genre de problème et n'attachant pas une importance très grande au mariage, je dis « quand tu voudras. » Il faut faire une demande officielle aux parents qui, précisément, ce soir là, s'attardent après le repas. Le père me demande si j'ai bien réfléchi ? Qui a dit « A » doit dire « B » Je réponds « Oui ! »

Je ne me suis accroché qu'à un point de détail : le mariage sera civil ou ne sera pas. Claire est triste mais accepte. Pour ne pas chagriner les parents, il n'aura pas lieu en Belgique. Dès le lendemain de cette demande, il y a un repas avec un tas de parents. Un peu ennuyeux malgré la gentillesse de tous ces braves gens. En mars, Claire arrive avec une malle à double fond et un stock de tabac. J'ai été l'attendre à Paris. Un grand-père l'a accompagnée et retourne en Belgique, tandis que nous roulons vers Brest.

Claire est une fille très gentille et très ignorante. Elle n'aime pas l'Allemagne. C'est un peu court. J'ai évité de la mêler à mes activités et ne me suis pas soucié de son éducation politique. Elle méritait un type mieux que moi. Le jour du mariage, ma mère a fait de prodiges pour trouver du vin et du beurre. En plus de mes copains, deux gars du chantier qui repèrent le vin à dix kilomètres se sont invités. A 23 heures, tous ceux qui ont bien bu entonnent « La Varsoivienne ». Deux flics brestois sonnent à la porte. Ma mère, conciliante, parle de mariage et leur propose un verre. Un copain déclare : « André si tu sers à boire à des flics, je ne te parle plus » Les deux agents font semblant de trouver cela drôle. Ils tiennent à vider leur verre. Ils boivent et s'en vont.

Peu de temps après, ma mère, lasse des bombardements et de l'ambiance brestoise, nous quitte pour aller vivre dans la maison de mon beau-frère Marcien à Angers. Une sœur l'accompagne. Ma sœur aînée est à Paris. Claire, mon frère et moi, restons à la maison

Printemps, été 43 à Brest

Un groupe de copains nantais arrive, vers avril 43. Robert Cruau, postier de 23 ans, les deux frères Berthomé et un autre gars qui retournera rapidement à Nantes. Ils ont dû fuir leur ville pour je ne sais plus quelle raison.

Robert est d'une activité débordante. C'est souvent ainsi quand on commence à être un tout petit peu hors la loi. Il constitue une seconde cellule et recrute, trop vite de l'avis (peut-être timoré) des militants brestois.

Parlant allemand, Robert Cruau envisage de développer la propagande en direction des militaires. De Paris, nous recevons « Arbeiter und Soldat » journal clandestin animé par le camarade émigré Paul Widelin (de son vrai nom, Martin Monat qui sera arrêté et fusillé par la Gestapo en juillet 44.)

Robert rédige aussi des tracts en allemand. Je n'ai pas oublié la pénible corvée qui consiste à taper un stencil dans une langue qu'on ignore. En outre, je tape cela dans une cachette aménagée près de la maison dans le jardin. C'est peu confortable. Pourtant elle n'est pas mal faite. Un premier puits de deux mètres de profondeur. Sur un côté de ce puits commence la cachette qui descend encore un peu, fait un mètre cinquante de long, un mètre de large et un mètre soixante de haut. La cachette est cimentée et le toit est renforcé. Un fil va, à travers la terre jusqu'à la cave de la maison. Une prise est dissimulée entre deux pierres du mur de la cave. En cas d'alerte on peut vite débrancher et remettre un peu de terre sur la prise. Le courant ne sert pas seulement à éclairer, mais à chauffer parfois, car l'humidité abîmerait vite le matériel.

On sort de la cachette par une petite ouverture donnant dans le puits. Cette ouverture est camouflée par une plaque de bois bien terreuse. On sort du puits et on pose une plaque métallique recouverte de terre et même de fleurs. Si quelqu'un a l'idée de gratter et de retirer la plaque, il voit seulement un puits, avec, au fond, quelques vieilles boîtes de conserves. Bien entendu, il faut être jeune pour se glisser dans cette cache. Elle a été construite par mon frère et moi. Elle n'est connue que de nous deux, et ne sera jamais découverte.

En principe, seuls quelques camarades s'occupent de placer des tracts allemands dans de bons endroits. Mon oncle Marcel, n'ayant plus d'embarquement, travaille à Brest. Il a perdu confiance dans le Komintern et milite avec nous. Un soir, il arrive avec un œil bien poché. Il a eu la folle idée de donner directement des tracts à quatre Allemands dans un bistrot

Un des soldats lui a donné un coup de poing et l'a poussé dehors. Marcel met quelque temps à réaliser que ce soldat était sans doute anti-nazi. Un nazi l'aurait arrêté aussitôt. Marcel jure qu'il est revenu en faisant mille détours et en s'assurant qu'il n'est pas suivi.

Robert Cruau a la chance de contacter un sergent dont le père était responsable communiste. Ce sergent est déjà assez politisé. Il peut utiliser certains cachets et rendra bien des services à plusieurs copains. André Darley contacte un autre soldat de la DCA.

Très vite, il y aura un petit groupe de soldats allemands qui rédige une feuille que nous tirons à une centaine d'exemplaires : « Arbeiter im Westen ». Selon Robert, la feuille touche très directement vingt sept soldats et marins. Mais les cloisonnements sont mal assurés. Un jour, Robert réunit dix soldats chez une copine fraîchement recrutée, Anne Kervella qui a une maison sur la route du Vallon. Dix soldats ensemble ! C'est de la folie. Personne ne le dit. On croit tous, bêtement, que tout ira toujours bien.

Mai 1943. Robert Cavallo passe à la maison. Il s'est engueulé avec le conducteur des travaux, qui se nomme curieusement Traversino. Ce dernier lui a donné une lettre fermée en lui disant de la porter à la Todt : « Ils te mettront sur un autre chantier de ton choix. » Cavallo trouve que le conducteur des travaux avait l'air faux jeton. On décolle la lettre à la vapeur. Il est dit que le manœuvre Cavallo Robert a été grossier avec le sergent allemand et a insulté ses chefs. La Todt est priée de prendre des sanctions. Les vaches ! Je fais un faux certificat de débauchage et un copain indique à Cavallo un chantier qui embauche, à l'Ile Tudy ou a Loctudy, dans le sud Finistère.

Juin 43 : J'attends ma paie sur le chantier. Elle ne vient pas. On me dit qu'il faut aller la chercher à la base sous-marine. Tous les gars de la classe 40 qui travaillent à la LTP sont dans le même cas et sont déjà partis.

Je comprends que c'est une nouvelle façon d'essayer de « rafler » pour l'Allemagne. Mais je ne vois pas le moyen de me passer de cette paie. Confiant en ma bonne étoile, je suis à 10 heures devant un payeur français sur l'immense terrain qui recouvre la base. Cet imbécile me dit : « Ta paie est bloquée » Je réponds : « Elle est bloquée par un trait de crayon. Tu me la donnes et je m'en vais. » Il dit que ça n'est pas possible. Je n'ai pas encore commencé à râler que je sens la présence d'un gradé de la Todt derrière moi. Il m'explique que je dois aller en Allemagne. Il est aimable. Je suis gracieux aussi et je demande seulement ma paie. On me la remet. J'emboîte le pas au gradé qui se désole parce que j'arrive tard. Déjà, un car rempli de jeunes est parti. C'est dommage. J'attendrai.

Il me laisse aux bons soins de feld-gendarmes qui logent dans une grande maison à cheval sur la base et la route de la corniche (la liberté !) Feld-gendarmes de bonne humeur qui m'affirment que l'Allemagne est pleine de « frauleins. » Je donne une cigarette à chacun et demande la permission de rester devant la maison. Ils acceptent mais demandent mes papiers. Munis de mon portefeuille qu'ils emportent sans l'ouvrir, ils se retirent dans la maison.

Je fais les vingt pas, puis les quarante, mais je ne vois toujours pas de solution. Entre la base et la liberté, il y a une grille et une porte fermée. Un nouveau jeune arrive. Je lui demande s'il a l'intention d'aller outre-Rhin. Il répond : « On est pris. On est pris », et se plonge dans la sculpture d'un bout de bois avec son canif. Je laisse tomber et je déambule seul. J'ai vingt trois ans, des moustaches, un imper et une casquette de la marine marchande. Je dois faire assez âgé et sérieux. Je fouille mes poches et je trouve ma carte d'identité, celle de tabac et ma paie. Les flics ont donc divers papiers, ma carte d'alimentation et des photos. Je peux en faire mon deuil. Deux heures passent. A midi, un feld-gendarme sort avec une gamelle et me fait comprendre qu'il va ramener de la nourriture.

Un type en uniforme de la Todt arrive. Un Français. Il me demande pourquoi la porte est fermée. Je réponds qu'on rafle des jeunes de la classe 40. Il me dit que c'est embêtant car il doit manger au restaurant en face. C'est embêtant pour moi aussi. Visiblement, il est de la famille frisée. Il rentre dans la maison, sort avec une clé et ouvre la porte. Je le suis, pas fier du tout, en songeant que si un feld-gendarme me voit d'une fenêtre, il n'ira pas tirer, alors qu'il lui suffira de m'appeler pour que je fasse demi-tour comme un gamin puni.

Le « Todt » s'est assis dans le restaurant. Je vais jusqu'au comptoir avec l'air sincère de chercher quelque chose, puis je sors et je marche jusqu'à un virage. Là, je galope. Il y a même un Allemand près d'une batterie de DCA qui applaudit.

Me voici dans le tram, puis à la maison. Je ne pourrai plus travailler, en principe. Il faut que Claire retourne en Belgique. C'est ce qu'elle fait le soir même. Quand j'y repense : il ne fut même pas question qu'elle cherche un travail. J'avais, inconsciemment, adopté la conception belge du mariage.

Je ne quitte pas la maison. Il faut avouer modestement que je ne suis pas le seul réfractaire à Brest. Les Allemands sont assez débordés et enclins à croire, d'ailleurs, qu'un réfractaire est n'importe où, sauf chez lui. Mais il faut manger. Ceux qui travaillent encore partagent l'argent Et, surtout, un vieux marin de commerce, copain de l'oncle Marcel, apporte tous les jours des maquereaux pêchés, pas plus loin qu'au port de commerce. Ça n'était pas encore pollué.

Une petite boîte m'embauche. Le négrier prétend qu'il aura tous les papiers nécessaires pour ses ouvriers. A la fin de la semaine j'apprends que les Allemands vont rafler dans le secteur de boulot. Je demande le papier ou ma paie. Je n'aurai ni l'un ni l'autre. A qui se plaindre ? C'est la première fois de ma vie que je travaille gratuitement pour un patron. Le boulot n'était pas tuant : pose de baguettes électriques ; petit marteau ; petites pointes.

En avril, j'avais reçu une lettre très inattendue de mon amour de jeunesse. Elle demandait, tranquillement, ce que je devenais et priait d'écrire en poste restante à Vichy. Je répondis que, sans nouvelle d'elle depuis si longtemps, je venais de me marier. Elle ne tarda pas à écrire, parlant d'une folie de ma part, signalant qu'elle passerait bientôt à Paris et me demandant de m'y rendre. C'est ce que j'ai fait et nous avons connu des moments aussi forts que ceux de jadis.

Avant qu'elle retourne à Vichy, et moi en Bretagne, nous avons convenu de correspondre régulièrement. Le lecteur qui, par hasard, s'intéresserait à ces minuscules aspects de la guerre mondiale, peut se demander pourquoi je n'avais jamais demandé en mariage l'amour de ma jeunesse. Réponse : je n'y ai jamais pensé. Et je fais remarquer qu'en Belgique, ce n'est pas moi qui avais déclenché l'opération « mariage ». Supposons d'ailleurs que j'y ai songé : « Le terrassier, pointeau, quart d'électricien, marin de commerce sans bateau et réfractaire prie monsieur le trois galons du ministère de la marine, de lui accorder la main de sa fille. » Cela continuait à être impensable à une époque, où pourtant dix mille jeunes gens mourraient chaque jour et où mille maisons s'écroulaient sous les bombes.

L'été 43, mon amour de jeunesse revint passer quelques jours dans la famille de ses parents près de Brest et nous avons vécu d'heureux moments. Je me souviens d'un après midi, nous étions allongés au soleil dans un champ près de la côte. A un certain moment, je regardais dans le lointain et j'arrivais à distinguer une sorte de figure géométrique. Il s'agissait d'un soldat allemand jambes écartées les deux bras élevés en arc de cercle. Il tenait des jumelles et observait nos ébats au lieu de guetter l'éventuelle arrivée de navires britanniques. Cela nous fit bien rire. On peut tout se permettre quand « le mateur » est grand comme une demi-allumette, même si, pour lui, nous sommes presque grandeur nature. Peut-être avons nous poussé à la désertion, un glorieux soldat du 3ème Reich ?

Marcel signale qu'il a fait la connaissance de truands qui préparent un beau coup. Il s'agit de déménager une petite partie d'un dépôt à Quimper. Le dépôt contient un stock de tissus et de

chaussures qui appartinrent jadis à la marine française. Tous les jours, des camions chargent. Les truands ont le précieux document qui permet un enlèvement de matériel en douceur. Ils ont trouvé un camion et les commerçants qui achèteront le drap bleu marine. Ils ont seulement besoin d'un gars supplémentaire. L'organisation a besoin d'argent. Dans une réunion avec Cruau et Bodénès, nous donnons le feu vert à Marcel. Tout se passe bien. Il remet sa part : deux cent mille francs. Dans le mois qui suit, deux des truands bavardent trop et sont arrêtés. Nous faisons une fausse carte d'identité à Marcel et l'envoyons à Nantes avec de l'argent. Le truand qui avait contacté Marcel vient demander une fausse carte. Je lui dis qu'elle coûte cinquante mille francs. Il répond qu'il s'en passera.

Marcel à peine parti, un gendarme passe à la maison demander si je sais où il est : « C'est pour un papier! » Marcel arrive à Nantes le 23 septembre. Grand bombardement américain en ville. Après quatre jours de coma, il se réveille dans un hôpital près de Poitiers, avec une jambe en moins, des éclats dans tout le corps et des cheveux tout blancs. Sorti du coma, il donne à l'infirmière son vrai nom et pas celui de la carte d'identité, mais il s'agit d'une infirmière intelligente.

Fin septembre 1943. Depuis trois mois, Claire est chez elle. Je vais la rejoindre et chercher des stencils grâce à une permission préparée par un copain du chantier.

Je reste en Belgique jusqu'au 13 octobre. Mon certificat n'est plus valable. J'efface les dates et en retape d'autres, sans malice avec une machine qui n'a pas du tout les mêmes caractères. Un illettré en serait choqué. Seule solution : déchirer tout le papier. Ne recoller que les morceaux qui portent mon nom, celui de Brest et un cachet. C'est affreux mais l'absence de date ne choque plus. Claire m'accompagne jusqu'à Namur. A la frontière, l'officier allemand demande ce que mon torchon signifie. Une jeune femme interprète traduit. J'ai préparé une histoire. Je dois aller travailler en Allemagne. Ma femme, chagrinée, n'a pas voulu que je retourne sur mon chantier. Nous nous sommes disputés. Le papier a été déchiré. L'interprète rit en traduisant. L'officier fait signe de la main que je devrais donner une fessée à ma femme. Et je passe

A la gare du Nord, il me faut trouver un papier important. Depuis quelque temps, une fiche d'admission est exigée à la gare Montparnasse pour aller à Brest. Cette fiche doit être demandée huit jours avant le départ. Je suppose que le cas est prévu pour le gars qui arrive du Nord ou d'ailleurs et ne peut passer huit jours à Paris. C'est prévu. On me remet un papier. Je sors donc tardivement de la gare sans savoir que j'ai raté un copain qui attend depuis plusieurs jours pour signaler que ça va mal à Brest.

Quelques heures à Paris chez Maurice Nadeau. Il a entendu parler d'un coup dur à Brest, mais manque de détails. J'ai peine à croire que ce soit important et j'embarque.

Coup dur à Brest

Le train censé arriver à 8 heures, entre en gare de Brest à onze heures. Il roule encore doucement quand Conrad Leplow et un autre soldat passent sur le quai. Je reviens en arrière et les rejoins. Conrad a l'air surpris, mais je n'ai réalisé cela qu'après. En baragouinant, je lui demande si tout va bien. L'autre Allemand a continué son chemin. Je réussis à expliquer qu'on m'a parlé d'un coup dur. Conrad me dit que non et me donne rendez-vous chez Darley à 2 heures. Il trace le 2 sur le quai avec sa botte. Je lui demande encore s'il n'y a pas de flics dans la gare. Il n'en a pas vu. En fait, ils sont là, mais Conrad pouvait être sur le quai quand ils sont arrivés. D'ailleurs, c'est sans problème. Ces agents de police brestois s'assurent seulement qu'on est bien domicilié en ville. Avec une belle constance, mon amie m'attend dehors. Nous marchons un peu. Elle n'a jamais été mêlée à l'organisation, mais je lui explique tout de même que certaines choses ne tournent pas rond. Nous nous donnons rendez-vous dans un café à 16 heures. Étant au bas de la rue Yves Collet, je remonte et, par précaution, je passe à la Coop où travaille et mange Yolande Guérin, sœur de la femme de Gérard Trévien. Elle me regarde comme un revenant. Elle n'a pas le temps de m'expliquer quelque chose, Micheline Trévien arrive et m'embrasse en pleurant. Gérard est arrêté et bien d'autres copains dont Marcel Beaufrère arrivé de Paris. Robert Cruau a été tué. On ne sait s'il a cherché à s'évader ou si la Gestapo l'a tué délibérément. J'explique que Conrad m'a donné

rendez-vous chez Darley. Micheline dit « C'est Conrad qui a trahi. Il a participé aux perquisitions. Il y a une souricière chez Darley. C'est là que Gérard a été arrêté. » J'ai maintenant besoin d'une chaise. Pourquoi Conrad ne m'a-t-il pas arrêté dans la gare ? C'était très facile. Il a peut-être pensé que je viendrais au rendez-vous avec d'autres copains ? Il préférerait peut-être que d'autres s'occupent de l'arrestation ? En tous cas, il me faut vite quitter cette ville.

Après avoir laissé ma petite valise de stencils à la Coop et demandé à Micheline d'aller à 16 heures prévenir mon amie que je dois fuir, je me rends rue Victor Hugo où travaille maintenant madame Pépier. Je lui explique tout le problème. Elle ne perd pas une minute et envoie le « mousse » de l'entreprise chercher, à la gare, un billet pour Paris et un autre pour Kerhuon. (Le train de jour pour Paris s'arrête à Kerhuon où loge Mme Pépier.) Dans l'après-midi, un train de « banlieue » va jusqu'à Morlaix et s'arrête à Kerhuon. C'est celui là que nous devons prendre car la gare sera calme. Mme Pépier me prête un chapeau et un manteau. En se tenant par bras, nous allons prendre le train. Je dîne et dors chez elle à Kerhuon. Le lendemain soir, je suis à Paris, donnant aux copains tous les détails que j'ai pu obtenir.

Je dois ouvrir une parenthèse. Dans son livre « Contre vents et marées », le camarade Yvan Craipeau a commis un grand nombre d'erreurs peu explicables. Il fait du traître Conrad, « un autrichien, neveu du musicien Frantz Lehart ». Où a-t-il été dénicher cela ? Conrad Leplow était un Allemand de Hambourg. Bien après la guerre les trotskystes allemands ont retrouvé sa trace dans cette ville. Il raconte aussi que « Conrad est battu pour la frime, mais non exécuté. » Qui a vu cela ? Par contre, plusieurs copains et mon frère ont vu Conrad participer à des perquisitions. Toujours selon Craipeau : « Les soldats allemands de la IV^{ème} fournissaient les militants français en armes et Ausweis ». Ausweis, oui ; armes, non ! « Le maquis de Scignac continue à accueillir ceux que menace la répression ». On doit supposer qu'il s'agit de trotskystes... Cela eut été trop beau ! « Jeunes travailleurs et soldats allemands se saluent dans Brest le poing levé ». D'où sort cette absurdité ?

Après cela, Craipeau insiste sur l'imprudence des camarades bretons ! Il a d'ailleurs remis cela dans un numéro de « Rouge » de 1992. Il est vrai qu'il y eut des imprudences. Mais il est vrai aussi que du fait de l'introduction de Conrad Leplow dans l'organisation, il y aurait eu des arrestations qui ne pouvaient être limitées dans une ville aussi relativement petite que Brest. Ainsi, Conrad ignorait l'adresse à Kerhuon de Yves Bodénès. Il ne l'avait vu qu'une fois et le reconnut rue de Siam. Il est vrai, enfin, que sans Robert Cruau qui parlait allemand et était très militant, il n'y aurait même pas eu d'organisation allemande à Brest.

Il faut tout de même souligner que si des copains de Paris publièrent le journal clandestin « Arbeiter und Soldat » ; si des militants de divers points de France agissent pour que ce journal parvienne à des soldats allemands, c'est seulement à Brest qu'il y eut un début d'organisation préparée par de jeunes militants. Tout le mérite en revient au camarade Robert Cruau. Et ce travail, il l'a payé de sa vie à vingt trois ans.

Novembre 1943, Craipeau me dit que je dois retourner dans le Finistère pour voir si on peut recoller quelques morceaux. Il faut aller à l'A.J. près de Daoulas. Un copain, prévenu, viendra me rejoindre. Sans enthousiasme, je pars par Nantes et Quimper. De la gare de Daoulas, je coupe à travers champs jusqu'à l'A.J. Il commence à faire froid. Je couche dans mon manteau, dans le grenier. Le lendemain, personne, ni le surlendemain. Il y a des choux derrière la maison. Ce n'est pas mauvais. Il est préférable que personne ne sache que l'A.J. est habitée en ce moment. Aussi je fais ma cueillette la nuit.

Au bout de quatre jours, c'est mon jeune frère qui arrive en vélo. Il a fait des tours et des détours. Faisons confiance à un éclaireur. Il apporte deux couvertures, du tabac et de la nourriture. Il n'a pas beaucoup de détails nouveaux sur les arrestations, mais Jean Mallégol doit venir le lendemain.

Mon frère a vu Conrad Leplow aux perquisitions. Ce dernier était déjà venu, dans le passé, une fois à la maison. Les Allemands n'étaient pas des flics mais des militaires. Leur chef était correct. Il a seulement dit que j'avais fait « de vilaines choses. » Mon frère a répondu que j'étais le fou de la famille. L'Allemand a dit qu'il savait que nous ne nous entendions pas. Mon frère a gardé son étonnement pour lui. Maintenant, il m'interroge. Je cherche et je trouve. Plus d'un mois avant, je

filais à un rendez-vous dans un bistrot pour remettre des tracts à Conrad. J'emprunte une chemise à mon frère. Il gueule comme un frère peut gueuler : « Je suis le seul à m'occuper des vêtements ici, etc. » Je réponds et je file. Au bistrot, après échange d'informations, Conrad parle de sa femme qui a peur à Hambourg et m'interroge sur ma famille. J'explique que mon frère est un petit gars égoïste qui ne s'occupe de rien, sauf de ses chemises. Pour ce détail qui lui a peut-être évité la déportation, mon frère conclut qu'il ne me prêtera jamais de chemise. Les Allemands sont venus six fois à la maison. Ils ont creusé un peu le jardin et trouvé trois boîtes de thé mais pas autre chose. L'officier a demandé s'il y avait de la littérature étrangère. Mon frère a sorti toute la collection des « Motors Schips » à laquelle mon père était abonné avant guerre. L'officier n'a pas dit qu'il se foutait de lui. Au contraire, il s'est mis à feuilleter les revues et a même demandé la permission d'en garder une. Bref, des militaires, pas des flics. Tout de même la cinquième fois, l'officier a dit qu'il reviendrait le lendemain avec beaucoup d'ouvriers, pour fouiller tout le jardin. Sur le moment mon frère s'est interrogé : « Sont-ils vraiment aussi cons qu'on les décrivait dans les livres patriotiques, jadis ? Puis il a pensé que les livres ont tort. Creuser un jardin de mille mètres carrés est bien plus embêtant que de placer un civil qui attend dans la rue qu'on sorte avec un paquet. Mon frère n'a donc rien touché à l'abri. Les Allemands sont revenus, mais ce fut une nouvelle perquisition de routine, avec, peut-être l'espoir de me trouver.

Mon frère me quitte en prenant la direction opposée à Brest. Jean Mallégol arrive le lendemain. Il dit que deux gars de Kerhuon n'ont sûrement pas été pris, mais à présent, il est difficile de les contacter. La femme de Gérard doit demeurer très prudente. On ne peut compter sur la femme d'André Darley qui a été souvent interrogée par la police allemande et qui est surveillée. Alain Le Dem a des contacts à Brest. On ne les connaît pas. Tant mieux.

Pendant qu'on discute, une moto s'arrête devant la maison. Un type d'un certain âge frappe. On ne bouge pas. Il appelle : « Monsieur Calvès ! » Grosse alerte. Jean prend un bon gourdin. J'ouvre la porte. Le type se présente : « Huissier à Daoulas. » Il a eu très chaud. Il s'explique. Le club ajiste de Brest n'a pas payé le loyer depuis un certain temps. La fille responsable a été contactée par l'huissier et a répondu que c'est Calvès qui s'occuperait de la question. La fille, un peu au courant de nos problèmes, et persuadée que je me trouvais à l'autre bout de la France a assuré l'huissier que je devais être à l'AJ de Daoulas. Et voilà ! Je dis à l'huissier que j'expédierai le fric sans tarder, et il s'en va.

Mallégol et moi convenons d'un système d'adresses pour les journaux clandestins. Avant qu'il parte, je lui demande de contacter la petite amie de ma jeunesse qui se trouve à Brest. Je la verrai après demain, près de l'église de Saint-Marc. Je sais que ça n'est pas malin mais enfin !

Train de Daoulas à Kerhuon. Marche jusqu'à Saint-Marc, et j'attends. Il faut qu'un gendarme français passe et me demande mes papiers. Je n'ai pas besoin de les sortir. C'est celui qui voulait des nouvelles de Marcel en septembre. Je le lui dis. Il se souvient et demande encore si Marcel est revenu : Non. C'est dommage. Il continue son chemin. Mon amie arrive. Nous parlons du passé, du présent. Elle doit aller rejoindre ses parents en zone sud. Nous convenons d'un moyen de correspondance. Train à Kerhuon pour Paris.

Trotskiste et FTP

Hiver 43. Après avoir dormi une nuit de ci, de là, chez quelques copains, je fais connaissance d'une infirmière, militante du PCF qui a dû fuir Poitiers. Son mari est déporté. Elle se trouve maintenant sans contact. Elle vivote de petits soins à domicile, mais chez elle, on peut parfois manger des pâtes. Dans son bloc d'immeubles (dans le XX^{ème}) il y a le logement d'une juive en fuite. Simone a la clé. Le logement est censé rester vide. L'électricité et le gaz ont été coupés. Il faut y entrer discrètement. Il n'y a plus de lit, mais on peut dormir sur trois chaises rembourrées. Ça n'est pas de tout repos, mais c'est un abri.

Collaboration à « La Vérité » clandestine. Le comité de rédaction se tient souvent chez Maria Craipeau, rue de Vaugirard. Le coup dur à Brest a eu des répercussions à Paris. David Rousset, Marcel Hic, Yvonne et Roland Filiatre, Fournié et d'autres sont arrêtés et déportés.

Très impressionné par la beauté de Maria Craipeau. C'est une militante polonaise qui fit avant guerre, un mariage blanc avec Craipeau pour ne pas être expulsée de France. Il paraît qu'à treize ans, elle lisait « L'ABC du Communisme » de Nicolas Boukharine. Maurice Nadeau m'avait déjà parlé de sa beauté et de son troublant accent polonais, quand, avant guerre, dans des meetings, elle se penchait vers un spectateur en disant « Demandez Octobre Rouge, camarade ! »; Même un Croix de feu aurait acheté le journal.

Les pourparlers d'unification avec le CCI et le groupe Octobre vont bon train. J'ai parfois assisté à une réunion avec certains de ces gars et je n'ai absolument pas compris l'intérêt d'une unification. Les responsables du CCI ont écrit sur « La question nationale » de quoi remplir plus de stencils que la région bretonne n'a fait de tracts et de journaux en deux ans. C'est peut-être nécessaire, mais il m'arrive de me demander ce qui, plus tard, en lisant les uns et les autres, provoquera plus vite le sommeil. Quoi qu'il en soit, il y aura bientôt des membres de ces groupes dans le comité de rédaction de « La Vérité ». L'organisation prendra le nom de « Parti Communiste Internationaliste. »

J'apprends au début de 1944, que les Allemands sont venus m'arrêter en Belgique, le soir de mon départ, le 13 octobre 43. A défaut de ma personne, ils ont arrêté ma femme et son père. Lui sera libéré après trois semaines de prison à Namur. Elle a été transférée à Fresnes puis Rennes et confrontée avec des copains. Ceux qui la connaissent ont dit qu'elle n'était au courant de rien et qu'elle avait passé peu de temps en France. Elle a été libérée après trois mois et demi de prison et renvoyée en Belgique avec interdiction de revenir sur le territoire français. Plus de prison que de mariage, puisque nous avons vécu ensemble de fin mars à début juin. Sans ces événements, notre union aurait, peut-être duré très longtemps. Les événements ont prouvé que les prisonniers de guerre qui étaient mariés depuis dix ou quinze ans, ont en général, retrouvé leur foyer sans trop de problèmes après une longue séparation. Huit fois sur dix, le mariage a craqué quand le gars était marié depuis six mois ou un an avant d'être éloigné de chez lui.

Les copains réussissent parfois à me donner un peu d'argent et je mange alors deux sandwiches par jour. Près de la gare Saint Lazare, on trouve une prétendue pâte de poisson entre deux tranches de prétendu pain. Le dimanche, je vais parfois manger chez de vieux amis d'une de mes sœurs qui croient que j'ai un travail à Paris.

Les maquis se développent dans le pays où les jeunes réfractaires sont légion. En fonction de ses faibles forces, l'organisation y envoie des gars mais donne la priorité à l'activité en usine. Après des discussions animées avec Craipeau: (Qu'est-ce qui importe le plus ? La ligne fautive ou la composition sociale ?) Je cherche à prendre contact avec les FTP. Un vieux militant communiste, Jo Lescot, parent de Gérard Trévien, a fui l'Arsenal de Brest et travaille dans un petit garage à Paris. Il me procure le contact. On me demande un curriculum vitae, (une bio.) Je parle de l'activité « Front Ouvrier » à Brest. C'est tout.

Rendez-vous avec une sorte d'étudiant d'une vingtaine d'années qui me pose un tas de questions innocentes :

--Tu t'intéresses à la politique ?

-- Oui, surtout en ce moment.

-- Penses-tu que l'URSS aurait du créer une grande industrie légère comme demandait Trotsky, ou une industrie lourde, même au détriment du bien-être du peuple, comme le voulait Staline ?

(Je commence à le trouver vicieux)

-- Avec seulement une industrie légère, l'URSS serait écrasée aujourd'hui.

-- Les FTP dépendent du Front National. Celui-ci se compose, bien sur, de gaullistes, mais surtout de staliniens, de socialistes et de trotskystes. Pour quel groupe penches-tu ?

(C'est lui qui dit « staliniens. » Il manque de finesse. Les trotskystes ne sont pas dans le Front National. Si je le suis, je le sais. Si je l'ignore, je ne suis pas trotskyste, et toutes ces questions ne servent à rien. Mais pourquoi ces questions justement ? Il faut, à tout hasard lâcher un peu de lest.)

-- Les socialistes me paraissent mous. J'ai connu à Brest deux types qui se disaient trotskystes, mais c'était des coupeurs de cheveux en quatre. J'aurais des sympathies pour le PC, mais je ne connais pas toute sa ligne politique.

Je suis assez content de mes formules. Il est bien connu que pour le stalinien moyen, les trotskystes coupent les cheveux en quatre et quand ils sont trois, ils font une scission mais ils sont, en même temps, une redoutable organisation capable de parachuter des saboteurs en Sibérie et de mettre du verre pilé dans le beurre de l'Ukraine.

Mon questionneur continue :

-- Je t'ai posé quelques questions pièges.

-- Ah!

-- Oui, les trotskystes ne sont pas dans le Front National. Ce sont des adversaires ! (Il ne dit pas des « hitlériens »)

-- Pourquoi ces pièges ?

-- Tu as écrit que tu avais été dans le Front Ouvrier. C'est dirigé par les trotskystes !

-- Première nouvelle ! Nous avons fait une petite feuille pour des ouvriers du bâtiment. C'est pourquoi nous l'avons appelée Front Ouvrier. D'ailleurs, je viens aux FTP pour lutter, pas pour faire de la politique.

(Le type se radoucit. Je suis une ouaille possible.)

-- Il faut s'intéresser à la politique, mais dénoncer l'anti-communisme.

-- Il ne faut pas critiquer le PC ?

-- C'est ça !

L'examen de passage est bon. Je vais être mis en contact avec ceux qui vont démarrer la compagnie Saint-Just.

La récupération d'armes

Mon imagination voyait cela en mieux. Au rendez-vous, nous sommes six. Théo, commissaire aux effectifs, Breton en fuite. Bébert Guimpic, de la porte de Montreuil. Guy Dramard et Jo Guel de Ablon, Gilbert Cot, ex-chauffeur de maître à Paris. Bien entendu, je n'ai connu ces noms que plus tard. La plupart des prénoms étaient leurs pseudos. A part Théo et moi, ils ont tous entre dix neuf et vingt et un ans.

On nous remet un pistolet 7,65 et deux 6,35. Notre première tâche est de nous procurer des armes. « Sur des Allemands isolés seulement. Pas sur les flics. Beaucoup sont avec le Front National. »

Nous sommes tous bien décidés à nous faire la main sur des flics. Aucun des six gars ne les aime. Aucun n'a d'illusion sur leur amour à l'égard du Front National. Quand je connaîtrai mieux les gars, je constaterai avec quelque surprise qu'aucun n'est membre du Parti Communiste. Seul Guy a été aux JC. Il était jeune cheminot et a du quitter son boulot après avoir cassé la figure d'un collabo.

Le premier flic qu'on convoite monte la garde dans le 20ème au bout d'une rue tranquille qui aboutit à un escalier. Quand on débouche dans le coin, il y a deux flics. Nous sommes si étonnés que nous poursuivons le chemin sans rien faire. On décide de pousser jusqu'à la Croix de Chavaux. Il y a un flic qui bavarde avec un type de la défense passive. On sort les pistolets et on prend le sien sans résistance. Le type de la D.P nous entreprend : « Vous êtes vaches les gars. C'est un type bien. Il n'est pas du tout pour les frisés. Il va se faire virer maintenant...et patati... »

Théo se laisse attendre : « Christian (c'est mon pseudo FTP) rend lui son feu. » On s'en va avec des poignées de main. Dix minutes après, tout le monde se lamente : « Si on continue comme cela, autant aller dans l'agriculture ! »

(Par la suite, nous ne rencontrerons que des flics « patriotes » qu'on désarmera quand même. Mais où sont donc les policiers qui arrêtaient les juifs, les concentraient au Vel-d'Hiv pour que les nazis les déportent et les massacrent ?)

On passe ainsi plusieurs soirées de marche à pieds à la recherche du porteur d'arme seul, dans une rue tranquille. Nous ne sommes pas encore en groupes de trois. On ne se sent pas trop à cinq ou six pour récupérer un pistolet. Le « Régional » nous a, fait savoir que nous toucherions 3000 F par mois et deux cartes d'alimentation (Le salaire ouvrier moyen est de 4 à 5000 F) Il y a des compagnies FTP qui s'occupent de ces problèmes. Nous nous occuperons du tabac. Il faudra le

payer au prix de la taxe et laisser un papier d'explication au buraliste. Il ne faut pas loger à l'hôtel ni avoir de copine. C'est pour protéger notre vie. Jo dit que ce n'est pas une vie. Le fait est qu'on ne nous indique pas du tout où il est possible de dormir. Logiquement, il doit, pourtant exister des militantes prêtes à se dévouer. Il nous faudra donc chercher, au hasard, une amie accueillante, et parfois, hélas, une chambre d'hôtel.

Une compagnie FTP, à Paris, ne dure pas plus de six mois. Tous les gars de Manouchian viennent d'être fusillés. Les nazis ont mis des affiches dans le métro avec les photos et les noms hongrois ou polonais des copains. C'est pour impressionner les petits bourgeois puants. Il y a eu, aussi trois Bretons fusillés dans le coup. Mais, ni leurs photos ni leurs noms ne sont sur l'affiche.

Nous n'avons pas, à l'époque, de détails sur les conditions de leur arrestation. Mais c'est assez facile à déduire s'ils étaient dans les mêmes conditions que nous, eux qui combattaient depuis si longtemps. Ajoutez à cela leur condition « d'étrangers. » Ajoutez aussi une certaine amertume de communistes en voyant que le journal central des FTP s'intitulait « France d'abord. » On sait qu'au tribunal allemand, le camarade Alphonso a dit : « Les ouvriers doivent prendre les armes pour se défendre. »

Dans un bistrot, je demande à deux soldats allemands comment on dit : « Haut les mains ! » Handeur our (Hände hoch). C'est ce que j'ai retenu. Même si l'accent n'y est pas, tout le monde doit comprendre avec un pistolet sous le nez.

Il me semble que si nous disons à un soldat : « Handeur our. Du nicht kaputt Ich will pistol », ça le rassurera tout de suite, puis qu'il comprendra qu'on ne veut pas sa vie, mais seulement un objet.

La formule va nous servir. Dans le métro, un copain a repéré un flic qui descend à Glacière. On descend, quand on voit un Allemand qui se dirige vers la rue Vergniaud. Priorité à l'Allemand. On le dépasse, on se retourne et on sort les pistolets en prononçant la formule magique. Il lève les bras et dit quelque chose qui doit signifier qu'il risque d'aller en prison. On répond à tout hasard : « Krieg. » Et nous voilà en possession d'un très beau P.08, avec un chargeur de rechange. Chose que les flics n'ont pas.

Laissant l'Allemand, nous galopons comme des dingues jusqu'au boulevard. Là, on se calme et on fait l'autocritique. On se jure de ne plus courir. En courant, on n'est bon à rien. On se fait repérer et on montre au quidam qu'on a peur. Il faut absolument ne plus courir même si on a la trouille.

On se sépare. Je vais dans la chambre de Guy, rue de la Voie-verte. Nous auscultons le trésor. Théo n'est pas dans le coup. Par rang d'âge c'est à moi qu'il revient.

Maintenant, nous allons nous enhardir et opérer souvent par groupes de trois.

On récupère plusieurs pistolets de flics sans faire un rapport pour le « régional », mais ils ne sont pas terribles, et les flics sont bien plus larmoyants que les militaires. Parlant notre langue, ils essaient de nous attendrir en parlant du « conseil de guerre » qui les attend. Ils bafouillent quand on leur dit de prendre le maquis.

Quand j'y repense, je me dis que nous étions drôlement gentils envers des individus qui n'auraient pas hésité à nous livrer aux tortionnaires et à la mort ! En un mois, on a récupéré assez d'armes pour nous et les nouveaux. Bien entendu, il s'agit seulement de pistolets. Il me semble qu'il serait possible de nous faire parvenir divers engins plus importants provenant des parachutages de province. Paris n'est pas gâté !

Dans les bons souvenirs il y a l'Allemand de la porte d'Orléans qui ouvrit, lui-même, son ceinturon et nous donna pistolet et gaine. Je lui dis que nous n'étions pas gaullistes mais communistes. Il nous quitta en disant : « Auf wiedersen, genossen. »

Il y a les deux employés de chemin de fer allemands qu'on a désarmés, en même temps, à Montrouge. Ils avaient des cannes à pêche sur l'épaule et l'air très placide. En les quittant, nous les avons vus, expliquant leur malheur à des braves gens qui avaient contemplé la scène.

Et un flic, encore, boulevard Blanqui. Nous marchions vers Denfert. Une nouvelle grande marche pour rien. Il faisait déjà sombre et le boulevard est large. C'est Jo qui a eu l'idée : « Des fois, les flics restent planqués dans une entrée. Tu peux passer dix fois sans les voir. » Il ajouta : « Si on chantait l'Internationale en titubant ? » Nous avions à peine fait cent mètres qu'une phrase aimable retentit : « Vous voulez que je vous embarque là-bas ? »

Une minute après le flic n'avait plus son pistolet. Il avait l'air vexé. On en rigolait encore trois jours après.

Petit à petit, on s'y faisait. On ne courait plus. Souvent, on restait sur place et on disait à l'adversaire de partir. Ça l'intimidait toujours.

Je me souviens d'un jeune FTP avec un joli feutre. Après une récupération (la première, pour lui), nous avons pris le métro. Le gars a vomi dans son chapeau. Je l'ai revu avant l'insurrection de Paris. Nous n'étions plus dans la même compagnie. Ses copains disaient que c'était un terrible. Il était devenu expert.

Du fait de mon activité FTP, je ne peux plus être organisé dans une cellule du PCI. Les contacts se font avec Craipeau. A mon avis, il faudrait investir des militants dans les FTP de Paris. Les raisons en sont multiples. D'abord, le milieu est intéressant. Presque uniquement de jeunes ouvriers. Ensuite bien que la ligne générale soit chauvine, « Union sacrée » etc, il faut tenir compte d'une chose importante : Les nécessités d'une très dure clandestinité font que le responsable d'un groupe peut influencer politiquement ses copains sans crainte d'une « descente » d'un bonze du PCF. Enfin, le test pour devenir responsable de groupe, n'est pas l'alignement sur des positions staliniennes, mais l'initiative, le cran, la capacité à avoir la confiance des FTP. N'importe quel militant trotskyste peut rivaliser avec un « stal » sur ce terrain. J'ai la conviction que le bureaucrate borné part perdant dans ce domaine.

Craipeau n'est pas hostile. D'autres responsables PCI non plus. Ils objectent seulement notre faiblesse et le fait que ceux qui pourraient faire un bon travail dans les FTP sont déjà actifs dans des usines. Cela est vrai. Pourtant, j'ai souvent pensé, depuis, à cette affaire. Une meilleure implantation FTP aurait sans doute facilité notre travail en usine. Il y eut des prises de parole FTP dans certaines usines de banlieue. Le travail était arrêté. Les ouvriers se rassemblaient. Les cadres douteux étaient neutralisés. Le laïus avait sûrement un certain poids. Fait par un FTP trotskyste dans une usine où militaient des copains, ça n'aurait pas été négligeable.

J'y ai repensé après Mai 68. A cette époque, les « lambertistes » raillaient l'activité de la JCR et parlaient du foutoir de la Sorbonne. Leur slogan était « 500.000 ouvriers au quartier latin ! »... Lors de la nuit des barricades, ils vinrent en colonne à l'entrée de la rue Gay-Lussac, clamèrent leur slogan, puis s'en allèrent.

Le surlendemain, il y avait justement plus de 500 000 ouvriers qui avaient été sensibilisés, émus, mis en colère par des événements qui s'étaient déroulés « en dehors des usines. » Je ne veux pas faire une comparaison étroite, mais cette histoire m'a fait penser à l'autre.

Aller-retour en Bretagne

Craipeau me demande de porter divers documents à Alain Le Dem en Bretagne. Alain était dans un camp de concentration en France. Il s'est évadé avec un militant du PCF. A présent il est caché dans la ferme d'un parent de sa femme près de Carhaix. J'ai souvent discuté avec Guy Dramard. Il est contre le chauvinisme et comprend un tas de choses. Il est d'accord pour s'arranger afin qu'une absence de huit jours n'étonne pas chez les FTP.

De Paris à Morlaix, pas de problème. Pour Carhaix il y a un tortillard. Des wagons ancien modèle. A l'arrière, il y a une plate-forme qu'on ne voit pas du compartiment car les vitres sont des planches. Il semble qu'il y ait pas mal de voyageurs qui vont chercher des patates ou des haricots. Un soldat allemand dort dans la paille d'un wagon de marchandises. Un officier est seul avec moi sur la plate-forme. Il est très absorbé par la contemplation de la nature. On pourrait parfois toucher des branches.

J'ai laissé le lourd P.08 à Paris et emporté un des petits 6,35 qu'on nous avait remis au début. Tournant le dos à l'officier, je regarde aussi la nature, tout en jetant un coup d'œil de temps en temps en direction de la gaine du gars. Je suis certain que son pistolet est un Herstatt, avec une hausse et quatorze balles dans le chargeur. Elles sont en quinconce et la crosse est assez épaisse. Ce pistolet me fait grosse impression. J'envisage de tuer l'officier, d'ôter son pistolet et de faire

basculer le corps qui est déjà penché à l'extérieur. Un coup de 6,35 fera un bruit négligeable dans le boucan du tortillard, quand on est jeune (du moins à cette époque) on envisage assez facilement de tuer. Après, on réfléchit davantage, sauf bien des militaires qui restent toute leur vie de grands enfants.

Je me retourne doucement. Je vise la tête du type à un mètre. Je tire. Et je n'entends rien. Plein de panique, je rentre mon 6,35. Les balles ont, sans doute, été enterrées longtemps. Je sens une pointe au cœur et je mets quelque temps pour retrouver le calme. L'Allemand regarde toujours la nature. Il y a quelques années, la presse parlait d'un cerf qui s'était échappé d'un zoo de Rome. L'animal était tombé mort dans la rue. Aucune auto ne l'avait tué. Un vétérinaire déclara que la circulation intense dans la rue, avait provoqué une crise cardiaque chez ce cerf en parfaite santé. Ça m'a fait penser au train Morlaix-Carhaix. Quand l'imprévu vous tombe dessus, ça fait parfois très mal.

Le train s'arrête quatre ou cinq fois dans la campagne, pour je ne sais quelle raison. Tout le monde va s'asseoir sur l'herbe. L'officier est installé près de moi. Il sort son pistolet. C'est bien un Herstatt. Il ôte le chargeur, rabat le chien et appuie sur la détente. Le chien ne bouge pas. Ça l'intrigue.

Il me dit quelques mots en français. Il est docteur (j'aurais dû connaître le galon !) Il vient de toucher cette arme et ne la connaît pas. Je lui suggère de remettre le chargeur. Il appuie, la percussion se fait. Il me remercie avec un petit sourire surpris.

Nous remontons dans le train. Il réalise que la majorité des gens a emporté de grosses valises pour faire un peu de marché noir et s'étonne de voir que j'en ai une petite. Je lui explique que je vais voir des parents. Il me demande ce que je pense de l'occupation allemande. C'est sûr qu'il ne s'attend pas à ce que j'approuve. Je le lui dis. Il est tout à fait compréhensif.

Maintenant, je ne tuerais pas cet homme, même pour cinq Herstatt. Il me serre la main à Carhaix : « Au revoir monsieur le patriote ! »

Dix minutes après je suis chez une sympathisante, sage-femme qui a l'adresse d'Alain :

--« Attention, il y a l'état d'alerte. Les Allemands sont crispés. Les Anglais ont fait des parachutages aux gaullistes. Mais n'importe qui est gaulliste. Il y a eu des bavardages. Les Allemands ont raflé les parachutages et arrêté plein de monde. »

Pendant ce temps, les pauvres FTP du secteur se battent avec de vieux mousquetons.

Je sors de Carhaix et progresse par des chemins. Dans un bled, il y a une affiche sur une porte. Les FTP mettent en garde car la milice fasciste envoie des gars en civil pour repérer. Deux vieux me regardent d'un air intrigué. Quelques kilomètres et me voici près d'Alain. La promenade n'est pas, hélas, finie. Il faut porter des papiers à Roger Prat, qui se trouve dans une école, à une vingtaine de kilomètres d'ici. Le lendemain, nous suivons le canal. Des douilles un peu partout. Il y a eu récemment combat entre FTP et Allemands. Je ferais mieux de jeter mon 6,35 qui ne sert à rien. Mais jeter un pistolet...

Nous arrivons à une écluse. Un paquet d'Allemands en armes près d'un bistrot. Pas des classiques. Des jeunes parachutistes à l'air hargneux. Il vaut mieux qu'on entre dans le bistrot. Je regarde Alain. Je lui trouve l'air suspect. Il aurait dû se raser. Je me dis qu'à la place des autres, je demanderais nos papiers. Le petit cinéma fonctionne dans la tête. Peut-être qu'Alain pense de même. On entre, on boit un coup, on s'en va. Ils n'ont rien dit.

Avant d'arriver chez Roger, on croise parfois des vieux de la Wehrmacht qui escortent des paysans conduisant des charrettes pleines de jeunes sapins de quatre ou cinq mètres. Ils vont planter ces « asperge de Rommel » sur tous les terrains où des planeurs alliés sont susceptibles d'atterrir.

Je quitte Alain et Roger et je retrouve un train, je ne sais où. En tout cas, on passe par Nantes. Alerte ! Deux heures hors de la gare. Angers, je descends pour tenter de voir ma mère et je laisse ma valise à la consigne. Quelques heures après, alerte ! Bombardement ! Plus de consigne, ni de valise. Un train se forme en dehors d'Angers. Dans le compartiment, trois gars et trois filles qui partent pour l'Allemagne. Ils me disent qu'ils sont requis. Bizarre pour les filles. Petit baratin. Ils s'engagent à rester en France. Gare Montparnasse, il y a les flics habituels. Ça effraie deux gars et une fille qui se dégonflent. Les autres sortent avec moi et sont hébergés chez une copine à Censier-Daubenton. Cette copine fait des crêpes et les vend. Elle n'a ni froment, ni beurre, ni oeufs ni sucre.

Je n'ai jamais compris comment elle faisait ses crêpes. Mais c'est chaud. Le gars et une fille trouvent assez vite un boulot. L'autre fille reste avec moi un certain temps. Quand je lui dis que ça n'est pas le grand amour, elle fait une petite scène et annonce qu'elle partira en Allemagne. Je lui dis que je croyais l'avoir convaincue par des arguments sérieux. Elle répond qu'elle se fout des arguments. Tant pis. Le Quartier Latin est devenu une sorte de grand village. Il n'y a plus beaucoup de monde et on connaît un tas de têtes. On se rend assez facilement service. Tout est précaire. On espère en l'avenir mais on n'en tient pas compte. Ça barde en Normandie. Mais ici, on a parfois l'impression que l'occupation pourrait durer cent ans.

Missions de la Cie Saint-Just

Nous faisons toujours des récupérations d'armes. Mais nous avons maintenant une auto pour le tabac. Elle vient d'un garage de la rue d'Ouessant, près de La Motte-Picquet. Nous entrons. Le patron accourt.

-- Vous désirez, messieurs ?

-- Nous voudrions une traction.

-- Je n'en ai aucune à vendre.

-- Ça tombe bien, on ne voulait pas acheter.

-- Je ne comprends pas. »

-- Nous sommes FTP et nous avons besoin d'une auto. (On montre les pistolets, mais sans les tirer')

-- Ah, bon ! J'ai ici la traction d'une personne qui me doit de l'argent depuis un an. Mais elle a une roue détériorée.

Un ouvrier du garage dit, malgré l'œil triste du patron : « On va leur monter une roue qu'on a là-bas. »

Et ils se mettent au boulot. Nous sommes prêts à partir. Une auto entre. On tire les portes derrière elle et on sort les pistolets. Trois types se montrent :

-- Rentrez ça les gars, on en est !

-- On est quoi ?

-- De la police bien sûr !

-- Nous, on est FTP !

Petit désarroi des types. « Oh ! Vous savez, on est là-dedans pour nos affaires. » Ils ont l'aplomb d'ajouter : « Vous pouvez partir tranquilles les gars. »

Et on part comme des idiots, en songeant plus tard qu'il aurait été bon de les questionner sur ces « affaires ».

Nous reviendrons rue d'Ouessant porter des cigarettes aux ouvriers. Jo et Gilbert se succéderont au volant. Ils sont ravis et appellent la bagnole, « l'Amélie ». D'ici l'insurrection de Paris, nous aurons quatre Amélie, mais pas toutes en même temps. La deuxième bagnole nous a donné l'occasion de rire. Elle s'arrête devant une entreprise. Un type en sort. Nous nous adressons au chauffeur :

-- Pardon monsieur, vous voulez bien vous asseoir derrière ?

-- Pourquoi ?

-- Parce qu'on va s'asseoir devant !

-- Ah ! Et pourquoi ?

-- Parce qu'on est FTP et qu'on a besoin d'une voiture ! Le type se lève. Gilbert prend le volant. Je fais une attestation d'emprunt, signée Christian Garnier, Cie FTP Saint-Just. Deux cent mètres plus loin, nous libérons le gars et son papier.

Les opérations « Tabac » sont presque reposantes. Il faut y aller quand la décade vient d'être apportée. On boit un verre, on demande au patron combien il y a de clients inscrits dans ce bureau. S'il y a au moins deux cents, c'est intéressant. On charge les cartouches de 50 paquets de Gauloises dans la bagnole. On paie au prix de la taxe et on donne un petit reçu au patron. Si la Régie n'a pas eu confiance dans le premier papier, elle a dû finir par s'habituer. D'ailleurs, il y a toujours deux ou trois clients témoins, dans le bureau de tabac. On montre les pistolets passés à la ceinture, mais sans

jamais menacer. C'est une façon de prouver qu'on est FTP. On demande aux clients de ne pas sortir, mais on n'empêche personne d'entrer. Vu du dehors, tout est paisible. Avant de partir, nous donnons deux ou trois paquets à chaque client. Ils sont ravis.

Dans le secteur de Montreuil, il y avait 31 cartouches dans un tabac. Nous en embarquons 30, nous les payons et nous préparons le reçu. Le patron me demande si ça m'ennuie d'écrire 31. Facile à comprendre : Il réclamera 31 cartouches à la régie et il bazardera une cartouche au marché noir. A la carte, le paquet coûte 14 F. Au « noir », il vaut plus de 120 F. Ça ne coûte rien d'améliorer les relations. J'écris « trente et un ». Le patron appelle sa femme : « Sers à boire à ces messieurs ! » C'est la grande amitié. Tout juste s'il ne demande pas quand nous reviendrons.

Les récupérations continuent. Nous transmettons des pistolets à une autre compagnie en formation. Il nous arrive de désarmer un grand flic qui proteste anormalement fort. On lui dit de s'en aller par ici, et nous tournons la rue par là. Emoi ! Nous étions à moins de cent mètres de la prison de la Santé. Un groupe de flics stationne. Voilà pourquoi l'autre sournois s'agitait tant.

Peu après, nous suivons deux allemands un bon moment. Quand ils se séparent, nous laissons tomber celui qui a une baïonnette et nous emboîtons le pas de l'homme au pistolet. Hélas, il est encore bien tôt. Il fait très jour. Pas mal de monde dans les rues. Prés du métro Falguière, on sort les pistolets. Formule d'usage. Mais ce grand allemand semble avoir plus peur du conseil de guerre que de la mort. Il gueule « Nicht pistol ! » et garde sa main sur la gaine, mais sans tenter de sortir son arme. Guy est devant lui, je suis sur le côté. Jo est un peu plus loin et fait circuler les curieux. Emotion ! Une auto ralentit. Ce sont des Français. Jo leur dit de filer. Ça commence à durer. Guy dit : « Achtung ! Drei kaputt ! » Et il compte « Un, deux, trois. A trois l'autre braille toujours « Nicht pistol ! » Guy me dit : « Il est cinglé, ce type. » Nous lui tenons les bras, à deux, tandis que le troisième ôte le pistolet et le chargeur de recharge. L'Allemand ne se débat pas. On lui dit de foutre le camp. Il obéit sans râler. Je me demande s'il n'aurait pas voulu une balle dans le pied, un alibi en quelque sorte.

A présent, je suis commissaire technique. Bébert est commissaire aux opérations. Ces titres ont une très relative valeur. Pendant un temps je suis responsable de quatre groupes de trois. Je ne vois que les responsables de groupes. C'est théorique. Pour diverses activités, les vieux copains se retrouvent.

Ce qui est impératif et observé, ce sont les rendez-vous. Chacun a le petit bouquin avec les plans d'arrondissements. On n'écrit rien. On regarde ensemble le nom de la rue. On fixe l'heure. Il ne faut jamais attendre sur place. Toujours marcher. Aller-retour. Si le copain n'est pas là avant cinq minutes, on s'en va. Le lendemain il y a un rendez-vous de repêchage. Après, c'est fini. Nous avons ainsi perdu des gars, mais sûrement évité des arrestations. J'allais oublier un détail important. Lorsqu'on désarme un flic, on n'oublie jamais de confisquer aussi le sifflet à roulette.

Le meilleur de la compagnie, Guy Dramard, est assez politisé, très calme et d'un grand courage. Il réunit courage et imagination. Ça n'est pas mon cas. Jo est très gonflé, mais il ne soupèse pas beaucoup ce qui va se passer. On arrive à lui faire peur, ensuite, en lui racontant ce qu'il vient de vivre. Son comportement est souvent payant parce qu'il déroute l'adversaire en faisant des choses absurdes.

Il a rancart avec ses deux équipiers dans un bistrot de l'Hôtel de Ville. Il doit leur remettre leur ration de cigarettes. N'ayant pas préparé les paquets à l'avance, il arrange cela sur la banquette avec des pages de journal. Un type en civil s'approche et lui ordonne de montrer ce qu'il dissimule. Jo sort son pistolet et poursuit l'homme qui s'enfuit hors du bistrot. On pourrait croire que c'est Jo, le flic. Puis il revient, range son tabac et s'en va avec ses gars.

Le régional donne rendez-vous aux responsables de groupes pour présenter un « Commissaire politique », Fénestrelle, qui commandera plus tard la compagnie dans le XVIII^{ème} et sera « maire insurrectionnel. » Son titre me fait tiquer et j'observe le citoyen. Mais le régional veut surtout nous parler d'un carnage que les nazis ont effectué dans le Nord, à Ascq. Un train ayant déraillé, ils ont tué tout un tas de civils. En représailles, chaque FTP doit tuer un Allemand dans la semaine qui vient. Je me tais, naturellement, bien décidé à ne faire exécuter la consigne que si on trouve SS ou

milicien. Fénestrelle parle : « Mais c'est contraire à toute politique de fraternisation prolétarienne ! » Le « régional » est soufflé. Moi aussi. Il finit par répondre : « Nous devons discuter ensemble de cela. » On se sépare.

Je rejoins Fénestrelle et lui dis : « Tout à fait d'accord avec ta déclaration. »

Il sourit : « Tu ne serais pas un peu trotskyste par hasard ? »

Je réponds : « Tu n'es pas idiot, mais ça ne règle pas ton propre cas. »

Il reconnaît qu'il a quelques désaccords avec le Parti sur certains points. Jusqu'au jour où les événements nous éloigneront, nos relations seront bonnes.

J'ai connu bien des gens qui ne faisaient rien et qui étaient très « anti-boches. » Par contre, ceux qui étaient dans l'action, les FTP, qui étaient autant traqués par des policiers français que par des allemands, étaient vite amenés à penser que le fond du problème était « social » et qu'il fallait distinguer deux classes dans chaque camp. Il est outrageusement faux de soutenir que la direction du PCF a dû tenir compte du chauvinisme de la base. C'est elle qui a introduit ce chauvinisme qui n'était pas du tout évident pour le militant de base. Ce chauvinisme était naturellement lié à une sorte d'idéalisation des Français dans leur ensemble et préparait une capitulation devant la bourgeoisie. Engels avait écrit jadis : « Tout Russe devenu chauvin, s'inclinera tôt ou tard devant le tsarisme. » Cette phrase peut s'appliquer à la situation française.

Nous attendons près du métro Pasteur. Deux miliciens français débouchent. Nous les suivons jusqu'à la rue Castagnary et leur ordonnons de lever les bras. Tout de suite, ils parlent à toute vitesse :

-- On s'occupe du ravitaillement de la milice. On n'a jamais été en opération contre des maquis...etc.

Jo commence à s'impatienter et propose de les descendre. Les miliciens s'affolent. Le plus instruit sort quelque chose qu'il a dû lire chez Drieu La Rochelle :

-- Nous n'avons pas la même conception de la Patrie, mais nous aimons tous en France...etc.

Ça m'intéresse, tandis que Jo déclare qu'il s'ennuie. Je réponds :

-- Nous ne sommes pas des patriotes. Nous sommes des bolcheviks internationalistes. C'est très mal, non ?

Le milicien est au supplice. J'éprouve une joie sadique de lui avoir porté ce coup. Il finit par répondre :

-- Tout idéal est respectable !

-- Bien sur ! Je n'ai pas de mérite avec un pistolet.

Normalement on devrait les tuer. C'est, en somme, dans notre règlement. Mais c'est difficile, après avoir parlé. Sauf Jo, qui se barbe, les copains qui ont eu du plaisir, en conviennent. On se contente de prendre leurs revolvers, leurs papiers et leurs bérets. L'un se nommait Paul Desavoie, étudiant en droit, chef de trentaine. Les miliciens s'en vont, mal rassurés. Un type nous applaudit d'une fenêtre. Il est imprudent. Nous marchons, à moitié contents de nous. Pas question de faire un rapport au régional. Plongés dans nos pensées, nous dépassons un vieux flic. Nous le rappelons. Il nous demande le numéro de son arme. Bienveillants, on le lui donne.

La milice et les collabos

Le lendemain, chez Dupont-Latin, je vois un jeune qui, il y a un mois, vendait des cigarettes de marché noir pour subsister. Le voici en uniforme de milicien. Je l'engueule en lui demandant s'il n'a aucune conscience. Le gars est tout confus. C'est le genre paisible. Il dit qu'il crevait de faim. Guy lui propose de désertre. Nous lui donnerons des vêtements civils et il mangera. Le gars, Brantonne, accepte tout de suite. Il vient au rendez-vous avec deux grenades. Nous héritons d'une tenue de milicien qui pourra servir.

Huit jours plus tard, nous sommes trois ou quatre, dans un restaurant avec notre ex-fasciste. Il se trouble. Deux miliciens viennent d'entrer. L'un le connaît. Il s'approche et demande à me parler. (Je dois avoir l'air le plus vieux et c'est vrai.) Nous sortons. Bébert se lève et reste près de la porte. Le gars me dit : « Brantonne a déserté. Vous jouez un jeu dangereux ! » Il ne reste qu'à répondre :

« Qui de nous sera le premier pendu ? » Encore deux ou trois phrases, et le voilà qui déclare qu'il déserterait bien. Il a dix sept ans. Il est entré dans la milice par réaction contre ses parents, etc.

Je lui file un rendez-vous en précisant qu'il doit apporter sa tenue et une arme. Jo qui guette au rancart, a proposé de descendre le milicien, parce que ça ferait bien dans notre bilan. Bébert trouve que ça serait trop facile et assez dégueulasse. (Bébert a d'autant plus de mérite, qu'il est juif.) Le plus drôle c'est qu'on saura plus tard que ce milicien était juif aussi. On aura tout vu.

Jo a bien des défauts mais il n'est pas contrariant. Il accueille aimablement Max qui apporte une Sten. Une heure après, Jo et Max sont copains comme cochons. Ils ont bien des points communs. Max est une meilleure recrue que Brantonne. Il est dur et calme.

Tous deux sont dans le coup raté de Bobigny. Nous avons reçu l'ordre d'exécuter Clamamus, ex-sénateur PCF devenu collabo et qui est le maire de Bobigny.

Un gars connaissant les lieux doit nous renseigner sur place. Le gars est là mais ne sait pas où se trouve le maire. Nous tournons en rond en bagnole pendant dix minutes. Quelqu'un sort de la mairie et nous regarde. C'est raté.

La semaine suivante, nous décidons de reprendre l'affaire à notre idée. La bagnole avec un insigne de la Milice, Jo et Brantonne en miliciens. Max, Bébert et moi en civils. Nous nous arrêtons très officiellement devant la mairie. Brantonne reste de garde à la porte, avec la sten et un uniforme qui lui va bien, naturellement. L'uniforme de Max allait très mal à Jo, mais ça l'amusait. Au premier employé, nous parlons d'une activité communo-gaullistes dans la mairie. Il étouffe d'indignation :

-- Tous les employés sont de parfaits européens.

Nous tournons autour du pot, demandons à voir la ronéo qui est très grosse et en plus, scellée; donc intransportable. Nous fouinons un peu, puis posons la question de confiance :

-- Le maire peut-il répondre de ses employés ?

-- Mais, certainement !

-- Est-il visible, s'il vous plaît ?

-- Non, il se cache, car il est condamné à mort par la résistance !

Voilà le résultat de la semaine précédente. Très déçus, nous demandons s'il ne voudrait pas une protection de la milice :

-- Il préfère se cacher tout seul. Et j'ignore où il est.

Il a bien raison. Nous repartons, tout de même assez contents de cette expérience milicienne. Même un feld-gendarme a salué notre bagnole. Jo, au volant, n'aurait pas dû répondre au salut, mais le flic n'a pas fait attention, ou pense que les Français sont toujours fantaisistes.

Un dimanche, je vais dîner chez M. Fontaine et sa fille qui est institutrice et amie de ma sœur aînée. Ce repas modeste dure toujours quelque temps. C'est un peu gênant car mon P.08 est serré sur le ventre et il n'est pas question que je le pose sur la table. Nous allons prendre le café chez des voisins, les Carbonnier. L'homme travaille dans un garage rue de Picpus. Le garage est réquisitionné. Il y a trente camions allemands qui doivent partir pour la Normandie. Monsieur Carbonnier me demande si je ne connais pas des gens de la résistance qui pourraient détruire les camions. Il fait un croquis du garage. Il n'y a pas d'Allemands, seulement deux veilleurs français et un concierge. Sans rien lui promettre, je l'assure que j'essaierai de contacter quelqu'un. Il insiste sur la nécessité de faire vite, car les camions vont partir.

Une heure après, je vois Théo. Il décide que l'affaire aura lieu le soir même et alerte des groupes. A 22 heures, nous sommes une dizaine de FTP dans le garage. Les veilleurs ont été vite neutralisés. Le concierge était au lit avec sa femme. Il s'est dressé en chemise de nuit. Il a montré son portrait, en zouave, je crois, et a dit à sa femme : « J'ai fait mon devoir. Ces jeunes gens font pareil », puis il s'est recouché.

Des copains pompent des seaux d'essence et arrosent les pneus et le moteur, capot ouvert. Théo me dit d'aller regarder l'intérieur d'une villa éclairée proche du garage. Dans une chambre, une petite bonne en déshabillé, m'indique que c'est la maison du patron. Il dort au-dessous. Je frappe à la porte et fais deux pas : « excusez-nous monsieur, mais nous allons brûler les camions allemands. »

Il répond paisiblement : « Brûlez, brûlez, mais ne marchez pas sur mes pantoufles en sortant. » (Après la guerre, Bébert et moi avons rendu visite à cet homme charmant. Il a rédigé une lettre concernant notre correction pendant l'opération, puis nous a invités à dîner.)

Je sors de la chambre et j'arrache à tout hasard le fil du téléphone dans la pièce voisine. Tous les camions sont vite arrosés. Un copain allume. Ça fait une très belle flambée. Dehors, un type se dirige vers un avertisseur. On le laisse faire. Nous marchons depuis moins de cinq minutes quand retentissent les sirènes des pompiers. C'est bien. Les camions ont leur compte et le feu ne s'étendra pas.

Une semaine après, j'ai revu M. Carbonnier. Il avait été très surpris de voir les dégâts, le lundi matin, et la foule de flics divers qui grouillaient. Les ouvriers étaient ravis.

Simone Boisson est intégrée à notre compagnie. Elle est agent de renseignement et infirmière. Très vite elle a du travail. Guy a blessé accidentellement un copain. Nous étions trois dans une chambre. Il examinait un nouveau pistolet. Une balle est partie. Jacques, récemment chez nous, a eu une cuisse labourée et un mollet traversé. Il était à peu près minuit. Il a fallu attendre 5h30 pour rejoindre Simone qui a fait les pansements et mis une mèche dans le mollet. Chaque changement de mèche fera souffrir Jacques, bien plus que le coup de feu.

Nous nous sommes informés discrètement. Personne n'a entendu le coup de feu dans l'immeuble. Il me semble que dans ce genre d'incident, si un second coup est tiré, les gens s'éveillent et, ensuite, quelque chose leur dit qu'il y a eu un premier coup. Les réactions humaines sont curieuses. Un jour, on nous fixe un rendez-vous pour protection de manifestation. Prés de Belleville, trois groupes attendent dans une rue. Aucun agent de liaison n'arrive. Un peu de nervosité dans le secteur mais pas trace de manifestation. On entend des coups de feu à 3 ou 400 mètres. On sort les pistolets et on court jusqu'au bout de la rue. Rien! Pistolets rentrés, nous revenons sur nos pas. Pour une raison quelconque, nous repartons en avant. Des gens nous disent : « N'allez pas par là, on vient de voir passer des jeunes armés. » Ces personnes nous avaient vus passer. Aucune ne nous reconnaissait.

(Je me demande quel cerveau tortueux a inventé la « protection de manifestation. » J'y ai participé deux fois. Quand, un jour, les feld-gendarmes ont tiré leurs pistolets, j'ai prié le ciel pour qu'aucun FTP ne soit assez fou pour ouvrir le feu. Si ça avait été le cas, les flics allemands auraient tiré dans la petite foule qui ignorait totalement qu'elle était ainsi « protégée. »)

Toujours concernant les curieuses réactions du public. Tout près du cirque d'hiver, nous revenons d'une opération tabac. Traversant le boulevard qui mène à République, Jo touche l'arrière d'une bagnole allemande, précédant un camion chargé de soldats. Jo freine sec, et c'est une autre auto qui nous esquinte la roue arrière gauche. L'auto allemande a traversé le carrefour. Un officier furibond vient vers nous et dit : « papiers, messieurs ! » puis retourne regarder les dégâts de son auto. Heureusement, il n'a pas regardé sur la vitre notre ausweiss qui est faux à cinq cent mètres. Le camion s'est arrêté. Les soldats regardent et bavardent. Il est midi. La foule sortant du travail forme un cercle de curieux. Jo et un copain poussent la bagnole pour dégager la rue. Guy et moi nous nous tenons un peu en arrière, en protection. Il aurait mieux valu que je pousse la bagnole, que je fasse quelque chose. J'ai une pointe au cœur et la trouille. L'officier va revenir et verra sûrement la Sten qui est toute montée sur la banquette. Je sens que ça va tirer dans tous les sens. Et la foule ingénue est là. Guy semble très calme et observe tout. Je reste sur place mais pas fier. La bagnole a roulé sans difficulté. Le boulevard est dégagé. Jo a collé un imperméable sur la Sten et marche vers les gens avec le copain. A l'autre bout du cercle, Guy et moi reculons vers la foule. L'officier marche vers la bagnole. Nous voici au troisième rang de la foule. Quelqu'un dit à côté de moi : « Mais où sont-ils passés ? On ne les voit plus. »

Il ne s'est pas écoulé cinq minutes depuis le début de l'incident. Nous nous retrouvons à cent mètres des lieux. Jo entre dans une boutique et démonte la crosse de la Sten sous l'air ahuri du personnel. Nous faisons encore cinq cent mètres et vidons chacun trois verres de blanc dans un bistrot.

Parfois, même dans des circonstances imprévues, je découvre un calme inattendu.

Nous portons deux valises de tabac chez Gilbert qui loge près de la République. A distance, on voit que les flics sont nombreux sur la place. Nous obliquons dans une petite rue. Comme il était à prévoir, mais nous n'y avons pas pensé, il y a des flics civils dans le secteur. Deux s'avancent vers nous: « Ouvrez les valises! » Brusquement j'ai une idée. Tout en disant « oui », je m'engage dans une entrée. Le copain suit. Les flics aussi, qui répètent : « Alors ouvrez ! » Mais c'est déjà plus intime. Devant le tabac, les policiers disent assez bêtement : « Il y a plus d'une ration là-dedans. » -« Bien sûr, c'est pour une compagnie de FTP. » Et nous prouvons nos dires en sortant nos pistolets allemands. Nous ne menaçons pas, mais l'ambiance est bien améliorée. Les flics demandent s'ils ne pourraient pas avoir un paquet chacun. On le leur donne et on se quitte sur un « Bonne chance, les gars »

Dans la rue, et en présence d'une armée de flics, ces deux braves hommes nous auraient peut-être embarqués et tabassés.

L'ordre vient d'exécuter le maire de Puteaux, Georges Barthélemy. On nous dit que ça vient d'Alger. Je sais qu'en 1939, Barthélemy s'était déchaîné contre les communistes et avait approuvé la peine de mort contre eux. Il était super-patriote. Maintenant, il est collabo notoire. Simone Boisson va se documenter à Puteaux. Elle prend contact avec Serge Boldrini, jeune FTP qui habite le coin, et met au point toute l'affaire. Le jour prévu, Alerte ! Pas question de sortir la bagnole.

Le 10 juillet, nous quittons Paris. Gilbert est au volant, Théo (qui ne se dérange plus que pour les grandes occasions) est à coté de lui. A l'arrière, Bébert, son beau-frère avec la Sten et moi. Nous arrivons sur les lieux, peu avant dix heures, et rangeons l'auto devant la poste et dans le sens de la descente car Gilbert n'est pas content de l'allumage. Il est convenu qu'il fera ronfler la bagnole dès le premier coup de feu. Seuls Théo et moi descendons. Théo a précisé la semaine dernière : « Je me charge de Barthélemy. »

Nous nous asseyons sur un banc dans une sorte de square. Serge Boldrini vient nous rejoindre. Quelques minutes après, un type passe devant nous et descend quelques marches. Serge dit : « Le maire n'est pas encore arrivé. »

On attend. Serge pense qu'il n'est pas bon de rester à trois sur ce banc. Un seul suffit. Je regarde Théo qui dit : « Va avec Serge, si tu veux, Christian. » A mon avis il a la seconde de trac de l'acteur qui entre en scène et ça me donne du courage. Il sait que celui qui accompagnera Boldrini sera le premier à voir Barthélemy. Nous marchons. Serge me montre à distance la maison du maire. Un type en sort. Serge pivote, moi aussi. On marche tout doucement en parlant de n'importe quoi. Le type nous dépasse. Serge dit : « Je crois que c'est lui. Tu peux y aller. » Puis il s'en va comme prévu, mais en me laissant avec une phrase peu claire. Le type lève son chapeau pour saluer une vieille dame. Je me dis que c'est bien un style de maire. Je fonce vers la vieille pour avoir confirmation. J'ai été trop vite. Il est tout près. Je demande une rue à la dame et je la quitte toujours embêté. Il ne me reste plus qu'à tirer mon pistolet et appeler l'homme : « Etes-vous bien M. Barthélemy ? » Il répond « Non ! » Il est pâle.

Ça cavale dans ma tête. Idiot. Bien sûr qu'il devait répondre « Non. »

-« Montrez vos papiers ! » En même temps, je me dis : « Double idiot ! Tu lui donnes l'occasion de sortir une arme. Fais très attention maintenant. »

Le type met une main à sa veste, puis se ramasse comme s'il allait bondir. Tout son corps semble bouger sur place. C'est seulement maintenant que je peux tirer. Sans m'en rendre compte, je vide tout le chargeur avant même qu'il ne soit complètement tombé. Théo s'est levé de son banc et tire aussi de 8 à 10 mètres. De l'auto, à 30 mètres, les copains, qui ne devraient veiller qu'à nous couvrir, tirent aussi. Le beau-frère de Bébert lâche une courte rafale de Sten. Bébert tire avec un pistolet de flic qui s'enraye et tire une dernière balle avec un autre pistolet. Gilbert n'a pas tiré, mais il n'a pas fait ronfler le moteur.

Théo et moi fonçons vers l'auto. Je remets un autre chargeur et je distribue des cigarettes pour nous calmer. Aux fenêtres de la Poste il y a des nez tout blancs, collés aux vitres. Demain on lira dans un journal qu' « un tueur distribuait tranquillement des cigarettes après le meurtre. » Tranquillement ! Théo se fout dans une colère noire contre Gilbert parce que la bagnole ne démarre pas. Il sort à

moitié et pousse dix secondes. Ça ronfle. On démarre. Au lieu de rentrer directement à Paris, on fait un très grand détour qui nous conduit d'abord près de Versailles, puis à la porte d'Orléans où les copains ont trouvé un bon garage. Je téléphone à Simone dans le code convenu. Le surlendemain, contact avec Serge. Il entendait des types dire à Puteaux : « Ce soir il y aura de la viande saoule pour fêter ça. »

Nous ne reverrons plus Serge. Quelques jours après, il est tué par un Allemand sur un quai du métro Pasteur. Nous avons questionné des employés. L'un a vu un Allemand tirer et un jeune homme tomber, mais il ne sait pas les causes. Nous supposons que le pistolet de Serge a glissé et qu'un Allemand l'a vu le ramasser. Quelques jours encore et c'est le beau-frère de Bébert qui est arrêté. Nous ne le reverrons jamais.

Nous faisons connaissance d'un curieux Allemand dans un café-restaurant. N'ayant plus de tickets, nous demandons à la patronne si on peut tout de même manger quelque chose. Impossible ! Un soldat solitaire se lève et nous donne des tickets. Nous nous asseyons à sa table et lui offrons l'apéritif. Il parle assez bien le français. Il voudrait des livres de Gide et n'en a pas trouvé dans tout Paris. Je connais un libraire qui vend pas mal de livres interdits. Rendez-vous est pris avec l'Allemand pour demain. Il tentera de venir, mais ne peut l'assurer, car son unité ne va pas tarder à partir pour la Normandie.

Quelque chose dans ses propos me permet de suggérer qu'il est possible de ne pas aller en Normandie. Il a dû y penser car il répond tout de suite que c'est sa famille qui en subirait les conséquences en Allemagne !

Un copain demande la permission de regarder son pistolet. Il nous le prête. Puis, discrètement, il nous montre un petit 6,35 qu'il a dans une poche intérieure. Les copains se regardent avec la même pensée. Nous n'avons jamais songé à fouiller les soldats que nous désarmions. Cela aurait pu nous jouer un tour.

Nous lui rendons ses armes et nous nous quittons avec une bonne poignée de mains. Il n'est pas au rendez-vous le lendemain. J'aurais aimé mieux connaître cet allemand qui aimait Gide et qui avait un deuxième pistolet. Je parie que ça n'était pas contre d'éventuels partisans.

Paris, l'insurrection

Guy Dramard a disparu. Huit jours plus tard, c'est l'insurrection. Et je vois Guy entrer dans la chambre que j'occupe entre Bastille et République. Il raconte son aventure. Sous du linge, dans l'armoire de sa chambre près d'Alésia, il y avait une grenade. La bonne a fouiné et porté la grenade au patron. Ce dernier a prévenu les flics. Guy, rentrant, a été entouré par quatre hommes qui l'ont fouillé sommairement. Puis, ils l'ont fait monter jusqu'à sa chambre, deux devant, deux derrière. Là, ils lui ont ordonné de se déshabiller et ont trouvé son pistolet.

Un inspecteur a dit : « Imbécile ! Pourquoi n'as-tu pas filé dans l'escalier ? » Guy a répondu : « Si vous êtes pour la résistance laissez moi partir maintenant. »

Les inspecteurs : « Maintenant, c'est trop tard. »

Tout à fait typique du comportement de milliers de flics qui traqueront encore les résistants une minute avant d'arborer la croix de Lorraine. Guy a été remis aux miliciens, tabassé et enfermé à la Santé. Elle vient d'ouvrir ses portes. Il était temps que l'insurrection arrive. Nous filons à son hôtel. La patronne est en larmes. Son mari vient d'être arrêté. Peut-être par les mêmes inspecteurs, et sûrement pour lui sauver la vie. Nous emmenons la bonne. Elle sera tondu dans le 19^{ème}. Elle a l'air si bête que personne ne voudra la punir davantage.

A ce jour, nous n'avons vu qu'un flic potable. Un jeune qui se trouvait avec sa petite amie. Quand nous avons sorti nos pistolets, la fille s'est enfuie. Le gars nous a expliqué qu'il aurait du mal à justifier pourquoi il se trouvait à cet endroit. Nous nous en foutions. Soudain il a dit : « Cachez vos armes ! » Deux flics cyclistes arrivaient dans notre dos. Ils sont passés. Nous avons laissé son pistolet à ce jeune flic qui a absolument tenu à nous donner son adresse, pour que nous puissions venir chercher son arme. Nous n'y avons pas été. Il était sympa. J'espère qu'il a quitté la police

Tous les copains qui étaient, depuis l'affaire de Puteaux, détachés de la Saint-Just, et constitués en compagnie « de garde » sont maintenant rassemblés, sauf Théo qui a été envoyé dans le maquis de Seine et Oise pour une sombre histoire.

On nous expédie dans le XIX^{ème}. C'est une petite aventure. Une rue au-dessus de l'Hôtel de Ville, n'est pas franchissable. Deux Allemands sont dans la rue transversale et tirent de temps en temps. Cinquante personnes attendent près de nous. Certains allaient faire leurs courses et n'osent plus rentrer chez eux. Jo dénoue la situation. Il prend la Sten des mains d'un copain, fait un bond dans la rue et arrose les Allemands. Avant que nous ayons le temps de dire notre mot, deux jeunes ont pris les fusils des Allemands et disparu.

Dans le XIX^{ème}, c'est la kermesse héroïque. Des gens discutent dans toutes les rues. Il y a aussi de petites tables et des types qui enrôlent, pour je ne sais quelles formations. Il est plus que temps de s'inscrire comme résistant. On voit même quelques uniformes français qui doivent sentir la naphthaline.

Peu de gens en armes au total, et nous avons l'impression que beaucoup ne tiennent pas à en chercher. Les Américains vont venir. Pourquoi mourir ? Il faut dire que pendant des années, la radio de Londres a bien moins appelé les gens au combat qu'à faire confiance aux sauveurs qui viendront. Les flics ont tous une croix de Lorraine et l'air d'adorer le peuple. Cette croix n'est pas du bricolage. Elle est fort bien usinée et identique sur tous les képis. On devine que l'initiative vient de haut. De braves femmes annoncent qu'elles vont s'occuper de la tambouille. Le groupe FTP s'installe dans une sorte d'entreprise entre la mairie et la poste. C'est un flot tranquille, mais les Allemands passent avenue Jean Jaurès cherchant à quitter Paris. Les nouvelles les plus folles circulent : « Les Américains sont à la porte d'Orléans. » « Non ! C'est une division blindée allemande qui veut traverser Paris. » « Pas du tout ! Ce sont les alliés ! » Etc. Plusieurs fois par jour, nous descendons la rue Laumière quand des voitures allemandes sont signalées. Nous avons très vite, une trentaine de prisonniers. Ils sont logés dans un de nos locaux

Un Autrichien, Walter, sert d'interprète. Apparemment tous les prisonniers ne sont pas allemands. Un FTP, soldat soviétique évadé, vient nous rendre visite et devine deux russes parmi les prisonniers. Il les engueule pendant près d'un quart d'heure. On nous amène deux jeunes Allemands qui boudent. Entrouvrant la porte je vois qu'ils abreuvent l'interprète d'injures. Je devine qu'ils lui reprochent ses relations amicales avec nous. Un peu plus tard, Walter confirmera le fait, en demandant de les laisser tranquilles. « Ils étaient Hitlerjugend ? » « Oui, presque tous les jeunes ont du y passer. » On les traite comme les autres.

Nos prisonniers mangent exactement comme nous, c'est à dire assez peu de nourriture. Nous n'avons touché ni à leurs bottes, ni à leurs montres. Plus tard, avec les résistants de septembre, ce sera différent.

Des gars de la Cie FTP Guy-Mocquet sont maintenant avec nous ainsi que Madeleine Riffaud, courageuse petite militante du PCF, dont l'Humanité fera plus tard l'héroïne du XIX^{ème}. Elle a participé à la prise d'un train de marchandises allemand. La légende en fera un train blindé !

Le gros de la Compagnie Saint-Just est dans le XVIII^{ème} avec Fénestrelle.

Guy est parti à République avec un groupe. Avec d'autres copains, j'attends au bas de la rue Laumière. Les Allemands sont stoppés dans l'avenue. Un jeune soldat arrive à l'angle des rues. Il a son fusil dirigé vers le haut et regarde les toits. Tout à coup, il m'aperçoit. Je jurerais qu'il a souri. La situation est un peu comique. Nous sommes à trois mètres l'un de l'autre. Il abaisse son fusil. Je tire. Il tombe dans l'avenue. Il n'est même pas question de lui prendre son arme, car il est dans la ligne de mire de ses copains.

Les flics nous amènent un milicien qui, disent-ils, vient de tuer deux gars : « Les FTP, vous pouvez fusiller cette ordure ! »

C'est Jo qui se lance dans la littérature : « Toujours prudents, les flics, si des fois les Allemands revenaient en force. »

Les flics ne répondent pas. Trois copains font une sorte de peloton. Le milicien s'accroche à moi en disant : « Monsieur le capitaine ! Monsieur le commissaire ! » Jo lui tire un coup de pistolet. Il me lâche, je m'éloigne. Il tombe alors que les trois copains du peloton lâchent une rafale qu'il prend en pleine tête. C'est assez affreux. Une petite foule applaudit. C'est compréhensible mais triste tout de même.

Des copains ont arrêté un gradé de la milice qui, curieusement, était resté chez lui. Je dois l'interroger. Il connaît forcément les noms d'un tas de miliciens de son secteur. Il affirme que non. Je suis poli et il se fout sûrement un peu de moi. Ça m'ennuie beaucoup et je le lui dis. D'autres FTP vont le tabasser et je dois en prendre la responsabilité morale. Aucun ancien ne veut s'occuper de cela. Même Jo. Il tue, mais ne frappe pas un prisonnier. Il sera peut-être bandit plus tard, mais sûrement jamais flic. Finalement, c'est tout de même Max qui doit prendre le milicien à part. Il obtient un grand nombre de noms et d'adresses. Elles peuvent être fausses, mais c'est peu probable car le milicien a été fort surpris de constater que Max connaissait pas mal de choses sur sa congrégation. Max affirme qu'il n'a pas du donner beaucoup de coups.

Je ne peux m'empêcher de lui dire : « C'est tout de même moche. Il n'y a pas si longtemps, c'était un de tes copains, en somme. Et si le vent tournait un jour ? Et nous ? et toi ? » Max est vexé « J'ai été très con, mais j'ai compris. Tu n'as pas le droit de dire ça. » Bon, je me tais.

On nous signale la mort d'un pauvre diable. Une dizaine de jours avant l'insurrection, quelqu'un avait donné l'adresse d'un milicien. Sur les lieux, nous avons trouvé un homme d'un certain âge entouré de sa famille. Pour toute activité, il raccommoait les godasses qui lui étaient remises par une unité de la milice. Deux personnes de l'immeuble vinrent témoigner que cet homme n'était pas du tout collabo. Nous lui avons dit de quitter Paris un certain temps. Ceux qui voulaient lui nuire pouvaient s'adresser demain à des types moins scrupuleux que nous. Sûr de sa bonne foi, il n'a pas voulu bouger.

Huit jours se passent à courir et à canarder. Nous devons être drôlement crasseux. Une équipe, avec Guy, a bloqué un camion allemand près du métro Crimée. Les Allemands se sont vite cachés derrière le camion. Abrité derrière un arbre, toujours en avant, Guy leur fait signe de venir. Eux font signe d'aller les chercher. La foule qui, tout à l'heure, était dans les bistrotts ou les maisons, est sortie et braille : « N'y va pas ! N'y va pas ! Tirez les gars ! Flambez le camion de ces salauds ! » Guy comprend que les Allemands ont peur. Il va jusqu'au camion et revient avec sept allemands qui se tiennent en ligne droite parfaite derrière lui. Les copains récupèrent toutes les armes, tandis que, se détachant du public, des citoyens vont jeter un coup d'œil dans le camion. Plus tard, un des prisonniers dira qu'il y avait la paie d'une ou plusieurs compagnies dans le véhicule. Prés d'un million de francs. Cette somme n'a pas été perdue pour tout le monde.

Le dernier jour d'émotion, on nous signale des Allemands en débandade dans le secteur de Pantin. Deux tractions chargées de copains filent. Sur la route, mille signaux d'amitié. Avant un virage, un type agite anormalement les bras : « Arrêtez ! Il y a un char à cinq cent mètres pour protéger le repli allemand » Retour au cantonnement. Un Américain apparaît dans notre coin, puis d'autres. Ils veulent tous des pistolets allemands. J'échange mon P.08 contre un colt, une impressionnante quantité de balles et trois cartouches de Camels.

Avec ce maudit pistolet qui a le calibre de l'artillerie de marine, j'ai raté toutes les boîtes de conserves que je visais, à vingt pas. Guy se fait voler un beau P.38. L'Américain dit que cette arme sera pour son major et qu'il rapportera un colt demain. En attendant, il donne une avance de cinq cartouches de cigarettes. Nous essayons de dissuader Guy. L'Américain comprend et dit : « je ne volerais pas un allié, même pour une cigarette ». Guy est trop confiant. L'Américain n'est pas revenu.

A pied, escortant nos prisonniers, nous nous dirigeons vers la caserne de Reuilly. La foule hue les prisonniers. Certains leur lancent des cailloux par-dessus nos têtes. Nous engueulons les gens : « Il y avait moins de monde le mois dernier ! »

En même temps, je m'approche de Walter et lui demande d'expliquer aux autres que, dans cette foule, beaucoup ont sûrement des parents tués ou déportés par les nazis. Walter comprend très bien, mais il dit tout de même : « Dommage que ce ne soit pas Goering qui défile ! »

A la caserne de Reuilly, nos prisonniers sont quelque temps avec nous. Walter, habillé en kaki, va même célébrer la libération de Paris avec des copains et revient avec une belle cuite. Puis on nous enlève les prisonniers. Les voilà obligés par de jeunes cinglés, de faire, pieds nus dans la cour, des marches et des demi-tours. J'ai honte et je n'ose rien dire. Il règne un délire de haine anti-bôches ahurissant. Pourtant, tout cela n'est pas tellement spontané. La colère justifiée a été habilement déviée par les gaullistes et toute la « gauche » officielle. Il n'y a pas eu de barricades dans le 16^{ème} arrondissement. On a même vu des affiches demandant de « respecter la propriété privée, commerciale et autre. » Ce « et autre » est tout un poème. Tous les flics ont la croix de Lorraine, mais le peuple a le droit de se soulager en tondant de pauvres putains qui n'étaient d'ailleurs pas plus putains que pas mal de gens des deux sexes, pendant l'occupation. « Le bêche ! Le bêche ! » C'est un cri de haine. Mais c'est surtout un canal de dérivation pour empêcher que le juste flot de colère n'enlève les vrais barrages.

Ce qui était la compagnie Saint-Just compte maintenant huit cent gars. Je pense que quelques jours avant l'insurrection, entre nous et Fénéstrelle, il devait y avoir vingt ou trente FTP.

Nous sommes le bataillon Saint-Just. Je suis lieutenant d'une compagnie destinée à devenir une unité de mortiers, quand nous aurons suivi l'instruction américaine. Guy est sous-lieutenant. Jo est adjudant. Tout cela nous amuse assez. Mais Jo adjudant, c'est le comble !

Il faut habiller les gars, essayer d'uniformiser l'armement. Tout un travail nouveau. A Reuilly, c'est un prisonnier allemand qui s'occupe de l'armurerie. Il est minutieux. Tout est parfaitement rangé et nettoyé. Le jour où les Allemands serviront une bonne cause, ce sera quelque chose.

Méchant accrochage avec deux officiers qui ont de trop beaux uniformes. Il est question de l'enrôlement d'un gars qui était sergent en 1940. Le gars n'a pas été dans la résistance. Il n'avait pas de contacts. Il ne demande d'ailleurs qu'à être simple soldat. Les beaux uniformes tiennent absolument à ce qu'il soit sergent. Je suis en colère : « Ce gars est honnête. Il sera vite sergent s'il a des connaissances. Mais aujourd'hui, ce serait immoral, alors que des FTP qui luttent depuis des mois sont soldats ! » La dispute dégénère. Ils sont assez méprisants et me demandent ce que je sais des responsabilités d'un lieutenant. Je réponds que je n'en sais rien. Je vais essayer d'apprendre. Pourquoi le cacher ? Si tous les lieutenants de l'armée française avaient pris le maquis ça aurait facilité le problème. A première vue on n'en a pas trouvé des tonnes. Est-ce qu'il fallait faire une école de Saint-Cyr clandestine avant de faire un maquis ? On se quitte en très mauvais termes.

Petites sorties dans Paris. Un soir, place du Châtelet, il y a bien deux cent américains qui fraternisent avec des parisiennes sur des couvertures.

Dans un bistrot du quartier Latin, un américain annonce à la cantonade qu'il vend sa jeep, 5000 F: - « Je ne téléphonerai que dans une heure à la military police pour dire qu'on me l'a volée ! »

Voilà le genre d'armée qui démoralise les plus patriotes. On me cite le cas d'un gars qui a équipé tout un groupe avec des carabines américaines. Il avait organisé un bal. Les soldats devaient laisser leurs armes au vestiaire. Il ne faudrait pas croire que le G.I. fait un scandale quand il ne retrouve plus son fusil. Je suppose qu'il fauche celui du voisin. Dès le mois de septembre, il y a 8000 déserteurs américains à Paris ! Ils vont tout de même chercher leur ration de tabac et la vendent au marché noir.

Deux fois, nous avons sauvé la situation de Max. Il a été reconnu comme ayant porté l'uniforme de la milice. Nous avons dû faire un pieux mensonge et dire qu'on l'avait délibérément envoyé espionner la milice. Max nous adore.

On nous expédie garder pendant une nuit un train allemand chargé de matériel qui se trouve à Valenton. Ce train est menacé de pillage. Nous avons « organisé » la distribution. Chaque personne se présentant eut droit à une capote allemande. Les vieux pouvaient en emporter deux. On ne s'opposait qu'à ceux qui se présentaient avec une charrette à bras.

Dans un wagon, la nuit, j'ai entendu un FTP de je ne sais quelle compagnie qui chantait Zimmerwald. Nous avons aussitôt copié la chanson. Bien entendu, ce FTP était trotskyste. Un peu plus tard, plus de cinq cent gars connaîtront ce chant.

La colonne Fabien

Départ en direction de la Lorraine. Nous devons rejoindre la colonne de partisans que commande Fabien. Seul des anciens, Gilbert reste, car ce veinard doit aller à Londres avec deux cent FFI. C'est la monarchie qui paie le séjour. Gilbert sera logé chez l'actrice Betty Stockfeld. Il nous a raconté, plus tard, qu'elle est venue en peignoir dans sa chambre et lui a dit d'un ton langoureux : « N'avez vous vraiment plus besoin de rien Gilbert ? »

L'histoire doit être vraie, car Gilbert avoue avoir répondu comme une andouille : « Non, ça va, merci ! » La capiteuse créature s'est retirée tandis qu'il mordait son oreiller toute la nuit.

Arrêt à Coulommiers. Théorie et entraînement au mortier avec des officiers américains. J'ai appris un nouveau mot « Target » (Objectif). Je ne sais si c'est particulier aux Américains, mais les artificiers sont un peu cinglés et éprouvent une grande joie à faire sauter des engins sans avertir.

Arrivée en Lorraine. Pays triste. Temps pourri. Guy et moi sommes logés chez une vieille dame qui a laissé dans notre chambre un cadre avec la photo de son fils en soldat allemand. Ça surprend, puis on réfléchit. Pas drôle d'être Lorrain ! Nous faisons des marches et des exercices au mortier. La compagnie ne défile vraiment bien qu'en chantant « Zimmerwald » C'est très, très impressionnant.

Régulièrement, je fais de petites conférences dans la compagnie. J'ai gardé longtemps les notes sur ce que j'avais intitulé : « La guerre antifasciste. » En voici, non le mot à mot, mais la ligne générale.

-- Nous faisons la guerre au régime nazi, pas au peuple allemand.

-- Oui, mais le peuple allemand croit au régime nazi.

-- Jusqu'à ce qu'un peuple se révolte, on peut toujours penser qu'il croit au régime qu'il subit.

-- Mais il faut bien lui tirer dessus.

-- Naturellement ! Nous ne sommes pas du tout pour la théorie de Gandhi : la non-violence. Mais nous devons avoir le comportement des soviétiques en 1919, quand le gouvernement français envoya une flotte pour tenter d'écraser le gouvernement des soviets.

Au début, les marins et soldats français obéissaient et tiraient sur les Russes. Bien entendu, ces derniers se défendaient et tiraient aussi. Mais les bolcheviks instruisaient les travailleurs en leur expliquant qu'il y avait des classes en France aussi, et que, parmi les marins et soldats français, il y avait une quantité de travailleurs qui luttait contre leurs intérêts véritables. En conséquence, tout en luttant, il fallait mener une propagande en direction des Français, et non pas considérer que les Français étaient une sorte de « race. » Et les Russes firent des journaux en langue française, à l'aide de quelques vrais socialistes français qui étaient dans leurs rangs.

-- Est-ce que cette propagande eut un effet rapide ?

-- Pas du tout. Les militaires français arrêtaient l'institutrice Jeanne Labourbe, qui rédigeait des journaux en français et ils la fusillèrent avec d'autres militants. Cette héroïne du prolétariat a sa statue à Odessa. Les Russes auraient pu dire : « Les Français sont vraiment des salauds. Renonçons à leur parler ! Tirons simplement ! »

Ils n'ont pas tenu ce raisonnement. Ils ne luttèrent pas pour « la grande Russie », mais pour la liberté de tous les peuples. Et on ne peut parler de liberté si on admet qu'un seul peuple pourra rester esclave. Les Russes continuèrent la propagande.

La flotte française se révolta, et exigea la fin de la guerre et le retour en France. Vous voyez qu'il ne s'agit pas de subir sans lutter, mais de lutter en sachant que ce qui est mauvais en face, c'est le

régime et non le sang qui coule dans le corps des hommes. Les communistes disent que c'est le régime social et politique qui peut déformer des êtres humains. Les nazis disent que c'est une question de sang. Il faut choisir. Celui qui parle de race et de sang n'est pas très loin des nazis. Mais tout ce que j'ai dit ne règle pas un problème important. Si les buts de la guerre que nous faisons ne sont pas de changer le système qui donne naissance aux nazis, alors, que pouvons-nous bien dire aux soldats d'en face ?

Les prolétaires russes de 1919 ne disaient pas seulement aux marins français : « Nous sommes tous frères ». Ils disaient aussi : « Faites comme nous ! » Pouvons nous dire cela si nous acceptons de garder un système qui exploite les ouvriers, les peuples des colonies et tous les pauvres ? Pouvons nous dire cela si tous les gros voleurs de France tiennent toujours le haut du pavé ? Je ne le crois pas, mais on peut toujours en discuter.

Un lieutenant PCF assista à l'exposé, participa à la discussion et conclut qu'il faudrait des exposés et des débats dans chaque compagnie. Plus tard, le capitaine Vidal, qui faisait fonction de commandant de bataillon (PCF aussi) assista à un exposé et me glissera à l'oreille que : « Ce n'est pas le moment. » Je l'ai mécontenté en disant à la compagnie : « Le capitaine pense que ce n'est pas le moment de parler de cela. » La compagnie manifesta : « Pourquoi ? »

Les quelques lettres reçues en Lorraine furent toutes ouvertes par la censure (organisme qui n'a pas mis beaucoup de temps à bien fonctionner).

Il faut procéder à une nouvelle uniformisation des armements. Il y a des Leblers, des Mausers, etc. C'est logique, question munitions. Mais celui qui a pris un mauser au mois d'août y tient comme à un fétiche.

Il me semble que Fabien a le projet suivant: constituer une forte armée FFI de manière à ce que le rapport des forces soit au moins équilibré avec l'armée Leclerc et la nouvelle armée Delattre de Tassigny, ex-général de l'armée de Vichy. A première vue c'est très possible. Deux cent mille jeunes de Paris et province ne demandent qu'à nous rejoindre. Oui, mais pour cela, il faut des camions et de l'équipement. Or, tout est contrôlé par l'appareil d'Etat progressivement. Peut-on faire une armée « populaire » dans un état bourgeois ? Fabien et d'autres pensent que c'est possible si le Groupe Tactique de Lorraine donne l'apparence d'une armée classique. Ainsi, les paies diffèrent maintenant suivant les grades. Il y a un mess pour les officiers. Il y a même un aumônier ! Il a dressé, un jour son autel à un carrefour. Il ne manquait que les clients.

On verra des officiers à cheval. (Cela m'a créé des ennuis à Montmédy, parce qu'un soldat de ma compagnie avait crié à un officier qui avançait à cheval devant son unité : « Tu as l'air d'un crapaud sur une boîte d'allumettes. ») Quand on y pense ! A l'heure où les officiers nazis vont à pied devant leurs hommes, on voudrait que les officiers « populaires » montent à cheval !

Le résultat de tout cela, c'est que l'Etat bourgeois ne fut nullement trompé. Ces gens là ne sont pas idiots. Ils empêchèrent toujours les bataillons FFI de rejoindre Fabien. L'intendance continua à nous brimer, au point qu'il fallut demander à l'Américain Walker de rattacher pendant quelque temps, la colonne à son XXème corps. Ce qui nous donna droit aux rations américaines. Par contre, beaucoup de gars peu politisés, mais logiques tout de même, en arrivèrent à dire : « Tant qu'à faire la même armée, passons chez Leclerc où ils ont tout ce qu'il faut ! »

Il est certain que la bourgeoisie française est inquiète devant toutes les unités populaires qui se sont créées. Il y a deux pouvoirs dans le pays. Quand des tribunaux populaires se constituent en de nombreux endroits, c'est bien la preuve que les masses n'ont aucune confiance dans la justice « traditionnelle. » (Tous les juges, sauf un, avaient prêté serment à Pétain.) Il y a deux pouvoirs. Le nouveau n'a pas de conscience claire de sa force ni de ses intérêts. L'ancien a peur. Pendant toute une période, dans de nombreuses régions, les gendarmes sortent en civil et les juges ne cherchent même pas à se rendre au tribunal. Ils touchent tout de même leur paie et le rappel.

Une histoire typique. En Haute Savoie, les miliciens de Darnand avaient massacré nombre de maquisards. Lors du grand soulèvement, une centaine de miliciens passe devant un tribunal populaire. Une soixantaine fut fusillée. Un mois après, les résistants capturèrent le grand chef des miliciens et, naturellement, le condamnèrent à mort. Mais les liaisons étaient rétablies avec Paris. De Gaulle s'empressa de gracier le chef des tueurs. Indignés, des résistants le sortirent de sa prison et l'exécutèrent. De Gaulle n'en était pas à sa première complaisance à l'égard de grands bourgeois fascistes. Lorsque le ministre de Pétain, Pucheu, (l'homme qui avait établi la liste des otages de Chateaubriand à fusiller) fut capturé en Afrique du Nord, la France était encore occupée et la place de De Gaulle n'était pas encore solidement assise dans la Résistance. Il était impossible de gracier Pucheu sans provoquer une explosion chez tous les résistants de France. Pucheu fut donc fusillé. Mais, auparavant, De Gaulle l'assure qu'il prendrait soin de sa famille. Curieuse sollicitude à l'égard d'un bourreau des résistants.

Dans la Russie de 1917, les conseils ouvriers qui étaient le deuxième pouvoir, firent, pendant une période, confiance au gouvernement bourgeois. Ce fut le rôle du parti bolchevik d'expliquer dans les soviets qu'ils étaient la vraie force, que leurs intérêts étaient opposés à ceux du gouvernement Kérénsky et que le problème devrait, tôt ou tard, se résoudre par la disparition d'un des pouvoirs. En France, le PCF fit exactement le contraire. Mais il ne le fit pas d'une manière nette et sans nuances, pour plusieurs raisons.

La première, c'est qu'une nouvelle génération de cadres du PCF s'était formée dans la clandestinité. Elle avait lutté et souffert. Tout en étant très confuse, elle avait tendance à prendre des initiatives allant dans le sens d'une liquidation de l'appareil d'Etat bourgeois.

La deuxième raison, c'est que même les dirigeants « traditionnels », les Duclos, Tillon, Marty, avaient conscience que le développement du PCF passait par un soutien modéré au mouvement spontané des masses. Surtout, ils ne savaient pas encore très clairement ce que souhaitait Moscou.

En septembre, De Gaulle a avancé ses pions et souhaité la disparition des « unités irrégulières ». Déjà, la bourgeoisie se souciait fort peu qu'il y ait une grande armée, pourvu qu'elle ait le contrôle de « ses troupes », tout en clamant qu'il fallait en finir avec l'ennemi.

A l'époque, Duclos répondit vertement dans l'Humanité, en soulignant que « la police n'est même pas épurée » En réplique aux propos de De Gaulle, 30 000 gardes civiques manifestèrent à Paris. Il fut question que la colonne Fabien monte sur la capitale. (Notons, en passant que Duclos ne parle pas de dissolution mais d'épuration. On épure ce qui est, en gros, très valable. La police parisienne devait être très valable, puisque, sur 5000 flics qui avaient conduit les juifs au Vel-d'Hiv, une demi-douzaine avait averti des juifs de ce qui les attendait.)

De Gaulle rentra dans sa coquille, mijotant sûrement déjà, d'aller obtenir de Dieu ce qu'il n'avait pu avoir de ses saints. En attendant, l'administration française sabota avec énergie tout ce qui allait dans le sens d'une autonomie populaire. Même l'Humanité se lamenta de voir les fortes unités FFI, qui combattaient les Allemands dans les poches de l'Atlantique, manquer de vêtements et de chaussures. Je reçois des nouvelles de la famille. Notre maison, à Brest est abîmée mais debout. Par contre tout le centre-ville est rasé et on ne distingue plus les rues. L'aviation américaine a déversé des tonnes de bombes chaque jour. Les Allemands qui n'avaient aucun attachement sentimental pour cette cité, se défendirent contre les chars américains, bien mieux dans les ruines qu'en rase campagne. Quand ce fut terminé, il n'était pas question que le port puisse servir à quelque chose. Dans les « Carnets Secrets » du général Patton, on donne la raison de la destruction de la ville. (Page 339): « Pourquoi persister dans cette guerre de siège pour s'emparer d'un port dont tout le monde était d'accord qu'il ne pourrait servir à rien ? » Bradley s'en expliqua auprès de Patton : « Nous devons prendre Brest pour maintenir l'illusion que l'armée des Etats-Unis ne peut être battue. »

Dans la France de 1944, on pouvait reprendre la phrase de Lénine « La confusion entre le but « patriotique » et le but « socialiste » fut la principale cause de la chute de la Commune de Paris. » La Commune n'avait pas osé mettre la main sur la Banque de France. Les FFI n'osaient pas mettre la main sur les stocks comme s'ils appartenaient à une mythique communauté française et non à l'Etat bourgeois. Certes, les journaux de gauche protestaient contre les manœuvres des « vichyssois

glissés dans l'appareil d'Etat », mais tant qu'ils s'inclinaient devant la « grande figure de De Gaulle », leurs pleurs ne les menaient pas loin. C'est encore un Lénine, toujours jeune qui avait souligné : « Même pour arracher des réformes, il ne faut pas être réformiste mais révolutionnaire. »

Le patriotisme et le nationalisme ne servaient pas seulement à « unir » le FFI et le « militaire honnête trompé par Vichy ». Ils servaient aussi à se fabriquer des œillères pour ignorer ce qui se passait ailleurs ou pour n'y voir aucun rapport avec les événements de France. On disait : « Pouvons nous aller trop loin alors que les Américains sont là ? » On disait la même chose en Belgique, en Italie, etc. Chacun était prié de se croire seul devant le gros américain. Cela se nomme : « Tromper l'unité sur la force du nombre. »

En 1943, le PC yougoslave, stalinien, mais très combattant, avait suggéré la création d'un Comité Central des partisans pour toute l'Europe. C'eut été extraordinaire, mais cela eut gêné Staline dans ses projets politiques qui tenaient peu compte de l'opinion des petits peuples. La proposition yougoslave reçut le veto de Moscou. Il est probable qu'elle fut versée dans le dossier des rancœurs que Staline constituait lentement contre Tito.

Nous n'avons toujours aucun contact avec les Allemands. Seule une compagnie a été éprouvée dans le secteur de Gravelotte de triste mémoire. Un vieux militant du PCF, très sympa, l'adjudant Luciani, a eu la moitié de la tête enlevée par un obus de mortier. Il a encore marché deux ou trois mètres. Les Allemands retranchés autour de Metz voyaient bien les copains.

Un V1 passe au-dessus de nous. Il n'est pas très haut et fait pas mal de raffut. Nous ne voyons jamais d'avions allemands. Ils ont été plus que rares depuis plusieurs mois. L'Allemagne a encore une bonne capacité de production. Tout doit être englouti à l'Est.

Nous arrivons à Fontoy. Des mineurs viennent nous trouver. Ils voudraient reformer un syndicat et demandent si c'est possible. Cette interrogation est significative du fait que pour beaucoup de gens, le changement ne crève pas les yeux. Nous les encourageons vivement et faisons une petite réunion avec eux. Un mineur dit : « Il y a un scandale ici. Des commerçants italiens étaient du Parti Fasciste, et ils ont même repris leur carte quand Mussolini a refait son gouvernement dans le nord de l'Italie. Ils ont chez eux leur uniforme : chemise noire, poignard etc. Personne ne les inquiète. »

Je n'ai aucune illusion sur l'avenir, mais j'envoie un groupe les arrêter, histoire de montrer aux mineurs que quelque chose change. On n'interroge même pas les fascistes. On les garde dans un local.

Le lendemain, une section dite « de sécurité » est chargée de me conduire devant le capitaine Vidal. La section est commandée par Max qui me demande des ordres et qui est maintenant prêt à faire la révolution en Lorraine. Je le calme et je vais voir Vidal.

Entrevue orageuse dans une baraque secouée par toute la compagnie : « Nous ne sommes pas chargés des tâches de police. Tu n'avais pas à prendre une telle décision. » Je lui réponds que pour les gens d'ici, rien n'a changé: même fascistes, même gendarmes, etc. Il est ennuyé, mais répète que cela ne nous regarde pas. Il « passe l'éponge », mais il faut libérer les commerçants italiens. Soirée d'écœurement général dans la compagnie.

Nous retournons à Montmédy. Avec une permission de quarante huit heures, je file à moto à Ciney. La route est calme, à part les camions américains. Juste un groupe de partisans belges qui se chauffent autour d'un feu de bois.

J'ai l'impression de n'avoir pas vu Claire depuis cinquante ans. Il ne faudrait pas se marier pendant une guerre, ou ne pas faire de guerre quand on vient de se marier. Elle me raconte la venue des Allemands, juste après mon départ en octobre 43, son incarcération en Belgique et en France, et aussi, le mécontentement du père sur le moment.

Maintenant, il est content. Il n'y avait pas beaucoup de résistants actifs dans la localité, et la famille est traitée en héros. Mais, car il y a un « mais », toute la famille et Claire souhaiteraient que je fasse carrière dans l'armée, puisque j'ai un grade convenable. Nous ne sommes pas du tout sur la même longueur d'onde. Au bout de deux heures, j'ai hâte de retrouver les copains. Je ne discute pas. Il vaut mieux passer une nuit agréable. Si, par hasard, je suis tué avant la fin, le problème sera réglé. Sinon, on verra plus tard. Le lendemain, je regagne Montmédy.

C'est officiel. Ce que j'appelle une capitulation est officiel. Il n'y a pas d'intégration des unités Delattre dans une grande armée populaire. Il va y avoir l'intégration de la colonne Fabien dans l'armée Delattre. Et il n'y aura homologation de nos grades que si nous acceptons l'intégration. Par contre, un officier ex-Vichyssois peut se rallier n'importe quand. Il a un grade « Ad Aeternam. » C'est un certificat d'aptitude professionnelle dont on connaît avec précision la date de l'épreuve : Mai-Juin 1940. Il paraît que nos compagnies ne seront pas disloquées. Nous n'avons, bien sur, aucune garantie. Beaucoup refusent de signer. Dans ma compagnie, c'est la majorité. Et parmi ceux qui signent, la majorité le fait en pensant qu'elle n'a pas un choix véritable et qu'elle risque d'être mobilisée après demain. C'est surtout le cas des gars qui ont vingt ans. Et c'est pourquoi Guy Dramard signe. Max et Brantonne signent aussi. Ils n'étaient pas inspecteurs des renseignements généraux. Ils étaient des mômes qui ont porté quelques mois un vilain uniforme. Ils savent qu'eux ne seront pas vite pardonnés. Il faut qu'ils se couvrent encore de gloire. Et cette fois, ça ne sera pas comme dans les FTP. Ça sera homologué.

Retour à Paris

Des officiers PCF veulent me convaincre de signer. Si je ne signe pas, je laisse la place aux « culottes de peau. » Je réponde qu'en signant, je m'incline devant les « culottes de peau. » Ou j'en deviendrai un, ou je serai vidé après-demain, car ce sont eux qui commandent.

Plus tard, je réaliserai qu'ils ont trouvé une autre solution pour la colonne Fabien. Déjà depuis un certain temps, je déplorais de voir que nous commençons à agir comme les « culottes de peau » sous prétexte de limiter leur venue.

Un FTP de ma compagnie avait dit assez justement : « Des officiers sortis du peuple? Très bien ! A condition qu'ils ne restent pas trop longtemps absents ! »

Je ne signe pas et je rends mon tablier de lieutenant non homologué. Je suis seulement un peu surpris qu'on nous laisse un choix. En d'autres circonstances, j'aurais fermé la bouche et subi. Mais, étant donné le type d'armée que nous avons constituée dans la clandestinité et ensuite, compte tenu de ce que j'ai toujours expliqué à toute la compagnie, je ne peux pas signer ce que j'appelle une capitulation. Toute histoire ayant son côté amusant, j'ai reçu des lettres de ma famille et de ma chérie de jeunesse, étonnés ou ravis de me savoir lieutenant.

Par distraction sans doute, on me demande de vérifier si les gars qui ne signent pas n'emportent pas d'armes. Pas un sac sans bruit métallique. Je m'en moque d'ailleurs, mais je pose parfois la question : « pourquoi ? ». Réponse : « On ne sait jamais ! »

Avant de quitter la Lorraine, nous avons le plaisir de voir une partie de l'armée américaine en pleine action. Un GMC s'arrête. Le conducteur demande s'il y a des acheteurs de cigarettes. A 30 F le paquet. Il casse une caisse. Quand les clients se font rares, il baisse les prix: 20 Francs, puis 10 Francs. Il y a maintenant six ou sept caisses dans le fossé. Le conducteur et son copain expliquent que le camion doit être plein ou vide, mais pas entamé. Ils virent donc tout le contenu dans le fossé : boîtes de ration, tabac, etc.

Nous rentrons à Paris par petits paquets et par nos propres moyens. Avec Jo et deux copains de la Cie Guy-Mocquet, nous avons fait du stop aisé. Nous avons raflé en Lorraine un stock d'insignes nazis : (Front du travail, Hitlerjugend, etc) Pour un insigne, un Military-police arrêta le premier camion américain et nous invitait à prendre place.

La première période à Paris fut déprimante. Je n'avais pas toutes les illusions de nombreux FTP, mais j'avais vécu trop intensément avec eux pour ne pas être écœuré comme eux. N'étant pas à l'usine, nous avons, peut-être mieux l'occasion de voir à quel point l'Etat bourgeois se stabilisait. Un tas de hauts fonctionnaires « qui n'avaient fait que leur devoir », retrouvaient leur assurance après une certaine période de trouille.

Pensant qu'il était peut-être en prison, j'avais prudemment demandé à une dame ce que devenait son mari qui avait passé toutes ces années dans des sphères assez élevées du gouvernement de Vichy : « Il attend son quatrième galon ! » Il n'avait pas fait de politique d'ailleurs. Tout cela, n'était pas satisfaisant.

Des fonctionnaires avaient ordonné de livrer à Hitler tous les antifascistes réfugiés en France. Des gendarmes gardaient les camps de Drancy et Compiègne, antichambres des camps de la mort. Des magistrats avaient fait couper des têtes. Et tous ces fonctionnaires « n'avaient fait que leur devoir. »

On en arrivait à penser qu'il est parfois possible de convaincre un fasciste, mais pas un fonctionnaire d'autorité. D'ailleurs, nous en avons eu la preuve avec les miliciens qui avaient déserté pour passer dans nos rangs. Pas un policier interpellé n'avait agi de même. Le drame de l'Allemagne n'était pas seulement dans la bande de fous qui gouvernait, mais dans l'immense masse de fonctionnaires « consciencieux » qui n'avaient jamais manqué de bien graisser tous les rouages de la machine à exterminer.

Un petit noyau de la Saint-Just et de la Guy-Mocquet est resté ensemble quelque temps. Nous avons fait quelques descentes chez des collabos. Des collabos « économiques. Ils n'avaient porté aucun uniforme, ni écrit d'articles antisémites. En somme, ils avaient simplement mis des mines dans le sable et ne savaient sincèrement pas ce qui pouvait en résulter. Bien entendu, ces personnes n'avaient jamais leur fortune chez eux. Simplement de petits en-cas. Je n'ai jamais aimé fouiller. Des copains s'en chargeaient tandis que je bavardais avec l'industriel sur ses activités passées. Je me souviens que l'un m'a aimablement remercié parce que j'ai caché mon pistolet pour ne pas effrayer son petit garçon qui pleurait et que j'ai réussi à faire sourire en lui chantant un chant scout. Une autre fois, une dame d'un certain âge, à qui je demandais le calme en lui disant « Perinde ac cadaver », m'a assuré que j'avais raté une vocation. Ma compassion ne fut pas toujours récompensée. Suivant des yeux un monsieur qui observait d'un regard inquiet la fouille effectuée par un copain, je le vis changer de mine quand le camarade récupéra sur le toit d'une armoire un sachet de cuir contenant quelques pièces d'or. Je compatissais vraiment au chagrin du citoyen et je lui dis : « Coup dur n'est ce pas ? » Il répondit : « Ne vous foutez pas de ma gueule. »

Avec les « en-cas », nous avons pu vivre un temps, expédier quelques colis à des copains militaires et publier quelques numéros d'un petit journal « Ohé Partisans », où nous jetions un dernier cri de colère. A l'époque, la presse de gauche parlait des « patrons patriotes » et des « trusts anti-patriotes ». Nous avons mis un slogan dans notre journal : « Quand un patron patriote rencontre un autre patron patriote, ça fait un trust antipatriote. » Paul Grimaud qui réalisa plus tard des dessins animés, nous avait donné un très joli croquis. On y voyait un prolétaire squelettique portant sur ses épaules un capitaliste assez dodu. Devant les personnages, l'ombre du bourgeois était énorme. Et ce dernier disait à l'ouvrier : « Marchons unis, mon brave, car je vois poindre au loin, l'ombre menaçante des trusts ».

Michèle Mestre qui fut en ce temps, ce qu'on nomme une penseuse trotskyste, avait dit avec mépris que notre petit journal était « un canard de boy-scouts ».

Plus tard, ses pensées la conduisirent à devenir une sorte de stalinienne de choc. Elle en arriva à soutenir dans son bulletin, que la débâcle des troupes soviétiques en 1941, était un effet du génie de Staline qui voulait entraîner les Allemands dans les plaines infinies de l'URSS Malheureusement pour elle, dans la période où elle écrivit cela, le journal de l'Armée Rouge se décidait à reconnaître que cette débâcle n'avait pas été voulue mais était le résultat de l'absurde politique de Staline.

Petit à petit le groupe se disloqua. Nous aurions fini par mal tourner. Certains, je suppose, devinrent totalement illégaux. On a bien vu, en certaines périodes exaltantes, des bandits devenir révolutionnaires. L'inverse se produit aussi en d'autres périodes.

Heureusement, il n'y eut pas que ceux là. L'un s'occupa d'envoi d'armes en Israël. S'il vit encore et s'il a observé l'évolution de cet Etat, il doit chercher à récupérer ses armes. Un autre partit en Yougoslavie. Deux cherchèrent des contacts avec les maquisards espagnols. Un, enfin, qui

supportait très mal les espoirs avortés, se suicida. Je l'aimais bien, mais j'ai tout de même trouvé assez peu correct qu'il vienne m'emprunter un pistolet.

Peu après le retour de Lorraine, j'avais rendu visite aux parents de Guy Dramard. Il venait d'être homologué dans son grade et ses parents déploraient que je sois revenu. Impossible d'entreprendre une grande discussion. Guy m'écrivit parfois. Il disait que les gars de la colonne étaient restés groupés et que l'arrivée des « culottes de peau » avait été endiguée pour le moment. Et puis, ce fut un jour la terrible nouvelle. Guy venait d'être tué en Alsace par un obus de mortier. Un copain m'écrivait que M. Delattre de Tassigny semblait s'arranger pour faire passer les FTP au laminoir. Qui demande des comptes à un général ? Il avait trouvé un moyen « légal » de régler le problème de la colonne Fabien.

J'allais voir les parents de Guy. Ils regrettaient que je ne l'aie pas plus incité à revenir avec moi. Que dire ?

Quelque temps après, un camarade écrivit que les trois chefs de la colonne : Lebon, Dax et Fabien avaient été tués. Aux uns, on avait dit qu'une patrouille allemande avait percé les lignes. Aux autres, on avait raconté que les trois chefs examinaient une nouvelle mine. Un copain m'écrivit pour dire qu'il pensait qu'ils avaient été assassinés. Je n'en fus pas surpris. La direction du PCF n'en fut pas étonnée non plus. Mais « union sacrée » oblige, il fallut vingt ans pour que l'Humanité publie cette hypothèse, sans qu'on ait pu parler d'élément nouveau qui aurait justifié un si long silence.

Longtemps après la libération, le journal du Parti Communiste Internationaliste continua à paraître quasi clandestinement. Pour beaucoup de camarades, c'était une sorte de nécessité, car ils ne croyaient pas en une période de démocratie bourgeoise. »

Ce fut le courant qu'on appela plus tard « droitier » (et qui le devint d'ailleurs dans une bonne mesure) qui lutta avec énergie pour que toute l'organisation s'oriente dans le combat pour « La Vérité » légale. Craipeau, Dalmas, Demazière, Parisot furent les plus actifs dans ce combat. Car ce fut un combat. Un journal ne pouvait, en principe, paraître que s'il avait une attribution de papier. Elle fut, plusieurs fois, refusée à « La Vérité. » L'union sacrée des gaullistes, du PS et du PCF se manifestait, tant dans la distribution des médailles que dans celle du papier. Il ne suffisait pas d'avoir lutté contre les nazis, il fallait avoir « soutenu les alliés. »

Ainsi, l'honnête ministre André Malraux refusa une attribution de papier au journal de notre parti. Bien plus tard, dans une réunion publique, ce monsieur n'acceptant pas une contradiction PCF, déclara qu'il accepterait un contradicteur trotskyste. Mais alors la période de flirt était passée, et il devenait de bon ton de jouer l'honnête intellectuel.

Hiver 44-45.

Le front s'est stabilisé dans l'est de la France. L'armée allemande a le temps de souffler et de préparer l'offensive des Ardennes.

On explique que les alliés ont du stopper pour des questions d'acheminement du matériel. Cependant, dans le même période, l'Angleterre trouve assez de matériel et de moyens de transport pour expédier une division blindée dans une Grèce qui s'est libérée seule.

Dans ce pays, l'armée anglaise n'est pas venue combattre les Allemands. D'ailleurs, contre eux, elle aura, en tout et pour tout, dix neuf tués

Dans son livre de souvenirs, l'ex-ministre allemand des armements, Sperr, fait état d'une conversation avec Hitler à cette époque :

-- Hitler dit que, pour une fois, il y a une entente tacite avec les Anglais afin d'éviter que les rouges prennent le pouvoir en Grèce. La flotte anglaise ne fait aucune opposition à l'évacuation des îles grecques par les troupes allemandes.

Le Front populaire grec (EAM) contrôle tout le pays Les blindés britanniques n'occupent qu'un quartier d'Athènes. Les Anglais s'appuient sur quelques unités grecques qui étaient hier, très officiellement au service des nazis.

Pour « justifier » son intervention, tout en faisant plaisir à Staline, Churchill déclare que « la résistance grecque est trotskyste. » Si elle l'est, c'est sans le savoir, car des groupes staliniens ont massacré 90 % de l'organisation trotskyste. Mais la direction stalinienne ne va pas se contenter de cela Elle va tuer ou trahir les chefs de partisans qui n'acceptent pas le compromis pourri mijoté entre Staline et Churchill :

-- La Hongrie est blanche ? Ça ne fait rien. Tu l'auras !

-- La Grèce est rouge ? Ça ne fait rien. Je la prends.

Et la guerre avait commencé, paraît-il pour le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !

L'hebdomadaire du PCF dirigé par Courtade et Hervé « Action » écrit que dans un « soucis démocratique » l'EAM a accepté de ne pas prendre le pouvoir seule, alors qu'elle contrôlait tout le pays

En fait, à partir du moment où elle accepte de rendre les armes, l'EAM n'a plus de pouvoir du tout. En France, tous les gens « de gauche » qui clament que la cause des alliés est « une et indivisible », se gardent bien de se poser des questions sur le sort des partisans grecs tués par les mitrailleuses britanniques.

A Paris, peu après un meeting trotskyste à Montrouge (le premier, je crois), au cours duquel j'étais intervenu, j'allais rendre visite à Simone Boisson qui était devenue maire adjoint du PCF dans le 20ème arrondissement.

Simone me dit d'abord : « félicite-moi, j'ai la médaille de la Libération et la croix de la Résistance ! » (ou le contraire, je ne sais plus.) C'est toujours l'occasion de boire un coup. Simone me raconta ensuite une histoire plus intéressante. Mon nom étant tombé dans une conversation entre elle et Raymond Bossus, maire PCF du 20ème, ce dernier avait déclaré : « Calvès est un hitlérien ! » Simone se récria : « Ne dis pas de bêtises. Il n'est pas d'accord avec nous, mais c'est lui qui m'a fait rentrer dans la compagnie Saint-Just. »

Bossus répéta, d'un ton sans réplique : « Je te dis que c'est un hitlérien ».

C'était pourtant clair! Mais elle s'obstina à ne pas comprendre. Ça donnait le ton que la direction du PCF était en train d'adopter. Si les copains ne furent pas assassinés par dizaines, ce n'est pas la faute de braves militants du genre Bossus

Aussi, aujourd'hui, quand les dirigeants du PCF affectent de déplorer les procédés de Staline, il y a au moins les trotskistes qui peuvent rigoler doucement.

Bien entendu, je revis parfois Simone. Elle rompit avec le PCF au moment de l'affaire Marty. Depuis bien longtemps, elle était écœurée, mais ne dépassait pas, hélas, sa déception.

Elle me raconta une fois une très jolie histoire sur la nouvelle morale rigide introduite par madame Jeannette Vermersch :

Dans un coin de banlieue, une « jeune fille de France » se trouva enceinte. Gros scandale ! Réunion. Certains voulaient l'exclure. Il y eut tout de même des protestations, et un compromis : « la fille fut mutée aux « Femmes françaises » !

Avec quelques copains FTP, j'ai été au grand meeting du Vel-d'Hiv, où Thorez allait annoncer le nouveau tournant. Nous avions toujours notre pistolet sur le ventre, habitude que nous avons gardée quelque temps.

Désagréable surprise ! A l'entrée de la salle, des types tâtaient les arrivants. Heureusement qu'il y avait foule et que le « tatâge » était très sommaire sinon, on pouvait très bien fabriquer un complot trotskyste contre le « chef aimé »

Ce dernier arrivait en quelque sorte dans les bagages de De Gaulle lequel s'était rendu à Moscou signer un pacte Franco-soviétique qui ne l'engageait pas à grand chose.

En échange, Staline, par la bouche de Thorez, accordait ce que De Gaulle n'avait pu obtenir seul: la liquidation du deuxième pouvoir en faveur de la bourgeoisie. « Un seul Etat. Une seule armée. Une seule police ! »

Doit-on préciser que ces éminences savaient parfaitement que Papon et Cie se portaient fort bien.

En somme, on enterrait deux fois les martyrs de la Résistance.

On avait vu toutes les sortes de trahisons dans le mouvement ouvrier. On avait vu, en Espagne, des ministres « de gauche » refuser d'armer le peuple. On avait vu des « socialistes » allemands utiliser des corps francs réactionnaires pour massacrer les Spartakistes. On voyait, à présent, des dirigeants ouvriers faire rendre les armes à l'ennemi.

Le délire anti-trotskyiste était bien utile dans cette période. Il visait moins une toute petite organisation que tous les militants qui se risquaient à critiquer la « ligne » de Thorez. Ils devenaient des « provocateurs ». Tout était permis contre eux.

Tout était permis également contre les militants communistes qui osaient dire qu'aucun congrès du PCF ne s'était prononcé sur la question du désarmement et que Thorez était arrivé de Moscou avec sa déclaration dans la poche.

Bien sûr, beaucoup de militants candides disaient, comme jadis : « C'est une tactique » et, dans l'intimité, énuméraient les armes qui étaient cachées. Quelle candeur ! De Gaulle et sa police savaient cela. En toute période, il y a des citoyens qui gardent des armes. Ce qui importait, c'est que le double pouvoir était liquidé.

Jusqu'alors, dans chaque arrondissement, il n'y avait pas simplement un commissariat de police, mais un local des « gardes civiques » en armes. A présent, il y avait le pouvoir de la police, un point, c'est tout. La récupération de quelques centaines de fusils serait une question de temps.

J'étais venu à ce meeting, en pensant bêtement que Thorez parlerait de ses années d'exil. Un mystère m'a toujours intrigué. Comment Thorez est-il passé à Moscou en 1940 ?

On peut supposer qu'un cargo soviétique est passé en Belgique au début de 1940. Si cela était, Thorez aurait pu en parler sans gêne. Il est facile de contrôler les mouvements dans les ports belges à tout moment.

La femme de Thorez questionnée, trente ans après, déclare que son mari ne lui avait jamais parlé de son voyage. Couple hautement politique qui ignorait les futilités ?

Il y a toutes les chances pour qu'il soit passé à travers l'Allemagne nazie. Si choquant que cela soit, ça ne l'est pas plus que la livraison aux nazis de communistes allemands réfugiés en URSS.

Me voici pour un temps tenant la permanence du PCI rue Daguerre. Une sorte d'atelier de peintre donnant sur une cour où des poulets (des vrais) cherchent leur pitance. Il commence à y avoir un nombre négligeable de visiteurs, avec, sans doute, quelques agents du PCF et de l'Etat.

La guerre est finie. A l'ouest, depuis l'offensive Rundstedt, il n'y a pas eu de grandes batailles. Dans la Ruhr, 300 000 Allemands d'un seul coup, ont mis bas les armes. Pour reprendre une vieille formule, ne pouvant voter contre la guerre d'une autre manière, ils ont voté avec les pieds.

Mais, à l'est, la bataille fit rage jusqu'à la chute de Berlin. Les plus combattives unités nazies étaient là, mais aussi la fuite des populations devant l'armée soviétique apportait de l'eau au moulin de Goebbels qui clamait : « La lutte ou la Sibérie. »

Par bribes, on apprendra les très nombreux viols effectués par les soldats de Staline. Il faut tenir compte du fait que ces soldats ont souvent fait le long chemin de Stalingrad à Berlin à travers des milliers de villages et de villes brûlés par les nazis, avec dans les yeux la vision de milliers d'êtres humains martyrisés par les SS. Cependant, il faut noter deux choses :

-- D'une part, ce sont toujours de petites gens qui paient les frais des crimes nazis.

-- D'autre part, et divers documents en témoignent, ce ne sont pas les troupes de choc soviétiques qui se livrent à des atrocités, mais la horde qui suit les combattants d'avant garde. Cela n'est pas surprenant. Nous avons déjà vu en France que les brutes et les tondeuses de femmes se recrutaient, essentiellement, chez les « résistants du mois de septembre ».

Enfin, le pire violeur est un petit enfant, si on le compare à l'écrivain Ehrenbourg qui déclarait chaque jour dans la presse soviétique : « Prenez les femmes allemandes comme un butin. »

Il fut obéi et plus qu'obéi, puisqu'en traversant une partie de la Yougoslavie, des soldats soviétiques violèrent aussi nombre de femmes « alliées. »

Au point que les dirigeants communistes yougoslaves se plaignirent à Moscou. Staline répondit à Djilas : « Des soldats qui ont tant souffert doivent pouvoir s'amuser un peu. »

C'est ainsi que ce « grand humaniste » jugeait les viols !

Le sinistre Hitler a décoré des jeunes nazis de seize ans Il les a renvoyés au combat avec des encouragements. Puis il s'est marié et suicidé, tandis que des milliers d'hommes mouraient encore assez longtemps après la disparition de celui qui s'intitulait « le guide. »

Dans le nord de l'Allemagne, l'amiral Donitz, promu führer par Hitler mis bas les armes devant les Britanniques. Cependant, il a demandé et obtenu que le commandement anglais rende le nombre d'armes nécessaires pour fusiller une douzaine de soldats allemands déserteurs.

Un yougoslave sur dix a été tué. Peut-être le même pourcentage en URSS. Plus de vingt millions de soviétiques. Toute la Russie d'Europe est un champ de ruines. La théorie stalinienne sur la possibilité de réaliser « Le socialisme dans un seul pays », c'est à dire indépendamment de l'entourage capitaliste, vient de prendre un coup terrible. Les bases matérielles du socialisme sont bien détériorées, mais à partir de ce recul il y a encore de beaux jours pour la bureaucratie.

Bientôt, des spécialistes américains établiront qu'avec le coût de la deuxième guerre mondiale, il aurait été possible de donner à chaque famille sur la terre, une maison, une auto et dix années de ravitaillement.

Les déportés survivants reviennent et on commence à réaliser vraiment l'horreur des camps nazis. Entendant longuement parler d'Auschwitz, je pense soudain à un numéro de « La Vérité » clandestine. C'était, je crois, un numéro de 1942. Un copain retrouve un exemplaire. Il y avait un article écrit par un des rarissimes évadés de ce camp. Il y était décrit exactement ce dont on parle maintenant. Mais alors, pourquoi ne m'avait-il pas frappé davantage ? C'est affreux ! Ce qu'on ne sait pas avec sa peau et ses os, on ne le sait pas.

Il est plus que certain que si chacun avait imaginé la vérité sur ces camps, des centaines que milliers d'hommes auraient cherché à tuer par tous les moyens le policier qui venait les arrêter. Peut-être même que beaucoup de policiers français auraient agi différemment.

Mais le grand public veut encore croire que le dernier cantonnier allemand savait ce qu'ignoraient des policiers.

Il aurait, sans doute, dû le savoir dans un régime où n'existait aucune liberté de presse, alors que des centaines de milliers de parisiens ignorent encore que des dizaines d'algériens ont été noyés et massacrés en 1962 dans ce Paris où la presse est « libre », alors que des millions de français ignorent encore que dix hommes, femmes et enfants ont été écrasés et tués par des policiers dans la bouche du métro Charonne. Je dis bien « ignorent », car qu'ont-ils fait pour le châtiment des assassins ?

Que pouvaient-ils faire? Un peu plus, à priori, sous un régime « démocratique » que le cantonnier allemand sous Hitler.

Les copains survivants sont revenus. De Brest, Gérard Trévien m'écrit et me raconte les derniers jours de Yves Bodénès, tué par un kapo au camp de Dora en mars 1944. Il m'apprend la mort de Georges Berthomé à la fin des camps. Plus tard, il ne dira qu'il apprit à la prison de Rennes que dix soldats allemands du groupe de Robert Cruau avaient été fusillés, et sans doute après des tortures.

André Floch est mort au camp aussi. André Darley est revenu mais doit passer une longue période à l'hôpital. Henri Berthomé est rentré. Eliane Ronel et Marguerite Métayer sont revenues de Ravensbrück. Anne Kervella est sauvée. Quand elle fut arrêtée, elle venait d'être recrutée par Cruau et n'avait aucune formation politique. Elle ne donne plus signe de vie.

J'ai questionné des copains, mais aussi des militants staliniens. Tous ont dit : « Dans les camps, les pires étaient les Polonais. » C'est sûrement vrai.

Mais c'est tout de même assez curieux, car, dans la même période, pour un français dans la Royal Air Force, il y avait dix polonais. Pour quelques petites unités gaullistes, il y avait une forte armée polonaise sous les ordres du général Anders. Et, par rapport à l'insurrection de Varsovie, celle de Paris ressemble à une bagarre à la sortie d'un bal. Où est l'explication ?

Il ne semble que la Pologne, toujours écrasée entre deux grands, n'a jamais pu se payer le luxe de gentils petits citoyens ordinaires comme le Français moyen. Entre le marteau et l'enclume, la Pologne ne pouvait donner que de l'acier trempé et des scories ; des héros et des salauds.

Maintenant que les armes ont été rendues, nous allons avoir une belle constitution et le programme du Comité National de la Résistance ne sera jamais appliqué.

A peu près cent ans avant, Ferdinand Lasalle et les marxistes avaient expliqué ce qu'est une Constitution : Un simple document qui consacre un rapport de forces à un moment donné dans un pays. Lasalle notait que, lors des événements de 1848 en Prusse, le roi ne s'était pas occupé de modifier la Constitution. Il avait « tout le temps » pour cette « formalité », mais il s'empressa de « faire rendre les armes que le peuple détenait », car « les armes étaient un morceau très important de la constitution ».

Aujourd'hui, la bourgeoisie peut être prodigue de bonnes paroles. L'essentiel est acquis. Le préfet de police de Paris a même félicité les gardes civiques de leur « sagesse. » Le journal réactionnaire l'Aurore aussi.

Jadis, le vieux socialiste allemand Bebel avait coutume de dire : « Quand un ennemi me félicite, je me demande quelle bêtise j'ai faite ! » Cent ans avant, le vieux Blanqui écrivait : « Qui a des armes, a du pain. On se prosterne devant les baïonnettes, on balaie les cohues désarmées. Mais pour ceux qui se contentent de promenades dans les rues et de plantations d'arbres de la liberté, il y aura de l'eau bénite d'abord, des injures ensuite, enfin de la mitraille. Que le peuple choisisse ! » Il y a déjà l'eau bénite du préfet. Les injures ne tarderont pas. Et les mineurs connaîtront bientôt la mitraille des CRS envoyés par un ministre socialiste.

Pour l'instant, nous avons même une majorité parlementaire « de gauche ». Mais, quel est ce trotskyste qui écrivait en 1934 : « Cette République là, ne change pas de visage selon que le ministre est plus ou moins teinté de rouge. C'est la République bourgeoise » ? Il s'agit de Vaillant Couturier dans « l'Humanité » !

Certains nous diront plus tard : « Si le PCF avait pris le pouvoir, vous auriez subi le sort des oppositionnels de Pologne, de Hongrie, etc ; et au sein même du PCF, plus nombreux encore auraient été les fusillés, les Marty, Tillon,... Souhaitiez vous donc cela ? »

Le problème est mal posé. On peut y répondre de diverses façons. Sans la révolution française, Robespierre aurait peut-être vécu soixante dix ans. Mais la Révolution française ne se juge pas sur la mort de quelques centaines ou milliers de révolutionnaires, il faut retenir d'autres détails. Par exemple, se souvenir que jusqu'en 1789, trois mille pauvres diables, étaient, bon an mal an, roués en place publique, entre autres monstruosité.

C'est vrai, on peut faire des pronostics à peu près précis sur les chances de vie des oppositionnels sous un règne de Thorez-Duclos. Mais il y a une chose dont on est encore plus sûr, parce qu'elle s'est réalisée sous des gouvernements « socialistes » ou MRP, c'est la mort de centaines de milliers de vietnamiens et de malgaches, la mort d'un million d'algériens et de quelques dizaines de milliers de français. Quand on sait tout cela, il faut un certain manque de pudeur pour estimer « qu'on l'a échappé belle. »

Mais la vraie réponse est ailleurs. Le PCF, tel qu'il était, ne pouvait pas prendre le pouvoir. Il est très significatif que, dans les périodes où, il s'est trouvé brimé, traqué, son comportement à l'égard des trotskystes fut sensiblement meilleur que lorsqu'il était en bons termes avec la bourgeoisie.

Un parti ouvrier ne « prend pas le pouvoir ». Il impulse et anime le mouvement des masses populaires. Pour cela, il faut qu'il soit animé, lui-même, d'une grande vie démocratique.

Le Parti Bolchevik ne « prit pas le pouvoir ». En pleine période de lutte, la vie démocratique fut intense. Lénine fut parfois en minorité. Zinoviev écrivit des articles hostiles à la ligne définie et il ne fut pas exclu. Au sein des conseils d'ouvriers et de soldats, dans des débats houleux où s'expliquaient socialistes et anarchistes, les bolcheviks répétaient : « Tout le pouvoir aux Soviets ». Et dans le pays entier, ce furent les soviets et non un parti qui prirent le pouvoir. L'évolution ultérieure est un autre problème lié au retard culturel et économique de la Russie, ainsi qu'à l'échec de la révolution dans les pays « avancés ». Dans l'hypothèse d'un parti communiste s'orientant vraiment vers un changement de régime et appelant les conseils ouvriers et paysans à se constituer, puis à assumer les tâches de direction dans le pays, les trotskystes auraient été dans un tel parti.

Mais un parti qui ne respecte pas le droit de tendance est finalement impuissant, même si devant un regard superficiel, il donne l'impression d'un bloc. Les problèmes existent toujours, et, en ce cas, ils se règlent à coups d'exclusions et de calomnies, quand ça n'est pas à coups de fusils.

Réciproquement, si un parti connaît des exclusions fréquentes, sans jamais de raisons officiellement politiques, mais avec des arguments tels que « flic », « voleur », « provocateur », on peut être assuré que ce parti n'a pas de vie démocratique interne. Tous les cotés négatifs du PCF sont donc en réalité, des aspects « contre-révolutionnaires. » Et c'est pourquoi il ne peut être question qu'il « prenne le pouvoir »

Celui qui est petit peut grandir, à travers même beaucoup de maladies, mais celui qui fut grand, qui eut un million d'adhérents dans un pays de quarante millions d'habitants, celui la ne fera jamais la révolution socialiste.

Bien entendu si, à la suite de circonstances historiques déterminées, l'armée soviétique était venue jusqu'en France et avait placé Thorez « au pouvoir », il y aurait eu des persécutions contre les oppositionnels... et de nombreux membres du PCF. Mais il faudrait beaucoup de malhonnêteté intellectuelle pour dire, en ce cas, que c'est le PCF qui « aurait pris le pouvoir ».

En dépit de ses déformations bureaucratiques, seul en Europe, le Parti Communiste yougoslave, appuyé par une armée de partisans, détruisit le vieil appareil d'Etat. C'est aussi le seul qui ne connut pas les liquidations affreuses qui se produisirent dans tous les pays où Staline plaça une équipe gouvernementale. C'est aussi le seul qui pouvait faire coexister des peuples aux traditions historiques si diverses. Les antagonismes n'ont tous pas disparu, bien sûr, mais, sans être très calé en histoire, on peut affirmer que la Yougoslavie de 1947 est un paradis, comparée à celle des nationalistes serbes et croates. Songeons simplement que, dans leur souci d'éliminer les Serbes orthodoxes, les très catholiques collabos croates étonnèrent même les nazis par leur cruauté.

Un camarade qui lit ces feuilles au fur et à mesure de l'écriture, me dit qu'il manque un prénom à l'amour de ma jeunesse et estime aussi qu'il faudrait dire quelques mots sur la fin de cette histoire. Elle s'appelait Hélène et habitait maintenant Paris avec sa famille. Elle ne sembla pas très surprise d'apprendre que je n'étais plus du tout lieutenant, mais, en 1945, me donna signe de vie à intervalles très irréguliers.

Je fis connaissance d'une certaine Alice et j'avais rendez-vous avec elle dans un bistrot du quartier latin. Hélène parut dans ma chambre après un silence de deux mois, très souriante et enjouée. Je lui déclarais que je n'étais pas à sa disposition et que je me préparais à voir une jeune fille. Hélène ne se démonta pas du tout et annonça qu'elle m'accompagnerait. Elle était agaçante ! Adorable mais agaçante !

Cependant, elle accepta de m'attendre à la sortie du café afin que je prépare Alice à une promenade à trois. Ainsi, j'eus la possibilité de lui dire que j'étais marié et séparé depuis quelques temps. Alice surmonta sa surprise. Je ne sais plus ce que je lui dis à propos d'Hélène. Bref, nous fîmes une petite promenade sur les quais de la Seine. Hélène ne manqua pas de s'enquérir de la santé de ma femme. Me tournant vers Alice, je me félicitais de ma franchise. Hélène fit mine de s'excuser : « J'avais oublié que quelqu'un nous accompagnait. »

A cours de conversation, je proposais une séance de cinéma. Placé entre les deux filles, j'embrassais plusieurs fois Alice pour embêter Hélène. A la sortie du cinéma, elle ne fit aucun commentaire et me dit seulement : « Adieu André. » Je ne l'ai jamais revue. Un grand morceau de jeunesse s'en allait. Nous nous serions sans doute fâchés un jour.

Stalinisme et « Hitléro-trotskistes »

Une partie de l'année 1946, j'ai tenu la permanence du PCI. Un certain nombre de salariés commençaient à protester contre le blocage des salaires qui accompagnait le « Retroussons les manches ! »

En conséquence, la direction du PCF déchaîna sa propagande contre les « Hitléro-trotskistes » qui osaient réclamer l'échelle mobile des salaires. La presse PCF n'hésita pas à écrire que ce mot d'ordre était « hitlérien » et que la grève était « l'arme des trusts. »

Quand les rotativistes se lancèrent dans l'action, le responsable PCF, Pierre Hervé, les insulta : « Ont-ils refusé d'imprimer les listes d'otages pendant l'occupation ? »

En fait, la direction du PCF commençait à avoir quelque mal à justifier sa position de collaboration de classe.

Au fil des jours, l'appareil d'Etat bourgeois reprenait de l'assurance. Pendant une certaine période il s'est interrogé sur les profondes intentions de Staline et donc sur celles du PCF.

Face à cet éventuel danger, gaullistes et vichyssois ont fait un front commun. Ce qui n'empêchait pas les petites haines.

A Toulon, lors d'une quelconque cérémonie, le commandement ordonna : « Les Français à droite. Les étrangers à gauche. » Les « étrangers » sont les marins des forces navales françaises libres qui ont combattu sur tous les fronts tandis que leurs collègues sabordaient la flotte. A présent, au nom, de la discipline, le quartier maître gaulliste doit se mettre au garde à vous devant le capitaine de corvette qui, comme dit l'Humanité est « un officier honnête trompé par Vichy. »

Bon nombre de ces « officiers honnêtes » ne portent d'ailleurs pas l'Allemagne dans leur cœur. Ils n'ont pas eu besoin des nazis pour haïr les juifs et ils n'ont jamais estimé que les « droits de l'homme » pouvaient s'appliquer aux peuples d'Afrique et d'Asie. D'ailleurs, qui les inciterait à penser autrement ?

Sûrement pas André Marty qui dans son souci de voir une forte armée française participer à l'effort des alliés, s'impatientait des lenteurs du recrutement en Afrique du Nord et écrivait en 1943 : « Les Kabyles peuvent faire d'excellents mitrailleurs »

Sûrement pas Maurice Thorez qui, dans ses meilleurs moments émit l'idée que l'Algérie peut être « une nation en formation » ... tout en soutenant que les nationalistes algériens, tunisiens, etc, ne sont que des agents de Hitler !

Thorez déclara : « Les progrès de la démocratie dans le monde permettent d'envisager pour le socialisme un autre chemin que celui qui fut suivi par les bolcheviks en 1917. En français clair, il ne peut s'agir que de la voie parlementaire. En conséquence, lorsque le PCF réussit à obtenir la voix d'un français sur trois, il demanda, fort logiquement un des trois ministères clés dans le gouvernement. Ces ministères sont ceux de l'intérieur, de la défense nationale et celui des affaires étrangères. Ils les lui furent refusés. Le militant le plus candide put se demander : « Dans cette société, y a t'il quelqu'un de plus puissant que le suffrage universel ? » Dans un moment de colère, Pierre Hervé écrivit dans l'Humanité : « Le monde n'est pas né en 1940, à l'appel d'un général élevé par les jésuites. »

Il se fit taper sur les doigts. Bien que la voie parlementaire fut bouchée, il n'était pas question de revenir à Lénine... surtout après avoir désarmé les forces populaires.

Le PCF s'inclina La bourgeoisie intéressée à lui permettre de sauver la face devant les électeurs, accepta de diviser le ministère de la défense nationale en deux morceaux. Le plus important, celui du contrôle des cadres fut confié à un bien pensant. Le PCF obtint la partie « armement » celle qui consistait à visiter les usines pour demander aux ouvriers de « retrousser les manches. »

Quand un homme de gauche, « socialiste » ou « communiste » obtient un poste dans le cadre de la société bourgeoise, ce poste ne sert que de poudre aux yeux pour les masses populaires. Jamais ce poste ne peut être utilisé contre les intérêts de la classe dominante.

Charles Tillon fut, un temps, patron de l'aviation. On ne peut l'accabler parce que cette aviation bombardait les peuples coloniaux à Madagascar, à Sétif et Guelma. Son seul pouvoir, illustré par une photo d'un de ses ouvrages était de montrer à des apprentis comment on se sert d'une lime. Sa faute était de laisser croire aux ouvriers qu'ils avaient, à travers lui, franchi un barreau sur l'échelle qui mène au pouvoir.

Tout de même, il devenait de plus en plus difficile de subir des affronts de la part de l'état bourgeois et de continuer à clamer aux mineurs que « par leur travail, on aboutirait à une république sociale » (Victorin Dugué)

Devant ces difficultés, la direction du PCF devait empêcher que le mécontentement se cristallise dans une autre organisation. D'où les débordements de haine anti-trotskyiste et les accusations les plus folles dans l'Humanité.

Je me souviens qu'un jour, une lettre arriva à notre permanence : « Marty organise une réunion pour les flics dans le 13^{ème}. Voulez vous lui porter la contradiction ? » Signé : « Un groupe de flics sympathisants » Nous étions plus que sceptiques sur l'existence d'un groupe de flics sympathisants

de la IV^{ème} Internationale. Cependant, notre camarade Marguerite Usclat, rescapée de Ravensbrück, se rendit à cette réunion. Devant plus de 2000 flics, André Marty exposait le programme du PCF et n'oubliait pas d'exiger des primes de risque pour la police. Quand il termina, Marguerite demanda la parole. « Par qui êtes vous mandatée ? » Elle remit la lettre au bureau et déclara qu'elle était militante trotskyste. Après quelques injures contre les « hitléros-trotskyistes », la déportée de Ravensbrück fut éjectée de la salle sous les yeux indifférents de flics « républicains » dont quelques spécimens avaient sûrement contribué, peu auparavant, à rassembler les juifs au Vel-d'Hiv pour les livrer aux bourreaux nazis.

Le lendemain, on pouvait lire dans l'Humanité : « Une dame de la D.G.E.R. tente de jeter le trouble dans une réunion organisée par notre camarade André Marty pour la police. Une lettre trouvée sur elle émanait du comte De Wavrin, alias colonel Passy. »

Hier, le chauvinisme contre les « races inférieures » était un bon ciment pour unir les Allemands autour de Hitler et les empêcher de se poser des questions sur la fortune de Goering et Cie. Aujourd'hui le chauvinisme « anti-boches » (Les Allemands étant devenus, à leur tour, une sorte de race inférieure) est un bon ciment pour faire oublier aux ouvriers français le blocage des salaires. Chez Renault, des ouvriers sont licenciés pour avoir parlé ou donné un peu de tabac à des prisonniers allemands employés dans l'usine. Assurée de l'appui du syndicat, la direction Renault annonce le licenciement de tout ouvrier conversant avec un prisonnier allemand.

A la suite d'une réunion publique du PCI à Puteaux (réunion qui curieusement, s'est déroulée sans bagarre) je rencontre Denise, la plus agréable militante qu'il m'ait été donné de connaître.

Nous vivrons quelques mois dans une petite chambre de St Ouen. Puis, je retournerai en Bretagne. Denise et moi nous sommes quittés sans la moindre fâcherie. Je ne me l'explique toujours pas.

Les grandes campagnes électorales commençaient. L'organisation décida que nous présenterions une liste dans le Finistère

Une vingtaine de camarades militants et sympathisants, se crevèrent littéralement en collant des affiches dans tout le département et en organisant des réunions qui se terminaient très souvent par des bagarres. Les bagarres avaient d'ailleurs parfois lieu au début de la réunion. Nous présentions un programme : Du travail et du pain pour tous ; contre le blocage des salaires ; contre les guerres coloniales ; contre la collaboration des partis ouvriers avec les partis bourgeois.

La direction du PCF ne répliquait jamais sur ces points, mais toujours par une dénonciation des « hitléros-trotskyistes » et par le sabotage de nos meetings.

A Brest, le spécialiste de la lutte anti-trotskyiste, fut le stalinien Henri Menès, ouvrier de l'arsenal, déporté politique, militant courageux, mais d'un niveau intellectuel très très bas.

Dans chaque réunion, il arrivait et annonçait : « Je vais vous dire qui sont ces individus. Ce sont des hitlériens ! » Puis il développait en citant quelques petites phrases de nos journaux, sur la nécessité de la fraternisation prolétarienne, sur notre dénonciation de « la responsabilité collective du peuple allemand » chère au PCF. Aux yeux de Menès, cela prouvait que nous étions des fascistes. Dans un élan il n'hésita pas à déclarer : « Ils se disent internationalistes, mais ils ne sont même pas nationalistes ! » Difficile de répondre à cela ! Mais, après tout, j'ai bien entendu une brave militante clamer dans un meeting : « Si on les écoutait, ça serait la révolution ! »

Nous connaissions maintenant notre Henri Menès par cœur. Pour sa part, à présent, il se contentait de paraître à la fin de nos meetings pour exiger la parole et annoncer : « Je vais vous dire qui sont ces individus... »

Donc, un certain jour, Gérard Trévien et moi, partîmes pour Landerneau où deux à trois cent personnes nous attendaient dans une cour d'école.

Nous avons commencé la réunion en déclarant qu'au vu de la masse de calomnies déversées contre nous, nous avons jugé, ce soir qu'il était moins utile de parler de notre programme que de raconter l'histoire de la cellule trotskyste de Brest et du destin des camarades Bodénès, Cruau, Berthomé, etc, ainsi que celui des copains allemands.

Pendant deux heures, nous avons parlé devant une foule attentive. A l'appel de la contradiction, Ménès qui venait de surgir, lança son classique : « Ces individus sont des hitlériens ! » La foule éclata de rire. Ménès perdit le contrôle de ses propos et lança :

-- « Ils ont eu des gars arrêtés par la Gestapo, mais pourquoi? Parce qu'ils fraternisaient avec les bôches ! »

Ménès partit assez mécontent.

La réunion était terminée depuis longtemps, et Gérard et moi, dans la cour de l'école, apprenions « La Varsoivienne » à un groupe de jeunes.

Les chants prolétariens étaient une de nos forces à l'époque où la direction PCF faisait chanter aux jeunes: « Nous rebâtirons notre beau pays. Nous l'avons juré. Nous l'avons promis... »

Un soir, trois ou quatre copains partirent dans un bled au nord de Brest avec l'intention de porter la contradiction à un candidat PCF. Devant deux cent personnes, le gars parlait, applaudit uniquement par un homme en tenue de facteur. Nous étions dans ce qu'on appelle « la terre des prêtres ». Très vite il nous parut qu'une contradiction était inutile. Surtout quand un copain parlant breton nous traduisit les propos de vieilles femmes qui étaient devant nous : « Il parlera moins, celui là, quand il sera en enfer ! »

Un paysan qui avait été responsable FTP nous écrivit pour dire qu'il était d'accord avec nous quand nous estimions que la direction du PCF avait trahi le mouvement ouvrier en désarmant les unités populaires. Or, dans une réunion, un instituteur stalinien, à bout d'arguments, déclara qu'un certain trotskiste dont il donna le nom, avait gardé des armes. Naturellement, nous l'avons traité de calomniateur. C'était en fait, bien pis. Il était un dénonciateur car il savait, tout comme nous, qu'il y a des flics des « Renseignements Généraux » dans chaque réunion.

Le soir même, nous filions chez notre paysan qui conservait une impressionnante quantité de plastic. Cet explosif fut enterré dans divers talus et il est peut-être, aujourd'hui, transformé en terreau. Toutefois, le gars conserva quelques paquets. Le plastic est excellent pour allumer un feu, même avec du bois mouillé.

Il devait conserver le plastic au-dessus de la cheminée et non au bas, pour l'excellente raison que son fils de trois ans avait la fâcheuse habitude de mâcher de petits morceaux comme du chewing-gum. Au mur de la ferme, il y avait un pistolet allemand et une carabine. En dépit de toutes nos explications, notre sympathique camarade ne voulut pas cacher ces armes, sous prétexte qu'il les avait prises « personnellement » aux Allemands.

Le lendemain matin, les gendarmes étaient sur les lieux avec des prisonniers allemands munis de détecteurs de mines. Ils vidèrent la fosse à purin parce qu'une barre de fer se trouvait dans le fond. Carabine et pistolet furent confisqués. Après passage au tribunal, notre gars s'en tira avec une simple amende, pour l'excellente raison que divers témoins (paysans membres du PCF) attestèrent qu'une foule innombrable avait gardé des armes en remplacement des fusils de chasse confisqués naguère par les occupants.

Nous avons tenu une réunion dans la localité du copain. Nous pensions pouvoir parler de notre programme, mais le destin en décida autrement. Toute la soirée fut une polémique entre le camarade qui avait été chef des FTP et son lieutenant qui était à présent, responsable PCF.

Lors de la libération, les FTP engageaient le combat contre les Allemands qui occupaient la localité et disposaient d'armes lourdes. L'aide des Américains fut sollicitée. Mais, sans eux, les FTP triomphèrent. Notre camarade détacha son lieutenant pour demander aux Américains d'annuler leur intervention. La démarche fut-elle entreprise assez rapidement ou les Américains n'en tinrent-ils aucun compte? Toute la question était là.

Ce qui est certain c'est que les avions US vinrent semer la mort dans une petite ville qui fêtait sa libération. Dans le Finistère ce ne fut pas d'ailleurs la seule localité où l'aviation américaine vint tuer cinquante civils pour débusquer un seul tireur allemand.

La réunion ne fut qu'une violente discussion entre l'ancien commandant FTP et son lieutenant, chacun ayant ses partisans dans la foule. La réunion SFIO prévue pour la même heure ne put

commencer que quand la notre se termina. Et, bien sur, nous allâmes chez les socialos porter la contradiction.

Dans cette période les calomnies staliniennes furent très variées

Il faut réaliser que longtemps après la guerre mondiale, le ravitaillement demeura très difficile. La ville de Pleyben manquait de pain. Un camion de farine fut intercepté. La cellule PCF, après quelques hésitations décida d'aller consulter le trotskyste local sur la conduite à tenir. Le trotskyste en question était le camarade Alain Le Dem, bourrelier-sellier à Pleyben. Il conseilla de répartir cette farine dans les boulangeries. Ce qui fut fait avec enthousiasme.

Les autorités dépêchées dans la ville furent éjectées par la population. Il en fut de même d'un secrétaire fédéral PCF qui reçut un coup de pied au derrière. Il prétendit, plus tard que ce coup de pied était trotskyste. En fait, il est à peu près certain que ce coup de pied était PCF. Bien qu'en certaines circonstances un militant PCF puisse se sentir une âme trotskyste.

Quoi qu'il en soit, la propagande PCF soutint que cette farine était destinée à Quimper et que les pauvres gens de cette ville avaient été privés de pain par « le président de la république autonome de Pleyben », « l'affameur Alain Le Dem ».

Vu de loin, tout cela peut sembler amusant. Mais, de Concarneau à Brest, des coups, des crachats. Ce fut assez pénible

Parfois une variante. Au Pont de Buis, le PCF avait distribué des sifflets à roulette.

Parfois aussi un grand silence. Le camarade Roland Filliatre venu le Paris pour nous aider, commença son discours par un salut aux camarades antifascistes allemands tués par les nazis. Cette audace nous surprit, mais la salle, à priori hostile, garda le silence. Puis il expliqua l'histoire de l'opposition trotskyste devant un auditoire attentif et un responsable PCF assis à la tribune qui s'instruisait comme un élève sérieux.

Il faut dire que Filliatre, vieux militant revenu des camps de concentration nazis, avait une mystérieuse et extraordinaire autorité naturelle

Il est probable que nous n'aurions pu mener de telles campagnes sans l'aide de quelques copains de Paris. En particulier Louis Dalmas qui mena les opérations comme un manager américain et s'attira les sympathies de tous les copains, mais aussi les crachats, les choux pourris et les vieilles chambres à air de vélo, comme à Douarnenez. Je n'étais pas à cette réunion et je donne la parole au camarade Jean Leroux :

-- « La réunion de Douarnenez (« ville rouge » comme on disait à l'époque) m'a particulièrement frappé au sens propre comme au figuré.

Ça se passait dans les halles, au centre ville. Les copains doués pour le verbe étaient déjà sur une sorte de podium -de ring plutôt- tandis que les gens affluaient. Beaucoup de casquettes et de vareuses de marins, des jeunes, des femmes...

Des centaines de personnes, hostiles, mobilisées et chauffées par les « bonzes » staliniens du cru, pour casser la gueule aux « hitléro-trotskyistes » qui avaient l'audace de vouloir doubler sur sa gauche le tout puissant PC de l'époque.

Les copains ont essayé de prendre la parole, et tout de suite ça a été des hurlements, injures, vociférations, menaces de toutes sortes. Un vrai pandémonium.

Je me trouvais au bas de la tribune en compagnie de deux ou trois militants, essayant de discuter avec une bande de jeunes qui affirmaient très haut et très fort, que nous étions grassement payés par je ne sais plus quel pouvoir occulte ou puissance étrangère, particulièrement sournois. Je me disais que tant qu'ils déblatéraient, ça neutralisait leurs pulsions et je me souviens même leur avoir montré le modeste bulletin de salaire de la Sécurité Sociale où je travaillais sans les convaincre hélas! C'est alors que j'ai remarqué un camarade qui, au milieu de l'hystérie générale, s'était placé tout seul, juste au pied de la tribune, les bras croisés et l'œil déterminé, faisant face à la foule déchaînée. J'étais sensiblement plus jeune que lui et j'ai trouvé ça très bien et en fait, ça l'était. Je me suis donc joint à lui, l'air aussi résolu que possible. J'avais sans doute raison sur le fond, mais la forme devait laisser à désirer, car du coup, l'animosité de la masse confuse qui s'agitait devant nous, sembla s'accroître notablement. Elle me prit pour cible privilégiée -le maillon le plus faible- et un petit bonhomme, d'ailleurs costaud et râblé, sans aucun préambule digne de ce nom, me balança, avec une célérité de spécialiste, un coup de sabot dans les parties.

J'ai cru ma dernière heure d'éventuel géniteur arrivée, mais mon agresseur, pour la première et la dernière fois de sa vie, sans doute avait visé trop haut. Pour la suite, il me reste quelques flashes :

Un chou lancé par quelque main malveillante a atterri sur la tête de notre orateur n°1. Une copine fraîchement rentrée des camps de concentration nazis, a failli brandir une chaise sur un type qui voulait monter à la tribune : C'était un flic qui, devant la « gravité des événements », estimait de son devoir d'interrompre le meeting. Avait-il sa carte du PCF ? On ne le saura jamais, mais on peut logiquement se poser la question.

Mais ce qui nous a sauvés, c'est l'intervention de la belle sœur d'un copain, dont la mère tenait un bistrot à Douarnenez. Étant du coin, les gens l'ont laissée parler. Elle a été d'un courage magnifique...et efficace. Elle les a interpellés sans mâcher ses mots, fustigeant leur attitude, faisant appel à ce qui leur restait de bon sens... Et elle a été entendue

Nous sommes répartis, d'une façon ou d'une autre sans encombre. Mais pendant des années -on l'a su depuis- le bistrot de sa mère a été boycotté par les staliniens et elles ont subi la mise en quarantaine et les vexations d'usage en pareil cas. Elles ne nous en ont jamais rien dit, même quand chaque dimanche, pendant des mois nous allions, après nos ventes à la criée de notre journal « La Vérité », casser la croûte chez elles; le seul endroit sûr d'une ville contrôlée et intoxiquée par les staliniens locaux, vigilants et bornés. Grâce leur soient rendues, pas aux staliniens bien sûr ! »

Dans tout le Finistère, à deux élections successives, nous avons obtenu un peu plus de 4000 voix. Si on additionne les voix recueillies par nos candidats en France nous avons, je crois, entre 60 et 80 000 voix.

Nous avons réclamé la récupération des restes sur le plan national. Cela nous aurait donné droit à un député. Bien entendu, il y eut opposition de la droite à la gauche. Notre candidat Craipeau avait obtenu plus de 8000 voix dans un secteur de la région parisienne. Marty croyait si peu aux calomnies qu'il lançait contre nous, qu'il déclara : « On ne nous nous doublera pas à gauche ».

Le jeune lecteur aura peut-être du mal à imaginer qu'en ce temps il n'y avait officiellement aucun parti de droite ! Certes, l'hebdomadaire « Action » dirigé par Courtade et Hervé multipliait les pointes contre le « Mouvement Républicain Populaire » parti de l'Église et de la bourgeoisie, l'appelant « Le meilleur rempart des profiteurs », ou la « Machine à ramasser les pétainistes », mais cela n'empêchait pas les bonnes relations au sein du gouvernement. C'est plutôt Pierre Hervé qui commençait à agacer la direction du PCF

Un jour je me rendis à Quimper pour porter la contradiction à M.Monteil éminent MRP qui fut d'ailleurs ministre. M.Monteil énuméra les candidats de la région et eut un petit mot sur les trotskystes qui « je le crois, ne méritent pas les insultes du PCF », puis il énuméra les raisons qui incitent à voter pour le MRP : « Par député communiste, il y a un enfant virgule 4 ; par député socialiste : un enfant virgule 8 ; pour un député MRP deux enfants virgule 7. Donc, votez pour le parti de la famille ».

Lorsque j'eus la parole, je dénonçais le procédé qui consiste présenter comme bonne une politique, sous prétexte qu'elle est menée par des hommes aptes à fabriquer des mômes, et je conclus « Votez contre le parti du lapinisme intégral ! ».

Les deux tiers de la salle hurlèrent de douleur. M.Monteil, devenu rouge (pour une fois) lança: « Je crois bien que le PCF n'a pas tort quand il dénonce les provocateurs trotskystes ».

Travail en direction des prisonniers allemands.

Nous demandons à la direction du PCI si quelque chose est fait en direction des prisonniers de guerre allemands. Réponse négative. Nous contactons donc les camarades anglais qui publient un bulletin ronéoté en langue allemande Un de ces copains est en prison, dénoncé aux officiers anglais par un nazi. Nous recevons toutes les trois semaines, vingt exemplaires de « Solidarität » qui paraît avec six à huit pages.

Dans les ruines de Brest, des prisonniers trient des pierres et des briques. Ils sont assez mollement surveillés. Le camarade Yves Gac et moi, passons près d'eux à plusieurs reprises et plaçons des

numéros du bulletin sous une pierre. Nous nous éloignons et nous voyons des prisonniers s'approcher et ramasser la documentation. En très peu de temps, ils nous reconnaissent et attendent la littérature.

Un jour, un prisonnier nous demande de stationner dans un coin assez discret. Un vieil Allemand, avec des moustaches de gaulois, arrive et se présente : « Joseph Neukirchen. Ancien permanent du KPD à Düsseldorf. Après un long séjour en camp de concentration, il a été incorporé à l'armée allemande, et le voici prisonnier.

Dans le camp, il a organisé des conférences sur le socialisme et utilise beaucoup notre bulletin. Il est intéressant de noter que les staliniens allemands n'ont pas les mêmes préjugés anti-trotskyistes que leurs homologues français. Hélas les conférences sont interdites par le commandement français. Un prisonnier nous dit que c'est à la demande de l'aumônier catholique allemand. Solidarité du sabre français et du goupillon allemand !

J'écris au député PCF du Finistère, Pierre Hervé, pour lui demander d'agir en faveur de la libération de Neukirchen « qui est, en somme, de ton parti ». Pas de réponse. Je n'en suis pas surpris.

De temps en temps, on peut lire dans le journal stalinien du Finistère : « Encore un prisonnier bête évadé. Que font nos gendarmes ? »

Finalement, Neukirchen sera libéré par la croix rouge.

Le hasard fait parfois bien les choses. Prenant le train pour me rendre à Nantes, je me trouve dans le même compartiment qu'un prisonnier allemand. Il ne s'agit pas d'un allemand ordinaire : Col dur... Allure d'aumônier... Il parle français. J'offre une cigarette et nous bavardons.

Il désapprouva la guerre contre la Pologne « qui est une nation catholique », mais avoue qu'il vit d'un bon œil la guerre contre l'URSS.

Dans le compartiment, trois ou quatre dames qui me regardaient d'un œil réprobateur parce que je parlais à un Allemand, gardent toujours le même œil courroucé, mais, cette fois, parce que je mets au supplice un bon catholique.

Il explique qu'il a un permis de circuler et qu'il va voir ses ouailles à Lorient. J'admire cette fraternité par-dessus les frontières entre les curés et les militaires, à l'heure où « le grand parti du prolétariat » continue à déverser sa haine contre les « bêtes ».

Mon aumônier reconnaît que c'est bien lui qui est intervenu pour faire interdire les conférences sur le socialisme. Il paraît que « ça divisait les prisonniers », « Neukirchen est un homme honnête, mais un fanatique ». Il est tout de même très surpris d'apprendre que je suis au courant de cette histoire.

Tout en lui offrant une nouvelle cigarette, je lui fais remarquer qu'il est plutôt ignoble d'utiliser l'autorité militaire française pour régler des différends politiques dans un camp de prisonniers.

Il me quitte, très content, en gare de Lorient.

L'Etat français décide que le prisonnier qui signe un contrat d'un an, peut devenir « travailleur libre ». Beaucoup d'Allemands, considérant qu'ils risquent de demeurer deux ou trois ans prisonniers, signent ce contrat au bout duquel est la liberté. Notons tout de suite que le commandement français n'a pas attendu cette date pour recruter des volontaires pour la Légion étrangère. Ainsi, divers nazis sont jugés qualifiés pour « civiliser » l'extrême Orient. Tout cela avec l'accord tacite d'un gouvernement où se trouvaient « socialistes » et « communistes ».

Donc, très vite, des « travailleurs libres » qui avaient lu « Solidarität » passent à la permanence du PCI à Brest. Permanence qui n'est autre que ma chambre. Parmi eux, Heinrich Bogdan, menuisier et ancien militant du KPD en Prusse Orientale. Heinrich n'a aucune prévention contre les trotskystes. Il en aurait plutôt contre le PCF dont il ne comprend pas le chauvinisme. Il en a aussi à l'égard des « socialistes » et quand je lui annonce que j'ai eu la visite d'un « social-démocrate », il m'assure d'emblée que ce type ne vaut sûrement pas grand chose. Curieux ! De 1933 à 1947, la vieille haine s'est bien conservée.

Heinrich me raconte d'ailleurs, que jadis à Königsberg, le PC comptait un tas d'organisations depuis les campeurs jusqu'aux adeptes du kayak et, qu'en règle générale, les mariages avaient lieu entre militants du même parti.

Aujourd'hui, dans les baraques de « travailleurs libres », il y a, selon Heinrich, 10% de communistes, 10% de nazis, 20% de sociaux-démocrates... etc. Si j'ai bien compris, ces proportions se retrouveront le jour du jugement dernier !

Quand les ouvriers du bâtiment font une grève générale à Brest, les « travailleurs libres » sont « invités » à débrayer aussi, sans autre explication.

De Paris arrive l'information selon laquelle les « travailleurs libres » peuvent se syndiquer. Mais il ne faut pas compter sur les staliniens de Brest pour informer les Allemands. Je demande à Heinrich de préparer une réunion dans une baraque du Guelmeur, dans la banlieue de Brest. Après quelques réticences, il se décide et trouve même un interprète.

Le soir convenu, un responsable Jeunesse Socialiste de Brest proche de nous, et moi-même, nous rendons dans la baraque prévue, où nous attendent plus de vingt Allemands assis sur les lits ou sur le plancher.

Je fais un court laïus sur la nécessaire solidarité des ouvriers. Puis un débat animé commence. Plusieurs auditeurs parlent du chauvinisme des ouvriers français à leur égard. Il faut donc expliquer les nombreux crimes nazis commis contre les peuples d'Europe. D'autres auditeurs demandent pourquoi les dirigeants ouvriers français entretiennent ce chauvinisme contre tous les Allemands. Il me faut parler de la politique du stalinisme, de l'alliance avec le capitalisme occidental, de la négation de la lutte des classes dans les faits, et de sa conséquence : le chauvinisme contre tout un peuple.

Le copain JS conclut en affirmant que si un travailleur allemand se syndique, il contribuera à démolir le chauvinisme dans la tête des ouvriers français.

Le lendemain, Bogdan vient me voir très satisfait. Avec deux autres travailleurs, il s'est rendu à l'Union Locale CGT pour apporter l'adhésion au syndicat de plus de 30 ouvriers allemands. Les responsables syndicaux furent assez surpris mais délivrèrent les cartes.

Nous avons fêté cela dans une des baraques de « travailleurs libres ». Les Allemands avaient mêlé dans un grand seau, des bouteilles de vin blanc, du rouge, du rhum, etc. Le tout servi à la louche. J'ai pris une bonne cuite et chanté diverses chansons, l'une a agacé un Allemand originaire de la RDA. Il m'a traité de stalinien. Je l'ai traité de nazi. Le lendemain, je me suis réveillé avec une bonne gueule de bois. J'avais dormi dans le lit de l'Allemand. Lui avait sommeillé sur le plancher. Plus tard, ces travailleurs sont rentrés chez eux. Je crois que Bogdan a regagné l'Allemagne de l'Est. Quelques petites lettres au début, parlant surtout des difficiles conditions de vie. Puis le silence. Je n'avais pas l'illusion que vingt numéros de « Solidarität » bousculeraient le monde. Mais enfin, une petite pierre par-ci, par-là.

Dans un de ses ouvrages, Gilles Perrault a questionné, en RDA, des militants communistes (staliniens) qui, militaires en France occupée, menèrent la lutte contre les nazis.

Ces militants se proclamaient « patriotes allemands ». Je ne sais à quelle date, le PC allemand ajouta « patriote » à son titre. On se souvient qu'en France, à la suite du pacte franco-soviétique, le PCF décida de voter les crédits militaires. Maurice Thorez annonça qu'il reprenait le drapeau tricolore aux Versaillais et le PCF devint « patriote ».

Dans le cas du PC allemand, le jour de cette adoption est mal connu.

Jadis, le socialiste américain Upton Sinclair écrivit un livre intitulé : « Un patriote cent pour cent ». C'était l'histoire d'un mouchard qui espionnait les ouvriers révolutionnaires dans les usines ! Qu'importe ! Celui qui veut donner une coloration honorable au mot « patriote » devrait s'expliquer longuement sur le sujet.

Ce qui ressort des interviews des staliniens, c'est que, pendant la guerre, il n'y avait que trois grands groupes d'Allemands :

- 1) Les nazis.
- 2) Ceux qui avaient peur.
- 3) Les communistes et les « vrais patriotes. »

On comprend ce classement effectué par des staliniens qui idéalisait la guerre des alliés de l'URSS, mais la vérité historique est assez différente. Il existait surtout un énorme groupe d'Allemands qui, sans avoir peur, sans être de cruels nazis, considéraient que la cause des alliés n'était pas toute rose. Ceux là pouvaient être contre les camps de concentration nazis mais aussi contre les bombardements au phosphore des quartiers ouvriers allemands.

Ceux là pouvaient détester Goebbels sans approuver Ilia Ehrenbourg clamant : « Il n'y a de bons Allemands que les Allemands morts ».

Ceux là pouvaient comprendre la colère des Russes qui avaient subi les atrocités nazies, sans admettre pour autant les viols massifs effectués par des soldats soviétiques en Allemagne. Dans le meilleur des cas, ils étaient en droit de penser qu'ils n'avaient pas en face d'eux les « hommes d'un type nouveau » tant vantés par la propagande stalinienne.

Ceux là pouvaient, à la fin de la guerre, comprendre et soutenir la création d'une RDA, d'un état allemand et communiste, mais pouvaient difficilement admettre que la Prusse Orientale ne soit pas en RDA et devienne russe. Impossible à faire accepter par un Allemand réellement communiste ou simplement « patriote ».

Un stalinien super borné pouvait soutenir le nationalisme russe. Ce stalinien avait peu de chances de trouver beaucoup d'échos chez les ouvriers allemands. Seul un trotskyste pouvait gagner à sa cause un travailleur allemand en uniforme, sans jamais lui mentir. C'est pourquoi le trotskyste fut l'objet des attentions spéciales de la gestapo et du guépéou.

Les trotskistes bretons après la guerre.

Pendant une longue période, la cellule de Brest se réunit chaque semaine dans un bistrot du centre ville. Ce bistrot, plus deux banques, étaient les seuls bâtiments debout au milieu des ruines. Tout un symbole !

Venant de St Pierre ou du Guelmeur, les copains effectuaient 4 kilomètres à pied pour se rendre à la réunion.

Croyant nous vexer, le responsable PCF, Ménès, avait dit un jour : « Sur Brest, vous n'êtes qu'une quarantaine de poilus ! ». En fait nous étions à peine une douzaine. Mais une douzaine de militants. A tour de rôle, chaque copain devait préparer une revue de presse pour la réunion, suivre les cours de formation politique, vendre « La Vérité » à la criée et assurer de fréquentes diffusions de tracts devant l'Arsenal ou les chantiers.

Je revois Jean Léostic chantant : « Mais du pied, ma toute belle, frappe le sol ! Va-t'en brigand, impie méchant, avec tous tes Komsomols ». Jean, ouvrier du bâtiment, avait gagné de nombreux sympathisants, autant par les discussions que par son courage quand, éjecté brutalement par les « stals » lors d'une assemblée du bâtiment, il revenait dans la salle par une fenêtre.

Je revois André Pottier qui, expédié à l'arsenal de Diégo-Suarez (Madagascar) nous faisait part de son écœurement de voir des ouvriers cégétistes qui devenaient racistes aussitôt qu'ils arrivaient dans une « colonie ». Il écrivait que des ouvriers français avaient exigé des toilettes distinctes de celles des Malgaches et concluait : « Je vais en exiger une pour moi, afin de ne pas mélanger ma merde à celle de ces cons racistes ».

Lors des élections à Brest, nous avons obtenu environ 500 voix. Le PCF en avait plus de 10000.

Mais qui pouvait prétendre au beau titre de communiste ? Sûrement pas ceux qui étaient devenus des adorateurs du « chef aimé » à Moscou et des petits « chefs aimés » de France. On a peine à imaginer jusqu'où étaient tombés des hommes qui, par ailleurs, se prétendaient marxistes. Ils auraient fait honte aux courtisans de Louis XIV !

Relisons quelques passages de l'édition française de « La Littérature soviétique » numéro 1/1950.

Le « camarade » Léonov écrivait : « La postérité verra que dans la science de vaincre, l'accélération par Staline des processus n'est pas moins importante que son courage allié à la plus exacte des tactiques révolutionnaires; pas moins importante que la victoire stalinienne sur la nature récalcitrante...

Il est le premier mineur et le premier architecte, le meilleur savant, soldat et laboureur. Déjà, de notre temps, le public est particulièrement avide de lire les souvenirs des heureux qui ont été caressés par le regard paternel du grand Staline.

Il y a, aujourd'hui, deux soleils au-dessus de la terre; l'un d'eux est le rayonnement de l'idée stalinienne » *Pages 9, 10, 12*

Cédons la place à Ilia Ehrenbourg :

« Les hommes travaillent, plantent des pommiers, bercent leurs enfants, lisent des vers ou dorment en paix. Et lui, il est à la barre ». *Page 23*

Terminons avec le « camarade » Perventsev

« En Asie, en Europe, des gens qui n'avaient pas rompu avec la religion, mais nous étaients acquis, ont déclaré : Des hommes comme lui faisaient l'admiration des anciens qui les divinisaient. Il est notre père, un père bon, exigeant, extrêmement sensible et humain.

Nous pouvons être à la fois, infiniment fiers et heureux d'avoir un tel père pour nous enseigner la vie. Ce que Staline nous a donné est incommensurable. Il nous a donné le calme serein de l'esprit.

Nous vous saluons très bas camarade Staline. » *Pages 37, 38, 39.*

On pourrait penser que Perventsev était le pire de la bande des lécheurs de bottes. En fait, c'est un peu plus complexe. Cet homme qui n'était pas dénué de talent, trouva le moyen de répondre à tous ceux qui prétendaient que c'est le peuple qui avait fabriqué le culte de Staline :

« Staline a indiqué les faits de la réalité auxquels il fallait consacrer son attention et qu'il fallait appuyer, les hommes qu'on devait célébrer dans les livres » *Page 38.*

Tout en se couchant prudemment devant Staline, Perventsev dissimulait parfois assez mal son irritation devant la nullité de l'écrasante majorité de l'association des écrivains soviétiques. Lors d'un congrès, il feignit de se réjouir des progrès numériques de l'association : « Camarades, il y a aujourd'hui, à Toula, vingt écrivains officiels. Jadis, il n'y avait dans cette ville qu'un seul écrivain ». Il attendit un instant et nomma l'écrivain : « Pouchkine ! »

Vint un moment où la classe ouvrière ne supporta plus le blocage des salaires, la diminution constante du pouvoir d'achat. Tant qu'il s'était agi des postiers et des rotativistes, la direction du PCF avait pu calomnier les grévistes et maintenir sa collaboration avec la bourgeoisie. Mais voici que dans la principale forteresse ouvrière, Renault, tout un secteur (le secteur Colas) débraya. Les camarades de ce qui se nomme aujourd'hui « Lutte Ouvrière » furent à la tête du mouvement. Dans un premier temps, la direction de la CGT utilisa les arguments « frappants » contre les grévistes. Cependant, le mouvement ne cessa de s'étendre et la direction du PCF se trouva devant un délicat dilemme :

-Continuer la collaboration ministérielle, avec les partis bourgeois, c'était perdre la classe ouvrière... Mais c'était aussi, finalement, perdre les postes ministériels, puisque le PCF n'intéressait la bourgeoisie que dans la mesure où il contrôlait le mouvement ouvrier.

-Soutenir les revendications ouvrières, cela signifiait perdre les postes ministériels mais garder la confiance de la classe ouvrière et, en conséquence, peut-être demain, retrouver une petite place dans l'Etat. C'est ce qu'exprima la direction du PCF en répétant : « Nous sommes un parti de gouvernement ».

En attendant, la grève cessa d'être « l'arme des trusts » et « un mot d'ordre hitlérien ».

Pour leur part, les socialistes « découvrirent » que la CGT était liée à Moscou par le canal du PCF et, avec l'aide américaine, organisèrent la scission de « Force ouvrière ».

Pour effectuer cette besogne, ils bénéficieront du relatif prestige de Léon Jouhaux que les staliniens avaient propulsé dans la direction de la CGT à la fin de la guerre, à la grande surprise des ouvriers communistes.

Durant les grandes grèves, le secteur le plus combatif fut celui des mineurs. Dans l'action, le PCF n'hésita pas à lancer des mots d'ordre ultra-gauchistes. Du côté de la répression, le Parti Socialiste montra qu'il était toujours digne des assassins de Liebknecht et de Luxembourg.

Le ministre « socialiste » Jules Moch lança la troupe et surtout les CRS contre les grévistes. Ces « Compagnies Républicaines de Sécurité » avaient été créées avec la bénédiction de toute la gauche et sous un titre devant exorciser les mauvais souvenirs de la sinistre garde mobile. Au lendemain de la libération, le PCF avait encouragé un certain nombre de militants à entrer dans les CRS. Cela

permettait de faire croire aux éléments combattifs qu'on était en train de grignoter l'appareil d'Etat bourgeois. Mais les services secrets espionnaient depuis longtemps les CRS douteux. Jules Moch n'eut aucun mal à dissoudre deux compagnies de CRS dans le sud de la France.

Les prisons se remplirent de courageux grévistes. A Brest, nous avons recueilli pendant un mois, trois petits enfants et la grand-mère d'un mineur communiste de la Ricamarie qui se trouvait en prison. Nous avons organisé une petite fête en leur honneur à Recouvrance. La direction de la CGT était invitée. Elle s'excusa : « Retenue par d'autres obligations... » Elle n'allait tout de même pas se commettre avec des trotskystes. Cependant la lettre débutait par « Camarades ». Deux ans avant, Ménès m'avait crié, lors d'une réunion : « Je ne suis pas ton camarade ! » Et il avait failli mourir d'une crise cardiaque parce que j'avais répondu : « Voyons, Henri ! »

A partir de cette époque l'organisation trotskyste a un peu pédalé dans le vide, surtout dans les secteurs où existait une implantation ouvrière.

Il était relativement facile de démontrer la fausse orientation du PCF quand il collaborait avec les partis bourgeois. Beaucoup plus difficile quand il adopta une ligne ultra-gauchiste et que les militants communistes allèrent en prison.

Exemple: A l'Arsenal de Brest, la grève s'effiloçait après de terribles tensions au début. On avait vu, à l'arrivée du train ouvrier à Landerneau, mille grévistes attendre l'unique « Jaune » et l'accompagner jusque chez lui, sans violence, mais en lui lançant des pièces de menue monnaie. On avait vu des grévistes entrer dans l'Arsenal et souder à l'arc les vélos des « jaunes ».

Puis, ce fut tout doucement la reprise sur un échec. Les souvenirs de la collaboration de classe étaient encore frais dans la mémoire de beaucoup d'ouvriers.

Quand il ne resta qu'une centaine de grévistes sur sept mille ouvriers, un copain de l'organisation reprit le travail.

Nous l'avons exclu pour six mois estimant qu'un trotskyste ne pouvait reprendre quand cent militants PCF étaient encore dehors. Ils ne tardèrent pas, d'ailleurs, à reprendre aussi.

Je raconte l'histoire. Je ne dis pas que nous avons raison. J'essaie seulement d'expliquer qu'il était dur de se délimiter des positions ultra gauchistes du PCF. Au bout de six mois, le copain est revenu et a milité jusqu'à sa mort.

Sorti de l'hôpital de Poitiers, mon oncle Marcel était venu à Paris et vécut sous un pseudonyme, aidé par les FTP.

Après la libération, ancien marin et gravement mutilé, il obtint un poste de planton au ministère de la marine marchande. Il se déplaçait difficilement avec une jambe de bois, et, quatre ans après le bombardement de Nantes, il avait encore de petits éclats de métal ou de pierre qui arrivaient à fleur de peau.

Un certain jour de 1947, j'appris que les gendarmes étaient venus le chercher. Il était convoqué à Brest et devait répondre devant le tribunal du vol de tissus accompli à Quimper en 1943. Nous avons admiré le petit train-train méthodique de la « justice » qui, négligeant un tas de gros collabos et tortionnaires, poursuivait les menues affaires.

En réunion de cellule, nous avons discuté afin de savoir s'il fallait placarder une petite affiche dans Brest en racontant l'histoire, ou s'il était préférable de nous montrer discrets pour ne pas indisposer les juges. Nous avons décidé en faveur de la publicité.

Au tribunal, un magistrat eut l'audace de soutenir que le dépôt de tissu avait été constitué par la marine française à l'insu des Allemands. Il fut aisé de démolir ce mensonge. Les truands qui avaient été arrêtés en 1943 furent jugés en pleine occupation. Cela fut mentionné dans la « Dépêche de Brest ». Les Allemands qui contrôlaient ce journal, le lisaient naturellement et auraient appris avec intérêt l'existence de ce grand dépôt de tissu s'ils ne l'avaient connu préalablement. Le magistrat entra dans sa coquille.

Un autre demanda qui avait autorisé Marcel à participer au coup. Bodénès et Cruau étaient morts. Je restais en compagnie du lieutenant des pompiers Palut qui, en fait, n'avait pas été consulté à l'époque, mais ne nous refusait jamais un service.

Il paraît que nous aurions dû consulter un juge ! « Tout le monde connaît l'attitude résistante de la magistrature brestoise ! ».

Nous avons répondu que nous l'ignorions. D'ailleurs, les Allemands l'ignoraient aussi ! Cette sorte de « résistants » semblait peu au courant de la situation en 1944, puisqu'un des juges déclara que nous n'aurions pas du donner notre accord pour la vente du tissu, mais l'utiliser pour fabriquer des uniformes aux maquisards.

Des partisans en uniforme dans le Finistère en 1943 ! La salle s'amusa beaucoup. Tout se termina par un « non-lieu » Marcel put regagner son poste de planton

L'expérience yougoslave

Dans cette fin des années 40, la rupture est totale entre le bloc occidental et celui de l'Est. A vrai dire, avant même la fin de la guerre, les relations étaient très détériorées. J'ai l'intime conviction que le bombardement atomique d'Hiroshima et l'épouvantable bombardement de la ville de Dresde furent avant tout, décidés pour impressionner l'URSS.

On tua des centaines de milliers de Japonais et d'Allemands pour faire peur aux Soviétiques. Dès 1945, une partie des généraux américains étaient prête à faire la guerre à l'URSS et le général Patton ne le nie pas dans ses « carnets secrets ». Ces fameux carnets révèlent d'ailleurs la mentalité d'un tel général. Quand il se trouva en Afrique du Nord, il estima que les Arabes étaient la lie de l'humanité. En Sicile il découvrit que les Italiens étaient encore pires. Puis, en Allemagne, l'engeance était les juifs tandis que les seuls individus convenables étaient les anciens nazis, qu'il nomma d'ailleurs à tous les postes de responsabilité, en Bavière. Quant aux alliés français ? Lors d'une cérémonie à Rennes, une jeune Française vint l'embrasser et il nota délicatement dans ses souvenirs « qu'elle s'était lavée ».

Cependant, les USA n'étaient pas prêts pour une telle guerre. L'Europe occidentale était peu sûre. Le soldat américain manifestait sur les Champs Elysées en faveur d'un retour au pays. Enfin, tout en multipliant les éloges du génie militaire de ses généraux, le gouvernement de Washington avait peu d'illusions sur leurs qualités. Le glorieux général Patton n'avait jamais progressé qu'au moment où il disposait de 200 chars contre 20 blindés allemands qui avaient subi au préalable, le pilonnage de 500 bombardiers.

Du coté de l'Est, les Soviétiques étaient fort occupés à la reconstruction d'un territoire immense détruit par les nazis. Staline avait de plus en plus de mal à dissimuler sous le mot « communisme » une politique super-nationaliste russe qui consistait à piller les pays libérés. Pour aboutir à ce résultat, il fallait éliminer les dirigeants communistes suspects d'être plus proches de leur peuple que du Kremlin. Pour cette raison, on pendit à Budapest, Prague et Sofia, tous les leaders qui auraient pu devenir des opposants. Il se trouva que la majorité avait été des combattants des brigades internationales d'Espagne et les vrais organisateurs de la résistance au nazisme dans leurs pays. En France également, un Maurice Thorez qui avait fait toute la guerre à l'abri du Kremlin, voyait d'un mauvais œil les organisateurs de la lutte.

Lors des ignobles « jugements » dans les démocraties populaires, la direction du PCF chargea, selon une règle classique celui qui semblait manifester des réserves, Pierre Hervé, de suivre les procès sur place et d'écrire qu'ils étaient très réguliers et que les inculpés avaient mérité la potence. Hervé s'acquitta de cette tâche avec discipline. Un autre scribe de l'Humanité, André Wurmser tira aussi avec énergie sur la corde des pendus. Le même Wurmser devait, longtemps après, répondre cyniquement à tous ceux que ces procès avaient scandalisés : « De quoi vous plaignez-vous ? Nous en avons réhabilité ». Ce qui amena un copain juif à me dire : « Il y a pire qu'un stalinien : un juif stalinien ».

La Yougoslavie fut un morceau impossible à avaler. Ce pays n'avait pas été libéré par les Soviétiques mais par l'armée des partisans.

Le PC Yougoslave était stalinien, mais il n'était pas décidé à accepter le contrôle de son armée par les agents de Moscou. Il était encore moins décidé à vendre divers produits à l'URSS au-dessous du cours du marché mondial et à lui acheter d'autres produits au-dessus du cours de ce même marché.

Les relations s'aigrirent de semaines en semaines et ce fut la rupture. Très vite, toute la presse du Kominform parla du « fasciste Tito » et des « Hitléro-titistes ».

Les syndicats yougoslaves furent exclus de la Fédération Syndicale Mondiale et la CGT fit une curieuse preuve de son indépendance en votant l'exclusion !

L'Humanité assura ses lecteurs que les « vrais patriotes » yougoslaves avaient repris le maquis pour lutter contre Tito !

Lors d'un grand match de football à Paris où se produisait une équipe yougoslave, le quotidien central du PCF trouva même le moyen de rendre compte du match sans utiliser une fois le mot « yougoslave ».

La bible majeure des calomnies fut rédigée par deux agents du Kremlin, messieurs Sayers et Kahn qui écrivirent : « La grande conspiration contre la Russie » ; ouvrage qui voulait démontrer que la relève du malfaisant Trotsky avait été assurée par les pendus de Budapest et de Prague ainsi que par l'infâme Tito.

Les communistes yougoslaves apprirent assez vite quelques leçons sur la nature de Staline et, dans leur journal Borba, publièrent un grand dessin représentant Karl Marx écrivant le Capital avec derrière lui, sur le mur, un grand portrait de Staline !

La tactique américaine qui consistait à présenter tous les mouvements de libération comme une conspiration ourdie par Staline, persista lorsque l'armée rouge chinoise chassa les troupes de Chang Kay Tchek du continent.

En fait, Staline ne vit pas d'un bon œil la prise du pouvoir par Mao Tsé Toung. Jusqu'au total départ des armées réactionnaires pour Formose, le seul ambassadeur qui resta auprès du gouvernement du Kuomintang, fut le Soviétique !

L'écrivain américain Jack Belden suivit la progression de l'armée populaire et ne vit aucun équipement soviétique, mais des armes japonaises et américaines prises sur les « blancs ».

Les dirigeants de Washington savaient à quoi s'en tenir mais trouvaient excellent de propager l'idée que les mouvements de libération sont mauvais puisqu'ils sont soutenus par l'exécrable Staline. Quant au militant communiste de base, il se fondait sur la propagande américaine pour persister à croire que Staline était un vrai marxiste qui aidait activement partout la lutte des peuples opprimés.

Devant la masse des calomnies répandues contre lui, le parti communiste yougoslave invita les jeunes d'Europe à venir voir la réalité.

Nous sommes partis vingt sept du Finistère. On aurait pu s'attendre à ce que le PCF se joigne au voyage et apporte la preuve de ses accusations. Bien au contraire, il déclara : « N'allez pas chez le fasciste Tito ! »

Quand, plus tard, Kroutchev alla s'excuser à Belgrade et déclarer que tout était la faute de Béria, Duclos lui emboîta le pas et dit : « Nous ne savions pas ! » : Phrase innocente... Il aurait dû dire : « Nous ne voulions pas savoir » : phrase inquiétante !

Qu'avons-nous vu en Yougoslavie ? Un pays encore ruiné par une terrible guerre. Un style de gouvernement toujours très stalinien. Il y avait encore une rue Staline à Zagreb. Une sérieuse volonté d'industrialiser le pays. Un communiste yougoslave nous disait : « Nous exportons toujours notre vin. C'est pourquoi il manque dans le pays. Mais, hier, nous recevions en échange, des montres et des bijoux, à présent ce sont des machines-outils ».

Nous avions espéré que le PC yougoslave reviendrait au léninisme et opposerait au nationalisme russe un internationalisme susceptible de toucher tous les ouvriers d'Europe. Hélas, ce PC qui, au fond, n'avait jamais connu le léninisme, se replia sur le nationalisme. Et ce nationalisme a fait des petits !

Néanmoins, à cette époque, nous avons pu voir un grand match de football, Belgrade-Zagreb. Compte tenu de ce qui s'était passé, trois ans avant, c'était une sorte de miracle.

Il est peut-être un peu ridicule de revenir de temps en temps à ma modeste personne quand «la Chine ébranle le monde », mais, compte tenu du fait que beaucoup de gens se passionnent pour ce qui se déroule à « l'échelle humaine » et s'intéressent plus à l'affaire Seznec qu'à la révolution spartakiste, ou à Robin des Bois de préférence à l'histoire de l'Angleterre, je suppose que certains lecteurs se demandent ce que devient ma femme belge.

Donc, ce mariage était complètement sorti de ma tête. Je n'écrivais pas à Claire qui ignorait où je me trouvais. J'avais, d'ailleurs, peu de domicile fixe.

Elle avait gardé de bonnes relations avec une de mes sœurs et lui annonça en 1947 qu'elle voulait refaire sa vie. Pour cela elle souhaitait quelques lettres ne laissant aucun doute sur les relations voluptueuses que j'aurais eu avec une autre femme. Ma sœur écrivit ces lettres, les expédia en Belgique et me communiqua le prénom de la maîtresse qu'elle m'avait attribuée : Josette ? Élisabeth ? Je l'oubliais instantanément.

Or, un jour, je fus invité à Brest chez un homme de loi qui me fit savoir que ma femme demandait le divorce parce que j'avais une maîtresse. J'acquiesçais. Le brave homme cherchait dans ses papiers le prénom de cette femme et me consultait parfois du regard. Je ne pouvais, hélas, l'aider. Enfin, il dénicha le fameux prénom, et j'approuvais aussitôt.

Pendant cette période, je fis la connaissance d'une institutrice membre du PCF. Nous vécûmes ensemble et elle se trouva enceinte. C'est pourquoi nous nous mariâmes. Elle se prénomma Marie-Anne. Un fils naquit en 1949, qu'on appela Michel.

Usure et Lassitude

Cette même année, j'ai été quelques mois à Paris pour suivre une formation accélérée de tourneur à Ivry. Je logeais dans un hôtel où se trouvaient deux ou trois camarades trotskystes vietnamiens. Des gars très militants. Je leur présentais, un jour, une fille du PCF qui ne refusait pas le dialogue. Un matin, un copain vietnamien vit cette fille sortir de ma chambre. Il m'engueula amicalement : « Pas sérieux camarade. Tu dis que tu discutes politique avec la stalinienne. En réalité, tu couches ». J'ai essayé de lui expliquer que ça n'était pas incompatible et que ça pouvait même aider le débat à progresser. Il n'a pas voulu comprendre.

A la fin de mon stage, j'ai essayé de m'embaucher à Rouen. Mon essai ne fut pas concluant et je revins en Bretagne. J'ai fabriqué des kayaks pendant quelque temps. Ces kayaks étaient bons et, avec les copains, j'ai souvent sillonné la baie de Douarnenez. Hélas, je ne savais pas les vendre. D'ailleurs, pendant toute une période, nous faisons une feuille régionale imprimée : « Le Militant » qui occupait une partie de mon temps.

Dans ses meilleurs moments, l'organisation trotskyste a compté 700 militants en France. A cela il faut ajouter deux douzaines de gars de « Voix Ouvrière » qui est devenue « Lutte Ouvrière ».

Le courant qui avait lutté avec efficacité pour la légalisation du journal « La Vérité » et pour la participation aux élections s'impatientait du piétinement de l'organisation. Il avait tendances à attribuer cette situation au « sectarisme » de nombreux militants. Puisque les masses populaires ont des illusions sur la possibilité de changer le régime par des élections, il faut aller au devant de ces illusions. Ainsi, à propos des grands scandales dans le ravitaillement, des camarades avancèrent l'idée que l'organisation devait demander le ministère du ravitaillement !

D'autre part, ils pensaient qu'un bloc avec d'autres éléments de gauche, non stalinien, nous permettrait de sortir de notre isolement. Mais pour obtenir ce bloc, il fallait renoncer au « sectarisme » et savoir faire des concessions ! Concessions sur quoi ? Évidemment sur la forme d'organisation et sur la nature de l'État. La « voie parlementaire vers le socialisme » pointait son nez.

Le départ de ces camarades qui avaient eu un temps, la majorité, lors d'un congrès du PCI, fut un coup dur pour les militants de Bretagne car, indépendamment de leurs perspectives justes ou fausses, nous avions une grande admiration pour leur culture et leur courage :

- Demazière avait été responsable en zone sud pendant la guerre. Il avait été détenu à la prison du Puy en Velay, avait échappé aux tueurs de Vichy, puis à ceux des stalinien, et avait continué le combat à Paris.

- Marcel Beaufrère, pendant toute l'occupation, n'avait cessé de soutenir les cellules de province, avait été arrêté par les nazis à Brest, en octobre 43, et n'avait pas arrêté son activité clandestine à Buchenwald.

- Louis Dalmas, Paul Parisot et bien d'autres, dont la culture dépassait de cent coudées celle des plus grands leaders du PCF.

Je suppose que tous se posèrent la question qui avait tourmenté Trotsky, peu avant son assassinat, quant aux capacités de la classe ouvrière « si la révolution mondiale ne sort pas de cette monstrueuse guerre impérialiste ».

Plus tard, David Rousset, Sartre et d'autres tentèrent l'expérience d'une organisation « non sectaire » et créèrent le Rassemblement Démocratique Révolutionnaire. Le premier numéro de leur journal titrait « Très vite, nous devons être cent mille ». Cet objectif audacieux ne vit pas un semblant d'exécution. Le RDR sombra.

Ainsi disparut l'espoir qui avait été exprimé par Dalmas, de « court-circuiter l'histoire ».

A cause du piétinement de l'organisation, la direction de la IV^{ème} Internationale lança le mot d'ordre « d'entrisme ». Autrement dit, elle invita les militants à entrer dans les partis sociaux-démocrates ou stalinien.

J'ai compris cela dans le sens suivant : Une importante partie de l'organisation doit poursuivre une existence indépendante et tenir le drapeau. Un certain nombre de militants adhèrent aux organisations réformistes. Il se trouve que la grande majorité de la section française refusa l'entrisme et dénia toute autorité à l'Internationale.

Il m'a toujours semblé que même s'il n'y avait que cinq trotskystes en France, cinq aux USA et autant au Vietnam, une internationale était nécessaire, et je ne pouvais approuver cette majorité du PCI que l'on appela aussi « organisation Lambert ».

Ceci dit, une minuscule partie de l'organisation française, avec Pierre Frank se montra disciplinée et appliqua l'entrisme. Ainsi agirent des camarades bretons avec André Fichaut.

Mais, que valait à présent cette tactique dans la mesure où une très minuscule poignée était chargée de maintenir le drapeau ?

Inutile de dire qu'un grand nombre de militants découragés étaient dans la nature. N'étant pas une tête politique, je vis tout cela d'une manière peut-être simpliste. Nous sommes dix et nous avons la capacité de bâtir une maison. L'Internationale nous le demande : huit refusent et je ne suis pas d'accord avec les indisciplinés. Mais les deux qui sont disciplinés, ne doivent-ils pas se poser la question de savoir s'il est maintenant possible de bâtir la maison ?

Bref, j'étais dans le cirage et c'était une maigre consolation de songer que je n'étais pas le seul.

Dédicace

Je dédie ce modeste bouquin aux braves banlieusards FTP de la Compagnie Saint-Just, qui se seraient, peut-être, consacrés au marché noir, comme tant d'honorables citoyens français, s'ils avaient pu deviner que cinquante ans après leur combat, un Le Pen aurait pignon sur rue, un exporteur de la Francisque de Pétain serait Président de la République, et un Georges Marchais serait secrétaire du PCF. Je le dédie aussi aux courageux camarades trotskystes du Finistère qui n'avaient pas autant d'illusions.

Mai 1993

Calvès André

En guise de préface	2
Le curieux mélange de Plougastel et Lesneven	2
La fleur au fusil	4
La commune n'est pas morte.	7
Enfance à Brest	8
Les socialistes sauvent la bourgeoisie allemande	9
« Sans la révolution européenne, nous périrons ! » Lénine	11
Henri part civiliser la Chine	13
La bureaucratie contre le Koulak	14
La vie de Famille	14
« Adroits, robustes et lestes, les éclaireurs de Brest » Chant de troupe.	15
La peste brune est passée par-là	16
L'ouvrier brestois	18
Staline vend le communisme pour un pacte en papier	19
Retour à Brest	21
La joie te réveille, ma blonde.	23
Clan routier en dissidence	24
La Révolution espagnole	25
France-Navigation	27
L'assassinat d'une révolution	27
Staline massacre la vieille garde	28
Cette paix n'est pas notre paix	29
La guerre	30
Le pacte Germano-soviétique	30
Le PSOP et la guerre	31
La drôle de guerre	32
Inscrit Maritime Provisoire	33
Deuxième classe dans l'infanterie	36
Sur le chemin de la débâcle.	38
Retour en Bretagne	41
Juin 1941	45
Été 1941	46
Hiver 41-42.	48
Naissance de la résistance à Brest	52
Coup dur à Brest	59
Trotskiste et FTP	61
La récupération d'armes	63
Aller-retour en Bretagne	65
Missions de la Cie Saint-Just	67
La milice et les collabos	69
Paris, l'insurrection	73
La colonne Fabien	77
Retour à Paris	81
Hiver 44-45.	83
Stalinisme et « Hitléro-trotskistes »	88